ranger Filtrage and

to capabi more

and the second

to the district

44 the 40

STATE AND ADDRESS OF

MARKET AND THE PARTY NAMED IN

100 mg

Williams !

THE PLANE **** de ---

67、经验基

Prodor :

.

5 Marse Firs

----東京²掛下 数2 ★ 5m

a have perform Color Material

SE ! WHITEHALLE

STATE STATES 1 TAL - 2013

De 4 . c

D and printed

Line or a

THE ME AND DOTTO

-

AND A TOTAL

le Québec

(Pages 20 et 21.)

5

. (1

と /2

Négligences

Publication mensuelle

5, me des Italians, 75427 Paris Cedex 08

Par CLAUDE JULIEN

I. n'est sans doute pas négligeable que l'Europe, même tardivement, ait proclamé — à propos du conflit israélo-arabe, du Liban, de l'Afghanistan — des principes qu'elle n'a guire les moyens de faire respecter. Il n'est pas négligeable que, de manière assez désordannée, les États-Unis aient brandi contre l'U.R.S.S. une série de représailles, au demeurant imparfaitement appliquées, dout il est douteux qu'elles controignent Moscon à évacuer l'Afghanistan. Il n'est pas négligeable que les sept nations les plus riches aient une nouvelle fois examiné, sans plus d'illusions que par le passé, ce qu'elles pourraient bien faire dans un monde dont les deux axes — Nord-Sud, Est-Ouest — sont, à l'évidence, gravement ébranlés.

Mais il serait impardonnable de se contenter de ces décisions parcellaires, sons commune mesure avec les déséquilibres mondiaux. Décisions parcel· laires qui ne peuvent prendre un sons qu'à condition d'être intégrées dans un projet cohérent à l'échelle de la planète. Mais les hommes au pouvoir out-ils encore un projet? Ou bien se bornent-ils soit à suisir l'occusion qui se présente de marquer un point, soit à réàgir devant la « crise » qu'ils n'avaient pas su prévoir? Le « pragmatisme » dont ils se targuent no fait plus illusion, d'autant qu'il ne leur a épargné ni les drames ni les échecs : la « pragmatisme » n'est efficaca qu'inspiré par une grande ambition, un intérêt supérieur ou une audacieuse vision de l'avenir.

A INSI les « crises » s'ajoutent-elles aux « crises », comme se superposent, sans jamais composer un tableau intelligible, des rapparts très technocratiques élaborés par des experts auxquels nul n'a d'ailleurs jamois demandé d'avoir une vision globale : Iran, chémage, Afghanistan, criminalité arbaine, émeutes raciales en Afrique du Sad, coût de l'énergie, sous-alimentation et famine, scènes d'insurrection en Corée, guerre commerciale, etc. — beaucoup de bruit et de fureur dans co « conte dit par un idiot », ouquel demain d'autres chapitres s'ajouteront jusqu'au moment où il sero trop tard pour

Tout n'est certes pas logique, mais tout a une signification. Pendant près de trente aus, les enalyses de la situation mondiale ont été subordonnées eux rolations Est-Ouest en Europa, alors que les plus grands bouleversements se produisaient en Afrique, en Asie, en Amérique latine. Et il fallut attendre l'augmentation des prix du pétrale pour suggérer l'idée d'un dialogue Nord-Sud, aux bien maigres résultats. Grave négligence, on aubliait alors que les peretiques et capitalistes, qui s'appellent Nord dons leurs relations avec les pays sous-développés, se nomment Ouest duns leurs rapports avec le camp socialiste, et qu'en fait il n'y a pas et il n'y a jamois eu deux dialogues simultanés — Est-Ouest d'an côté, Nord-Sud de l'autre — mais un seel jou d'offrontements triangulaires entre l'Est, l'Ouest et le Sud.

PAR les méfaits d'un européocentrisme auquel les Etats-Unis eux-mêmes n'ent pas échoppé, la perception du monde contemporain a été déformée, et elle le demoure alors que la compétition Est-Ouest-Sud a montré quels profits l'U.R.S.S. pouveit en tirer dans les ex-colonies portugaises, en Ethiopie, en Afghanistan, dans l'ancienne Indochine, etc. Il n'est pas négligeable d'organises économiquement l'Europe et de renforces son potentiel stratégique, mais cela risque de rester assex vois si, en même temps, on ne prend pas à bras-le-corps les problèmes de ces pays qui risquent d'être l'Afghanistan de

entrisme ? C'est justement à l'Europe qu'il appartient de s'arcarriere d'abord à cette courte vue pour mieux apprécier sa place et son rôle dans l'univers qui l'environne et qui conditionne son destin. Sortunt d'ellemême, dépassant son propre horizon pour mieux s'observer, elle aurait une chance d'assurer sa propre sécurité et de venir à bout de ses querelles internes — sans se donner le ridicule de gestes irritants, gratuits, négligeables.

A NOS LECTEURS. -- Réunie le 1er juin, la Société des rédacteurs du Monde a élu Olaude Julien comme candidat à la succession de Jacques Fouvet, directeur du Monde. A une date qui n'est pas encore fixée, la S.A.R.L. le Monde se prononcera à son tour. En tout état de cause, le mandat de Jacques Fauvet n'expirera que le 31 décembre 1982. Pour l'instant, Claude Julien conserve ses fonctions de rédacteur en chef du Monde FIN D'UN «COMPROMIS» EN

Les élections régionales du 8 juin en Italie ont boucle un cycle politique ouvert, en 1975, avec l'im-portante victoire de la gauche — des communistes en particulter — dans des élections de même nature. Il y a cinq ans, on avait pu croire que le système du e faux bipartisme », en vertu duquel la democratie chrétienne se maintenait au pouvoir depuis plus de trente ans, allait enfin céder au principe de l'alter-nance. Malgré une apparente instabilité, malgré la clérose et la corruption au cœur des institutions, la gauche se voyait en effet condamnée à un rôle

Mais le P.C.I. décida d'utiliser la victoire de 1975,

confirmée par les élections générales de 1976, pour se lancer dans une politique de collaboration avec la D.C. dite de « compromis historique ». Le choix, de compromis en compromissions, s'est révêlé per-dant. La désillusion succède à l'espoir. Le 8 juin, millions d'électeurs (sur quarante-trois millions) se sont abstenus; deux millions d'autres ont voté blanc ou nul. Le gouvernement démocrate chrétien de M. Cossiga s'appuie sur les socialistes, et le P.C.J. est retourné à l'opposition. Le pays retombe dans le schema du « monopartisme impar-fait » dont parle ci-dessous Giorgio Galli (voir aussi pages 3 à 8 « l'Italie des miracles et des crises »).

L'Etat d'un seul parti

N Italie, la démocratie chré-tienne (D.C.) dirige le gouver-nement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945. Depuis trente-cinq ans, sans inter-ruption: c'est un fait unique dans les démocraties occidentales. Autre particularité, aucun autre système politique occidental ne tient un parti à l'écart du gouvernement s'il représente près d'un tiers de l'électorat. En Italie, c'est pourtant le cas du parti communiste italien (P.C.L.), qui n'a cessé durant la seconde moitié des années 70 de rec u e il l'ir plus de 30 % des suffrages (34.4 % en 1976 et 30.4 % en 1979. Même dans des pays qui ont longtemps vécu sous la dictature, comme l'Espagne ou le Portugal, il est arrivé, au cours particularité, aucun autre systèm sous la dictature, comme l'Espagne ou le Portugal, il est arrivé, au cours de ce siècle, que des socialistes assument la charge de président du conseil ou de premier ministre. En Italie, jamais; c'est le seul pays d'Europe occidentale qui n'ait encore jamais eu de président du conseil nortement au parti socialiste. Le dernière tentative en ce sens a échoué après les élections de l'an dernier, lorsque la D.C. fit avorter les efforts du secrétaire du parti socialiste italien (P.S.I.), M. Bettino Craxi, pour constituer un gouvernement de coalition.

Ces données font la spécificité du système politique italien, où l'on voit un parti — la D.C. — diriger le gouvernement en permanence depuis trente-cinq ans et un autre — le P.C.L — rester en permanence dans l'opposition, malgré une substantielle progression élections de l'après-guerre en 1946, jusqu'aux pourcentages de 1976 et 1979, déjà cités). Déjà, au milieu des années 60 alors qu'il foretionneit denus montes d'un Ces données font la spécificité du qu'il fonctionnait depuis moins d'un déjà être défini comme un «bipartisme imparfait » (des deux partis dominants, la D.C. et le P.C.L. l'un est toujours au gouvernement, l'autre toujours dans l'opposition). On crut que ça allait changer au milieu des que ca aissi changer au mineu des a n n ées 70 lors que, à la stagnation électorale de la D.C. cor-respondit une notable progression des suffrages accordés à la gauche, en particulier au P.C.I. La D.C. est,

Par GIORGIO GALLI *

en effet. l'un des partis les plus stables d'Europe mais, depuis 1958, elle ne réussit pas à obtenir 40 % des suffrages (38,3 % en 1963; 39,1 % en 1968; 38,8 % en 1972 et 1976; 38,3 % en 1979). Une variation de moins d'un point en l'espace d'une vingtaine d'années, c'est la preuve d'une stabilité certaine et cela souligne la faiblesse des déplacements de voix en Italie. Or, aux élections de 1976 et 1979 l'ensemble de la gauche avait eu près de 46 % des voix, marquant, de manlère significative, un net progrès par rapport au début des années 70 telle avait remporté 40 % des suffrages aux élections de 1972). Les partis de gauche (1) ont en effet atteint un sommet en 1976 (46,7 % des voix); ils obtenaient encore 46 % l'an voix) ; ils obtensient encore 46 % l'an dernier (le fléchissement du P.C.I. fut, en effet, presque complètement com-pensé par le succès du parti radical, qui recueillit 3,5 % des suffrages).

On saisira mieux le comportement de l'électorat italien à l'égard des deux principaux partis en se réfé-rant au référendum de 1974 sur l'abolition du divorce institué en 1970 : le front antidivorce (D.C. et Mouvement social ttallen, M.S.I.) obtint alors 40,7 % des voix contre 59,3 % au front favorable au divorce (qui alleit du parti libéral ttallen — P.L.I. — aux groupes d'extrême

If aut également se rappeler que lors des élections régionales générales de 1975, dans les régions de statut ordinaire, le P.C.I. a vait obtenu 33 % des voix contre 35 % à la D.C.: la réduction à 2 points de l'écart entre les deux principaux partis (qui jusqu'alors avait toujours été au moins d'une doussine de points) provoqua une telle sensation que l'on put même imaginer qu'anx élections législatives de l'année suivante (1976) le P.C.I. pourrait carrèment dépasser la D.C. (on parla alors du possible « sorpasso », le « dépassement »). a dépassement »).

Paradoxalement, cette situation Paradoxalement, cette situation tourna à l'avantage de la D.C. en 1976. En fait de « dépassement », c'est elle qui se maintint en tête, avec plus de 4 points d'evance sur le P.C.L (33,8 % contre 34,4 %), ce qui permit aux dirigeants démocrates chrétiens de se proclamer une nouvelle fois les vrais vainqueurs des élections, le parti ayant confirmé sa majorité relative.

Le jeu des coalitions

CEPENDANT, en démocratle par-lementaire, la majorité relative n'est décisive que si elle facilite le rassemblement d'une majorité elsolue qui soutient le gouvernement. Pour prendre des exemples récents en Europe, la majorité relative n'avait suffi ni à la D.C. allemande (C.D.U.-C.S.U.) en 1976 pour battre la coalition des sociauxdémocrates et des libéraux, ni au parti social-démocrate suédois pour enlever en 1979 la majorité (d'un siège) à la coalition conservatrice.

C'est justement cette capacité de rassembler autour d'élie des coali-tions lui assurant une majorité absolue au Parlement qui a permis à la D.C. de se maintenir en perma-nence au gouvernement de 1945 à nence au gouvernement de 1945 à nos jours, avec une crise, cependant, au milieu des années 70, après la rupture survenue avec le P.S.L., qui la priva de cette majorité parlementaire dans la seconde moitié des années 70 (elle ne l'a retrouvée que très récemment : depuis avril 1980, la réconciliation s'est faite et le gouvernement présidé par le démocrate chrétien Cossiga compte neuf ministres socialistes). Bien qu'ils ensent quitté la coalition de gouvernement présidé par le démocrate chrétien Cossiga compte neuf ministres socialistes). Bien qu'ils ensent quitté la coalition de gouvernement put la coalition de gouvernement qu'ité la coalition de gouvernement présidé par le démocrate du le compte neuf ministres socialistes de gouvernement qu'ité la coalition de gouvernement put le gouvernement put le gouvernement par le proposition de gouvernement présidé par le démocrate chrés de gouvernement par le présidé par le proposition de gouvernement par le proposition de gouvernement par le présidé par le eussent quitté la coalition de gouver-nement avec la D.C. — dite de centregauche — en novembre 1974, les socialistes avaient continué à faire partie de la majorité parlementaire jusqu'en avril 1976, date à laquelle une coalition entre la D.C. et le

Professeur d'histoire des doctrines politiques à l'université de Milan.

M.S.I. fit échouer la proposition de loi qui introdulsait l'avortement en Italie (loi qui fut ensuite approuvée, avec quelques limitations, par le Parlement élu en juin 1976).

(Lire la sutte page 7.)

(i) P.C.L. P.S.L. parti radical et groupes de la nouvelle gauche nes après rienne (P.D.U.P.) et la Démocratie pro-létaire (D.P.).

Dans ce numéro :

UN NOUVELLE DE VINCENZO CONSOLO Un iour comme les autres

(Pages 8 et 9.) Bipolarisation politique

au Portugal (Page 2.)

Les limites de la libéralisation au Brésil

(Page 19.)

Tradition d'hégémonisme régional, intérêts économiques

L'U.R.S.S. et la révolution iranienne

Les sanctions économiques décrétées par l'Occident incitent l'Iran à diversifier ses partenaires commerciaux. Avec l'U.R.S.S., un protocole de coopération économique a été signé le 20 juin à Moscou. Toutefois, un rapprochement politique entre Téhéran et Moscou parait difficilement concevable : outre les antagonismes idéologiques entre les deux régimes, il faut anssi compter avec le poids de l'histoire.

alors que l'irrésistible montée des forces révolutionnaires menace de balayer le régime Pahlavi, le Kremlin observe un silence prudent sur les graves événements qui se déroulent sur son fianc sud. Pour sa part, la presse soviétique ne manque pas de relever les remarques anticommunistes de l'ayatollah Khomeiny et traite généralement du rôle de ce dernier au sein de l'opposition avec une extrême réserve.

Trois semaines après le départ du chah, la presse soviétique vire soudain de bord et se met à soutenir le mouvement révolutionnaire islamique (1). Le lendemain de l'insurrection du 11 février 1979, l'U.R.S.S. annonce avec une hâte tout à fait inhabituelle qu'elle recomait le gouvernement provisoire de M. Bassagan. vernement provisoire de M. Basargan. Début mars, M. Léonide Breinev déclare : « Nous saluons le triomphe

Par AHMAD FAROUGHY

de cette révolution qui a mis fin à un régime despotique et d'oppression qui avait fait de l'Iran un objet d'exun régime despotique et d'oppréssion qui avait fait de l'Iran un objet d'exploitation et une base d'appui de l'impérialisme étrunger (2). Désormais le ton est donné : la presse du parti ne manque pas une occasion de dénoncer les « manœuvres de l'impérialisme américain » en Iran et les responsables soviétiques de déclarer qu'ils offrent leur soutien aux gouvernants islamiques dans leur combat contre les Etais-Unis, Mais en vain : les déclarations de Moscou ne sont que rarement citées dans les grands organes d'information iraniens — si ce n'est dans la presse du parti Toudeh (communiste prosoviétique) — et l'appui qui leur est offert est accueilli par les nouvelles autorités de Téhéran avec une franche hostilité.

Cette mériance dont témoigne l'Iran à l'égard du grand voisin du nord s'explique par sa vieille expérience de l'hégémonisme russe, remontant à la fin du dix-huitième siècle, lorsqu'il devint le point de mire des rivalités russo-anglaises en Asie. Alors que Londres s'était rapidement imposè comme puissance dominante dans le Sud iranien — à cause de sa mainmise sur l'Inde — l'expansion terri-

 Voir l'éditorial de Vasvelod Ovehin-nikov dans la Prauda du 21 janvier 1979. (2) Agence Presse Novosti, 2 mars 1979.

toriale tsariste en Asie centrale s'était immédiatement heurtée à une vive réaction militaire des monarques Kadjar, car elle se faisait aux dépens des territoires sous leur suseraineté. Mais la résistance tranienne fut vaine. Vaincu en 1813, Fath All chah Kadjar fut contraint de signer le traité du Golestan officialisant l'annexion par Alexandre I° de la Georgie, ainsi par Alexandre I¹¹ de la Georgie, sinsi que de villes importantes telles Gandjé, Chirvan, Darbard et Bakou. En 1828, ume seconde guerre se termina par le traité de Turkmentchal qui amputa l'empire du chah de toutes ses pos-sessions au nord de l'Araze, c'est-à-dire l'Arménie et l'Azerbaldjan sep-

A partir de 1870, les Russes exigèrent de l'Etat iranien d'importantes conces-sions commerciales — pêcheries de la Caspienne, réseaux télégraphiques, caspienne, rese du l'éceptaphiques, chemins de fer, etc. — notamment le droit d'établir la Banque d'escompte de Perse, dont les prêts à certains membres influents de la famille impémembres influents de la famille impériale et aux ministres permettaient de créer un contrepoids des plus efficaces au « lobby » anglais. Certes, les concessions obtenues par Londres durant cette période étaient d'importance égale à celles détenues par Saint-Petersbourg, en particulier la création de l'Imperial Bank of Pensia, qui — à l'instar de la Banque d'escompte — mêtati aux princes ministres et aux prêtait aux princes, ministres et aux puissants chefs de tribus anglophiles

(Lire la suite page 12.)



5, rue de Chantilly Paris 94-281.96.31

DE LA PLACE DES VOSGES Une rénovation de grande qualité. Une façade chasée, 47 appartements luxueux. de la chambre individuelle

au 5 pièces dupler, terrasses. Barean de vente et appartement témoia décoré sur place du mardi an semedi de 14 h à 19 h, 23, rue de Turenne, Paris 4 TEL: 272-21.07 स्थापूर्वी

THE PARTY OF

Au Portugal, les divisions de l'armée accentuent la bipolarisation politique

La commission nationale du parti socialiste, réunie le 19 mai à Lisbonne, a décidé d'appuyer la candidature du général Eanes, actuel chef de l'Etat, aux élections présidentielles de décembre prochain. De son côté, la coalition gouvernementale Alliance démocratique a choisi un militaire de droite, le général Soarès Carneiro. Cette division des forces armées peut avoir des conséquences dramatiques pour la démocratie.

ENTREE des militaires conservateurs dans le jeu électoral vise incontestablement à accélérer la bipolarisation de la vie politique. Cette décision s'inscrit dans la logique du projet mis en pratique par la droite au lendemain de son succès électoral de décembre 1979 (1). Un projet qui tend ni plus ni moins à restaurer l'ancien régime salazariste balayé le 25 avril 1974 par les jeunes capitaines du Mouvement des forces armées (M.F.A.).

Dès son installation, le 3 janvier 1980, le sixième gouvernement constitutionnel, présidé par M. Sà Carneiro, montre qu'il est déterminé à rompre avec le passé révolutionnaire. La coalition de droite dispose en effet d'un délai très court (neul mois) pour réaliser son programme et convaincre son électorat. En octobre, de nouvelles élections législatives désigneront un Parlement qui aura pour principale mission de réviser la Constitution. L'enjeu est donc de taille. Mais, déjà, à mi-parcours, M. Sà Carneiro présente un bilan peu flatteur pour le régime démocratique.

Sur le plan intérieur tout d'abord. La première décision du gouvernement est de suspendre les mesures économiques et sociales décidées par le cinquième gouvernement de Mme Pintassilgo. Une solvantaine de décretslois sont ainsi renvoyés, pour un nouvel examen, à l'Assemblée de la République. Conséquence? Le Parlement se trouve bloqué par un long travall législatif. Ce subterfuge laisse le champ libre au premier ministre pour déclencher une campagne de représailles contre l'opposition de gauche Première victime : Mme Pintassilgo, qui ne retrouve pas son poste d'ambassadeur anprès de l'UNESCO à Paris. Mais le général Eanes refuse de nommer quelqu'un d'autre à sa place. De son côté, le lieutenant-colonel Melo Antunes, candidat au poste de secrétaire général adjoint des Nations unies, chargé de la science et de la technologie, est cortraint de se désister, en dépit du soutien que lui apporte M. Weldheim. Le président de la République n'est pas, lui non plus, épargné. Ainsi, un message que lui a envoyé le président Carter est purement et simplement « détourné » par le ministère. C'est dans les colonnes de l'hebdomadaire progouvernemental Expresso que le chef de l'Etat prendre connaissance de l'existence de ce

Les représailles n'épargnent pas non plus la presse. Le 8 février, tous les consells d'administration des entre-prises d'information étatisées sont modifiés. De nouveaux présidents sont nommés à la tête de la radio, de la télévision et de trois grands quotidiens de la capitale.

Un échec cependant pour M. Sà Carneiro : la coalition de droite se divise au Parlement sur le projet de révision de la loi électorale. Un projet qui vise à augmenter le nombre des députés élus par l'émigration et les Iles (Açores et Madère), car cet électorat est favorable à la coalition Alliance démocratique. Cependant, le général Eanes peut encore opposer son sets

La dénationalisation de l'économie

A U plan économique, M. Sà Carneiro bénéficie d'une situation plus favorable que ses prédècesseurs. En 1979, la balance des patements courants a enregistré un excédent de 100 millions de dollars, alors que, depuis la révolution d'avril, elle avait été déficitaire chaque année d'environ 1 milliard. Ce retournement provient d'une sensible poussée des exportations (+ 20% en volume l'an passé), mais surtout d'une forte augmentation des transferts de fonds (2.4 milliards de dollars, soit une hausse de 50%) en provenance des émigrés, qui avalent jusqu'à présent retenu leurs envois, et aussi d'un accroissement des devises touristiques (1 milliard au lieu de 430 millions de dollars en 1978). Résultat : les réserves en or — 700 tonnes environ — sont supérieures à la dette extérieure évaluée à quelque 5 milliards de dollars (2). Mais ce rétablissement de l'économie s'accompagne d'une forte inflation (24%), d'une baisse du pouvoir d'achat de la population — les saleires réels ont diminué de 16% de 1977 à 1979 — qui frappent surtout les classes moyennes (3), et d'un taux de chômage qui représente 10% de la population active (4).

Le 30 avril, le gouvernement a présenté aux députés son projet de budget pour 1980, qui prévoit — surprise — un déficit de 2 milliards 800 millions de dollars. Le plus lourd depuis le début de la révolution. Pour le ministre de l'économie et des finances, M. Cavaco Silva, « le taux d'inflation ne dépassera pas cette année 20 %. Et si les salaires progressent à un rythme plus lent, le niveau de vie de la population sera préservé grâce à la diminution des impôts et à l'augmentation des pensions, » Les investissements s'accroftront de 6 % par rapport à l'an passé, tandis que le déficit de la ba-

lance des transactions courantes se montera à 800 millions de dollars. Bref, pour le gouvernement, ce déficit serait dû à la conjonction de deux facteurs: la crise internationale qui risque de provoquer une baisse très sensible dans les envois de fonds des émigrés, ainsi que dans les recettes du tourisme; l'élévation du prix du pétrole qui entraîne pour le pays une surcharge d'un milliard de dollars.

Pour l'opposition de gauche, ce budget est a démagogique ». Socialistes et communistes font remarquer que seuls les impôts directs seront réduits, ce dont bénéficieront seulement les catégories socioprofessionnelles les plus privilégiées. En revanche, les impôts indirects, qui touchent l'ensemble de la population, enregistreront une hausse très sensible. Au total, les recettes fiscales passeralent de 4 880 millions de dollars en 1979 à 6 800 millions en 1980. Elles représenteraient 27,8 % du revenu national contre 24,6 % l'année précédente. Les partis de l'opposition critiquent aussi la répartition des dépenses publiques qui, selon eux, favorise des secteurs non productifs, comme les forces armées dont le budget, en termes réels, augmente de 4 %, au détriment des entreprises publiques dont le subventions sont substantiellement d'ininuées. Enfin, la gauche accuse le gouvernement d'avoir manipulé les chiffres. Pour un député socialiste, M. Cravinho, « le déficit de la balance des transactions courantes a déjà atteint, à la fin du premier trimestre de 1980, la somme de 500 millions de dollars 2. Si la situation n'est pas redressée, le Portugal pourrait, en décembre prochain, avoir un déficit supérieur à celui de 1977, qui a obligé le gouvernement socialiste de l'époque à négocier dans des circonstances difficiles un accord avec le F.M.L.

Recul des conquêtes sociales

CETTE nouvelle détérioration de la situation s'accompagne d'une remise en cause des acquis économiques de la révolution.

Premier dossier : le secteur autogéré. Lancé en mai 1974, le mouvement autogestionnaire n'a jamais reçu de reconnaissance officielle. Les entreprises autogérées (coopératives ou autres) sont donc le plus souvent en infraction avec la législation, notamment fiscale. Actuellement, il existe 937 entreprises de ce type, réparties dans différents secteurs. Leur effectif moyen est de 52 personnes, et seulement trois d'entre elles ont plus de 400 salariés. Au total, 46 000 travailleurs sont concernés par l'autogestion. Or, suivant un rapport du ministère de l'économie et des finances, le déficit moyen des entreprises est de l'ordre de 360 000 F pour un chiffre d'affaires moyen de 1 450 000 F. Elles se sont toutes lourdement endettées, le principal créancier étant le secteur public. Le rapport estime que 60 % de ces affaires ne sont pas viables. Il suggère donc de mettre de l'ordre dans ce secteur en pénalisant les entreprises en situation irrégulière.

Second dossier : la délimitation du secteur privé et du sécteur public. Dans son programme électoral, la coalition Alliance démocratique prévoit le retour au secteur privé de certains domainesclefs de l'économie. En particulier : les banques, les assurances, la production d'engrais et de ciment, la pétrochimie, la sidérurgie, l'armement. En dénationalisant très rapidement (sans attendre la révision de la Constitu-

tion), le gouvernement de M. Sà Carneiro espère soulager les finances de l'Etat et surbout attirer l'Investissement étranger. Ce dernier est, en effet, parmi les plus falbles d'Europe (moins de 10% de la production industrielle, moins de 5% de la population active), le total cumulé — 600 millions de dollars — ne représentant, en comparaison, qu'une année d'entrée de capital en Espagne. Trois raisons expliquent cette situation : l'instabilité politique, un code des investissements rigoureux (mais qui a été récemment assoupil) et la fermeté de certains gouvernements de la révolution. Mme Pintassilgo rappelle : « Pendant mon gouvernement, j'ai négocié deux projets : l'installation par la jirme Ford d'une importante chaine de montage près de Lisbonne, et le rachat par la jirme I.T.T. d'entreprises portugaises. Les deux sociétés américaines posaient trois conditions : un emprunt auprès de la banque portugaise qui dépassait largement les préts accordés généralement aux entreprises nationales, un délai de dix ans pour rembourser la Sécurité sociale, le droit de licencier les travailleurs sans condition. J'ai refusé de

poursuivre cette négociation. »

Finalement, le projet gouvernemental de dénationalisation a été refusé à trois reprises par le Conseil de la révolution pour « inconstitutionnalité ».

Troisième dossier : la réforme agraire. La loi de juillet 1975 avait entériné la situation suivante : 1,2 million d'hectares exploités par 500 coopératives et unités collectives de production regroupant plus de Par ALAIN ECHEGUT

50 000 travailleurs. Efle fixait aussi les limites des exploitations privées à 50 000 « points », ce qui correspondait au revenu moyen d'environ 50 hectares de terres irriguées ou de 350 hectares non irriguée. Aux anciens propriétaires était donnée la possibilité de réclamer une « réserve » dans les limites déterminées par la loi.

En 1977, sous l'impulsion des soclalistes, une nouvelle loi était votée : la « loi Barreto » (5). Celle-ci fixait les limites des exploitations privées et des « réserves » à 70.000 « points ». Limite théorique, car un système de majoration en fonction de la taille de la famille donne aux agriculteurs privés la possibilité d'exiger une parcelle de terrain supplémentaire et d'atteindre ainsi les 100.000 « points ». La nouvelle loi permettait enfin aux différents membres d'une même famille de revendiquer chacun sa « réserve ». Il suffit pour cela de justifier sa qualité d'agricultage

Ainsi, le rythme des restitutions de « réserves » a varié avec les différents gouvernements. Très accentué pendant le quatrième gouvernement de M. Mota Pinto (6), il a connu un net ralentissement avec le cinquième gouvernement de Mme Pintassilgo. Par contre, depuis l'investiture de M. Sà Carneiro, près de 250.000 hectares ont déjà été restitués. Plusieurs familles ont réussi à reprendre la presque totalité de leurs anciens domaines de 4.000 à 5.000 hectares. Pour le lieutenant-colonel Melo Antunes, « on assiste actuellement à la réconstitution du système des latifundia qui avait été détruit par la révolution ».

Cette politique est à l'origine de violents incidents dans la zone de la réforme agraire, en Alentejo. Et des affrontements plus graves ne sont pas à exclure si le gouvernement maintient sa position. Le secrétaire général du parti communiste, M. Alvaro Cunhal, devant les ouvriers des exploitations agricoles, le 9 mars, a déclaré : « L'expérience montre jour après jour que la révolution portugaise a été troy généreuse pour les grands propriétaires jouciers ». Et le leader du P.C. a invité les travailleurs à réoccuper les terres qui, selon lui, ont été illégalement remises aux anciens propriétaires.

La brutale tension qui intervient sur la scène internationale avec l'invasion

Évolution vers l'atlantisme

L'AGITATION sociale tend d'ailleurs à gagner tous les secteurs. Une grève générale a paralysé le pays début mars. Des grèves éclatent tous les jours et perturbent le fonctionnement de l'économie. Ce mouvement social confirme l'audience de la Confédération générale des travailleurs portugais (C.G.T.P.-Intersyndicale). Son congrès du mois de mars marque d'ailleurs un tournant politique important. Sur trente-trois membres du nouveau se-crétariat, quatorze se réclament du P.S. et des différentes organisations de la gauche non communiste (les autres membres étant des militants communistes). Lors d'un récent voyage à Lisbonne, le secrétaire général de la C.F.D.T. M. Edmond Maire, déclare : « La C.G.T.P. démontre dans son action quotidienne qu'elle est le seul organisme représentatif du mouvement syndical au Portugal. » Le leader de la C.F.D.T. confirme le peu de crédibilité du syndicat Union générale de travailleurs (U.G.T.) créé par la direction du P.S. avec le soutien financier du S.P.D. allemand (7).

Au plan de la politique extérieure, le changement est tout aussi radical. Le 18 janvier su Parlement, le vice-premier ministre chargé des affaires étrangères, M. Freitas do Amaral (8), dresse un violent réquisitoire contre la politique suivie par ses prédécesseurs. Considérant l'adhèsion du Portugal au Marché commun comme la «priorité des priorités», il se propose de supprimer dans la diplomatie de Lisbonne «toutes les traces de tiers-mondisme et de non-alignement» ainsi que «toutes réserves à l'égard de nos engagements avec l'alliance atlantique». Dix jours plus tard, au Conseil de l'Europe à Strasbourg, M. Freitas do Amaral déclare à nouveau : «Le Portugal mènera une politique extérieure claire et sans ambiguités, en la définissant fermement en fonction des vecleurs qui sont le reflet de son histoire, de sa culture et de sa position géographique: un pays européen, un pays de l'Occident, un pays atlantique».

de l'Afghanistan est l'occasion pour le gouvernement portugais d'affirmer sa nouvelle politique. M. Sà Carneiro souligne: « Mon gouvernement a été le premier à rappeler son ambassadeur à Moscou pour consultation. Nous avons pris des mesures concrètes en dénonçant notamment l'accord culturel liant le Portugal à l'Union soviétique » (9). Et tout naturellement au mois d'avril, le Portugal répond favorablement à la demande du président Carter de rompre toutes les relations avec l'Iran. Une décision qui se traduit pour l'économie par une perte estimée à 30 millions de dollars (10). Dernier exemple significatif: l'utilisation de la base militaire de Lajes, aux Açores, par l'aviation américaine. C'est ainsi que le 23 avril — deux jours avant le raid manqué sur Téhéran — douze avions C-130, en provenance des Etats-Unis, font une escale technique aux Açores avant de s'envoler vers l'Egypte (11). Cette attitude du gouvernement portugais dans l'affaire iranienne est dénoncée par la presse de l'opposition. Mime Pintassilgo rappelle: « Dès ma nomination à la tête du gouvernement, f'ai clatrement indiqué à l'ambassadeur américain à Lisbonne qu'il n'était pas question que les Etats-Unis utilisent la base des Açores, comme en 1973, pour lancer une opération militaire vers l'Iran.» Au plan européen, le gouvernement de M. Sà Carneiro n'a guère fait avancer la négociation avec la C.E. Les pourpariers sont bloqués dans l'attente des résultats des prochaines élections en R.F.A. (octobre) et en France (l'année prochaines). Par contre, le rapprochement avec le voisin espagnol s'accentue. Il e'est esquissé lors des élections législatives. Le parti gouvernemental de M. Adolfo Suarez, l'Union du centre démocrate, apporte un soutien financier important à la coslition Alliance démocratique, Au sein de la droite portugaise, les membres de l'Opus Dei occupent des postes de responsabilités (12).

La course à la présidence

MAIS le rapprochement entre Lisnons plus pragmatiques En reconnaissant (sous le gouvernement Soares)
l'Etat d'Israël, le Portugal se trouve
privé de relations privilègiés avec le
monde arabe. Le gouvernement Pintassilgo avait noué des liens avec certains pays progressistes du ProcheOrient (13). Pour M. Sa Carneiro il
s'agit d'ouvrir — avec l'aide de
Madrid — des négociations avec les
pays modérés (l'Arabie Saoudite en
particulier). Dernier aspect : c'est à
Madrid, le 29 avril, que le Portugal
est admis pour la première fois à
une réunion du Conseil des pays
audins. Il s'agit là, encore de nouer
— ou de renouer — des relations
avec certains pays de l'Amérique
latine

Devant la politique du gouvernement de M. Sa Carneiro, l'armée
réagit. Ainst, le 31 janvier, un millier
de sergents se sont réunis pour manifester leur attachement à la révolution.
Mais, surtout, les cérémonies du
sixième anniversaire de la chute du
régime fasciste sont l'occasion pour
les militaires progressistes d'une véritable démonstration de force dans tout
le pays. A Lisbonne, deux mille sergents, mille cinq cents officiers du
cadre permanent et quatre cents miliciens participent aux manifestations
du 25 avril. Et ils ont décidé de se
régrouper au sein d'un organisme, le
MUFA (Mouvement unitaire des forces armées), qui ressuscite en quelque
sorte le « mouvement des capitaines ».

Mais la défense de la révolution passe aussi par la réorganisation de la gauche non communiste. Le chet de file des militaires progressistes, le lieutenant-colonel Melo Antunes, explique: « La gauche reste majoritaire dans le pays puisqu'elle a oblenu 230 000 voix de plus que la coalition de droite aux dernières élections. Son échec provient, entre autres raisons, d'une trop grande dispersion des voix en direction des petites formations. » D'où l'idée de rassembler tous les partis de la gauche non communiste dans une large coalition, le front

socialiste, pour les prochaines élections législatives.

Premier axe de la coalition : le parti socialiste. A la suite de son échec électoral, la commission nationale, réunie au mois de janvier à Porto, écarte de la direction du parti l'alle droite, dite « historique », au profit d'une nouvelle génération de dirigeants. M. Soares reste cependant secrétaire général Cette nouvelle direction est le fruit d'une alliance entre, d'une part, les « technocrates » (ou réformistes), dont le chef de file est M. Vitor Constancio, ancien ministre du plan et des finances du gouvernement Soares, et, d'autre part, la « gauche non alignée et autogestionnaire », avec comme leader M. Georges Sampalo, ancien servétaire d'Etat aux affaires étrangères du quatrième gouvernement provisoire du général Vasco Gonçalves. Cette ligne politique est très proche des thèses défendues par l'alle gauche du Conseil de la révo-

Second axe de la coslition : le rassemblement autour de Mme Pintassilgo des différentes petites formations politiques et des personnalités du monde catholique progressiste, qui sont actuellement dispersées. L'ancien premier ministre bénéficie d'un prestige important dans le pays. La compétence et l'autorité manifestées lors de son passage au gouvernement sont incontestablement deux atouts importants pour la crédibilité du front socialiste. Dès à présent, trois formations ont donné leur accord : l'Union de la gauche pour la démocratie sociale (U.E.S.D.) de M. Lopes Cardoso, l'Association sociale démocrate indépendants (A.S.D.L.) de M. Magalhaes Mota (14) et la Coordination de gauche socialiste et autogestionnaire. Le front socialiste présentera donc un candidat unique aux élections législatives du mois d'octobre prochain.

De son côté, le commandant Otelo de Carvalho (candidat à l'élection présidentielle) préside à la réunification des différentes familles de l'extrême gauche au sein d'une autre coalition, le Front d'unité populaire (FUP).

Dernier problème: l'élection présidentielle. Or, le 14 avril, en annon-cant la candidature du général Soares Carneiro, la droite dramatise la situation. Pour le magazine américain Neusupeek, le candidat de l'Alliance démocratique « est un général ambiteux, de type latino-américain, ultraconservateur, projondément religieux et fanatiquement anti-communiste» (15).

Le général Soares Carneiro n'a en effet jamais appartenu au M.F.A. Après le 35 avril 1974, le général Spinola le nomme au poste de gouverneur général de l'Angola. Le général Soares Carneiro connaît parfaitement le pays et surtout il entretient des liens étroits avec le Front de libération (F.N.L.A.) de M. Holden Roberto, adversaire du M.P.L.A. Revenu à Lisbonne, le général Soares Carneiro est arrêté le 13 mars 1975 pour avoir participé au coup d'Etat spinoliste du 11 mars. Libéré quelques mois plus tard, il concourt à la création d'un réseau clandestin anti-communiste (le Comité de défense de la liberté). Actuellement, il occupe le poste d'adjoint au vicechef d'état-major de l'armée de terre, et il préside la très réactionnaire Association des commandos.

Cette candidature accentue la bipolarisation de la société portugaise, et elle pose un problème à la gauche. En effet, le projet de renouvellement de mandat du général Eanes divise l'opposition. Certains militaires progressistes préfèrent appuyer la candidature de Mine Pintassilgo. Du côté des socialistes, les relations avec le chef de l'Etat restent tendues depuis la destitution du second gouvernement Soares, en 1978 (16). Mais après la désignation du candidat de l'Alliance démocratique, la gauche n'a plus de marge de manœuvre. Pour le lieutenant-colonel Melo Antunes, a le général Eanes reste l'axe de résistance à l'avancée de la droite. Mais il y a des obstacles que le président doit encore vaincre pour se présenter à la gauche avec un minimum de garanties ».

Le discours que le chef de l'Etat a prononcé le jour anniversaire de la révolution prouve cependant que, cette fois, le général Eanes a choisi définitivement son camp: «Le 25 avril 1974 a concrétisé une rupture dans la société portugaise. Il n'y a plus de retour possible. Dans une démocratie, les élections, les partis, les syndicats, les austres structures issues de la liberté d'expression et d'association rendent inutiles les tentatives qui entretiennent des rêves ou des vocations autoritaires. » Ce discours constitue un très sérieux avertissement pour le gouvernement de M. Sà Carneiro. Pour l'opposition de gauche, c'est l'assurance que le chef de l'Etat défendra jusqu'au bout les conquêtes de la révolution.

(1) Le Monde diplomatique de Janvier 1980.

(3) Le salaire minimum as situe entre 200 franca et 760 francs. De nombreur retraités doivent se contenter d'une pension de 150 francs par mois.

(4) En 1977, elle se c'hiffrait à 3781 000 personnes.

(5) M. Barreto était le ministre socialiste de l'agriculture. Aujourd'bui, il est député réformateur, membre de la coalition de droite

(6) Le Monde diplomatique de janvier 1879.

(?) O Jornal, ne 250.

(8) Leader du Centre démocrate et social (CD.S.). vice-président de l'Union suropéanne des démocrates chrétiens.

(9) Discours prononcé au Conseil de l'Europe. le 21 avril 1980.

(10) En 1979, le Portugal a importé pour 150 millions de dollars de pétrole, soit 20 % des besoins.

(11) Dierio Populer du 20 avril 1980.
(12) M. Amaro da Costa, ministre de la défense, en particulier.
(13) Le Monde diplomatique de jantier 1980.
(14) Les dissidents du Parti social-démocrate (P.S.D.) de M. Sè Carpeiro.

démocrate (P.S.D.) de M. Sà Carpeiro.
(15) Neussueck du 28 avril 1980.
(16) Le Monde diplomatique de Jan-

ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat trançais Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans Sports d'été et d'hiver

- 30. 46.

Profes -

Circa .

LITALIE des miracles et des crises

Un pays fortement secoué par le terrorisme, où l'État. faible avec les forts et fort avec les faibles, montre la double face de l'inefficacité et de la répression. Un pays en proie à de perpétuels scandales, au bord du chaos économique, mais qui produit des « miracles », fruits de l'illégalité généralisée et de l'art de la débrouillardise mais aussi de la créativité technologique et de la hardiesse commerciale. L'Italie est un « cas » en Europe, qui fascine et inquiète

depuis des années. Les crises et malaises qui frappent sa société sont bien connus : en revenche l'incompréhension de leurs causes profondes reste grande.

Le « miracle » économique des années 50 fondé sur l'exploitation intensive des travailleurs du Sud — a fait de l'Italie la sixième puissance économique de l'Occident indutrialisé : mais elle traîne derrière elle des problèmes sociaux, culturels et économiques proches de ceux du tiers-monde.

Même après le recul électoral de la démocratie chrétienne en 1975, et malgré la forte poussée syndicale, la gauche s'est révélée incapable de comprendre et de représenter les oppositions nouvelles, les nouvelles contradictions suscitées par la crise des années 70. Le gouvernement et les rouages de l'État restent monopolisés par le même personnel politique du même parti.

En fait, il n'y a pas une Italie, mais plusieurs.

A l'Italie riche et industrialisée, et à l'Italie pauvre et arriérée - surtout dans le Sud - est venue s'ajouter, en les traversant toutes deux, une Italie des marginaux, des jeunes privés d'avenir, des exploités de l' « économie souterraine ». Les demandes pressantes de transformations sociales se beurtent à la sourde inefficacité de l'État et aux intérêts de toute sorte. La vivacité intellectuelle est étouffée par l'esprit quasi-ecclésiastique qui règne dans les deux principaux partis — démocratie chrétienne et parti communiste - et imprègne toute la vie du pays. Le terrorisme se nourrit de ce vide politique, idéologique et moral. Il en reflète l'absurdité et la violence.

FERDINANDO SCIANNA.

La fin du (miracle économique) et des espoirs de rapprochement entre le Nord et le Sud

U début des années 70, les éco-A nomies de l'Europe occidentale entrent dans une phase de raientissement progressif. On voit, dans les gares des grandes villes allemandes, ndinaves et françaises, de longues files de travailleurs immigrés rentrant chez eux. Elément intégral du « boom » économique des années 60, ils disparaissent de l'horizon européen aux premiers signes de crise économique, surplus commode qui n'apparaît pas dans les taux de chômage des pays hôtes. Parmi les Etats qui ont connu le - boom - de l'après-guerre, l'Italie, pour qui le terme même de - miracle conomique » a été inventé à la fin des années 50, fait exception. Elle doit accuellir ces italiens qui reviennent sans travail des autres pays européens. Elle ne peut rapatrier ses propres - soutiers -, parce qu'ils so citoyens, immigrés d'un Sud arriéré, mai à l'aise « chez eux » dans les grandes villes industrielles du Nord. En même temps, elle reçoit un nombre croissant de travalileurs immigrée (illégaux) tunisiens et marocains prêts à accompilr les tâches les plus ingrates de la société italienne que les Italiens évitent, leur préférant un travail marginal ou même le chômage. Cette triple expérience du prendre les tenalons qui affectant ce pays entre développement et sousdéveloppement, parfois décrit comme - premier des derniers et dernier des N'y a-t-il pas toujours eu tension entre le Nord, économiquement avancé, avec et le Sud, plus arrièré, terre de latifondi et de ces fameuses grandes villes que Gramsci décrivait comme économiqueque les campagnes ? Les contradictions pement n'auraient ainsi rien de nouveau. pitre de la fameuse questione meridio-nale qui a passionné depuis l'unification, tous les réformistes voulant et politiquement la coupure entre les deux moltlés du pays.

ment-sous-développement » de l'Italie est d'une autre nature. Ses données structuralles sont très différentes de ceiles qui ont dominé depuis le Risordimento, car la réalité économique, sociale, et même psychologique du pays a été profon-dément modifiée depuis la fin de la

Le débat actuel sur le « développe

Deux courants de pensée, l'un de droite, l'autre de gauche, ont dominé le débet sur la manière de combier l'abîme entre le Nord et le Sud dans ce demier siècle. Le premier courant, économique », provenant de la bour-geoisie éclairée post-unitaire du Nord (Cavour), se fie aux mécanismes d'une économie libérale de marché à l'anglalse pour faire sortir le Sud de sa arriérée. Pour cette bourgeoisie. Il s'agit surtout de détruire les du Sud pour les rattacher à un Nord en pleine consolidation commerciale et Industriella. Cette ligne a été approuvée avalent intérêt à investir leurs capitaix dans un Nord dynamique. Le deuxième courant, « politique », de la gauche socialiste et ensuite communiste souligne l'importance de combier l'abime Nord-Sud par une vaste coalition populaire et anticapitaliste entre les ouvriers du Nord et les paysans du Sud. Cette union ne livrerait pas aux încertitudes du marché le développement harmonleux de l'Italie. L'œuvre d'un Salvemini ou d'un Gramsci est fondée sur ce ty d'analyse qui est planificatrice avant la lettre (1).

Ces deux courants de pensée partent en réalité de la même hypothèse optimiste : le Nord de l'Italie, par son économie libérale ou par sa classe ouvrière, est suffisamment fort pour sortir le Sud de son sous-développ Cet optimisme économique ou politique lié au Nord vient de s'écrouler en redonnant, dans la conjoncture actuelle, une tout autre dimension au débat sur le développement-sous-développement, une dimension qui rappelle le pessimisme actuel des débats sur l'avenir du tiers-

L'idéal de la « modernisation »

D ANS l'après-querre, une rapide re-construction, suivie par le « miracle économique » (produit de la conjonction exceptionnelle de main-d'œuvre qualiflée à bas salaire, de l'ouverture de marchés européens et internationaux et de l'inévitable poussée consumeriste après des années de guerra et d'austérité).

Lire pages 4 à 10 -

PAGES 4 et 5 : Suite de l'article de Diana Pinto. - La résurrection de l' « économie souterraine » (Alessandra Nannei). — De la métropole à la « multiville » (Giulio Redaelli).

— Trente ans de politique mé-ridionale (Percy Allum). PAGES 6 et 7 : Suite de l'article de Percy Allam. — Suite de l'article de Giorgio Galli.

PAGES 8 à 10 : Une nouvelle de Vincenzo Consolo : « Un jour comme les autres ». — De la difficulté d'être un intellectuel dans l'« Etat des partis »

du Nord et du Sud. A partir de 1957-1958, les lois du marché poussent vers le Nord une vague de travailleurs méritionaux qui, en libérant les campagnes surpeuplées, facilitent la modernisation. l'italie, pays arrièré, rejoint d'un bond le club des sociétés industrialles avan-

Ce que le libéralisme économique fait pour le nord du pays, le centre-gauche cherche à le planifier pour l'Italie tout entière. Dans un Sud fortement aubven tionné par la Cassa del Mezzogiorno dans les années 50 (pour des raisons politiques aussi bien que sociales), les planificateurs du centre-gauche veulent implanter des « pôles de développement - industriel .dont le rôle sarait d'Initier la chaîne économique et sociale de la modernisation. La mission spéciale de la Cassa est renouvelée en 1965, mais sur les bases sélectives privilégiant les zones les plus fructueuses du point de vue industriel et agricole aux dépens des autres, laissées dans une relative marginalisation. C'est le triomphe de l'idéal de la - moderni-

L'approche économique rencontre plusieurs obstacles vers la fin des années 60. Tout d'abord, la conjoncture

Entre développement et sous-développement

Les relations entre le Nord industrialisé at le Suil arriéré est déterminé des choix économiques dont se ressent anjourn'hui tent le système politique et social, dans tent le pays. Des cheix assez semblables, à maints égards, à ceux qui se sont pesés dans le tiers-moude. Le dévelopmement d'une - économie parallèle » suffirait-il danc à résouire des problèmes d'une telle nature ?

Par DIANA PINTO #

du - miracia économique - disparaît, au moment précisément où le centre-gauche cherche à en planifier les béné-

* Chercheur & l'Institut d'histoire contemporaine, Majon des sciences de l'homme.

fices pour le pays entler. La saturation relative des marchés internationaux s'accompagne d'un pieln emploi dans le Nord, qui change les relations du classe ouvrière. La « locomotive » du Nord commence à raientir, alors même qu'elle suscite les plus grands espoirs des travallleurs. Dans le Sud. les pôles de développement - se révèlent incapables d'absorber la main-d'œuvre qui quitte les campagnes « rationslisées - et ne peut trouver d'emploi dans le Nord (après le plein de 1962-1963). Les industries du Sud, en fort investissement en capital et en technologie, restent des « cathédrales dans le désert », tandis que les villes méridionales pauvres en activités productives. se gonflent d'une masse de travalljeurs marginaux (2). L'intervention sélective

de clientélisme lié aux contrats d'Etat et une nouvelle bourgeoisle parasitaire qui encadre et encourage le travail marginal. Dans le Nord, comme dans le Sud, les méfalts du développement, ses inégalités et ses distorsions, le manque de services collectifs et sociaux consolident le courant de gauche. L'importance des mouvements aociaux collectils dans la gestion d'un développement équilibré de l'Italie s'impose à la fin

(Lire la suite page 4.)

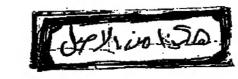
(1) Pour une excellente analyse des débats autour de la « question méridio-nale » depuis le Risorgimento, voir M.L. Salvadori, « il mito dei buon governo, Turin, 1969. (2) G. Mottura et E. Pugliese, Agricol-tura mezzogiarno e mercato del lavoro, Bologue, 1978.

NOTRE SIGNATURE EST UN CONTRAT DE QUALITE DE SERVICE

La nouvelle dimension de notre programme Eté 1980 est un acte d'engagement pour le meilleur voyage, au jour et à l'heure choisis par vous.

	_	ALGER	ORAN	CONSTANTINE	ANNABA
GENEVE	4	6 Vols/Semaine	2Vols/Semaine	2Vols/Semaine	2Vols/Semaine
ZURICH	4	2Vols/Semaine	,	1	/
MADRID	+	3Vols/Semaine	1	1	/
BARCELONE	4	1Vol/Semaine	1	1	/
PALM-A	4	3Vols/Semaine	/	,	,
ALICANTE	4	,	3Vols/Semaine	/	-
FRANCFORT	4	3Vols/Semaine	1	,	/
BRUXELLES	4	4Vols/Semaine	1	. ,	. /
LONDRES	4	5Vols/Semaine	1 Vol /Semaine	,	1
ROME	4	9Vols/Semaine	,	1	2Vols/Semaine

النفوذ البوية البزائرية



économiques et sociales à partir de la - base .

Mais les espoirs de renouveau national que nourrit la gauche entrent en crise. Les syndicats, forts dans le Nord, et le P.C.I. ne peuvent unir les torces sociales du pays dans cette période de crise mique et c'e chomage accru; les alliances de classes tentées demeurent artificielles. Si, entre ouvriers et paysans l'alliance ne s'est jamais faite, entre ouvriers du Nord et masses maroinales du Sud elle est encore moins plausible (3). Leurs intérêts sont tout à fait antithétiques sur le plan du travail. D'un côté, il y a des ouvriers qualifiés, protégés par les syndicats, dont l'emploi et les pensions sont garantic ; de l'autre Il y a des travailleurs marginaux et les chômeurs en c'ehors du système, vivant surtout grace aux subventione partielles de l'Etat-providence et que les syndicats peuvent de moins en moins intégrer. La crise économique internationale oblige, en effet, ces demiers à se préoccuper surtout de leurs propres travallieurs industriels syndiques au moment même où l'économie paraltèle consolide. Le volontarisme politique de la cauche continue à se baser au les structures productives du Nord, pourvu qu'elles soient gérées d'une autre

Les facteurs de changement

C'EST cet optimisme à l'égard du Nord qui s'écroule maintenant. On en revient ainsi aux lourdeure atructurelles du pays pour expliquer l'impossibilité de combler l'abîme Nord-Sud, même s'il ne s'agit plus des lourc'eurs traditionnelles de la questione meridionale. Le sousdéveloppement actuel du Sud est moins lié aux grandes causes - historiques qu'aux résultats disfonctionnels des solutions proposées pour combler l'abime Nord-Sud. Solutions qui avalent été conçues dans le cache des théories de la « modernisation » très populaires dans les années 60, et très optimistes. (C'est même idée de la « modernisation » qui, d'ailleurs, a inspiré le développement d'une bonne partie du tiers-monde.) Trois facteurs nouveaux avaient, entre-

temps, fait leur apparition, modifiant racicalement la situation par rapport aux

mique et politique de l'après-guerre. 1) Le rapport de l'Italie avec le reste du monde. - Le nord du pays, secteur

attentes des deux « courants » écono-

de pointe pendant le - miracte économique », perd sa compétitivité avec l'expansion industrielle d'autres nations à la main-d'œuvre moins chère et moins organisée sur le plan syndical. Structureliement, le Nord se trouve désavantagé en termes de marché et de technologie (c'est le problème des reconversions). Aujourd'hul, par exemple, dans la grande iulte internationale pour les marchés de l'automobile, Flat ne paraît plus compétitive. Ce sont les secteurs à basse mainc'œuvre, traditionnels, artisanaux et, surtout, les petites ou movennes entreprises qui redressent le blian national, grace à leur plus grande capacité d'adaptation au marché international ; les

L'ITALIE DES MIRACLES ET DES CRISES

régions centrales du pays, où ces secteure se situent se voient désormais tavorisées aux dépens du Nord.

2) Le rapport antre le Nord et le Sud. - Vingt ans de modernisation ont modifié la nature de l'interpénétration des deux moitiés du pays. La forte migration de travallieurs méridionaux a apporté au Nord des problèmes sociaux et d'équipements collectifs sans pour autant résoudre ceux du Sud. Dans le Nord se sont créées des poches de secteure industriels arrièrés (la Lombardie textile) et des « ghettos » de marginalité sociale (4). On ne peut plus automati-quement parier d'un Nord avancé et d'un Sud arriéré sans tenir compta des multiples graduations intermédiaires. Par ailleurs, la modernisation a créé des pointes très avancées dans le Sud (sidérurgie de Tarante, raffineries de Sicile), à côté de véritables déserts de eloppement. Dans les deux cas, le nord de l'Italie ne peut plus jouer structuralisment le rôle de « locomotiva » que la droite et la gauche lui avaient traditionnellement assigné. Le centre s'affirme de plus en plus, justifiant la nouvelle expression des « trois Tialies » (5).

3) Le rapport psychologique entre l'aspoir et la réalité. — C'est le plus difficile à définir, mais c'est aussi celui qui exerce la poids le plus considérable. Le sous-développement est vécu par rapport à des espoirs de développement qui avalant été exagérément optimistes dans l'aimosphère du « boom » économique. Ces espoirs pleinement justifiés par rapport au niveau de vie des classes moyennes dépassent en réalité les capacités réelles du pays, d'autant que dans le Sud (mais aussi dans le Nord) des couches entières

de la société vivent profitablement d'un sous-développement clientélaire engendré par les interventions économ de l'Etat. Ce nouveau clientélisme apparaît d'ailleurs lié indissolublement au travali marginal et à l'économie paralièle

CUI II

Développée ou sous - développée, l'Italie ? L'écart social, psychologique et culturel entre le Nord et le Sud s'est incontestablement réduit. Les passimistes présentent ce rapprochement comme le produit d'un nivellement par le « bas », d'une - méridionalisation - du Nord ; ils parient ainsi d'un sous-développe relatif de toute l'Italie vis-è-vis de ces pays qui l'avalent accuailie dans leur rang pendant le « miracle économique ». Ils citent ces problèmes économiques, son instabilité politique et sociale. Mais la capacité d'innovation et de survie de l'Italie ne conduisentelles pas à une redéfinition des termes ent = et de - sous-déveloncement » dans une phase de crise internationale qui n'épargne pas les géants » et où tous repensent les hypothèses de la modernisation? Dans une nouvelle définition de la division du travall international, où la primauté seralt donnée à la souplesse d'adaptation en fonction de marchés en constant changement, l'Italie ne se rangerait pas dans l'arrière-garde.

DIANA PINTO.

(3) Voir les articles d'A. Piezorno et C. Donoio dans *Capitalismo e classi* sociali in *Italia*, édité par M. Paci, Bologne, 1978. (4) M. Paci, Mercato del lavoro e classi sociali in Italia, Bologna, 1973.

(5) A. Bagnosco, Le tre liclie : le pro-lematica territoriale dello sviluppo tia-

Permanence du chômage structurel et développement du travail sous-payé

N 1976, l'économiste Giorgio Fuà publia un livre, Emplot et capacité productive : la réalité italienne, qui allait susciter maintes itatione, qui aliai susciter maintes discussions et recherches. La neutralité et la froideur techniques du
langage dissimulaient une révélation explosive, et, quand la tempête
se calma, les Italiens se trouvèrent
soudain plus riches : l'«économie
souterraine» était née. Se fondant
sur une equalité concernant un ouersur une enquête concernant in quar-tier de Modène, seize communes d'Emille et de Romagne (riche région du centre de l'Italie), une commune de la province de Cuneo, dans le Piémont, et une bonne dizaine de communes dans les Marches (également dans le centre de l'Italie), Giorgio Fua affirmait que les taux d'activité publiés par l'Institut cen-tral de statistiques étalent bien infé-rieurs, pariois de 30 %, aux relevés

effectués par des organisations et des chercheurs du secteur privé. En particulier, les femmes au foyer des communes d'Emilie-Romagne trevaillaient à domicile « en cachette », comme d'ailleurs les retraités et les étudiants (per prudence, ces der-niers ne sont pas recensés). Le travail domicile est tout aussi répandu dans les communes de « monoculture industrielle » des Marches et d'ail-

Allamagne de l'Ouest

France Royaum6-Uni Italia

leurs (1). Précédemment l'Institut central de statistiques (Is.at) faisait central de statistiques (18-40) l'ambient déjà l'objet de vives critiques, en raison du manque de fiabilité de ses données (2). Elles se multiplièrent de telle manière que, en 1978, les statistiques firent purement et sim-plement apparaître une augmenta-tion du revenu national de 20 000 milliards de lires (près de 10 % du produit national) sans que l'on tou-che par ailleurs aux autres chiffres concernant l'empioi et la produc-tività.

A la suite de diverses corrections apportées an revenu national, Luigi Spaventa, l'un des plus brillants au Parlement, soutenaît que, désor-mais, il serait impossible de savoir si, cui cu non, 1975 avait été une année de récession pour l'Italie. Pour comprendre ces polémiques, et ce qu'il y a de vrai dans cette « écono-

Une tradition ancienne

O N le sait, l'Italie s'est toujours caractérisée par un notable pourcentage de chômage structurel qui se dissimulait de diverses ma-nières : sous forme de sous-emploi dans les campagnes, dans le petit et TABLEAU I. — LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DANS LES QUATRE PRINCIPAUX PAYS DE LA C.E.E. (1977). Chiffre global (en millions d'ECU) (1) (en ECU)

Au début du « miracle économique », des millions de personnes abandonnèrent la campagne pour la ville, l'industrie ne fut pas en

Yantée comme le fruit d'une miraculeuse débronillardise », l' « économie souterraine - expliquerait largement les performances italiennes en temps de crise. Exploitation accrue, mépris des lois du travail, généralisation de la france fiscale.

La résurrection de l'« économie souterraine »

Par

sont en réalité de vieilles recettes, trus

fragiles pour assurer la démocratie éco-

mie souterraine », il faut brièvement revenir sur le développement de l'économie et de l'emploi depuis le début du prétendu « miracle écono-

moyen commerce, dans le commerce « ambulant » (les petits commerçants cambulant » (les petits commercants qui circulent dans les villages les plus éloignés), dans le petit artisanat ; sous forme, aussi, de travail à domicile, à la pièce, sous-payé et, en général, sous toutes les formes de travail caractéristiques des économies paléo-industrielles. Ces travailleurs échappent à la protection des contrats collectifs, ils sont payés à des tarifs largement inférieurs, ils n'ont pas d'horaire fixe (beaucoup travaillent à la maison et sont payés à la pièce), ils n'ont ni assurance-maladie, ni assurance-accident, ni retraites.

mesure de fournir des emplois à tous les nouveaux venus qui fuyaient la misère et la pénible vie des champs dans le Sud.

Le « surplus » de main-d'œuvre ainsi disponible fut en partie absorbé par le secteur tertiaire et par l'administration publique. Mais, pour l'essentiel, il fut rejeté du marché du travail. Le pourcentage de la population active italienne n'a cessé de baisser depuis 1945; il est aujourd'hui, et depuis de nombreuses années déjà, le plus has de la C.E.E. Dans une première phase, ce sont les femmes et les hommes âgés de plus de quarante-cinq ans qui ont plus de quarante-cinq ans qui ont été «expulsés» un marché du tra-vail ; ces derniers temps, le phéno-mène concerns également les jeunes de moins de vingt-cinq ans.

La tentative de rationalisation dans laquelle s'engagea l'industrie italienne entre 1955 et 1970 ne fut jamais achevée. Une grande partie des actifs ne bénéficièrent pas durant une période très brève de 1962-1963 à 1969-1970 (à l'excep-tion de la récession de 1964-1966) — des avantages accordés aux travall-leurs de la grande industrie. Ainsi de nombreux ouvriers du bâtiment participèrent-lis à la reconstruction du patrimoine immobilier détruit qui patrimoine immoniner derruit par la guerre et au développement urbain hors du cadre des contrats de travall garantis par les syndicats, ou en faisant des heures supplémen-taires non déclarées aux assurances. Les chansures italiennes, qui, expor-tées dans toute l'Europe et aux Etats-Unis, firent pendant des an-nées la fortune de riches « petits pairons », étalent fabriquées à domipatrons », etalent labriquees a domi-cile par des ouvriers sous - payés, exposés au risque d'empoisonnement par les teintures, sans aucune me-sure de prévention sanitaire. Un roman qui eut un grand succès au début des années 60, Il Calzolaio di Vigevano (le Cordonnier de Vigevano), a décrit la misère de ces ou-vriens et la richesse des « conces-sionnaires » qui leur procuraient du travail et qui protégés par une société complice et satisfaite, pouvaient se permettre d'ignorer les lois sociales. Ne possédant de succroît ni machines ni installa-tions, n'avant nas d'ouvriers directetions, n'ayant pas d'ouvriers directement sous leurs ordres, ces derniers passalent pour n'avoir pas de fortune et ne payaient pas d'impôts

Ce type de travail « non pro-tègé » existait aussi de manière diffuse dans les secteurs du textile et de la mécanique. Alnsi, la société et de la mécanique. Ainsi, la société Piat a confié pendant des années certains travaux aux petites entre-prises artisanales du Piémont, évitant ainsi d'avoir à respecter les normes syndicales sur la durée du travail. Et, surtout, elle a pu éluder les lois interdisant les lice-ciements en cas de réduction de l'activité productive : en période de decession, elle a simplement s déchargé a cette eile a simplement « déchargé » cette réduction d'activité sur ces petites, voire minuscules, entreprises en s'abstenant de renouveler les contrats de concession. Le faillite d. ces entreprises créait simplement un chômage « dissimulé ».

En 1971, le secteur textile a connu une récession et on a calculé que la réduction d'environ 15 % du nombre des emplois devait frapper presque exclusivement les travailleurs à domicile (qui, dans ce secteur, sont surtout des travailleuses) sans

(1) Emploi et capacité productive : la réalité tialienne, op. cit., pp 32-35.

(2) En 1978, l'Istat a change ses critères pour calculer le nombre des chômeurs. Par example, ceux qui, travaillant de vingt-six à trante-six heures par samaine, étaient précédamment considérés comme sous-employés, furent désormals comptés parmi les travailleurs à pient temps. Ce qui permit de diminuer d'un million le nombre des chômeurs en Italie.

-

2.0

Aménagement

du territoire

DE LA MÉTROPOLE A LA «MULTIVILLE»

·Par GIULIO REDAELLI *

DEPUIS toujours, la Lombardie s'affre comme une « multiville » à l'état potentiel. Le problème aujourd'hui est de faire en sorte que cette possibilité se realise. Le territoire compris entre la frontière suisse et le Pô, le Tessin et le lac de Garde, avec ses populations implantées dans la plaine et sur les contreforts des Alpes et des Apennins, réunit les conditions néceszaires. Milan compte plus de 1 700 000 habitants, Broscia plus de 210 000 et Bergame en a près de 130 000. Quatre autres villes ont de 80 000 à 100 000 âmes ; Crémone, Pavie, Côme et Varèse. La distance d'une ville principale à l'autre varie de 30 à 80 kilomètres. L'essentiel est d'améliorer les communications entre chacuno d'alles, et entre chaque ville et son kinterland. Toute la Lombardie

* Urbaniste, maître - assistant à la faculté d'architecture de l'université de Milan.

sera clors accessible, en tout point, et de partout, à ses quelque neuf millions d'habitants dans des temps comparables à ceux d'une grande métropole.

333 627

Grace à la restructuration des réseaux de chemin de fer national et local, un système de transport de masse puissant et régional Intégré, mais non centralisé, à cir-culation rapide et à grande fréquence, et pourvu d'un système de correspondances efficaces. Les deux gares milanaises de Porta-Garibaldi et de Porta-Vittoria seront reliées entre elles par un tunnel ferroviairs, mattant en communication directs la zone nord et la zone sud de la Lambardie. Les dessertes par cars, les lignes de navigation sur les locs, les aéroports, le métro milanais, les rues et les routes seront comme des canaux alimen-tant le réseau en synchronie avec lui.

Cet ensemble de grands trayaux vient d'être approuvé par les autorités politiques lombardes, et l'urbanisation du territoire répondra désormais à une organisation polycentrique. Au cours do la décennie 80, la « multiville » régionale lombarde l'emportera sur la métropole milangise (1).

Pendant les années 1950-1960, la territoire avait été soumis à l'impact de la métropole. Le triangle Milan - Côme - Lecco, par example, fut totalement « rurbanisó » (2). Las méridionaux, mais aussi les Vénètes, tous « cul-terreux en ville », ont construit de petits pavillons et des ateliers dans les espaçes libres à la lisière des agglomérations rurales qui bordaient les lignes de chemin de fer ou nord de Milan. Réalisées la plus souvent salon des techniques de « self-help », cas constructions sont appelées « cores », les premières datant du temps de la guerre de Corée. Il ne faut pas y voir les forteresses ouvrières d'on ne soit quelle poétique de l'antiville mais, bien ou contraire, le résultat d'une culture de producteurs-consommateurs en quête d'un emplacement stratégique, très

conscients des possibilités et des limites de la société dans laquelle ils travaillent. Au reste, cet urbanisme sauvage, en raison de la proximité du futur réseau de transport régional, est bien plus facilement récupépar la « multiville » que d'autres produits de la métropole milanaise, tels que les rares quartiers populaires de la proche ban-lieue ou les quartiers babités par les petits-bourgeois individualistes fuyant la cité indus-

trielle pour le campagne au sud de la ville.

La Lombardie, c'est un peu comme une fonction qui varie entre métropole milangise et « multiville » régionale. Sa réalité, c'est l'assillation entre deux extrêmes, à cause du modèle culturel général auquel se conforme, en ce pays, le pouvoir de décision. Un pouvoir reposant sur une dialectique qui met aux prises des centres de décision autonomes et opposés les uns aux autres : l'Etat, la région, la commune. N'héaitant pas à entrer en conflit ouvert avec le pouvoir centrel, la « République des autonomies » (3) a cherché à tirer tout le parti possible de ce modèle culturel général auquel l'abolition du contrôle de l'administration préfectorale, au cours des années 70, a fait faire un nouveau pas en gyant.

Cette dialectique ne suit pas tenjours l'ordre institutionnel. Per exemple, la ligne de chemin de fer Milan - Bologne - Florence-Rome. Les FF.SS. (l'équivalent de la S.N.C.F.), dons leur programmation des travoux, se conforment à une logique qui est celle des métropoles. Or, la migration pendulaire des populations situées le long de la section Plaisunce-Milan a abligé les chemins de fer de l'Etat à inclure dans leurs plans de dével'oppement la pose de nouvelles voies desti-nées à satisfaire les besolns de ces « baulieusards ». Ils prendront également en charge les travaux annexes dans les diverses aggle mérations concernées. A yrai dire, il fallat un certain nombre de manifestations, avec interruption de la circulation des convois

nationaux et internationaux, pour en arriver là. Mais c'est aussi de cette taçon que naît la « multiville » régionale qui, d'ailleurs, ne recoupe pes toujours les limites administratives héritées du siècle dernier : Plaisance — 110 000 habitants — est située en Emilie, et cette ville, comme Navare . . plus de 100 000 habitants et qui dépend, en principe, du Piémont — est partie intégrante de la « multiville » lombarde. Mantoue, en revanche, théoriquement rattachée à la Lom-bardie, gravite en réalité sur la « multiville »

En voie de dépassement

A metropole milanoise est dejà entrée dans sa phase de dépassement. Ainsi, la migration pendulaire de la région vers su capitale se maintient au rythme de deux cent cinquante mille personnes par jour depuis 1965. De même importance est devenue la migration en sens inverse, de Milan yers sa région, qui, en 1964, était nulle, En réalité, c'est toute la logique des métropoles itu-liennes qui est maintenant en voie de déparsement et le schéma lombard devient une référence applicable aux autres régions. Les mouvements migratoires changent de sens. Les émigrés rentrent, mais ils ne s'établissent pas dans la banlieue des villes les plus im-portantes. La population des régions du Centre et du Nord diminue, celle du Sad s'accroît. Mais, au nard ou au sud, le bilen migratoire des grandes villes est négatif ou nul. L'on prévoit que cette tendence persistera au cours de cette décennie paisque les modifications survenues dans l'économie et le commerce international rendent peu probable l'accroissement de la demande de produits manufacturas à l'exportation, Depuis 1973, la production industrielle est demeurée stuble, et rien n'annonce un nouveau cycle écont-

manière continue : les frais d'assu-

rances sociales, qui incombent à l'em-ployeur, sont, depuis dix ans, en grande partie couverts par l'Etat avec les recettes des impôts).

Le développement du travail sous-

payé et non protégé par le domaine syndical est souvent considéré comme

un fait positif, comme l'une des manifestations de la « débrouillar-dise » Italienne. Tandis que l'écono-miste Giorgio Pua affirmait prudem-ment qu'il découlait de la faiblesse

relative des structures produc-tives capables d'appliquer les techniques les plus avancées, d'autres. y voyaient une revanche du « mar-ché libre » face à un syndicalisme

intransigeant et peu compréhensif. Piero Bassetti, industriel connu et

député démocrate chrétien, estime, pour sa part, que c'est là une revan-

che des « signor Brambilla » (4) qui auraient été l'origine du « miracle économique » des armées 60.

Mais précisément, en raison de ses caractéristiques, ce travail se concentre dans les activités les plus traditionnelles et aboutit à des pro-

traditionnelles et aboutit à des produits de type ancien ou standardisés,
à faible valeur ajoutée. Que ces techniques des années 50 puissent donner
au pays une nouvelle prospérité est
assez douteux. Sans compter que si,
il y a trente ans, les travailleurs
sous-payés avaient l'impression de
participer, eux aussi, à un effort de
modernisation du pays, aujourd'hui
ils ne travaillent que par nécessité,
conscients d'enrichir des employeurs
sans scrupules, dont les fraudes à
l'égard du fisc et des assurances
sociales ne sont considérées comme
des actes positifs que par une poignée
d'hommes politiques.

Que le travail sous-payé et non protègé existe en Italie depuis tou-jours, c'est certain. Qu'il ait subi-tement rendu les Italiens plus riches

l'est beaucoup moins. Les critères retenus par l'Istat permettent simultanément à certains économis-

tes d'affirmer que le revenu national est sous-évalué (parce que l'on ne tient pas compte de l'évasion fiscale) et à d'autres de déclarer qu'il est, au

TABLEAU III. — ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SUD.

(Prévisions pour 1980, 1977 = 100).

contraire, surévalué. Il faut savoir.

en effet, que l'Istat calcule le produit industriel en se fondant sur

un échantillonnage de la grande industrie. Mais les résultats s'appli-

pourtant que, en cas de crise indus-trielle, l'emploi se transfère sur un secteur tertiaire pléthorique et inef-

nistration publique.

Les statistiques sur l'emploi elles-mèmes semblent peu fiables, puisque l'Istat recalcule périodiquement (mais on ne sait au juste sur la base de quels critères) toute la série des données des dix ou vingt dernières années. On saisit dès lors toute l'am-pieur du désaccord, en Italie, sur le niveau absolu du produit national comme sur son évolution. Tout compte fait, il n'est pas sur que, comme le soutenait récemment l'historien français Fernand Braudel, dans une interview à l'hebdo-madaire italien Panoruma (5), l'« économie souterraine » produise en même temps tichesse et sens de la participation sociale. Au contraire, on se trouve face à deux réalités bien différentes : un secteur pro-ductif avancé, de niveau européen, et un secteur productif paléo-capi-taliste. Dans ces conditions, les cri-tères d'évaluation des grands agré-gats économiques utilisés par les pays occidentaux paraissent insuffiants pour rendre compte avec exactitude de la situation. ALESSANDRA NANNEI.

(3) Diverses procédures judiciaires en cours ont fait apparaitre que les fonds ont maintes fois été détournés de leur destination première,

(4) Terme désignant, en Italie, les chers entreprenants et dynamiques des petites et moyennes industries. (5) Cf. Panoreme du 3 mars 1980.

Trente ans de politique méridionale

Les difficultés de l'économie italienne se tranvent exacerbées an Sud. en trente années de pouvoir démocrate chrétien n'ont po éviter que ne se crease l'écart avec le Nord. Anjourd'hai, beaucoup se demandent si, pour développer le Midi, aucune autre voie n'était concevable dans les limites de système libéral.

une situation de dépendance, dotée de reil productif d'un pays en vols de développement. Tout naturellement, la recons-truction fut menée sous le signe du libéralisme, avec une politique de bas

Un mécanisme de croissance économique « sauvage », axé sur l'expansion des exportations, conduira en moins de dix de 1958 à 1962. Les énormes profits réalisés grâce aux bas salaires stimulaient les investissements; la produc-tivité augmentait régulièrement, l'expansion sulvait un rythme soutenu. Sur les marchés extérieurs, la compétitivité des produits italiens était assurée. Un modèle de développement qui reposait sur deux éléments essentiels : une industrie produisant principalement des blens de ger, confection, bătiment), peu sophistiquée technologiquement : et une maind'œuvre à bon marché, facilement contrôlable. Tant que ces conditions furent réunies, c'est-à-dire jusqu'à l' - automne

plan Marshall, d'autant plus alsément qu'il y sut à partir de 1948 uns écra-sants majorité de modérés au Parlement.

mais quand les avantages bus représentaient les bas salaires disparurent, ce

Un tel système devait nécessairement se fonder sur la division de la population Italienne en deux catégories : ceux qui en profitaient, et ceux qui se voyaient sacrifiés. Se survie pendant plus de trente ans n'aurait pas été possible si la démocratie chrétienne et ses al·lés n'avaient su se ménager le soutien politique d'une couche sociale plus ou moins majoritaire au Parlement. Cependant, le terrorisme « noir » et rouge » de la demière décennie témolgne que l'assise des institutions démocratiques reste encore fragile.

Pour assurer le consensus social dans un système des partis reposant sur une coalition permanente autour de la D.C., la classe dirigeante disposalt de deux instruments : l'Eglise et l'Etat. (Lire la suite page 6.)

que soit touché l'emploi « visible » des grandes et moyennes industries textiles. Autres secteurs où sévissait le travail dit « au noir » (non déciaré et sous-payé) : ceux du mobilier et de la fabrication des

L'ITALIE DES MIRACLES ET DES CRISES

S I ce type de travail était socia-lement accepté, c'est que l'on se croyait encore au premier stade d'un processus général d'industria-lisation avancée qui ferait dispa-ratire ces inconvénients. Les coûts très bas du travail devalent favo-riser l'accumulation nécessaire pour passer à un stade ultérieur d'in-dustrialisation. Le faible prix des produits favorisait en ouire les exportations et l'amélioration d'une balance des palements qui, pendant des dizaines d'années, ne fut équi-librée que grâce aux envois de fonds des travailleurs immigrés.

Vers la fin des années 60, ces pratiques semblèrent disparatire, en partie grâce au contrôle plus efficace des syndicats, en partie parce que les secteurs où elles sévissaient traditionnellement se trouvèrent en crise. Celui de la chaussure dans le nord de l'Italie diminua très fortement sa production, après que les Etats-Unis eurent décidé d'imposer une taxe de 10 %. Les entreprises d'électro-ménager ne purent survivre au passage de la gestion « patronale » à la gestion « gestionnaire ». Flat dut supporter de aérieuses attaques de la part des syndicats, comme de la nouvelle gauche née en 1963, tandis que le processus d'accumulation se révélait éphémère (les investissements fixes, en pourcentage, du revenu national, n'ont cessé de diminuer depuis 1963).

Bien que ce travail n'ait pas été déclaré aux assurances sociales ni au fisc, on a toujours estimé qu'il était pris en compte dans l'évaluation du revenu national. Il est en effet difficile de comprendre que, dess l'hébillement et les terribles par effet difficile de comprendre que, dans l'habillement et les textiles, par exemple, où, pendant des dizaines d'années, une bonne partie de la production fut assurée per des travailleurs « au noir », l'Institut centrale de statistique, tout comme les syndicats aient volontairement ignoré ce type de travail (les statistiques officielles dénombrent la quantité de filés et de tissus produits, sens parler, naturellement, des chaussures et de la bouneterie exportées). Pour comprendre comment l' « économie souterraine » est donc « ressuscitée » au milieu des années 70, il faut savoir que, tandis pièces d'apparelle électro-ménagers. Les Européens se souviennent en-core des réfrigérateurs et des machines à laver italiennes qu'i inondèrent leurs marchés à bas prix pendant toutes les années 60.

Ignorance volontaire?

que le produit national brut aug-mente toujours, selon les chiffres officiels, à des taux supérieurs à la moyenne de la C.E.E., l'emploi, lui, ne cesse de baisser et la productivité n'augmente que faiblement. S'il fut possible d'accepter ces deux données pendant de brèves périodes, elles sont devenues. à naritr de la récession devenues, à partir de la récession de 1963-1964, incompatibles avec une augmentation continue et soutenue

du revenu. Tout d'abord, le président de l'Istat de l'époque, M. De Meo, prétendit, que le pourcentage de la population active diminuait parce que les revenus familiaux augmen-taient. Cette hypothèse fut rapi-dement abandonnée lorsque l'on constata que ce pourcentage dimi-quait le plus dans les régions à faible revenu et aux taux d'emploi les plus bas (et surtout dans les régions méridionales et agricoles). L'idée que ces faibles taux d'activité témoignaient d'un chômage considérable, absent des statistiques officielles, gagna du terrain. En 1973, l'économiste Meldolesi évalua à envirecondinate metadolesi evalua a envi-ron deux millions de personnes les chômeurs effectifs (en dépit de taux officiels extremement bas) et à sept ou huit millions d'individus l' « ar-

mée industrielle de réserve ».

Les interprétations officielles

A cette époque, le gauche connut en Italie une forte progression, y compris sur le plan électoral, tandis que, pour combattre cette tendance, les partis traditionnels de gouvernement fondaient leur propagnement producer de la compagne de la compa gouvernement fondaient leur propa-gande sur l'image d'une gestion effi-cace et moderne. On tentait de faire passer 1973 ou 1974 pour l'époque du « second miracle économique » (qui ne dura que quelques mois), tandis que des hommes du régime en place comme MM. Eugenio Ceris, ex-pré-sident de Montedison, on Nino Rovelli, président de la SIR, devaient, grâce aux fonds publics, donner à l'industrie chimique ita-lienne la première place en Europe (3). Les économistes accou-rurent à la rescousse pour sauver rurent à la rescousse pour sauver l'image des hommes politiques. La thèse d'une industrialisation inathèse d'une industrialisation ina-chevée, de villes « sinistrées » où le chômage s'accroissait, d'un dévelop-pement difforme, d'une gestion de l'économie qui, au lieu de créer des emplois et d'assurer une plus grande

TABLEAU II. -- RÉPARTITION DES EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE (1978).

Industries manufacturières. Sittment	
Electricité, gaz, eau	
T-0 V	125 406
	5 030 987

Des objectifs électoralistes

plutôt qu'un projet économique bien défini

justice fiscale, enrichissait indûment les personnes les moins scrupuleuses, n'avait pas cours à l'époque.

On expliqua d'abord le faible niveau de l'emploi par l'existence d'un double marché du travail ; il existerait un secteur « monopoliste » et un secteur « de concurrence », auxquels correspondraient deux types de marché du travail différents et ce marche du travail différents et non communicants: le marché des industries « monopolistes » n'engage que la main-d'œuvre jeune, qualifiée, dont les capacités productives sont à leur maximum. A chaque amélio-ration technologique nécessitée par la concurrence étrangère, le secteur monopolisé « déverse » sur le marché monopolisé « déverse » sur le marché la main-d'œuvre moins productive, qui devra parfols se contenter d'occupations moins rémunérées, parfois

Cependant, cette interprétation correspondait mai à la réalité de l'Italie, où le secteur tertiaire, en particulier dans l'administration publique, offre des conditions de travail et de salaire bien meilleures que dans l'industrie. Le commerce bénéficie, en outre, d'une position privilègiée, en raison d'une absence quasi totale de contrôle des prix et d'une importante évasion fiscale. Cela se conciliait mai, d'autre part, avec les plaintes continuelles au avec les plaintes continuelles au sujet de la faible productivité de l'industrie en raison des conquêtes syndicales de 1968, de la faible mobilité du travati, de l'a échelle mobile » rattachée au taux d'inflation, des « charges sociales » élevées (qui, en réalité, sont fiscalisées de

Source : Conseil national de l'éco-nomie et du travail (C.N.E.L.).

FAILLITE économique, male réus-site politique » : telle pourrait être la formule résumant le mieux trente ans de politique méridionate en Italia. L'ambition maintes fois proclamée était de résoudre définitivement et en un temps déterminé le mique et social du Sud, cette « questione meridionale qui avait pesé si fourd sur les cent ans d'unité italienne. Economiquement, les limites de ce dessein se mesurent au fait que l'écart entre le Nord et le Sud n'a pes cessé de croître, de sorte qu'il est sujourd'hui beau-coup plus grand — et beaucoup plus complexe — que dans les années 40. dionales e'est, certes, sensiblement amé-

ou trois fois plus vite. Quant aux conséquences politiques, il suffit de constater que la démocratie chrétienne - parti de gouvernement

lloré depuis la guerre mais celui des

régions septentrionales a progressé deux

depuis plus de trante ans, — très peu présente dans le Sud avant le fascisme, est devenue la premier parti, consoildant sa position su fil des ans jusqu'aux élections régionales et municipales du 15 juin 1975. En fait, sans son succès dans le Sud, le parti catholique n'aurait pas pu devenir le parti dominant du système politique Italien et, encore moins, le demeurer. Ainsi, il est clair que, depuis trente ans, le Mezzogiorno a pris une importance de premier plan dans le leu poiltique.

On l'admet généralement, la politique méridionale a été subordonnée au modèle de développement économique Italien de l'après-guerre. Non qu'il n'y ait eu de sérieuses tentatives de réforme : simple ment, celles-ci devalent s'insérer dans le cadre du modèle, lui-même élaboré dans le contexte historique particulier pleine « guerre froide ». Dans le camp occidental. l'Italie se trouvait alore dans

Par PERCY ALLUM #

Chercheur à l'université de Reading.

chaud = de 1969, l'économie a prospéré ; possibilité d'exproprier les terrains à bâtir au

prix du terroin agricole. Un système de coeffi-cients, qui fait d'ailleurs l'objet d'un conflit

entre le gouvernement et la Cour constitution-

nelle, apporte les corrections nécessaires. C'est de cette dernière loi, qui permet un contrôle

public des processus d'urbanisation que la

de premier plan à jouer pour que le logement devienne un service social. On peut, par exem-

ole, multiplier les expériences d'encouragement à la propriété coopérative. Il s'agit là d'une troisième voie, au-delà de la propriété publi-que de type H.L.M. et de la copropriété clas-

sique : le coopérateur n'est pas individuelle

ment propriétaire de son appartement et il paie

un loyer (très raisonnable) à la coopérative

qui lui garantit, en échange, un logement cor-

on ne sourait l'expulser. La possession d'une

action lui donne le droit de participer à la

Les communes et les régions ant un rôle

siècle dernier, « I promessi sposi », grand romon du catholique milanais Alessandro Manzoni, du catholique milanais Alessandro Manzoni, véhiculo une idéologie anti-urbaine qui souli-gnait la coapura géographique, psychologique et théologique entre la ville et la campagna lombarde (5); tandis que la réflexion d'un penseur comme Carlo Cattaneo, Milanais lui aussi, continuateur des « Lumières » et idéo-loque de la benraccies naissante découlait logue de la bourgeoisie naissante, découlait d'une conception politique de la ville et de l'économie qui ne séparait pas Milan de la Lombordie. Cattaneo avait également une conception fédéraliste de l'État. Sa pensée mous oide à comprendre la situation actuelle. No disait-il pas que dans l'Italia des « libres communes » tout le monde suit qu'on peut toujours « fonder une ville et y apporter des

dans la terre et parmi les hommes? » GIULIO REDAELLI.

(1) Cette notion de e métropole milanaise a atrouvé son illustration dans le livre d'Etienne Dalmasso : Milan, capitale économique de l'Italie, Ophrya, Gap, 1971. La c multiville » régionale inspire, au niveau de la pratique politique, la Lega dei comuni democratici di Milano, qui réunit les municipalités de gaucha de la Lombardie et, au niveau de la recherche et des propositions techniques, les urbanistes de la faculté d'architecture de Milan, regroupés autour de Lucio Stellare d'Angiolini. Texte théorique fondamental : Alcune questioni della prassi urbanistica. Arctina, Milan, 1964.

(2) Cf. Le livre de Gérard Bauer et J. Michel Boux : le Europaisation ou la ville éparpillée, Le Seuil, Paris, 1976.

richesses, mais qu'elle n'aura pas de racine

Le Senil, Paris, 1976.

(3) L'auteur fait référence à la décentralisation administrative, régionale et municipale, prévue par la Constitution mais mise en œuvre seulement dans les années 70. Cette République des autonomies a suscité beaucoup d'espoirs qui n'ont pas encore été réalisés.

n'ont pas encore été réalisés.

(4) Cf. Francesco Compagna: la Política della città. La Terza, Bari, 1864.

(5) Dana Rome-Naples-Florence, Standhal fait se cristalliser toute la Lombardie, avec ses paysages naturel, urbain, rural, autour du Dôme de Milan. I promessi sposi ofre une image exactement inverse.

tique dans les usines du «triangle industriel - Turin - Gênes - Milan que viendraient nourrir de nouvelles migrations régionales. De même, la politique des grands travoux (autoroutes, routes à grande circulation, lignes ferroviaires à grande vitesse...) visant à suscitor un marché national et international, dont le tourisme était un élément non négligeable, n'a plus sa raison d'être et devrait céder la place à une politique d'investissaentée vers la construction de la ville (transports, logements, services, qualité de la Dans le Sud aussi, le relief et l'histoire out

déterminé des structures régionales et subré-gionales analogues à celles de la Lambardia. Mais les « multivilles » n'en sont encore qu'au stude de la description géographique (4). Les régions et les communes se sont vu dépouller de leur pouvoir de contrôle en matière de poli-tique d'investissement; le système néo-féodal des clientèles y domine, par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno et une pléti d'organismes variés : un par problès chaque échelon territorial. Dans le Salenta, chaque échelon territorial. Dans la Salenra, en Sicile orientale, en Calabre, dans d'autres régions urbaines où des décisions de programmation ont été prises au niveau des schémas directeurs et des plans d'accupation des sols (P.O.S.), il fandra des années avant qu'an ne décide de les réaliser. Pourtant, il seroit argent d'appliquer des solutions de type « multiville » dans le Mezzogiarno si l'on entend y promouvoir le retour à l'agriculture, implanter industries de transformation à proximité des industries de base, prévenir les déplacements de population à l'intérieur de la région ou les migrations penduloires en voiture, coûts anorchiques.

Aux options prises en matière de croissance mbaine et d'aménagement du territoire est étroitement liée la question du logement. A Fintérieur du codre macro-économique défini par le loi de 1971, dite loi de réforme du logement, il paraît possible d'essurer à che-

cun, d'ici à 1990, la jouissance d'une habitation correspondant à ses besoins. Le loge-ment deviendrait ainsi un véritable service social. Pour cela, il faut trouver 10 de pièces. Les habitations actuelles ou non louées, dayront être récupérées. En Lombardie, les besoins se chiffrent à deux millions de pièces, et seule la « multiville » permettra un bon usage du patrimoine immo-bilier : un nombre suffisant d'habitations deviendra accassible grâce au système de transport. De même dans le Salento (sousensemble des Pouilles), en Sicile orientale, en

Le logement, service social

M AIS le passage au cadre macro-économique implique le changement du modèle de développement urboin et de l'aménagement du territoire. A la logique du profit et de la rente parasitaire, voulant que « quand le bâtiment va, tout va », correspondra une nouvelle concentration des populations et de l'activité économique dans les grandes métropoles et leurs alentours immédiats. L'écart entre les ressources disponibles et les besoins (en loge-ments) ne pourre plus être réduit. C'est ainsi que le professeur Astengo, conseiller à l'urba-nisme du Piémont, a ou estimer que cette que le protesseur Asrengo, consenier à l'urou-nisme du Piémont, a pu estimer que cette région, qui possède un patrimoine immobilier de six millions de pièces pour 4,5 millions d'habitants, devrait l'augmenter d'un tiers dans les dix prochaines années. Ce qui est manifestement impossible. Deux lois récentes sont venues compléter la législation en matière de logement, L'une, de 1979, dita du « juste loyer » a eu pour effet de faire disparaître les locations et de randre prohibitif le prix des appartements à yendre. L'autre, arrachée au cours des grandes mobilisations ouvrières et étudientes de 1968, donne aux communes la

gestion de la propriété collective. On compte, dans la seule Lombardie, 30 000 logements rentrant dans cette catégorie. Toutefois l'idée de foire du logement un service social ne peut conditionner l'ensemble du secteur du bâtiment. Le système lui impose des limites. De même qu'on ne saurait en revenir aux structures de production et de vente du marché capitaliste des années d'oprès-guerre. Autre condition-limite. Encare une fois, l'important, c'est l'oscillation, la marge de manœuvre disponible. Mais les mythes des

années 60 sont morts. Désormais, on sait que l'expropriation généralisée des terrains à bâtir et du patrimoine immobilier existant n'est pas un moyen nécessoire et suffisant pour procurer un logement à tout le monde ; qu'il n'est pas besoin de grandioses < projets de lai extraordinaire pour le logement »; et l'on n'a que faire des villes nouvelles. Car les idées politiques divergentes concernant la ville s'enracinent profondément dans l'histoire. Elles impliquent des visions du monde opposées. Au

The same of the sa

the part of the pa

to test to feel then to

The state of the second of the

Profile of pay plot lead the control is the posterior of the pay plot in the p

語為這

; **-** <u>-</u>

7:

1 P

P.05 5 1

29.9

##4a . .

M*9-7

PF & "

-- .

₩ Maria .

Manager y

Com Me a . . .

* 3PR

-

11

du 1.1

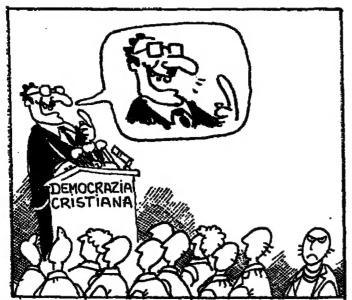
See 2. 1. 1 .

-

1 14 144

to und de deprisent

Sconomie souterraine









GUE W

(Suite de la page 5) La première assuma son rôle idéologique en mobilisant dans sa croisade anticommunisté les classes moyennes, les paysans, une partie de la classe ouvrière et les couches marginales, à la faveur du climat apocalyptique de - guerre froide ». Quant à l'Etat, demeuré aux mains de la petite bourgeoisie après l'effondrement du régime fasciste, II s'efforça de consolider le terrain à la fois par la répression et en favorisant le clientélisme. La stabilité politique fut le résutat d'une série d'actions coordonnées qui s'éche!onnérent dans le temps: 1) exclusion des communistes (P.C.I.) et des socialistes (P.S.I.) du gouvernement, en mai 1947; 2) étabilssement de la paix sociale dans les usines grâce à l'utilisation de la réserve

de main-d'œuvre dans les régions sousdéveloppées ; à la répression patronals et policière (avec, notamment, la de soutien social autour de la D.C. et renforcement des milieux d'appui à bureaucratiques et parasitaires venant grossir les rangs de la classe moyenne. crate chrétienne et ouvrit une grave

De la main-d'œuvre et des suffrages

UN double rôle était réservé au Sud dans ce schéma : d'une part, comme fournisseur de main-d'œuvre à bon marché pour assurer le fonctionnement du modèle de développement sconomique : d'autre part, comme réservoir de voix pour le parti de la D.C. en permanence au gouvernement. Dans un sens, tout s'est passé comme prévu. Plus de quatre millions de personne ont émigré du Sud en vingt ans (du recensement de 1951 à celui de 1971), et plus de la moitié se sont dirigées vers zones industrielles du Nord (le « triangle industriel »). En outre, les voix méridionales ont été déterminantes dans les succès électoraux successifs du parti catholique, qui vit ses suffrages passer de 12% en 1921 à 35% en 1946, à 42 % en 1958 et à 40 % en 1972. Toutefois, cette évolution n'alla pas sans luttes, souvent violentes, et sans crises graves qui changerent profondément la face du Mezzogiorno.

A l'origine, la nouvelle politique méridionale s'explique par la nécessité de combier en quelque sorte la défaillance de la classe dirigeante traditionnelle sortie très ébraniée de la guerre et désormais impuissante à assumer sa fonction de contrôle social et politique auprès de la paysannerie du Sud. Le déclin des agrari (les grands pro-priétaires terriens) risquait de compromettre la stabilité du pays. D'autant que, après sa défaite aux élections législatives de 1948, la gauche - socialocommuniste - avait pris la tête d'un mouvement d'occupation de la terre. Après la fusillade de Melissa en novembre 1949, il était clair qu'une solution de rechange devait être trouvée.

En l'espace de quelques mois, en 1959, De Gasperi formula et imposa la nouvelle politique méridionale dont les deux pièces maîtresses étalent la réforme agraire et la Cassa per il Mezzogiorno (Calsse du Midl). L'objectif immédiat étalt de bloquer la pénétration communiste dans le Sud en créant une classe de petils propriétaires paysans dans les zones latifundistes et en encou Celere - (1) de Scelba) et à la scission du mouvement syndical intervenue en jul!let 1948; 3) organisation d'un bloc la D.C. à l'aide d'une politique d'assistance qui contribua, surtout dans le Sud, à créer une pléthore de groupes (C'est le fonctionnement de ca bloc social modéré, quand éclata la crise économique au seuli des années 70, avec le regain d'agitation ouvrière, qui entraîna la déclin de l'hégémonie démo-

raceant le développement économique (grâce à une politique d'intervention « Cassa »). Parce que l'objectif était d'Inspiration politique, les instruments de ce projet ne pouvaient qu'être étatiques; mais sa réalisation devait se faire dans un régime de marché, et cela n'allait pas sans contradictions, Pour surmonter les difficultés, il fallut accentuer certaines pratiques caractéristiques de la politique partisane (nécessité de s'inscrire à la D.C. pour bénéficier de la réforme : encadrement par des agences de réforme contrôlées par des démocrates-chrétiens; projets discrétionnaires et non programmés, etc.), mais sans intervenir dans les secteurs économiques les plus novateurs tels que les travaux publics ou l'Industrialisation, qui fut négligée jusqu'en 1962.

Maigré son caractère très partiel, la bilisation paysanne et réussit, en combinant ses ettets à ceux de l'intervention de la Cassa per il Mezzogiorno, à Ilmiter Jusqu'en 1975 l'expansion de l'électorat communiste. L'objectif îmmédiat de De Gasperi était atteint. En revanche, la création d'une nouvelle classe dirigeante dans le Midi fut une entreorise plus tente et plus incertaine, qui n'aboutit qu'à la tin des années 50. En fait, les difficultés inhérentes à cette politique coûtèrent à De Gasperi sa place de leader du parti. Car, tout en affaiblissant les bases du pouvoir des agrari, la réforme risquait, dans un premier temps, de porter préjudice aux positions électorales de la D.C. : De Gasperl dut faire modifier la loi électorale (legge - trufta -) pour assurer une malorité absolue à l'aillance des partis autour de la D.C.; il manqua cependant cinquante mille voix sux centristes.

Amintore Fanfani, à la tête de la nouvelle génération de catholiques, tira les ieçons de cet échec. Devenu secrétaire général de la D.C., il entreprit d'en faire un parti d'Etat, faisant nommer systématiquement des démocrates-chrétiens aux postes de la fonction publique et du secteur parapublic (Parastato). En peu de temps, la démocratie chrétienne devint «le centre d'un énorme appareil de pouvoir avec des ramification tous les échelons de la société, de la commune à l'Etat, dans tous les sec-

teurs, du productil au financier, du aportif au culturel, du sanitaire à celui de l'édition, appareil présant à tous les politique, du syndical au patronal, du corporatif au gestionnaire = (2).

Un ∢rêve utopique > ?

E bilan de la politique méridionale, aujourd'hui, peut être ainsi résumé : - démobilisation de la paysannerle et - exode biblique » vers le Nord et de la campagne vers la ville à l'Intérieur même du Mezzogiorno (3). Lors des grandes luttes sociales à la suite de l'« automne chaud » de 1969, dans le Nord, ce sont les jeunes immigrants du Sud qui furent les éléments les plus combatifs. En revanche, toutes les tentatives, ausal timides solent-elles, de promouvoir une industrialisation autonome échouèrent. Celles des Industries qui furent implantées eurent néanmoins pour résultat d'introduire une différenciation considérable d'une région à l'autre du Mezzogiomo.

- Liquidation des agrari en tant que classe dirigeante et apparition d'une nouvelle classe que l'on peut définir comme une «bourgeoisie d'Etat », fondée sur l'appropriation des fonds publics et regroupant les responsables politiques, la bureaucratie, les professions libérales et les entrepreneurs (milieux affairistes).

- Mise en place d'un vaste système de clientélisme ayant pour objet de ller la population au parti d'Etat. La distribution des emplois et des contrats avec l'Etat ofirait à cette nouvelle classe dirigeante des moyens colossaux pour assurer à la D.C. le soutien électoral indispensable. Mals, en même temps, bien placée dans le bloc national du pouvoir, elle acquit un pouvoir de veto qui lui permettait de faire échec aux áformes pouvant entamer son pouvoir local, ainsi qu'en témpionent de nombreux exemples au cours des vingt demières années (échec à la loi Suilo sur les sols urbains, échec aux lois de programmation économique, etc.),

Que la D.C. alt utilisé systématiquement les ressources publiques pour mieux asseoir son pouvoir n'enlève rien à la logique de cette politique méridionale depuis plus de trente ans. Mais une question se pose : y avait-il une politique de rechange ? Parmi les réponses ambigues qui ont été données, les communistes et leurs proches esti-ment que, effectivement, il y en avait une ; tandis que les démocrates-chrétiens et les « méridionalistes » (4), eux, na le croient pas. Avec une différence. toutefois, entre - méridionalistes - et démocrates-chrétiens : les premiers sont bien convaincus que l'orientation de la itique du Midi était correcte, mais lls estiment que son application a été

De surcroît, les « méridionalistes » constatent qu'il manqualt à la science

économique, en 1950, des modèles de développement autres que ceux offerts par la transformation du type bolchévique (l'industrialisation forcée de 1929) ou par le type d'intervention spéciale anglo-saxon (comme avec la Tennessee Valley Authority); compte tenu de la situation qui prévalait à l'époque, le choix de ce dernier modèle (qui se traduisit par la création de la Cassa per li Mezzogiorno) était plei-nement fondé. Et, d'ailleurs, les = méridionalistes - sont loin de juger toutes ses conséquences négatives. L'économiste agraire Rossi-Doria, par exemple, faisait observer récemment encore que la Cassa avait produit des résultats appréciables, surtout dans le domaine agricole (Irrigation, cultures, etc.) et en matière de travaux publics (construction de routes, adductions d'eau, etc.). mêmes succès ont servi, al l'on peut dire, à « cacher » le « vide » toujours plus grave d'une politique ratée de vrai déveveloppement économique (5) ». Quant aux communistes, ils contestent la validità

menée dans une économie de marché

et en l'absence de toute programmation.

Pour eux, ce que l'on appelle les « défor-

mations - de cette politique ne sont rien d'autre que des conséquences iné-

En revanche, communistes et - méridionalistes - sont d'accord pour reconnaître que le rapport de forces a constamment été défavorable, tout au long de l'après-guerre, au développement du Mezzoglomo. Déjà peu puiseants à la Libération, les éléments progressistes se virent encore affaiblis par le climat de « guerre froide » grâce auquel les modérés purent se réc niser. Contraints par la combativité des paysans sans terre à subir la réforme agraire, ces derniers purent se servir de la politique d'intervention spéciale pour créer un nouveau système de pouvoir à l'intérieur de la D.C. qu'ils ont ainsi contribue à transformer en

Devant ce bilan, on est conduit à se demander ei, dans la situation qui était celle de l'Italie à la fin de la querre. la simple idée de développer le Mezzogiorno n'était pas un mirage. Tout un courant d'opinion, particulièrement répandu parmi les industriels du Nord depuis l'unification du pays - dans la ligna de pensée du grand îndustriel lainier de Schio, Alessandro Rossi, était convaincu que le développement du Sud était un « rêve utopique », en raison de la faiblesse de l'économie et de l'appareil industriel de l'italie. Ceux-là - non se assurer en priorité la croissance du Nord, et un développement « dualiste » du pays.

Vains succès de la gauche

A l'occasion des événements de Reggio de Calabre, en 1970-1971, la nouvelle classe dirigeante du Mezzo-giorno a montré qu'elle savait faire usage du pouvoir de veto que lui conférait la place qu'elle s'était talliée dans système du pouvoir démocrate-chrétien. Mals le point faible du système, surtout dans le Sud, tient au fait que e pouvoir est essentiellement fondé sur consensus, et non sur la légitimité. Tel est la propre du clientélisme : il permet d'acheter des voix, et des appuis politiques. En revanche, la légitimité ne s'achète pas : elle se donne, ou se refuse. Dépendant des ressources provenant du centre, ce système de pouvoir ne pouvait manquer de subir les effets de la crise fiscale des années 70, rongé de l'intérieur par la compétition des différentes factions pour accaparer des ressources publiques brusquement réduites de moltié, et lâché du même coup par de nombreuses couches mar-ginales. Le résultat fut la défaite électorale de la démocratie chrétienne le 15 juin 1975, et le passage de nom-breuses municipalités du Sud — telle celle de Naples - à des administrations de gauche eous la direction du

Celles-ci n'aliaient pas pour autant modifier le cours de la politique méridionale. Les espoirs démesurés que le euccès de la gauche avalt fait naître ne pouvalent se réaliser en de si courte délais, d'autant que le pouvoir central demeuralt aux mains de la D.C. et de son vaste réseau clientéliste. Durant la période dita d' « émergence nationale » (1976-1978), le parti communiste a insisté sur la nécessité de lutter en priorité contre l'infiation, dont les effets sont beaucoup plus graves dans le Sud (puisque les ressources dont il dispose proviennent principalement de liquidités). Aujourd'hul, le P.C.I. se trouve de nouvesu en difficulté depuis les élections nicipales de mai 1978, et la démocratie chrétienne continue de considérer la Mezzogiorno comme une carte de réserve politique, selon une vietlie stratégie déjà en usage sous les régimes libéral et fasciste et voulant que le Sud soit la «réserve de sagesse > de la nation. SI tant est que les chefs de la D.C. ant réallement fait de ca choix - qui pourrait expliquer une certaine lenteur à affronter ies problèmes les plus urgents, — le jeu risque à la longue de se révéler dangereux. Il y a cent ans, le grand « méri-dionaliste » Pasquale Villari n'avait-il pas déjà lancé cette mise en garde : Vous n'avez plus d'autre vole : ou vous réussissez à nous civiliser, ou nous réusairons à vous rendre barbares.»

PERCY ALLUM.

(1) Unités de police spécialement affertées à la répression des mouve-ments sociaux du temps du ministre de l'intérieur démocrate-chrétien Mario Scelba, dans les angées 50. (2) Cf. Gluseppe Tamburano, Piesberg democristismo, éd. Sugarco, Milan, 1975.

(3) Selon des sources officielles, l'agri-culture fournissait dans le Sud, en 1851, 57 % des emplois. En 1971, le pourcen-tage était tombé à 31 %, et en 1974 à 27 %.

(4) Courant de pensée libéral-démo-crate remontant à 1875, qui s'était donné pour objectif fondamental de résoudre la question méridionale. (5) Cf. Manilo Rest-Doris « Una tenta-tiva di valutazione della politica per il Messociorno nell'ultimo tientennio». In Rivista di Economia Agraria, KEXIII. septembre 1978.

AUTRES OUVRAGES A CONSULTER — Percy Allum: Fitalia tra crisi ed mergenza, Guida, Naples, 1979, - Classi sociali e politica nel Mezzo-giorno, Rosemberg et Sellier, Turin, 1978, et Gli enni 70 nel Mezzogiorno, Bari, 1979. - Franco Cassano, il Peorema demo-cristiano, De Donato, Bari, 1879. - Gerardo Chiaromonte et Giuseppe Galasso, l'Italia dimezzata, Laterza, Bari, 1980.

- Luigi Graziano, Citenteliamo e sis-tema político : il caro dell' Italia, Franco Angell, Milan, 1980.

4. .

Institut Florimont

37, av. du Petit-Lancy - Ch-1213 GENÈVE - Tél. 022/92-09-11

Pensionnat Marie-Thérèse

24, av. Eugène-Lance - Ch-1212 GENÈVE - Tél. 022/94-26-20 Classes primaires et secondaires

Jardin d'enfants

Baccalauréat français A, B, C, D Maturité suisse A, B, C, D Internat - Demi-pension - Externat

Vient de paraître

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

NUMBERO 15 (MAI-JUIN 1980) N.-P.A.: Les oppostions africaines et nous. ODILE TOBNER: A propos de l'excision. MONGO BETI : Jean Imbert ou l'Université française et l'Afrique des dictatures.
TORNICHELLE TCHIVELA : La mortalité des enfants en R.P. du Congo.
CYRIAQUE E. YAVOUCKO/MONGO BETI : Une vocation de romancier
en République centrafricaine.
ETC., ETC. 192 PAGES : 25 trancs.

Abounement annuel : six numéros, 120 P (joindre titre de paiement à la commande) C.C.P. « Peuples noirs », 2169192 Y Paris Rédaction, administration, diffusion, vente au numéro : 2, rue de l'Aslis-Popincourt, 75011 Paris, — Tél. : 805-26-34.



DES ÉTUDES A 1300 M. LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL

A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Garçons et tilles de 5 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Cycles primaire et secondaire complets - Préparation au Baccalauréat types A. B. C et D - Cours de langues modernes - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoires de langues et sciences - Animation culturelle - Conférences d'orientation - Builetins scolaires adressés aux parents à la fin de chaque période de deux semaines.

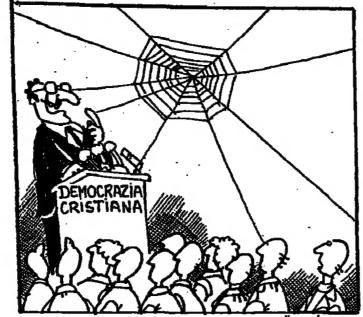
Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15000 m² - Equipements sportifs modernes, privés et collectifs: tennis, piscines, football, filmess, palinoire, vasta domaine skiable. et collectifs: tennis, placines, football, filness, patinoire, vaste internet réservé sux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE. Début de l'année scolaire 1980/81: mardi 16 septembre 1980.

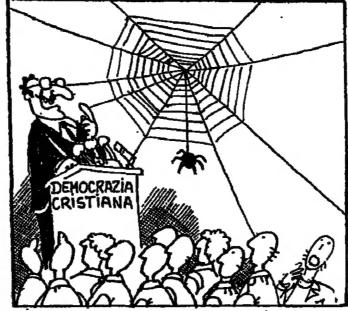
Pour l'envoi d'une documentation écrire à:

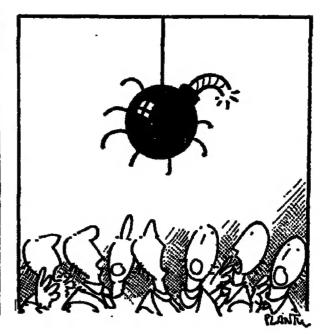
COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Tél. 025/35 21 54/55/56 - Télex BSVIL 26 553

4 11/2 h. de volture de l'aéroport de Genève









Comment la démocratie chrétienne est parvenue à garder le pouvoir pendant trente-cinq ans

L'État d'un seul parti

(Suits de la première page.)

Ainsi d'avril 1976 à avril 1980, la D.C. a gouverné en s'appuyant uniquement sur de fragiles combinai-sons parlementaires. Précédemment. sons parlementaires. Précédemment, un pouvoir exécutif entièrement démocrate-chrétien (« monocolore », comme on dit en Italie) avait géré les affaires. Après avril 1976, un autre cabinet « monocolore » pourra gouverner seul, mais, d'abord, grâce à l'abstention parlementaire du parti communiste victorieux (en plus de celle des socialistes et des petits partis; ensuite, de mars 1978 à décembre 1979, grâce au vote favorable du P.C.I., officiellement entré dans la majorité.

ciellement entré dans la majorité.

Ce dernier allait en sortir en décembre 1979 (parce que la D.C. n'avait pas tenu les engagements pris par le gouvernement), et le parti de la majorité relative constitua alors avec le parti social-démocrate italien (P.S.D.I., environ 4 % des voix) et le parti républicain italien (P.R.I., environ 3 % des voix) une coalition qui fut battue au Parlement. Nouvelles élections anticipées (les troisièmes de la décennie 70, après celles de 1972 et de 1979); après celles de 1972 et de 1979; après celles de 1972, et le P.R.I., les socialistes et le parti républicain se rangeant dans le camp de l'abstention au Parlement, tandis que le P.C.L se plaçait à nouveau dans l'opposition (avec les petits partis de gauche et, à l'autre extrémité du spectre politique, le M.S.I.).

Après trois ans de soutien substantiel au gouvernement (par abstention ou vote favorable), le retour du P.C.I dans l'opposition remettait à l'honneur le thème du « bipara l'honneur le thème du « bipar-tisme imparfait » : après la crise du milieu des années 70, la D.C. confir-mait sa position de parti de gouver-nement permanent, tandis que le P.C.I. lui, ne parvenait pas à le devenir (ce que son secrétaire, M. Enrico Berlinguer, définissait comme la stratégie de « compromis historique » entre communistes et catholiques).

catholiques).

Aujourd'hui, le fait que la D.C. ait réussi à reconstituer une majorité représentant 51 % des voix dans l'ensemble du pays (selon les résultats des élections de l'an dernier) et surtout qu'elle ait retrouvé l'alliance du P.S.I., laissant ainsi la gauche divisée au Parlement (le P.S.I. au gouvernement, le P.C.I. dans l'opposition), peut faire penser que le système politique italien se stabilise justement selon la formule du c bipartisme imparfait ».

Mais Il faut banir compte des

Mais Il faut tenir compte des changements survenus dans le système politique pendant toutes ces années. Jamais, pas même dans l'immédiat après-guerre (alors que le P.S.I. et le P.C.I. étalent au gouvernement avec 40 % de l'ensemble des voix), le pays n'avait connu une telle poussée à gauche que dans le milleu des années 70. Que cette progression (qui a également en d'importantes composantes culturelles et syndicales) n'ait pu briser le monopole de gouvernement de la D.C. pose en termes nouveaux le « cas italien ». Mais il faut tenir compte des

D'abord, malgré ses succès électoraux, la gauche n'a pas la même capacité que la démocratie chrétienne à rassembler autour d'elle des coalitions. Même avec plus de 30 % des voix, le P.C.I. ne réussit pas à provoquer un tel rassemblement. C'est la stratégie du « compromis historique » de M. Berlinguer — visant à établir un rapport privilégié de gouvernement entre le P.C.I. et la D.C. — qui a empèché la formation d'un front de gauche offrant une solution de rechange à la D.C. Pourtant, cette possibilité avait été l'argument de toutes les autres forces de gauche de 1975 à 1979. D'autre part, on peut estimer que si, pour gouverner, il faut au moins une majorité de 51 %, 48 % des voix ne suffiraient pas à la gauche pour former le gouvernement, quelle que soit la position du P.C.I.

Indro Montanelli fit pour la D.C. une propagande efficace en encourageant à voter pour eile « tout en se bouchant le nez », reprenant ainsi l'expression de l'historien Gaetano

Salvemini.

Dans cette situation, le P.C.I. et le P.S.I. ne cherchalent pas à gagner des voix pour remplacer le gouvernement démocrate-chrétien, mais pour être en mesure de former un gouvernement de coalition avec le parti de la majorité relative, plaçant au premier plan de leur programme la moralisation de la vie publique (le P.C.I. se présentait comme le « parti des mains propres »). Sur ces bases, les deux partis obtinrent on l'a vu, 44 % des voix Durant la campagne électorale, le P.R.I. soutint, lui aussi, la possibilité d'un tel gouvernement de coalition, hypothèse qui ne fut pas non plus exclue par M. Giuseppe Saragat, influent leader du P.S.D.I. et ancien président de la République. Ces deux petits partis du centre gauche obtinrent 6,5 % des voix.

Ainsi, même sans tenir compte des voix des petites formations de gauche hostiles à une entente avec la D.C., on peut dire que la majorité absolue des Italiens se prononcèrent en faveur d'un gouvernement de coalition qui, comprenant le P.C.I. limiterait le pouvoir de la D.C. et inaugurerait une normalisation de la vie publique. Mais cette volonté majoritaire s'est heurtée au refus de la D.C., qui n'a même pas entamé de négociations pour constituer un tel gouvernement de coalition. Certes, la D.C. s'était engagée, auprès de son électorat, à ne pas constituer de gouvernement avec le P.C.I. mais cette « plate - forme » n'avait même pas recueilli 40 % des voix, tandis pas recueilli 40 % des voix, tandis que, de l'autre côté, la majorité de l'électorat s'était déclarée en faveur

d'une telle possibilité, au moins à titre d'essai. En 1976 et 1977, alors que la poussée à gauche de l'opinion publique était encore très forte, les dirigeants démocrates-chrétiens refusérent tout simplement de participer à des réunions collégiales auxquelles prendralent part également les représentants du P.C.I., qui avait alors plus de 24 % des voix. plus de 34 % des voix.

Au-delà des questions formelles, et même au - delà de la stratégie de compromis historique qui a empêché la formation d'un bloc de gauche compact, ce comportement des responsables démocrates-chrétiens montre clairement la conception que ceux-ci se font du rôle de l'électorat et du fonctionnement de la démocratie parlementaire; leur sou ci n'est pas de tenir compte de l'évolution de l'opinion ni d'évaluer la position des autres partis comme partenaires possibles au gouvernement, sur un pied d'égalité. Pour les dirigeants démocrates-chrétiens, il s'agit de gagner du temps pour que l'on

oublie les résultats électoraux et que s'atténuent les é la ns de l'opinion publique, de manière que les Italiens se résignent à l'inéluctabilité du gouvernement démocrate - chrétien. La récente récupération du P.S.L. après celle des petits partis, marque l'achèvement de cette stratégie démocrate-chrétiense.

chrétienne.

Mais pourquoi les dirigeants de gauche ont-ils suht passivement cette stratégie? L'argument a été le même que dans les années 50 pour les petits partis (l'incomplète fiabilité démocratique du P.C.L.), tandis que les dirigeants communistes ont soutenu la thèse que si l'on mettait la D.C. en difficulté et, à plus forte raison, si on l'éloignait du gouvernement, cela revenaît à préparer pour l'Italie une solution autoritaire de droite (dans la perspective d'un « coup » à la chilienne). Ces jugements opposes, mais aux effets convergents, revenaient, en réalité, à confirmer le monopole de la D.C. sur le gouvernement.

I L est certain que ni les Etats-Unis, ni les partenaires européens de l'Italie n'apprécieraient la présence du P.C.L au gouvernement. Celle-ci susciterait au départ des réactions négatives de la part des alliés de l'Italie, même si, depuis 1976, le P.C.L ne conteste plus l'appartenance du pays à l'alliance atlantique. Mais il est difficile de prétendre que ces attitudes reflètent une conception générale selon laquelle l'Italie jouirait d'une sorte de « souveraineté limitée », pour reprendre une expression de la doctrine Brejnev s'appliquant concrètement aux pays de l'Europe de l'Est.

Même aujourd'hul, en pleine période de tension internationale (Iran, Afghanistan), on peut diffi-cilement admettre que le principal problème, dans un pays de démocra-tie comme l'Italie, soit d'exclure du convergement, par principa un auxil tie comme l'Italie, soit d'exclure du gouvernement, par principe, un parti soutenu par 30 % de l'électorat. Un parti communiste, certes, mais dont les divergences avec les positions de l'UR.S.S. et de la majorité des autres P.C. alignés sur Moscou sont devenues de plus en plus évidentes, non seulement sur des questions théoriques ou n'engageant pas directement la politique du P.C.L. mais aussi sur des problèmes concrets, par exemple au Parliement européen, où les thèses défendues par le P.C.L. sont fort différentes de celles du parti communiste français.

A moins d'accepter une théorie de la « souveraineté limitée » appliquée à l'Italie (ce que font implicitement les dirigeants communistes eux-mêmes quand ils mentionnent, pour justifier leur politique d'accommo-dement avec la D.C., les veto présu-més des Etats-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest à leur égard), on se demande pourquoi les cheis du P.C.I. demande pourquoi les chefs du P.C.I.
acceptent de se contenter d'une légitimation partielle dans le cadre du
système politique italien. En fait,
ces dirigeanis, formés à l'école de
Togliatti, constituent une « classe
politique » particulièrement apte à
recueillir un consensus mais peu
décidés à exerce le pouvet desse le décidée à exercer le pouvoir dans le cadre de la démocratie parlemen-

Si grandes que soient les diffé-rences entre communistes italiens et français, ces deux P.C. ont eu, dans les années cruciales 1977 et 1978, un comportement analogue qui a fourni aux conservateurs en diffi-culté (le bloc gaulliste-giscardien en culté (le bloc gaulliste-giscardien en France et la D.C. en Italie) une occasion exceptionnelle de se renforcer. Avec 40 % des voix, la démocratie chrétienne détient 80 % du pouvoir (dans le système bancaire, dans les entreprises publiques et dans l'administration, dans les moyens de communication de masse). Le P.C.I. accepte cette domination commune une secepte cette domination comm donnée de fait immuable, dérivant de l'hégémonie catholique qui existe dans le pays : une vieille idée de Togliatti que même la journée du 12 mai 1974 n'a pas pu modifier dans l'esprit de ses alliés et succes-

A l'expression ε bipartisme impar-fait », un intellectuel communiste lucide. Luigi Pintor, qui a participe à la fondation du Manifesto, a pré-féré celle de ε monopartisme parfait » qui s'applique au monopole dont jouit la D.C. (avec le large appui des autres partis, y compris le P.C.). C'est hien ce qui semble caractériser aujourd'hui encore le régime en Italie.

GIORGIO GALLI.

(Lire pages 8 à 10 la nouvelle de Vincenzo Consolo, « Un jour comme les autres», et l'article de Claude Ambroise sur les intellectuels dans l'Etat italien.)

Monopole du pouvoir et corruption

MAIS le fait essentiel est que la D.C. a refusé de lâcher le monopole du gouvernement, en dépit des résultats électoraux et de l'état d'esprit général de l'opinion publique. La D.C. était, et demeure, un parti qui se trouve au gouvernement pour distribuer des bénéfices aux groupes sociaux qui lui sont liés, d'une manière qui n'a rien de comparable

avec les tendances analogues existant dans tous les systèmes politiques occidentaux. Les divers « scandales » et affaires de corruption, dont la simple énumération demanderait de nombreuses pages, ne sont, en réalité, que la conséquence logique du mono-pole exercé par la D.C. sur le gouvernement et le pouvoir. A tel point que, en 1976, le journaliste italien

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DU 8 JUIN

Le plus faible taux de participation

Désormais, l'Italie compte un troisième grand parti aux côtés de la D.C. et du P.C.L qui ont tous deux perdu des voix (en chiffres absolus) aux deraières élections régionales. Le 8 juin, en effet, ceux qui refusent de jouer le jeu électoral en votant blane ou nul, ou en s'abstenant, représentèrent 17.6 % des quarante-trois millions d'électeurs. Le taux de participation (87,7 %) fut le plus faible depuis la guerre.

Voici l'évolution des suffrages depuis les élections régionales de 1975 qui avaient été marquées par la victoire de la gauche :

PARTIS	PARTIS (Elections régionales)			75 régionales)	1979 Elections législatives		
	Pourcent.	Sièges	Pourcent.	Sièges	Pourcentage		
D.C	36,8 %	290	35,3 %	277	38,1 %		
P.C.L	31,5 %	233	33,4 %	247	31,8 %		
P.S.L	12,7 %	88	12 %	82	9,9 %		
P.R.L	2 %	18	3,2 %	19	3 %		
P.S.D.L	5 %	31	5,6 %	36	3,7 %		
P.L.L	2,7 %	15	2,5 %	11	2 %		
P.R			1	ſ	3,5 %		
P.D.U.P	1,2 %	8	l				
D.P	0,9 %	8	l	l	[
M.S.LD.N	5,9 %	37	6,4 %	40	5,1%		
Autres gauch.	, -		1.6 %	l 8	2.2%		
Autres	0,3 %		""		0,1 %		
		720		720			

D.C. : démocratie chrétienne. P.C.I. : parti communiste italien. P.S.I. : parti ocialiste italien, PRI : parti républicain italien PSDI : parti social-démocrate Italian. P.L.I. : parti libéral italian. P.R. : parti radical. P.D.U.P. : parti démocratique d'unité prolétarienne. D.P. : démocratie prolétarienne. M.S.I.-D.N. : mouvement social italien-droite nationale.

And the state of t

De Francesco Rosi aux frères Taviani

DEUX FILMS, DEUX VISAGES DE LA GAUCHE

U y a-t-il le plus d'espoir, dans le refuge qu'offre une image du passé plus ou moins idéalisée, ou dans l'affrontement douloureux mais fraternel d'un présent en ruine? Où sont les vraies raisons de croire, dans une histoire déproblématisée ou dans le faceà-face courageux avec un problème dont la solution est (momentanément ?) introuvable ? On l'a déjà compris, au Christ s'es: arrêté à Eboli de Francesco Rosi (1), nous préférons le Pré, de Paolo et Vitto-

D'un côié, la réconfortante hagiographie de gauche, avec son héros positif, sa narration fluide et ses images soignées, son propos dépourvu de toute ambiguité : combat clair, ennemi bien reconnaissable (le fascisme, les guerres coloniales), lutte d'une légitimité incontestable contre l'allénation sous toutes ses tormes, misère physique, ignorance, superstition. Ah ! que la gauche était

belle en 1935... De l'autre côté, un constat d'impulssance sinon de faillite. Un diagnostic sans complaisance. - Gauche, année zéro -, pourrait-on dire, en parodiant le titre du film cité par les

Taviani, Allemagne, année zéro. Fétiches, symboles (l'espoir révoexprimé par la floraison néo-rés-liste), ce film et cette citation jouent aussi quelque peu dans le Pré le rôle d'une cellule thématique. C'est à l'issue d'une projection que Giovanni a éprouvé, avec une particulière Intensité. l'exaltation de l'émotion collective, de la croyance nune : premier thème, la fre temité. Et c'est la mort du petit Edmund, dans les décombres berlinois, que nous montre l'extrait choisi par les Taviani ; second thème, le suicide.

Mais ce sont les êtres qui croient encore au bonheur qui se suicident Du reste, le suicide final de Giovanni n'est-il pas brusque renoncement à la volonté de sauver sa vie, plus que décision de mourir ? Démission devant l'agir, soudain flétrissement de l'espoir : celui de changer le monde, de tuer le renard qui se cache dans le pré, comme le mal au sein de la réalité. Giovanni se lance dans une course ettrénée pour échapper à la mort, puis s'arrête soudain. Mais les plaintes de son agonie, qui envahiasent ce paysage de Toscane où il avait cru fugitivement au bonheur (quitte à en inventer de nouvelles formes : utoples ?), résonnent comme un remords, un appel, un refus trop lardif, un effort désormais valn pour demeurer attaché à cette terre, à la réslité, à la vie. Aux autres, aussi, sans doute, à tous ces autres, auxquele il lançalt son cri d'amour au passage du

FILM sur la génération du désen-chantement. Ce terme est à prendre dans son sens le plus fort : C'est un réal anchanté, transmué, par la grâce d'un chef d'orchestre invisible, en une musique idéale, que Giovanni découvrait, lors de sa première nuit sur la terrasse de San Gemignano. Mais le pré lorsqu'il le retrouvera plus tard, lui semblera laid. Il est pourtant toujours le même. La réalité est contradicioire : comment, dès lors, donner un sens à l'action, comment y ajuster le dásir, l'aspoir ? Alors, que reste-t-il de possible ? Eugénia, par deux fols, nous répond : demeurer éveillé. Refuser le « sommell » des certitudes apaisantes, des vérités dogencore le père de Giovanni, mais à qui appartient le demier mot : ce mot est celui de révolte. CHRISTIAN ZIMMER.

(1) Flim tiré du roman de Carlo Levi, paru en 1935.

Une nouvelle de Vincenzo Consolo

URI connaît ma curiosité pour les papiers, les documents, et, quand il en trouve, il me les apporte. Il m'apporte des tracts, des opuscules, des affiches. Ce matin, il est arrivé chez moi des affiches. Ce matin, il est arrivé chez moi avec la photocopie d'un ordre de perquisition concernant un de ses amis, du côté de la Porta Venezia. Tandis que je le lis, Turi raconte avec sa lente façon de parler, avec son langage allusif, avec ces mots où, qui sait pourquoi, les D deviennent des T — il dit « nom te Tieu » par exemple, ou bien « TICOS » au lieu de « DICOS » (1), — il raconte ce qui s'est passé dans la maison de cet ami, à quatre heures du matin, avec des policiers dans la rue, dans les escaliers, sur la rampe, et six ou sent d'entre eux oul entrent, la mitrailla rampe, et six ou sept d'entre eux qui entrent, la mitraillette pointée, avec leur gilet pare-balles, et ils les font sortir du lit, lui, sa femme et leur fils de trois ans, ils envoient tout en l'air dans cette unique pièce ; il raconte comment, ces jours-ci, ces nuits-ci, dans le quartier, il y a d'incessantes descentes de police.

Mais Turi, ce matin, ce matin de bonne heure, est venu me trouver pour une autre raison, et pas pour un document. Il a dans les mains un paquet, enveloppé dans des journaux. Il le pose sur la table. «Ouvre, me dit-il, et il sourit, rusé, en fermant à demi ses yeux sallants et en me regardant de travers. Turi est petit et maigre, il ne doit pas mesurer plus d'un mètre solvante, et pèse peut-être quarante-sept ou quarante-huit kilos; à trente ans, il a l'aspect gracile et menu d'un adolescent. Et il est noiraud, avec les cheveux noirs, la peau olivâtre, un front bombé, des joues creuses et de petites moustaches pointues qui descendent aux coins de sa bouche : un petit Maghrébin. Il était complètement édenté, c'est ma femme qu'i lm a fait mettre des dents par une amie dentiste. Depuis que Turi a des dents, ce n'est pas qu'il ait tellement engraissé, mais il a quand même réussi à se trouver une petite amie, Sabina.

E défais le paquet, je retire les journaux, et je vois loparaître la gourde, la magnifique gourde de Turi. C'est une majolique à fond ivoire, avec des décors de volutes, bleu, vert, ocre et marron. Elle est en forme de livre avec l'embouchure et deux petites poignées sur la tranche supérieure. C'est le seul objet, le seul souvenir que Turi ait apporté de son village de Sciacca en Sicile. que Turi alt apporte de son village de Sciacca en Sicile. Elle appartenait au père de son grand-père, et celui-ci l'avait eue, peut-être, de son père ou de son grand-père : vraiment, un objet ancien. Je l'avais vue, cette gourde, sur le dessus en plastique de £. table, et j'en avais été fasciné. « Si tu la vends, lui avais-je dit, dis-le moi d'abord. » On était en 1970. A ce moment-là, j'allais chez Turi et je remplissais feuillet sur feuillet du récit de se tile je venlès en folse un livre un récit de recit de sa vie, je voulais en faire un livre, un récit sur un immigré sa vie, je voulais en l'aire un nyre, un recut sur un immigre sicilien à Milan, sur un paysan qui devient ouvrier. C'est une idée qui a avorté par la suite, car, sur le fait milanais, sur le fait ouvrier, étant moi-même immigré et « paysan », et bien que j'habite Milan et que je lise des documents, je n'avais, je n'ai encore aucune mémoire : peut-on jamais raconter sans la mémoire?

Turi était alors dévenu, à l'usine, un personnage, un symbole. A cause du bruit et des nuisances, il était tombé malade, il avait fait une dépression. Il s'absentait souvent de son travail pour raisons de santé. La direction voulait le faire déclarer fou et le licencier, mais elle ne réussit qu'à lui 1aire signer sa démission. Alors, les camarades s'occupèrent de ce « cas ». L'affaire aboutit au tribunal, et Turi fut réintégré dans son emploi. Turi a tenu le coup à l'usine jusqu'à l'année dernière, puis il a demandé son compte et il a reçu une indemnité. Avec cet argent, il a acheté une camionnette et s'est mis à faire du transport. Mais l'argent de l'indemnité ne lui a pas suffi : aujourd'hui, il doit payer une traite et voilà pourquoi il est venu ce matin avec la gourde. Je la lui pale à un prix « politique ». « Il vaut mieux que ce soit toi qui l'aies, comme ça, je peux la voir quand je veux », me dit-il. Heureusement, ma femme n'est pas là, elle aurait donné à Turi l'argent pour la traite sans demander la gourde en échange. Je l'entends déjà, elle m'aurait dit : « Tu devrais avoir honte, tu devrais vraiment avoir honte! Vous autres intellectuels, vous êtes capables de les dépouiller même de leur seul souvenir, de leur dernière manure de culture : Coul angl ap soit le leur dernière marque de culture ! > Quoi qu'il en soit, je l'ai bien dit à Turi : la gourde est ici, sur ma console dix-huitième, et il peut venir la reprendre quand il veut.

Ma femme est à Mantoue ; elle y est allée avec Maria Bellonci et un metteur en scène pour faire des repérages au palais des Gonzague. On doit tirer un film d'un récit

La Sicile est une terre où, depuis des siècles, se sont relayés princes, armées, pemples de tous pays, d'Arable et d'Europe, pour faire la démonstration répétée de l'injustice et de la folle de

Les derniers, Piémontals, ont commence à « faire l'Italie » à partir de la Sicile. Les Siciliens — évidemment par le « Guépard », prince de Salina, — ont cru qu'il s'agissait d'une révolution; et les « Ilbératsurs » s'empressèrent, pour éviter toute équivoque, de les massacret. L'Italie a ensuite fait du Sud et de la Sicila ses colonies intérieures, puis s'est fait colonier à son tour par les pires choses qui, au cours des siècles, s'étaient accumulées dans l'île.

En Sicile, sur le fumier de l'histoire, meurit la littérature. Verga, Pirandello, Tomasi di Lampedusa, Brancati, Sciascia, pour ne citer que les plus grands. Et, à présent, Vincenzo Cousolo, Ces écrivains parient de Sicile ou regardent le monde avec les yeux de la Sicile, et ce monde se reconnaît dans ce qu'ils écrivent.

Car la Sicile, comme dit Leonardo Sclasele, est a métaphore du

Vincenzo Consolo a quarante-sept ans ; il n'a publié que deux livres, à de nombreuses années de distance. Après « la Ferita dell' Aprile » (1963), il a émigré, comme des centaines de milliers d'autres, an Nord. à Milan. Mais la Stelle et l'histoire l'ont poursuivi. Il a écrit des nouvelles, il a été journaliste, il s'est mesuré, pendant années difficiles, à la dure réalité partagée.

En 1976, son second livre, e Il Sorriso dell'ignoto marinato i (a le Sourire du maria inconnu », Grasset, Paris, 1330), a été consi-déré par ses lecteurs et par la critique comme une des œuvres les plus importantes de la jeune littérature italienne. Consolo y raconte, avec un talent baroque, luxuriant, les débuts du mensonge et de l'injustice dans la nation italienne, mais d'un tout autre point de vue que l'auteur du « Guépard ».

Dans cette nouvelle, Consolo décrit « Un jour comme les autres ». C'est un peu une coupe de la réalité italienne qui, à travets le microscope magique de la littérature, nons fait comprenaufourd'hui par ce pays.

FERDINANDO SCIANNA.

de cette romancière romaine, qui s'appelle Délit d'Etat. Je l'ai lu cette nuit, ce récit, et il m'a semblé vraiment beau, sombre et nocturne, avec des pierres précieuses qui, à la lueur des torches, lancent des reflets depuis des coins de salons, des grands escaliers, des souterrains ; avec des jardins-labyrinthes baignés par la lumière de perie de la lune. Le cadavre de Passerino qui, à l'ouverture de l'urne de cristal, se défait et se révèle une marionnette de sciure et de chiffons, et le bouffon Ferrandino embroché et enseveli à la place de Bonaccolsi sont des métaphores du pouvoir très bien venues.

OUS sortons, Turi et moi ; il faut que nous allions à la banque toucher le chèque. Nous passons d'abord par le bar de la Marisa pour prendre un café. Ce bar de la Marisa est celui des Egyptiens. Il se trouve à côté de Santa Maria Iscoronata, l'église de brique à double nef de Francesco Sforza et de Bianca Maria Visconti, qui porte, enchassé dans le pilier central, le serpent des Sforza, la Noble Vipère. Devant l'église, on voit toujours le sacristain, poliomyélitique, qui crie après les gamins qui jouent au bailon sur le parvis. Le bar de la Marisa

intellectuel sera rarement un artiste », écrit-il. Et il parle encore de Vittorini et de la polémique de ce dernier avec Toglistti. La distinction me semble vieillie, elle me rappelle l'affirmation de Firandello : «La vie, on l'ècrit, ou bien on la vit.» Car, outre qu'elle est valable pour tout le monde, et pas seulement pour l'artiste, l'alternative n'a plus de sens après Marz. Aujourd'hul, nous sommes tous des intellectuels nous sommes nous nous sommes nous sommes nous sommes nous sommes nous nous tous des intellectuels, nous sommes tous des politiques, nous sommes tous des « philosophes de l'action », de même que, depuis Freud, nous sommes tous des névrosés. Il me que, depuis frend, nous sommes dus des nevroses. Il me semble que le problème consiste à vouloir être, ou non, à l'intérieur des «règles», à vouloir être, ou non, tota-lement, inconditionnellement, dans un parti, dans la logique «politique» d'un parti. Tel me semble le fond du discours de Vittorini.

Je me remets à travailler à un article pour un hebde, madaire sur le poète sicilien Lucio Piccolo. Je m'aperçoi que l'article est devenu un récit et que, plus que de Piccolo de ses Chants baroques, en termes rationnels, critiques je parle de moi, de mon adolescence en Sicile, de mon grand-père, de mon village : je me suis laissé prendre la main par la vague agréable du souvenir, de la mémolre. Con vieillit », me dis-je méiancoliquement, « on vieillit ». Mais, pour être juste, le fait que j'aie vieilli n'a pas grandchose à voir avec ma façon d'écrire. C'est que le fait de raconter, opération qui puise presque toujours dans la mémoire, dans cette lente sédimentation sur laquelle germe la mémoire, est toujours une opération dépassée, arriérée, nemoire, uans cette iente semmentation sur laquelle germe la mémoire, est toujours une opération dépassée, arriérée, régressive. Ecrire, ce n'est pas parell; écrire, par exemple, cette chronique d'une journée de ma vie, le 15 mai 1979 : pure opération d'écriture, non poétique, étrangère à la mémoire qui est mère de la poésie, comme on dit. Et c'est blen le griert le dilamme : sombre s'il font à saire. bien là qu'est le dilemme : savoir s'il faut ècrire, ou raconter. En écrivant, on peut, peut-être, changer le monde ; en racontant, on ne le peut pas, parce que

Un jour comme les autres

a une porte vitrée et une vitrine à côté, dans laquelle sont alignés des vases avec des plantes qui prennent bien la lumière, il y a aussi un beau papyrus, grand et dru. Dans la première salle se trouvent le bar, le tabac et le snack-bar; dans la seconde, les flippers, le juke-box et le billard. C'est dans cette deuxième pièce que sont assis les Egyptiens, du matin au soir, les yeux fixés dans le vide, en train de boire du thé, de fumer, d'écouter des chansons italiennes, les nénies déchirantes d'Oum Kalsoum, ou d'autres musiques de chez eux qui ont été introduites dans le juke-box; l'un ou l'autre, de temps en temps, se met à danser, en levant la jambe, en agitant les hanches et en faisant virevolter au-dessus de sa tête la queue de billard comme si c'était une épée. Ils stationnent ici en attendant de trouver un travail de plongeur, de garçon de café ou de manœuvre. Toute la zone de la Porta Garibaldi est pleine d'Egyptiens. Ils habitent entassés dans des vieilles maisons croulantes, qui ne peu-vent être démolies parce qu'elles sont classées, mais que les propriétaires ne restaurent jamais. En tout cas, le seul de ces Egyptiens qui ait fait un chopin, c'est Mahmoud, qui est devenn l'ami de Marisa, une petite blonde, maigre et nerveuse, aux yeux très clairs. Gigl, le mari Marisa un beau parleur (tout le monde au bar disait qu'il était impuissant) a disparu, on ne l'a plus jamais revu depuis que Mahmoud a pris sa place derrière le comptoir pour manipuler la Faema, couper des rondelles de saucisson, faire des andwiches, servir des verres de blanc ou des bitters. Mais, quand même, Marisa est toujours nerveuse, elle fume cigarette sur cigarette, elle a un regard inquiet. Peut-être qu'elle a honte de cet amant qui est tout jeune et arabe. Mais, avec Mahmoud, elle est très gentille. Ce matin, par exemple, Mahmoud a laissé échapper la petite caisse avec tout le marc de café qui s'est répandu par terre. Mahmoud s'est tout de suite baissé pour le ramasser avec ses mains, mais Marisa est venue, elle a plongé ses doigts dans ses cheveux crépus, aussi hauts qu'un éventail, et en l'écartant : « Ne fais pas l'idiot », lui a-t-elle dit. et elle s'est mise à nettoyer elle-même, avec le balai et la pelle, Mahmoud, triomphant, souriant à ses compatriotes de toutes ses dents blanches, s'est mis à se promener de long en large dans le bar en se dandinant sur ses chaussures à talons hauts,

- «Le fils de putain! éclate Turl - Alors, tu es devenu raciste?
- Ouais, dit Turi, ça l'arrange bien, ü explotte...
- Mais tous ces gars-là, ce ne sont pas des cama-rades, ils sont tous pour Sadate (sic), et puis ils fichent le camp et ils viennent ici...

Qu'est-ce que ça veut dire? Ce sont des immiils sont pauvres, plus pauvres que toi qui as un

- Un camion, mon cul! dit Turi, vexé. Il faut encore que je le paie, et personne ne me donne de trans-

L est évident que Turi est jaloux de l'Egyptien, jaloux de son manque de préoccupations, ou peut-être aussi de sa grande taille, de ses épaules larges, de sa capacité de séduire et de soumettre une femme. Lui, il a des pro-blèmes avec Sabina, qui est une militante, une féministe, qui le quitte et le reprend, qui revient et s'en va de chez elle comme et quand elle veut. Sabina reproche à Turi d'être demeuré un paysan sicilien, moraliste, casse-pieds comme tous les ouvriers immigrés du Sud, qui n'admet pas le couple ouvert, la drogue, les frichettoni (2), le cul

Le C.A.P., le Centre d'autogestion prolétaire, dans le viell immeuble occupé du Corso Garibaldi, est, ce matin, tout couvert à l'extérieur d'inscriptions en rouge, de banderoles, de calicots, et, dans le quartier, il y a des inscrip-tions partout, jusque sur les colonnes de marbre des arcades, en face, là où il y a la banque. Elles disent : «Non à l'héroine», «Mort aux marchands de mort» «Mort aux dealers», «Mino, ça suffit, à bas Mino, à bas l'héro. > Mino, expliquent des jeunes (ils ont de longs tricots ou des casaques d'Indiens, ils sont frisés, avec un anneau à l'oreille), c'est un petit truand dans les trentecinq ans qui s'est introduit parmi eux, qui a occupé une pièce et qui s'y est mis à vendre de la drogue.

Je quitte Turi à la porte de la banque sous le regard du vigile privé, qui serre la crosse de bois du gros pistolet qu'il porte à la ceinture.

J'achète les journaux et je m'en retourne les lire chez moi. Sur la troisième page du Corriere della Sera, il y a un compte rendu par Moravia du livre de Nello Ajella, Intellettuali e PCI. Moravia reprend ici encore sa fameuse distinction entre artiste et intellectuel. c Parce qu'un artiste peut aussi être un intellectuel; mais un

raconter c'est représenter le monde, c'est-à-dire en recréer un autre sur le papier. Grand péché qui mérite une peine, comme celle qu'a évoqué Dante pour les devins, les magiciens, les sorciers :

Quand mes regards descendirent plus bas Je vis que chacun était étonnamment tordu Entre le menton et le haut de la poitrine. Leur visage était tourné du côté des reins Et il leur fallait marcher à reculons Car la vue devant eux leur était impossible (3).

Et puis le narrateur, comme Tirésias, e d'homme devient femme ». Le téléphone sonne, c'est un de mes amis, correspondant à Paris d'un hebdomadaire. Il est furieux : un de ses articles sur les séjours parisiens de ce professeur de Padoue qui a été arrêté en avril 1979, où il racontait, entre autres, que cet homme aimait aller de temps en temps dans des cafés d'Arabes (d'Egyptiens?) pour écouter de la musique et voir danser, avait été titré par la rédaction : «Les manies du professeur».

Pourtant, le narrateur à la tête retournée et qui marche à reculous peut, quelquefois, lui qui est un magicien, faire des sauts périlleux et retomber plus loin que celui qui ne fait qu'écrire, le précéder... Ce saut périlleux, cela s'appelle

UAND je suis seul, je me laisse aller à manger les choses les plus salées et les plus piquantes. J'évite, enfin, le bouillon, la petite grillade, les fruits cuits. Je mange de la poutargue, du thon salé, des olives avec de l'ail et de l'origan, des piments, du fromage de brebls, des nougats au sesame... Puis, l'après-midi, il n'y a pas d'eau qui puisse me débarrasser de ma soif.

Pendant l'après-midi, je reçois un coup de téléphone de l'imprimeur de la via Ciovasso. Il me dit que le deuxième cahier des *Amici della Noce*, qui contient un récit que j'ai écrit, est prêt, et que je peux aller le chercher.

L'imprimerie est un vaste atelier avec de grandes ver-rières, où travaillent le vieux père Bianchi, en blouse noire recouverte d'un grand tablier gris, et Eftimi et Boris, deux jeunes Slaves qui suivent les cours des beaux-arts à Brera. Entre les presses et les grandes tables, les trois hommes appliquent des couleurs sur les pierres, sur les plaques, les plongent dans l'acide, nettoient les rouleaux avec de la gaze et mettent à sécher sur des cordes, avec des pinces à linge, comme si c'étaient des étoffes, des épreuves d'aquatintes, d'eaux-fortes, de lithographies. Dans son cagibl, l'imprimeur me montre les cahiers. Mon récit est illustré d'une gravure de Guerricchio. Guerricchio est un peintre de Matera, il était l'ami de Carlo Levi et de Rocco Scotellaron. Il peint des paysans, des enfants qui jouent, des femmes à leur fenêtre, sur les terrasses, il peint les Sassi (4) comme ils étaient naguère, quand les gens y habitaient encore, et non pas comme maintenant, un ravin désert, un ossuaire calciné, un reliquaire profané par les geckos et les orties. Guerricchio, lui aussi, puise dans la mémoire. Il vit dans sa Matera et il voyage, il va à Rome, il vient à Milan, il raconte des anecdotes et pousse des éclats de rire stridents. Il semble ricaner de ce monde dépassé, de sa

Je retourne chez moi avec mes exemplaires du cahier sous le bras. Je rencontre Francesca, via Solferino. Elle me dit, de sa manière subtilement ironique, en seconant la tête avec ses cheveux lisses qui encadrent son beau visage ovale: « Tu ne vas pas à la fête, ce soir? » Je ne sais pas de quelle fête il s'agit, et alors elle me raconte que le directeur d'un quotidien romain est venu à Milan déposer au tribunal en faveur d'une romancière à qui des gens dont elle parle dans un livre ont fait un proces. Il est monté à Milan, ce directeur, mais il a voulu qu'on organise pour lui, chez l'éditeur, une fête avec de belles femmes, des gens choisis. « Comme c'est dommage que tu n'y ailles pas! », dit Francesca en souriant, en clignant ses yeux gris avec de petites taches; Francesca, naturellement, voulait faire allusion à cette fois, la première et la dernière, où je suis allé chez cet éditeur, en cette lointaine année 1969, pour une fête en l'honneur de Saul Bellow de passage à Milan. J'avais amené avec moi un doux et modeste poète tchécoslovaque, lui aussi de passage à Milan ces jours-là. Il s'appelait Vladimir... (Je ne dis pas son nom de famille, on ne sait jamais... Ou plutôt, on sait.) Je n'ai plus jamais en de nouvelles de lui, je ne sals pas ce qu'il est devenu. Nous nous étions mis dans un coin. Souvent, Vladimir se levait, il aliait au buffet, et revenait avec des assiettes de nourritures choisies, pâtés, poissons froids, rôtis qu'il dévorait

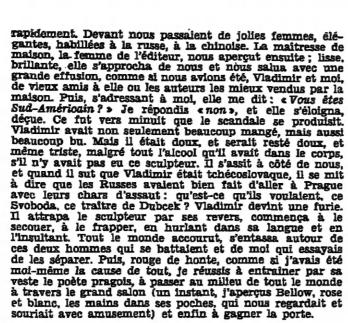
⁽¹⁾ DICOS: Division pour les investigations et les opérations spéciales (chargés de la lutte antiterroriste). (2) Marginaux de tout poil.

⁽³⁾ Dante, Enfer, XX, 10-15.

⁽⁴⁾ Vieux quartier populaire de Matera, dont parie C. Levi dans Le Christ s'est crrêté à Eboli, construit dans une dépression du sol, avec des maisons creusées dans le tuf.



S CRISES



ON bureau est une pièce dont trois murs sont recouverts de livres; même dans l'espace entre les deux balcons, il y a des livres. (De ce balcon, au bout de la rue, au-delà des deux bâtisses de l'octroi, à la porte, je vois le temple de la Renommée, dans le cimetière monumental, où,

sous la coupole, se trouve le sarcophage de Manzoni.) Il y a aussi des livres qui s'accumulent par terre et sur le coffre en jonc qui sert de table basse devant le divan-lit. Les bibliothèques sont des étagères ouvertes, de bois brut, achetées dans un grand magasin, et la poussière s'accumule sur les livres, pénètre entre les pages, les vieillit prématurément. Sur les planches des étagères, devant les livres, je dépose des objets : canifs, oiseaux de bois, têtes de marionnettes siciliennes, petits morceaux d'obsidienne, de lave, coquillages... Sur le seul espace libre, derrière ma table de travail, j'ai accroché « mes tableaux » : un dessin de saint Jérôme dans sa caverne, nu, assis par terre, occupé à lire un livre posé sur ses genoux, avec un grand lion derrière son dos, et une tête de mort à ses pieds ; un livre ouvert dont les mots sont barrés de traits d'encre de chine, mais un seul est partiellement épargné : « rac... » ; il est collé et enfermé dans une boite de plexiglas, et c'est l'œuvre d'un artiste conceptuel ; deux plans de Palerme et de Messine du XVII^e siècle, arrachés au livre de Cluverio: Siciliae antiquae descriptio. Cette idée des livres anciens déchirés, des livres brûlés, des livres perdus est une chose qui m'obsède. Elle m'obsède au point que je rêve continuelle-ment que je trouve des livres de l'Antiquité, des rouleaux, des tablettes ; des cires gravées. Une fois, je me suis glisse dans une bibliothèque antique, souterraine, romaine peut-ètre où, bien alignés dans leurs étagères le long du mur, il y avait des centaines et des centaines de rouleaux l'essayais de les prendre, de les dérouler, et ils se défai-saient entre mes mains, comme de la cendre. Un ami psychanalyste à qui j'ai raconté ce rêve récurrent m'a expliqué qu'il s'agissait d'un rêve archétypique. Mettons... Le fait est que je suis passionné par les livres sur les livres, sur les bibliothèques, sur les bibliophiles. Et le livre que je lis et relis, comme un livre d'aventures, c'est Chasseurs de livres ensevelis. Comme en cette fin d'après-midi de mai, ici, dans mon bureau, au troisième étage d'une vieille maison de Milan. Peu à peu, je n'entends plus le bruit des



OUT se brise, s'évanouit sous les coups terribles que j'entends contre la porte. Je me lève en sursaut, et je cours pour ouvrir. Ils font irruption, mitraillette braquée, mines féroces; ils se dirigent tout de suite vers mon bureau. Je m'aplatis contre le mur, les mains en l'air, sous le dessin de saint Jérôme. Tandis que l'un d'eux me surveille, son arme contre ma poitrine, les autres se mettent à jeter à terre les livres des rayonnages, à grandes brassées. C'est une avalanche, un tremblement de terre. Tous ces livres s'entassent sur le plancher, et ils passent dessus avec leurs godillots. De petits nuages de poussière montent des tas, comme de petits volcans. La perquisition une fois finie, sur la porte, le chef, en ricanant, me remet un papier. Je le saisis, je lis: «Procureur de la République, Milan. Le ministère public, après avoir vu le rapport... en date du... du TICOS > (5).

« Je le connais, cet ordre, dis-je en balbutiant. - On le sait, répond l'autre. Et nous sarons que tu écris et que tu racontes des choses sur Milan... Bon sang, c'est les preuves qui nous manquent!>

De la main, en descendant les escaliers, il me fait comprendre qu'il n'y a pas de problème, que tôt ou tard ils trouveront ces preuves. Sur le palier, en me penchant, je crie dans la cage d'escalier: «Ce n'est pas vrat, je ne sais pas écrire sur Milan, je n'ai pas de mémoire... > En bas, au fond de l'escalier, s'avance la figure de Turi, noire, avec sa bouche édentée et ses petites moustaches noires, qui crie vers le haut : « Et la gourde, ah, le livre en terre cuite, où

La voix de Turi est aussitôt étouffée par un grince-ment de freins, des bruits de pneus, un cri strident de sirènes. Je me précipite sur le balcon et, en bas, au-dela des bastions, vers le cimetière monumental, je vois filer à toute vitesse, avec leurs gyrophares violets, trois ou quatre Alfa-Romeo de la police: «Bon Dieu, qu'est-ce qui s'est encore passé, qu'est-ce qui s'est passé?»

YINCENZO CONSOLO. (Traduit de l'italien par Mario Fusco.)

(5) Pour DICOS (N.D.L.R.).

De la difficulté d'être un intellectuel dans l'«État des partis»

- Par CLAUDE AMBROISE # --

INTELLECTUEL est là pour être interpellé. Des jures désignés pour juger Renato Curcio et d'autres membres des Brigades rouges se régusent : du Corriere della sera, quorécusent : du Corriere della sera, quotidien de la bourgeoisie milanaise
éciairée, on téléphone au poète Eugenio Montale, afin qu'il donne un avis.
Aldo Moro est enlevé : du Manifesto,
quotidien d'extrême gauche, on appelle
Franco Fortini, poète lui aussi, maître
à penser de la « nouvelle gauche » des
années 60, intellectuel s'il en fut, pour
qu'il commente l'événement. Aux yeux
du lecteur de journaux, l'intellectuel
n'est pas ce personnage singulier
qu'habite un irrépressible désir de s'exprimer. C'est quelqu'un que l'on questionne, qui peut être sommé, en toute
occasion, de donner un avis. Gare à
lui, s'il se tient coi Pendant la détention d'Aldo Moro, on n'a cessé de
presser l'intelligentsia d'écrire ou de
parler. Se taire, c'était faire acte
d'allégeance aux Brigades rouges.

d'allégeance aux Brigades rouges.

Moravia n'hésite pas à affirmer que les masses attendent de l'intellectuel la même chose qu'elles espéraient du prêtre : « une vérité, une directive, une consolation ». Même inconsciemment, elles ini demandent de « situer les événements sur un fond d'histoire, à l'intérieur d'un ordre idéologique » (1). Le romancier a sans doute raison, le désir qu'il repère existe, mais l'intellectuel n'a pas barre sur les masses gérées par les politiciens. On dit « le clan Moravia » on « les amis de Sciascia », mais cela n'a vraiment rien à voir avec l'impact d'un « boss » démocrate chrétien à la clientèle raminée.

Dans le rapport de l'intellectuel aux masses, le politique ne peut trouver que matière à manipulation. Le désir de vérité, de direction, de consolation est trop fort pour qu'on refuse déli-

bérément de le satisfaire. Que l'intel-lectuel parle donc, mais que son dis-cours, en s'appliquant à orienter les masses, historiquement et idéologiquemasses, historiquement et idéologiquement, n'entre pas en contradiction avec le dessein de ceux qui, institution-neilement, se sont fixé la tâche de les diriger. Toutefois, s'il y a contradiction, le politique la gérera, toujours selon la même technique : on disqualifie le propos de l'intellectuel parce que, justement, il est propos d'intellectuel. Les intellectuels, dans la meilleure des hypothèses pa sont qu'un proupe. des hypothèses, ne sont qu'un groupe. Le plus souvent ce ne sont que des individus. Penser à la manière d'une minorité aussi infime c'est, à coup sûr.

La politique et le culturel

L'savoir les intellectuels plus ou moins « organiques » qui militent dans ses rangs. A la chasse, le chien — cet animal — est du côté des hommes. Pareillement, l'une des fonctions de l'intellectuel communiste c'est de débusquer l'intellectuel non communiste de sa four d'ivoire, de ruser avec lui Le P.C.I. est bien pourvu en intellectuels, à tous les niveaux de sa hiérarchie. Toutes les catégories sont représentées : le grand peintre, le penseur gauchiste rallié, l'historien de métier, l'ancien tenant de la néoavant-garde maintenant itulaire d'une chaire universitaire et devenu conseilchaire universitaire et devenu conseil-ler municipal d'un grand port... Cette présentation cynique de personnes res-pectables ne doit pas étonner : de quelqu'un qui n'accepte pas la disci-pline de l'organisation et qui se laisse aller à des initiatives personnelles, la

* Agreré d'Italian.

Parce qu'il s'estime être un homme comme les autres et qu' « on ne peut demander à personne d'être un héros ». Montale avoue que s'il avait été désigné comme juré au procès contre les Brigades rouges il se serait, sans doute, rècusé lui aussi; Sciascia oppose, sans médiation possible, le courage individuel qui voudrait qu'on acceptât d'être juré au refus catégorique d'aider un Etat corrompu et agonisant. Glorgio Amendola, leader historique du P.C.I. Etat corrumpu et agonisant. Glorgio Amendola, leader historique du P.C.I., n'est pas surpris car, dit-il, le courage civique n'a jamals été très répandu dans l'intelligentsia italienne. Ces hommes sont des intellectuels, les vollà dunc, ipso facto, moralement disqualifiés. Leur opinion ne compte pas, mais on va pouvoir disserter à perte de vue sur les intellectuels et la République. Un apécialiste du produit éditorial de grande consommation a eu l'idée de réunir en un volume une sélection de ces interventions du printemps-été 1977, dispersées dans les journaux. Parue chez un grand éditeur millanais, sous le titre significatif Courage et liticheté des intellectuels, elle ne contient pas moins d'une quaelle ne contient pas moins d'une qua-rantaine d'articles correspondant à une trentaine de signatures et répartis sur une bonne douzaine de publica-tions (2).

Le même phénomène — y compris l'aspect éditorial — s'est reproduit pendant la séquestration d'Aldo Moro. Demain si, à nouveau, quelque événement fait que l'indifférence méprisante des citoyens à l'égard de la classe politique atteint la cote d'alerte, on interpellera à nouveau tel ou tel intellectuel dans l'espoir de le voir l'égitimer les pratiques du pouvoir. S'il rechigne à la besogne, on le mettra hors jeu. Il servira de bouc émissaire sur fond de débat vide de tout contenu réel.

langue politique dit que c'est un cane sciolto, un chien sans laisse, un chien

Qu'il y ait une tension entre le politique et l'intellectuel, ou bien qu'une confusion des rôles se produise, rien de plus normal. La situation italienne montre avec évidence que l'intellectuel existe dans la mesure où la culture a une référence politique explicite. D'autre part, c'est le P.C.I. qui s'est posé avec le plus de constance le problème des intellectuels. L'enseignement de Gramsci, pour qui la quête de l'hégémonie politique n'est pas séparable de l'hégémonie culturelle, n'e jamais été abandonné, même si l'on peut discuter la façon dont il a été appliqué. De ce fait, il est normal que le problème des intellectuels se pose toujours, d'abord, par rapport au parti communiste qui est, assurément, un lieu d'étaboration culturelle de la politique. Giovanni Baget-Bozzo, historien de

la démocratie chrétienne (3), théolo-gien et politicologie — un véritable intellectuel, — insiste, en revanche, sur cette absence d'élaboration au sein de la démocratie chrétienne. Il montre hien romment le parti catholique a toujours évité de se mesurer avec les problèmes culturels, oscillant, dans ce domaine, entre l'aseptie du discours universitaire et l'enseignement social de l'Eglise. Alors que la D.C., dans sa pratique, obéit aux lois physiques d'une praique, obet aux lois privadues d'une statique du pouvoir, d'un point de vue culturel, elle reste formellement subor-donnée à l'Eglise. Baget-Bozzo pense que s'il y avait effectivement élaboraque s'il y avait effectivement élabora-tion culturelle de la politique à l'inté-rieur du parti catholique, un conflit avec l'Eglise ne manquerait pas de surgir. Or, il importe d'éviter ce conflit. Cette carence n'interdit pas aux orga-nes de presse de la démocratie chrè-tienne d'étriller ou de « criminaliser » les intellectuels quand l'occasion s'en orésente.

Paradoxalement (certaines remarques de Moravia vont dans ce sens), le véritable intellectuel catholique, en le véritable intellectuel catholique, en Italie, a été, ces dernières années, le faux hérétique Pasolini. Si, littérairement, il est aisé de montrer comment sa poètique d'origine décadente reste de type religieux, les invectives qu'il adressait au « Palazzo», lleu mythique du pouvoir, dont it démonçait la corruption, satisfaisaient ceux pour qui le prèche du dimanche, à l'église, avait manqué de tonus. Son démonisme politique disait sur la place publique ce manqué de tonus. Son démonisme poli-tique disait sur la place publique ce qu'on cherchait à étouffer dans les palais romains : que la démocratie chrétienne n'était qu'une gérante de la société de consommation, qu'il avait existé, dans le temps, une Italie rurale, pieuse et laborieuse que le parti catho-lique avait assassinée.

Le parti socialiste de Bettino Graxi Le parti socialiste de Bettino Graxi vient de retourner au gouvernement. Norberto Bobbio, le plus prestigieux des intellectuels qui gravitent autour du P.S.I., commente : le parti communiste voit que la gauche n'est efficace et unitaire que là où les partis social-démocrates sont forts. Il ne va pas pour autant se faire hara-kiri. Mais il remet en question sans le crier sur pour autant se faire mara-lini. Jales il remet en question, sans le crier sur les toits, sa tradition marxiste-leniniste, en même temps qu'il s'emploie à s'insèrer dans le courant du socialisme européen. « Voilà un problème de fond, voilà une perspective excitante : c'est autre chose que d'aller au gouvernement avec neuf ou dix neuf ministres! » (4)

Bobblo est un intellectuel classique : professeur de philosophie du droit et de sciences politiques, il a enseigné à l'université de Turin pendant trente ans avec une rigueur toute piémontaise. Politiquement, il a toujours soutenu que le socialisme ne pouvait se passer des valeurs de la démocratie libérale. Vigoureusement opposé à toute idée de « politique culturelle », c'est-à-dire à la « planification de la culture par les politiques », il a

constamment cru que la réflexion et le savoir avaient le droit de croître sans savoir avaient le droit de croître sans restriction aucune, et que cette liberté de la culture ne pouvait être qu'une force pour le socialisme, un gage de rigueur. Pendant la guerre froide, Bobbio est un des rares qui solent parvenus à dialoguer avec les communistes sans rien leur céder. De 1975 à 1977, il a été, dans la revue théorique du parti socialiste Mondo Operaio. du parti socialiste, Mondo Operaio, l'animateur de deux grands débats qui ont intéressé toute la gauche itaqui ont intéressé toute la gauche ita-lienne : l'une sur le marxisme et l'Etat, l'autre sur la notion d'hégémonie chez Gramsci. Aujourd'hui, Bobbio et d'au-tres intellectuels plus jeunes qui avaient cru pouvoir ètre les intellec-tuels « disorganiques » du P.S.L découvrent, encore une fois, que les débats culturels ont servi à donner du lustre au secrétaire du parti. Ils n'in-tèressaient que dans la mesure où ils entretenaient la gué-guerre avec le parti communiste dans l'attente d'en-trer su gouvernement. On a aussi fait observer que le P.C.L avait feint de s'intéresser à ces débats, mais que, en fait, la ligne de Moro l'intéressait plus que la pensée de Bobbio.

que la pensée de Bobblo.

L'attention soutenue que portent les communistes à la culture (5), le fait que le P.S.L. soit en perte de vitesse à peu près constante depuis trente ans, conduisent à négliger le rapport intellectuels-socialistes. Il est pourtant très révélateur. C'est ainsi que la période du centre-gauche voit se produire un double mouvement : des dirigeants du parti d'une grande valeur intellectuelle comme Panzieri (5), qui fonde les Quaderni Rossi (à l'origine de la Nuova Sinistra) ou Lelio Basso, dont la pensée se rattache au marxisme de Rosa Luxemburg et qui dirige Problemi del Socialismo, s'éloignent du parti. En revanche, sociologues, économistes, En revanche, sociologues, économistes, urbanistes formés ou se formant aux jeunes sciences humaines espèrent que le P.S.I. réussira à imposer une modernisation de la société italienne. Dans une large mesure, cet espoir sere décu

(Lire la suite page 10.)

(1) Intervista sullo scrittore scomodo, a cura di Nello Alello, Laterza, Bari, 1978; Impegno controvogita, a cura di Renzo Paris, Bompiani, Milan, 1980.

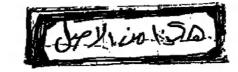
(2) Coragio e vitta degli intellettuali, Mondadori, Milan, 1977.

(3) Cf. entre autres. G. Baget - Bozzo, L'eletante e la baisna, cronache del compromesso e del contronto, Cappelli, Bologne, 1979. Le cardinal de Gênes vient d'interdire à cet auteur — qui est prêtre — d'écrire dans la presse.

(4) L'espresso, 4 mai 1980. Pour comprendre la position de Norberto Bobbio, on se reportera à Política e cultura, Einandi, Turin, 1955.

(5) Le livre fondamental sur la question est : Intellettuali e P.G.I. 1944-1958 de Nello Alello, Laterza, Bari, 1979.

Nello Alello, Laterza, Barl. 1979. (6) Raniero Fanzieri, La ripresa del marxismo leninismo in Italia, Sapere Edi-aloni, Milan-Rome, 1975 (importante



De la difficulté d'être un intellectuel dans l'«État des partis»

grand intellectuel créa-bureaucrate s'étend la teur et spora des journalistes, des pro-eurs, des organisateurs cultureis fesseurs, des organisateurs cultures de toute espèce, qui doivent le ur emplot, le plus souvent, à un élargissement de la fonction de l'Etat par rapport au modèle libéral. Mais, en Italie, la nature de cet Etat, qui est l'Etat des partis, conditionne durement la pratique intellectuelle et professionnelle de ces agents culturels.

Dès qu'un échelon du pouvoir politique (national, régional, dépar-temental ou communal) décide de remental ou communat decide de créer un organisme chargé de gérer ou d'étudier un secteur de la vie sociale, qu'il s'agisse de la santé mentale, de l'enseignement, de l'in-formation ou du spectacle... de ux questions éclipsent toutes les autres : questions éclipsent toutes les autres : l'organigramme et les règles de pro-portion entre les différents partis politiques, voire même, le plus sou-vent, entre les différents courants de ces partis. La compétence, l'intel-ligence, les titres universitaires comptent, mais ils sont insuffisants. Il faut se reconnaitre dans un parti-et être reconnu par ce parti. Un Il faut se reconnaître dans un parti et être reconnu par ce parti. Un projet de liste des membres d'un «comité scientifique» se présente sous la forme suivante: nom, fonction actuelle (titulaire de la chaire de..., directeur de l'institut de...), entre le nom et la fonction, entre parenthèses, les initiales du parti ou de la tendance : D.C., P.C., P.S.L, cattolico, laico, etc. C'est ce qu'on appelle la lottizzazione. Une tranche appelle la lottizzazione. Une tranche du secteur public, c'est un lotisse-ment : à chaque parti revient une parcelle de terrain proportionnelle à la capacité qu'il montre à faire valoir sa force électorale réelle ou présumée. L'intellectuel sera donc plus ou moins bien « loti » selon que ses amis politiques seront plus ou moins puissants à l'échelon de pouvoir politique dont dépend l'orga-nisme pour lequel il souhaite tra-

vanier. Cette pratique ne concerne pas que des comités « scientifiques » ou des conseils d'administration, elle régit aussi les organes de travail, qu'il s'agisse de gestion ou d'étude. qu'il s'agisse de gestion ou d'étude. Certes, le travailleur intellectuel a obtenu un emploi ou, le pius souvent, une fraction d'emploi car il s'agit, en règle générale. d'activités à temps partiel médiocrement rétribuées. Mais, en revanche, il devra passer pas mai de temps à flairer le vent et à composer. Le processus de lottizzazione atteint à sa perfection dans la gestion des grands organes d'information : la télévision, bien sur, mais aussi les journaux qui recourent su financement public. L'Oniversité s'achemine vers un modèle du genne. On ne s'étonnera donc pas de voir que le problème de la neutralité du savoir est un serpent de mer qui revent constamserpent de mer qui revient constam-ment dans le débat culturel.

Laissons de côté le mauvais fonc-tionnement des services qu'entraîne la tionnement des services qu'entraîne la lottizzazione. Pour l'intellectuel, cela signifie, à la limite, la fin de toute liberté d'antreprendre, c'est-à-dire sa mort. En fait, souvent, il ne s'agit que d'un fantasme, mais ce n'est pas un hasard s'il apparaît. Il n'angoisse pas seulement tel ou tel jeune chercheur en sciences sociales. La peur de voir l'Etat des partis contrôler tous les réseaux de diffusion ou de production intellectuelles peut saisir un duction intellectuelles peut saisir un homme comme Sciascia, par exemple. La crainte du compromis historique, c'est moins une peur politique qu'une peur culturelle : à savoir que les conditions du pluralisme idéologique soient définies par les partis et que le système ne présente plus aucune faille par où exprimer un véritable désaccord.

chait à concevoir un intellectuel nou-veau œuvrant à la constitution du

nouvei Etat : le parti auratt été l'intellectuel collectif de la classe ouvrière affirmant son hégémonie. Antonio Negri, titulaire d'une chaire de « Dottrina dello Stato » (science de

de « Dottrina dello Stato » (science de l'Etat), a déjà fait pius d'un an de prison préventive, accusé d'avoir cherché à détruire cet Etat.

En Italie, le gouvernement a toujours usurpé la fonction de l'Etat. La démocratie chrétienne n'a fait que perfectionner cette pratique. Pour ses partenaires, la seule action politique possible, c'est de la contrainte à lui céder des morceaux d'Etat. Dans ces conditions, la figure du fonctionnaire se vide de son autonomie. Or. Il se vide de son autonomie. Or. il

Plus proche des classes subalternes

UNIQUE avantage de cette situa-UNIQUE avantage de cette situation, c'est que l'intellectuel sait
qu'il ne peut compter que sur luimème et que sa vraie nation est la
communanté scientifique internationale. Il peut lui arriver, aussi, de
réver, d'imaginer qu'il y a des pays
heureux comme la France, où une
bourgeoiste solide et éclairée a construit un Etat efficace et où la société
sert de caisse de résonance au débat
intellectuel... Rien ne peut être opposé
à cet Italien qui fantasme, pas même
les spécialistes américains.
Reste une issue difficile : maintenir

Reste une issue difficile : maintenir Reste une issue difficile: maintenir l'horison politique de la culture, mais en deçà de ses formes reconnues (les partis et l'Etat). A l'origine de ce choix, il y a souvent un processus de marginalisation plus ou moins imposé, plus ou moins conscient. C'est déjà ce que fait Levi avec Cristo si è fermato à Eboli (Le Christ s'est arrêté à Eboli), en liant à travers le récit autobiographique son expérience poliautobiographique son expérience poli-tico-existentielle personnelle à la découverte d'un monde qui n'a jamais participé à l'Etat, à l'histoire... Dans les années 50-60. Danilo Montaldi recueille, en Lombardie, des autobio-graphies de marginaux, d'émigrés printire ou méridionant de militants vénètes ou méridionaux de militants

existe, sans doute, une corrélation, que la situation du système d'enseignement supérieur (7) aide à comprendre entre l'apiatissement de la figure du fonctionnaire et la difficulté d'être un intellectuel. Alors qu'en France les grandes écoles et les grands concours ont fourni à l'Etat sa légitimité méritocratique et favorisé la recherche de haut niveau, la piéthore universitaire italienne, un la piethore universitaire italienne, un la pettore innversitaire tentenie, la manque de rigueur généralisé, la médiocrité des traitements, ne permettent ni que l'Université soit un lieu d'élaboration intellectuelle véritable, ni que la structure d'enseignement fournisse à l'Etat des cadres.

publié en 1977 un recueil de vies de paysans du Piémont en deux volumes précédé d'un important essel sur la destruction du monde rural (9). Ainsi l'intellectuel sauve de l'oubli et de la dispersion un monde suquel les clas-ses dominantes ont refusé le droit à ses dominantes ont refusé le droit à l'existence. Et c'est en reconstruisant ce monde qu'il se constitue lui-même en tant qu'intellectuel. En ce sens, le travall de l'intellectuel devient un mode de participation à la vie des classes subalternes, une façon de penser du point de vue de ces classes. L'histoire des petites revues (la plus célèbre est Quaderni Piacentint), en rupture avec les appareils idéologiques, non seulement pendant les années 60 mais aujourd'hui encore, participe du même état d'esprit. En fondant Quaderni Rossi, ce qui intéfondant Quaderni Rossi, ce qui inté-ressait Panzieri, comme le confirme son projet d'enquête chez Fiat, c'était la recherche du mouvement réel de la classe ouvrière par rapport su capital. Cette recherche devait être une táche commune aux ouvriers et aux intellectuels (10). Panzieri est mort en 1964. Parmi les collaborateurs de Quaderni Rossi on relève les noms de Mario Tronti et d'Alberto Asor Rosa, qui théorisent aujourd'hui, au P.C.I., l'autonomie du politique et

l'idée que les intellectuels sont les conseillers du prince moderne... (11). Leonardo Sciascia a toujours dit que tout son œuvre était comme Leonardo Sciascia a toujours dit que tout son œuvre était comme contenu dans les Paroisses de Regalpetra (1956). C'est ce récit de la vie à Racalmuto, village de Sicile, qui a fait de l'instituteur Sciascia un intellectuel. En optant, ensuite, pour la forme du roman-essai ou du roman-pamphiet, par le moyen du marché de l'édition, il a établi un rapport direct avec de larges secteurs de la société, sans devoir recourir à des intermédiaires institutionness de type politique (parti) ou culturel (Université). Après avoir refusé de faire la potiche au conseil municipal de Palerme pour le compte du P.C.I., il s'est fait élire à la Chambre des députés sur les listes du parti radical, qui refuse les règies de la bienséance politique. Rien d'étonnant à ce qu'un tel homme soit au cœur de bien des polèmiques. N'occupe-t-il pas la position particulièrement scandaleuse d'un intellectuel qui entend être un citoyen à part entière sans demander d'autorisation à personne?

CLAUDE AMBROISE.

(7) Sur l'état de l'Université, cf. l'excellente recherche de Pier Paolo Gigitoli, Baroni e burorati, il esto accadentes tialismo, Il Mulino, Bologna. 1879.
(5) Autobiografia della laggera, Elnaudi, Turin, 1961 (deux. éd. 1972); Militanti politici di bane, ibid., 1971; Militanti Corea, en collaboration avec Pranco Alasia, Peltrinelli, Milan, 1975 (deuxième édition).
(9) Il mondo dei visiti, Elnaudi, Turin, 1977 (paru en français sous le titre : le Monde des vainous, Maspero, Paris, 1980).

le Monde des vaincus, Maspero, Paris, 1980).

(10) Sur les petites revues : Cultura e ideologia nella nuova sinistra, a cura di Giovani Bechelloni, materiali per un inventario della cultura politica delle riviste del dessenso marzista degli anni sessenta. Edizioni di comunità, Milan. 1973 : Closse, numéro de juin 1980, Gli anni delle riviste 1955-1969, Dedalo Libri, Bari-Milan.

(11) Pour situer cette problématique dans un cadre plus général. cl. Augusto Illuminati, Gli ingenni di Sarastro, ipotesi sul politico e sul potere. Einaudi, Turin, 1980.

Un guide de réflexion politique

E petit livre d'André Granou, Yves Baron et B. Billaudot, Croissance et crise (1), vient à point. Pas seulement parce qu'il réalise une synthèse, accessible à un large public, de toute une série de travaux qui, rompant avec la vulgate du capitalisme monopoliste d'Etata, comme avec le ressassement des textes des « pères fondateurs », renouvellent profondément l'analyse marxiste du capitalisme en général et de la crise actuelle (2). Mais, surtout, parce qu'une réflexion politique scande et conclut la démonstration, en une double contestation du catastrophisme et de l'adaptationnisme » qui ent marqué, et marquent encore, le mouvement ouvrier depuis le début du siècle.

L'analyse elle-même (dont la première ébauche fut avancée par Gramsci) com-mence à être connue. Résumons-la briève-ment. Des l'entre-deux-guerres, en Amérique d'abord puis en Europe, le capitalism franchit une nouvelle étape dans la luti qui l'oppose au prolétariat, au eœur même du processus de production. Suivant la doc-trine de Taylor, améliorée par Ford, le patronat part en guerre contre l'ouvrier professionnel, possesseur de la maîtrise du « savoir-faire ». L' « organisation scientifique e savoir-faire ». L' « organisation scientifique du travall » systématise ce savoir-faire, en même temps qu'il en désapproprie l'ouvrier; puis le machinisme incorpore ce savoir-faire, jusqu'au point d'aboutissement actuel: la machine à commande numérique, mise au point par l'ingénieur, servie par l'ouvrier spécialisé. Conséquence: un bond en avant de la productivité jamais connu auparavant, qui vieut buter sur la siagnation de la demande populaire (d'où la crise de 1929). Le butoir n'est vraiment levé que dans l'après-guerre, avec l'extension du dans l'après-guerre, avec l'extension du regne de la marchandise à toute la vie quotidienne, dont Henri Ford I s'était fait le prophète : «La classe qui achète est, chez nous, la classe laborieuse : il est nèces-saire qu'elle devienne notre classe « aisée » si nous voulons écouler notre énorme pro-

« CROISSANCE ET CRISE »

Le régime d'accumulation intensive : a connu son heure de gloire dans les années 60. Les auteurs en décrivent la mise amées GJ. Les auteurs en decrivent la mine en place, coupée de crises et de guerres, avec ses spécificités nationales (Etais-Unis, Grande-Breiagne, Allemagne de l'Ouest, France...), et sans oublier est adjuvant indispensable: l'exploitation du tiersmonde (3). Ils ne cherchent pas tant à montrer la pertinence des inimitions de Marx (encore qu'il est été facile de rappeler quelques notations des Grundrisse) qu'à valider leur analyse par le recours... aux déclarations de l'adversaire lui-même

du procès de travail dégageant de nouvelles sources de plus-value et la misé en place d'un nouveau mode de vie, de nouvelles formes de contrôle social. Les anteurs exa-minent les quelques pistes sur lesquelles s'aventure actuellement la restructuration centiciliste. savendre acquenement la restructuration capitaliste (extension internationale du fordisme, segmentation de la classe ouvrière, « marchandisation » des dépenses publiques et montrent les nouvelles difficultés qui surgissent immédiatement.

de toutes les explications traditionnelles de la croissance comme de la crise : tant toutes les explications traditionnelles

Par ALAIN LIPIETZ

(ah! les succulentes citations de Taylor et de Ford!) et surtout — chose rare chez les marxistes universitaires, mais assez répan-due dans cette nouvelle école, qui fleurit surtout dans les « espaces de liberté » (blen menacés) subsistant dans l'administration deconomique — aux résultats one liveret la économique — aux résultats que livrent la

modernes (4).

Mais le régime porte en lui ses propres Mais le régime porte en lui ses propres contradictions: en même temps qu'il implique un alourdissement du poids du capital fixe, donc une baisse de l'efficacité technique du capital dès lors qu'il se généralise, il se heurite à une barrière sociale: la résistance ouvrière à ce mode d'exploitation, au 3 x 8, an travail posté, aux cadences infernales. L'existence d'une monnaie de crédit permet d'abord d'exprimer ces contradictions sous une forme inflatiomiste, mais le taux de profit s'effondre inexorablement dès le début des années 70, et l'angmentation du coût du pétrole catalyse la crise de la fragile régulation keynésienne qui avait permis l'âge d'or d'une croissance si coûtense socialement. Dès lors vient le moment de l'inèvitable affrontement entre le capital mondial et les classes ouvrières nationales, d o n t et les classes ouvrières nationales, dont l'enjeu est, pour le capital, un réagencement

celles du P.C.F. — « crise du capitalisme monopoliste d'Etat.» (5) — que les innovations rituelles de la « révolution scientifique et technique » ou de l' « épuisement du progrès technique », ou la dénociation abstraite des « firmes multinationales ». Mais, surtout, elle porte un coup décisif au vieux débat qui partage le mouvement ouvrier, entre, d'une part, ceux qui pensent oue, le capitalisme surmontant une à une que, le capitalisme surmontant une à une ses crises d' « adaptation ». l'accommodeses crises d'é anaptations, l'accommode-ment réformiste est seul raisonnable, et ceux qui, d'antre part, identifient inéine-tabilité de la «catastrophe générale» et inéinctabilité de la révolution. L'erreur com-mune, de Bernstein à Lénine jusqu'à aujour-d'hni, est qu' « ils ont cru qu'une issue socialiste aux luttes ouvrières était nécessairement liée au devenir économique du

Il faut, montrent les anteurs, rompre définitivement avec un tel économisme : oul, le capital surmontera toujours, sur le dos des travailleurs, toutes ses crises... à moins que ceux-oi n'y mettent un terme en rompaut radicalement avec les rapports sociaux qui se reproduisent au travers même de ces crises. M AIS, face aux projets capitalistes, et dans l'imbroglio où se débat la gauche, que proposent-ils? Ils écartent à la fois deux tentations: «La première, qu'en France les communistes et le CERES tentent de transformer en stratégie, est d'organiser un repli sur les acquis, de se mobiliser pour leur défense sans renoncer à lutter pour obtenit tout ce qui peut être obtenu » La seconde, qu'ils imputent à Michel Bocard et au syndicalisme italien mais qui vise tout autant le «recemirage» de la C.F.D.T., cansiste à mérorier des réformes qualitatives consiste à négocier des réformes qualitatives en échange de « sacrifices » permetiant au capital de sortir de sa crise : « Le risque est donc d'accèpter des sacrifices en échange de réformes « en papier » et, finalement, de perdre sur les deux terrains. » La voie carification de perdre sur les deux terrains. » La voie carification de perdre sur les deux terrains. qu'ils préconisent consiste an contraire à erésister et aller de l'avant. Défendre les acquis pour bloquer les tentatives de régression sociale et de déstructuration économique d'une part, et permettre les transformations nécessaires à une issue socialiste à la crèce et invocer celles et commenters. à la crise et imposer celles-ci comme pers-pective des luttes revendicatives d'autre part ».

(1) < Petite collection ». Maspero, Paris, 1979. (1) « Petite collection », Maspero, Paris, 1813, 250 pages.

(2) Voir entre autres, M. Aglistia, Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris, 1976; B. Coriat, l'Atelier et le Chronomètre, Christian Bourgois, Paris, 1979. Notre ouvrage Crise et inflation: pourquoi?, Maspèro, Paris, 1979. s'inscrit dans la même approche (cf. le Monde diplomatique de juillet 1979, page 2).

(3) Les auteurs s'appuient toutefois sur des analyses un peu visilles.

(4) Voir dans la même value: E. Boyer et J. Mistral, Accumulation, inflation et crises, P.U.P., Paris, 1978, et le numéro 7-8 de la revue Critiques de l'économie politique consecré à la crises, Maspèro, Paris, 1979.

Crisques de l'économie politique consacré à la crise, Maspèro, Paris, 1979.

(5) Encors qu'ume juste polémique les conduiss à quelques excès: ils railient une etendance à la beisse du toux de projits « qui n'a jameis reçu la moindre confirmation historique » (p. 125)... tandis qu'enx recherchent la eracine de la crise dans la lente dégradation de la mise en valeur du capital sur la base des conditions existantes » (p. 168). Nuance...

Recherches universitaires

LARTE d'expression, sens de la synthèse, sûreté de la démarche intellectuelle — qui reliètent la maturité et le volontarieme de l'auteur : telles sont les qualités dominantes de la thèse de Patrick David sur L'O.U.A. et les guerres civiles (1). A côté d'autres travaux (2), cette recherche sera désormais un excellent instrument d'appréhension du rôle de la grande organisation panatricaine en matière de maintien de la paix. Mais elle est également exemplaire par le triple problème qu'elle pose — ou, si l'on prélère,

les délauts et lacunes qu'elle révèle. Problème de - transparence - de la documentation. N'en déplaise aux tenants de la science-liction et des odyssées de l'espace, une thèse n'est pas une météorite : elle se situe dans un « continuum », acquiert une bonne part de sa valeur de la discussion des traveux précédents, contribus à l'ouverture d'un champ de réliexion aux chercheurs qui suivront. Ici, l'appareil de références est absent, et rares sont les citations intérieures eu texte. S'agissant d'un domaine aussi neut que le droit humanitaire — véritablement se-exploré depuis le congrès international organisé en janvier 1970 per la faculté de droit de Bruxelles et le Comité international de la Croix-Rouge, -Il n'est pas satialaisant de présenter comme autant de vérités d'évidence des hypothèses avancées par certains auteurs et critiquées par d'avires... et de prendre appui sur les manuela généraux de droit international plus que sur les monographies relatives au sujet.

Problème de forme : divers - tics - d'écriture donnant au texte un aspect curieusement « rêtro » — celui des traités juridiques du dix-neuvlème alècle, coux-là mêmes qui devalent être chara à ce héros de l'Education sentimentale candidat à l'agrégation des facultés de droit... Longs sous-titres explicitant — inutilement — les divers

Problème de construction. Comme dans nombre d'études universitaires, l'introduction est manquée : il aurait fallu commencer par la présentation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et de la notion de guerre civile - non par la discussion immédiate du plan. Et la construction touche déjà au lond : est-il exact que le « maintien de la paix » n'est qu'un aspect du « droit de la guerre civile > ? N'est-II pas erroné de partir de l'article 3 des conventions de Genève pour définir les conflits internes atricains, alors que

L'Afrique des conflits

les deux domaines du droit humanitaire et de la sécurité collective sont finalement autonomes?

On l'a dit : l'apport de cette thèse n'en est pas moins très important — et, d'abard, parce qu'elle est une véritable thèse, présentant un ensemble de propositions et de jugements sur l'action de l'O.U.A. Certaines des questions traitées restent ouvertes partage des compétences entre une organisation régionale et l'orga-

Par CHARLES ZORGBIBE

nisation mondiale, présentation et « traitement » des guerres civiles, définition des guerres de libération..., — mais des éléments de réponse sont mis à jour, qui faciliterent le débat. Peut-être un redécoupage des thèmes, un allégement, voire une « reconstruction », des développements devraient-ils précéder une publication dont on peut dějà prédire le succès...

UNE autre excellente thèse pour le doctorat d'Etat en droit à été soutenue par Jean Mallein sur un sujet voiein : La situation juridique des combattants dans les conflits armés non internationnaux (3). Recherche d'une définition précise - par-delà les périphrases de l'article 3 des conventions de Genève de 1949 et du protocole additionnel de juin 1977 — de la qualité de « combattant doutier - des contitts internes. Analyse lucide, voire parfois désabusés, du traitement effectif dudit combattant. Cetta étuda, véritablement monumentale, traite, pour une grande part, des conflits internes

En deçà d'une construction théorique, menée avec rigueur, retenons la moisson de faits souvent inédits qui nous est offerts. Equivoques de la pratique récente en matière de « merceneriat » : au cours de l'année 1977, les gouvernements du Bénin, du Zaire et de la Mauritanie, respectivement manacés par un raid sur Cotonou,

par un conflit armé dans la province du Shaba et par une attaque sur Zouérate, n'ont pas hésité à accuser leurs concitoyens rebeiles d'être des mercanaires : mais le vocabulaire utilisé implique l'absence de ilen de nationalité i Sanction du marcenariat : à Khartoum, en 1971, un tribunal d'exception condamne à mort R. Steiner, mais la peine est immédiatement commuée en vingt ans de réclusion criminelle, et ne sera pas intégralement purgée. Par contre, les jugements de Luanda, en juin 1976, semblent, à l'auteur, plus proches de mesures de représailles que d'actes de justice : le M.P.L.A., qui vient de prendre le pouvoir en s'appuyant sur les forces armées cubaines et quelque six milie mercenaires katangais, prétand faire le procès du mercenariat... avant de lancer ses propres mercenaires à l'asseut du

Ambiguité du droit des peuples à disposer, d'eux-mêmes. Le lutte du peuple érythréen revêt les caractères d'une guerre de libération nationale sur la base des critères retenus par l'Assemblée générale des Nations unies et la conférence diplomatique pour la réaffirmation du droit international humanitaire. En annexant l'Erythrée, en 1962, pour en faire sa quatorzième province, et en tentent de s'y maintenir, l'Ethiopie a réalisé dans l'indittérance générale ce que l'Afrique du Sud n'a jamais osé faire de la Namible... dont l'Ethiopie s'est précisément érigée en défenderesse lorsqu'elle introduisit une instance devant la Cour internationale de justice, le 4 novembre 1980. L'attitude de nombreux Etats-tiers face à la question érythréenne — male ausal face aux questions kurde, sahraoule, cabindaise — fait douter que le droit des peuples à disposer d'aux-mêmes soit réellement le critère objectif permettant de singulariser les guerres de libération nationale en leur conférant un caractère international. Est-ce à dire que la concept de guerre de libération nationale doive être abandonné ? Non, conclut l'auteur : Il dolt, au contraire, être étendu devenir la règie des contilts armés, non l'exception.

(1) Université de Paris-Sud, 1980, 246 pages ronéotées, (2) Cf., par exemple : B. Boutros-Ghall, P.O.U.A., A. Colin, Paris, 1969 et Bipoun wound, is Drott interactional africain. Pichon et Durend-Aunia, Paris 1970.

(3 Université des sciences sociales de Grenoble, 633 pages ronéotées.

apacitá

De la stratégie globale aux conflits locaux

Capacités et limites de la puissance soviétique

A réelle prépondérance militaire de l'UR.S.S., les succès qu'eile a marqués en Afrique et en Asie, les proclamations de force du camp prosoviétique, la menace qui pèse sur l'approvisionnement en materiale dannie l'acceptation de l'Africa. camp prosoviesque, la menace qui pèse sur l'approvisionnement en pètrole depuis l'occupation de l'Afgha-nistan, tout cela a créé un profond désarroi parmi les Occidentaux, y compris aux Etats-Unis. Préserver à tout prix le statu quo établi à Yalta, éviter l'affrontement avec un advereviter l'all'rontement àvec un adver-saire dont on surestime les possibilités et ignore les faiblesses, tel est l'objec-tif des responsables de l'Occident capitalise, dont l'opinion publique n'est pas disposée à consentir des sacrifices pour arrêter la progression soviétique.

Cet état d'esprit s'exprime dans l'attitude des alliés européens de l'Amérique, notamment de MM Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, qui cherchent à maintenir le dialogue avec l'UR.S.S., et se montrent réservés à l'égard des sanctions économiques préconisées par les Etats-Unis, mais qui oublient que, pour que ce dialogue soit efficace, il faudrait que le rapport des forces ne leur soit pas défayorable. soit efficace, il faudrait que le rapport des forces ne leur soit pas défavorable. Vouloir persuader M. Brejnev d'éva-cuer l'Afghanistan sans lui faire connaître les inconvenients de cette occupation risque de rester sans effet.

Les monstres froids, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne cédent que quand ils y sont obligés, et le dialogue de sourds entre MM. Musicle et Gromyko à Vienne, l'inefficacité des entretiens de Varsovie entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev, confirment cette évidence. Les appels lancés par la conférence du pacte de Varsovie en mai dernier et par les partis communistes prosoviétiques réunis fin avril à Paris ne présentent pas une base d'accord satisfaisante. Ils offrent cependant un point de départ pour cependant un point de départ pour une négociation sur l'ensemble du contentieux Est-Ouest, y compris, sous des conditions à débattre, sur l'évacuation de l'Afghanistan.

On se rend compte, à Moscou, qu'il ne suffit pas de proposer des ren-contres au sommet, de s'adresser aux socialistes, aux sociaux-démocrates, sociatistes, sux sociatix-democrates, aux chrétiens ou aux croyants d'au-tres confessions pour que les initiati-ves soviétiques solent entérinées par les Occidentaux et par la plupart des

Il aurait fallu admettre le principe Il aurait falli admetire le principe d'un compromis, aussi bien au sujet de l'Afghanistan que des fusées de moyenne portée en Europe. Or il n'en est rien. Les choix qu'offrent les Soviétiques et leurs alliés à des interlocuteurs occidentaux est-fort simple. On est avec l'U.R.S.S. dans le camp du socialisme et de la paix ou, avec les Etats-Unis, dans celui de l'impérialisme et de la grupre : la troisième rialisme et de la guerre ; la troisième voie n'existe pas.

Ce choix simpliste, qui ignore l'existence du tiers-monde, c'est-à-dire d'une bonne motilé de l'humanité, et qui reprend la théorie des deux mondes irrémédiablement opposés, que l'on croyait abandonnée, se heurte, depuis l'intervention soviétique en Afghanistan à une résistance accrue. Il est difficile de prêcher la paix et le désarmement en Europe et de pacifier en même temps à coup de bombes la population afghane qui résiste à l'occupation étrangère. Un autre choix s'impose entre une détente indivise, engiobant le monde entier, indivise, engiobant le monde entier, et une détente fragmentée, valable en Europe, dans le respect du statu quo, ainsi que hors d'Europe, en dépit de l'extension de l'influence soviétique.

Conception mouvante, où, en fonction de leurs rapports avec l'U.R.S.S.,
des Etais du tiers-monde sont taxés
d'impérialisme ou de socialisme. C'est
ainsi que l'Egypte progressiste de
Nasser s'est muée en place forte de
l'impérialisme avec M. Sadate; que
la Somalie, sans changer de régime
ni de dirigeanis, est passée du camp
de la paix à celui de la guerre; que
l'Ethiopie, d'empire médiéval, oppresseur de l'Erythrée, est devenue une
république démocratique, ramenant à seur de l'Erythree, est devenue une république démocratique, ramenant à l'obéissance une Erythree révoltée, avec l'aide soviétique et cubaine. Ailleurs, l'influence de l'U.R.S.S. est plus stable : en Angola, au Mosambique, au Yémen du Sud ; elle est moins solide en Syrie, en Irak, en Algérie et en Libye sans parler du rapprochement avec l'Inde de Mine Indira Ghandi.

Quant aux pays à direction commu-niste, leur division est évidente. D'une part, l'U.R.S.S. avec ses satellites et ses alliés; de l'autre, la Chine, qui cherche à s'entourer de pays plus ou moins inféodés à sa politique exté-rieure. Chacune des grandes puis-sances communistes étend sa zone d'influence en armant d'une manace sances communistes étend sa sone d'influence en arguant d'une menace d'encerclement. C'est en partie vrai pour la Chine, dont le retard militaire est patent. C'est mons fondé pour l'U.R.S.S., dont la supériorité militaire sur la Chine est écrasante et l'implantation en Indochine assurée. Les progrès de l'U.R.S.S. sur l'échiquier mondial sont non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs. La traditionnelle poussée vers les mers libres par l'extension territoriale, celle de Pierre l'e comme celle de Staline, n'est uns suffisante. Depuis n'est pins suffisante. Depuis Khrouchtchev. PURSS. affirme sa présence pariout dans le monde, tend à égaler et, si possible, à dépasser l'influence des Etats-Unis.

L'Union soviétique est devenue un empire mondial. Son aviation et sa marine de guerre, ses vecteurs inter-continentaux témoignent de ses ambi-tions et de ses possibilités. Son avance en matière d'armement est certaine. Le rapport des forces entre les deux géants a évolué en sa faveur, les Etats-Unis, depuis leur échec au

The second secon

Vietnam, ayant ralenti leur effort militaire.

Cependant, leurs déboires en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Amé-rique centrale ne doivent pas dissi-muler que leur puissance demeure préponderante dans le sous-continent sud-américain et au Proche-Orient, maigré des révolutions à Cuba, au

La présence des Etats-Unis en Europe occidentale et en Extrême-Orient reste solide. L'impérialisme nord-américain n'a rien perdu de son avance économique, financière et technologique, même si son potentiel militaire est en retard par rapport à UTIDES

Cette dernière s'apprêterait-alle à tenter une aventure guerrière, si ses visées étaient contrarières? Cela paraît douteux. Ses dirigeants sont favorables à une expansion aussi vaste que possible, à condition que les pressions dirigeants et les pressions de la condition que les pressions de la condition que les pressions de la condition que les pressions de la condition de la conditi diplomatiques, politiques et, au besoin, militaires ne butent pas sur des obstacles pouvant déboucher sur un conflit généralisé.

C'est la limite que l'U.R.S.S. ne semble pas disposée à franchir en dépit de son engagement en Afgha-nistan. Certes, le « Pentagone sovié-tique », cette alliance étroite entre les « mangeurs d'acter » et les « lan-

Par VICTOR FAY

ceurs de fusées » exerce une influence réelle sur la politique de Moscou. Réelle mais non décisive. D'autres facteurs interviennent dans le délicat équilibre des forces au sommet du equinore des forces au somme, du pouvoir : entre autres, l'age et l'état de santé de la plupart des dirigeants au plus haut niveau, peu enclins à compromettre la stabilité du régime. Il paraît possible de négocier avec l'U.R.S.S., qui ne s'attendait pas à un désaveu aussi unanime, le retreit de ses troupes et, malgré le hlocage actuel, la neutralisation de l'Afgha-nistan.

La Russie a été dominée par les Tatars, envahie par les Polonais, les Suédois, les Français et les Allemands. Chaque fois, ce peuple de paysans s'est battu hérolquement pour défendre son pays; chaque fois, il est parvenu à chasser les envahisseurs, malgré les injustices, les inégalités et des violences qu'il subissait de la part de ses dirigeants. Il s'est montré, en revanche, réticent à toute aventure extérieure. Sur une terre étrangère, son élan faiblissait au fur et à mesure que ses armées s'éloignaient du terrique ses armées s'éloignalent du terri-toire national. On dirait que, comme Antée, il avait besoin de toucher son sol pour retrouver ses forces et sa vigueur.

La haine de la guerre et les facteurs centrifuges

F AUT-II croire que, dans l'incons-cient populaire, le sentiment de l'immensité territoriale du pays ren-dait superflue toute conquête, à la seule exception de l'extension pacifique en Sibérie et des expéditions coloniales en Caucasie et en Asie centrale? Plus près de nous, l'invasion naie a laissé un souvenir de cauchemar, avec son cortège d'atrocités, de souffrance et de misère, sans parler des pertes humai-nes énormes qui ont raienti pour des générations la croissance démogra-phique.

La crainte et la haine de la guerre sont générales. Là-dessus tout le monde est d'accord: les autorités comme les opposants. Malgré son loyalisme, la population suivrait difficilement les boutefeux, quels qu'ils soient, aussi longtemps que son indépendance ne serait pas menacée. L'extension de l'influence extérieure n'a apporté au peuple nul avantage matériel. Bien au contraire, l'aide économique et militaire à l'Egypte, à Cuba, à l'Ethiopie et à la Syrie a raienti l'amélioration du niveau de vie des Soriétiques que l'exploitation des pays satellites n'a pas permis d'élever. Les statistiques officielles l'attestent, ainsi que les observateurs étrangers, même les plus favorables au régime.

Les tendances expansionnistes ne se font pas sentir chez le Soviétique moyen; contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne nazie où la militarisation de la société et les conquêtes de Hitler avaient permis de supprimer le chômage et d'élever le niveau de vie des Allemands au détriment des peuples conquis, réduits à l'esclavage et condamnés à l'extermination.

Si l'armée permanente, blen entrai-ée et outillée, bien encadrée politinée et outillée, bien encadrée politiquement et militairement, est prête à chaque instant à intervenir sur différents terrains d'opérations, il en est tout autrement quand il s'agit des troupes indigènes et des armées satellites. Les soldats polonais, tchécoslovaques, hongrois et roumains, ne participeralent qu'à contrecœur à des opérations militaires sous le commandement soviétique, comme l'ont montré les événements de 1956 et de tré les événements de 1956 et de 1968. Même les Allemands de l'Est, connus pour leur discipline, n'inter-viendraient que contraints et forcès contre leurs compatriotes d'Allemagne occidentale. Quant aux Bulgares, leur occidentale. Quant aux Bugares, leur poids militaire médiocre ne se ferait sentir qu'en cas de conflit au sujet de la Macédoine yougoslave ou de la Dobroudja roumaine.

Quant aux minorités nationales en Union soviétique, elles sont peu enclines à épouser les intérêts de Moscou. Il serait risqué de compter sur la loyanté, sans parier de la combativité, des soldais lituaniens, leitons et estoniens, et moins encore sur celle des petits peuples déportés pendant la guerre par Staline. Les autorités civiles et militaires ne l'ignorent pas; elles évitent de constituer des unités ethniques homogènes et de les faire stationner sur leur territoire national. Lors de l'intervention en Afghanistan, les premières unités soviétiques qui y avaient pénétré étaient composées de Tadjits et de Turkmènes, parlant les langues d'une partie de la population afghane. Or, d'après les informations concordantes, ces troupes ont été rapidement retirées et remplacées par des soldais russes ignorant les langues du pays et ne risquant pas d'être tentés de fraterniser avec les habitants. Il faut d'ailleurs rappeler que des militaires soviétiques ont été revement traumarusses ignorant les langues du pays et ne risquant pas d'être tentés de fraterniser avec les habitants. Il faut d'ailleurs rappeler que des militaires soviétiques ont été gravement traumatisés chaque fois qu'ils furent appelés à réprimer un mouvement populaire. Tel fut le cas en juin 1953 à Berlin-Est, en novembre 1956 à Budapest, en août 1963 à Prague. Certaines unités ont du être rapatriées d'urgence. On a signalé des cas de profond désarroi, de passage à l'Ouest, de dépression nerveuse, voire de suicide, parmi les officiers et les hommes de troupes. Chaque fois, des fugitifs ent apporté à ce sujet des informations précises. Malgré l'éloignement dans le temps, le souvenir de la révolution d'Octobre reste profondément ancré dans la conscience des peuples soviétiques. La mosalque nationale que forme l'U.R.S.S. perd d'autant plus de son homogénéité que s'exercent des pressions en vue de créer une « nation soviétique », qui n'existe pes, et d'imposer la prééminence de la « grande nation russe ». Les tentatives de russification des élites nationales minoritaires se sont soldées jusqu'à présent par un seul succès apparent : le bilinguisme nécessaire à toute carrière dépassant l'échelon local ou régional. Dans les Républiques minoritaires se multiplient les écoles où l'enselgnement est donné en langue russe.

ES facteurs socio-économiques déterminants pour de la population. sont cependant déterminants pour l'immense majorité de la population. Dans les principaux domaines de la Dans les principaux domaines de la vie, soixante-trois ans après la révolution, les choses ne vont pas hien. Les statistiques triomphales se font plus discrètes et plus vagues. Car, depuis la fin de la période de reconstruction de l'après-guerre, le développement é conomique s'est raienti. Le retard sur l'exécution du developpement è conomique s'est raienti. Le retard sur l'exécution du plan est plus fréquent, la productivité du travail piétine. Citons à titre d'exemple quelques chiffres extraits du communiqué de la direction cen-trale des statistiques (6) sur les «résultats de l'exécution du plan de décelormement économique et social developpement économique et social de l'U.R.S.S. en 1979 », comparés aux prévisions de 1978. Le produit national net a augmenté, en 1979, de 2 % au lieu de 4,3 % prévus par le plan, la production industrielle de 3,4 % au lieu de 5,7 %; la productivité du travail de 2,4 % au lieu de 4,7 %. La masse salariale a progressé de 17 %. sé de 17% la masse des biens de consommation de 13 %.

Quant à la récolte de céréales qui devait être de 220 millions de tonnes, elle n'a pas dépassé les 179 millions de tonnes, et le déficit sera difficile à combier en raison de l'arrêt des fourcomper en raison de l'arret des lour-nitures américaines. La production de viande et de lait reste déficitaire. Seule la production d'œuis a aug-menté de 10 %. La vente des denrées alimentaires s'est accrue, selon les pro-duits, de 1 % à 2 %.

Si la production des petits ordina-teurs a augmenté, elle est considérée comme insuffisante. Quant aux grands ordinateurs, les Btats-Unis, qui détiennent un monopole de fait, en interdi-sant d'en vendre aux Soviétiques ont créé des difficultés supplémentaires au système de comptabilité, de planifi-cation et de gestion.

On sait que la réforme économique, proposée par les professeurs Liberman et Trapeznikov et adoptée en 1965 sur proposition de M. Kossyguine, prési-dent du conseil, n'a pas été effecti-vement appliquée. La décentralisation, la rentabilité, la coordination des fouris rentsolite, la coordination des four-nitures avec le plan de production ont rencontré une résistance passive quasi insurmontable. D'où de fréquentes rup-tures d'approvisionnement tant en moyens de production qu'en articles de grande consommation.

Toute réforme entraîne le ralentissement de la production pendant sa mise en œuvre et la suppression des primes auxquelles donnent la chasse cadres et ouvriers, pour une fois soli-daires. Ces primes, souvent imméritées, rendent inopérante la rationalisation qui, honnétement appliquée, aurait abouti à leur abandon.

Pour moderniser l'outillage souvent vieux de quinze ans et plus, il faudrait éliminer la main-d'œuvre superfiue. Or la conquête sociale qui n'est pas mise en question est le droit au travail, ou plutôt à l'emploi. C'est pourquoi les suppressions d'emplois sont rares et difficiles, le personnel enlevé à la production se retrouve affecté à des tàches de comptable, de magasinier, de gardien ou de chauffeur, etc. De telle sorte que la rentabilité d'une usine moderne n'est pas de beaucoup supérieure par rapport à ce qu'elle était avec l'outillage ancien. Le quant-à-soi des minorités se fait de plus en plus sentir non seu-lement parmi les juifs, victimes d'une discrimination quasi officielle, parmi les Tatars de Crimée, chassés de leur petite patrie, mais aussi parmi les peuples baltes et mahométans qui se tournent vers leur passe culturel et national. On enregistre enfin, parmi les Ukrainiens, le réveil rapide du sentiment patriotique.

Les témoignages de nombreux juifs émigrés, du général Grigorenko (1), de Léonide Fliouchtch (2), de la revue du samizdat Poisiti (Recherches). et certains travaux universitaires (3), confirment la tendance des autorités confirment as tendance des autorités à limiter l'usage des langues ininoritaires. La formule de Staline a culture nationale dans sa forme, socialiste dans son contenu» aboutit à transposer en langues minoritaires les acquis culturels russes, considérés comme seuls porteurs de culture socialiste.

Le facteur national est conforté par le facteur religieux, aussi bien parmi les religions minoritaires que parmi les membres de l'Eglise orthodoxe, étroitement contrôlée par les autorités. Une vie religieuse Intense est souvent inspirée par le pacifisme de nombreuses sectes d'inspiration chrétienne, hostiles à l'Etat cathée », tels les vieux-croyants, les baptistes, les skoptsy, etc. Les religions minoritaires en liaison avec l'étranger sont les pus étroitement contennes et surveillées. Tel est le cas des catholiques polonais et lituaniens, des luthèriens allemands, lettons et estoniens, des mahométans sunnites et Le facteur national est conforté lutheriens aliemands, lettons et esto-niens, des mahométans sunnites et chittes, ainsi que des juifs. Les docu-ments abondent sur les persécutions religieuses dans les publications du Valican, protestantes, islamiques et juives, et surtout dans celles d'Am-

Ces différents facteurs centrifuges, auxquels s'ajoute l'aspiration à plus de liberté exprimée par les dissidents (4), sont contenus par l'appareil du parti et des services de sécurité qui répriment énergiquement toute don de mécontentement (5) et de critique : la récente assignation à résidence d'André Sakharov en apporte

Persistance des difficultés économiques

Aussi bien les dirigeants que les techniciens et les ouvriers reconnaissent que les mesures prises, toujours les mêmes, n'arrivent pas à surmonter le ralentissement des rythmes de développement économique. Les rapports successifs de M. Brejnev en font foi. Finalement, ni les dirigeants ni les travailleurs n'ont intérêt à moderniser leur usine. Ils préfèrent constituer des stocks, pour éviter le rupture des fournitures, sous-évaluer leurs possibilités de production, pour dépasser plus facide production, pour dépasser plus faci-lement le plan et toucher la prime.

Ces freins jouent partout, dans la construction des usines et des logements, des routes et des machines agricoles. Le seul secteur qui y échappe est la construction du second Transsibérien où les conditions cli-matiques difficiles sont compensées par des salaires élevés. Le production d'énergie électrique

et de pétrole, malgré des réserves in-calculables, n'a augmenté en 1979 que de 1 % et 2 %, en retard sur les be-solns et sur les prévisions du plan. Ce sont les fournitures d'armements, même les plus modernes et les plus sophistiqués, qui sont le mieux hono-rées au détriment des approvisionne-

Le budget du ministère de la défense est de 17 milliards de roubles, soit 6 % du budget général. En réalité, ce chiffre est baseoup plus de la ministère de la complete de réalité, ce chiffre est beaucoup plus élevé, puisque certains investissements militaires et paramilitaires sont inscrits dans les budgets des ministères industriels, tels que ceux des transports, des constructions mécaniques, de la sidérurgie et de la chimie. Les spécialistes occidentaux estiment qu'il faudrait doubler les chiffres officiels pour fixer le montant exact des dépenses militaires giobales. La technologie militaire soviétique a d'ailleurs réalisé de véritables prouesses et se place à la ratalus a daineur realise de veri-tables prouesses et se place à la pointe du progrès. Elle s'est inspirée souvent des découvertes occidentales, surtout amèricaines. Mais si elle les a pariois perfectionnées, elle en est tonjours tributaire.

Outre cette dépendance indirecte de la technologie occidentale, il existe un décalage considérable entre le ni-veau de la technologie militaire et le niveau technique de l'industrie civile. Le moindre retard de la technologie militaire serait de ce fait très diffi-cile à rattraper et demanderait plu-aieurs années d'efforts et de re-cherches.

Tout autre est l'état de la techno-logie de pointe américaine : nul déca-lage n'existe entre les secteurs militaire et civil.

Seule une guerre-éclair entraînant la destruction d'emblée de la puis-sance industrielle des Etats-Unis pourrait assurer la victoire aux Sopourrait assurer la victoire aux So-viétiques. En revanche, tout conflit prolongé laisserait le temps à la technologie américaine de combler ses lacunes, de ratiraper et de dé-passer en un temps record l'avance soviétique. Ainsi, tant que l'U.R.S.S. n'aura pas réduit le décalage entre sa technologie civile et militaire, elle restera vulnérable; car la guerre-éciair n'est ni dans les habitudes ni dans les capacités de ses militaires.

Cela ne signifie pas qu'une confla-gration générale soit impossible. Des conflits locaux se multiplient. Il de-vient malaisé de les maîtriser. Le vient maiase de les maitriser. Le champ d'affrontement englobe la planète tout entière. L'Europe n'y échappe pas. Les Etats-Unis, résignés à la division de l'Europe en zones d'infinence, n'accepteraient pas facilement la modification, au bénéfice de l'U.R.S.S., de l'actuel statu que.

Quant à l'U.R.S.S., elle vise, semble-t-il, davantage à neutraliser — ou, comme l'on dit, à « finlandiser » — l'Europe occidentale, plutôt qu'à la « soviétiser ». Sauf peut-être, à plus long terme, à ramener au bercail la Yougoslavie récalcitrante.

Ni les dirigeants de l'U.R.S.S. ni ceux des Etats-Unis ne désirent la guerre. Quant aux Européens de l'Ouest et de l'Est, ils la redoutent et feront tout pour l'éviter. Mais la bonne volonté ne suffit pas Une logique implacable pourrait entraîner les uns et les autres plus loin qu'ils ne voudraient s'engager. Pour éviter cet engrenage, il faut reprendre la négociation sur l'arrêt de la course aux armements et sur leur limitation.

(2) Léonide Pliouchtch, Dans le carne-(3) Cf. Hélène Carrère d'Encausse, l'Empire éclaté, Flammarion, Peris, 1978. (4) André Sakharov, Mon pays et le nonde, Le Seuil, Paris, 1975. (5) Alexandre Dimov, les Hommes dou-bles, Lattès, Paris, 1980. (6) Publié par l'agence Novosti, Paris.

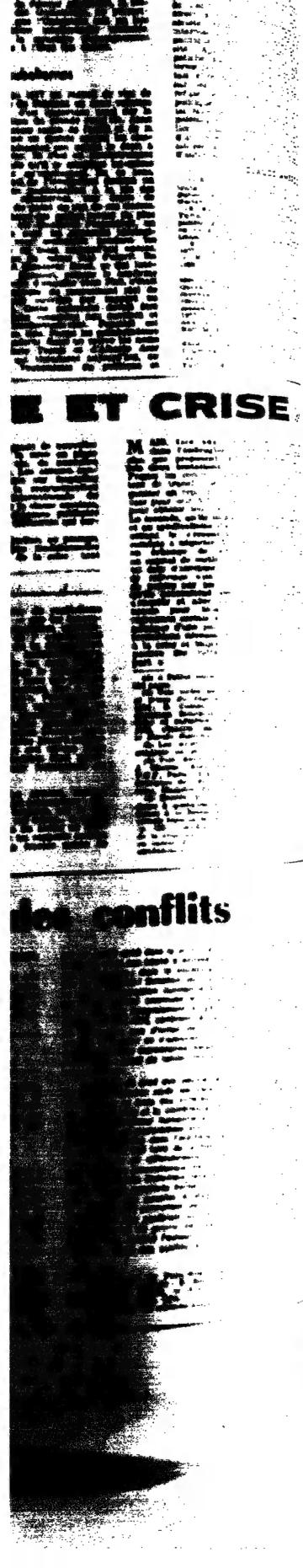
le coût de l'hospitalisation

Le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts a publié dans les Documents du CERC

- 1. Le système hospitalier français et les problèmes posés par la croissance des dépenses, nº 35 - 36.
- 2. Le recours au système hospitalier, nº 45.
- Comparaisons internationales, nº 48.
- 3. Les moyens du système hospitalier public A. Ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équiретепt, nº 46.
 - B. Analyse des dépenses de fonctionnement, nº 50. Note récapitulative de la 3ème partie (A et B), nº 52.

DOCUMENTATION FRANCESE

29-31, quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07 165, rue Garibaldi - 69401 Lyon Cedex 03 Par correspondance: 124, rue Henri Barbusse - 93308 Aubervilliers Cedex



Lettet des partis

L'U.R.S.S. ET LA RÉVOLUTION IRANI

(Suite de la première page.)

Privilège ultime : en 1879, les Russes constituèrent la brigade des cosaques persans, qui devint bientôt la seule force militaire organisée en Iran. Théoriquement soumise au chah, elle le fut en pratique aux ordres de l'am-bassadeur du tsar à Téhéran.

La rivalité russo-anglaise avait cependant atteint au début de ce siècle un tel degré d'exacerbation que ces deux puissances jugèrent plus prudent de définir leurs sphères d'influence en Iran pour éviter le risque d'une confrontation armée. En 1907, Saint-Petersbourg et Londres conclu-Saint-Petersbourg et Londres conclu-rent un accord par lequel la Russie s'imposait comme se ul e puissance dominante au nord de Téhéran, lais-sant l'Angleterre tentr le Sud, le centre du pays étant reconnu comme zone neutre. En décembre 1917, toutefois, le premier conseil des com-missaires du peuple, présidé par Lénine, annonce qu'il répudie tous les traités, dettes et capitulations impo-sés par les tasts à l'Etat iranien, 53 h's alicune contrepartie. Ce geste sans aucune contrepartie. Ce geste spectaculaire est non senlement des-tiné à prouver la bonne foi de la Russie soviétique au gouvernement de Téhéran; il se veut aussi une

tique impérialiste que les Anglais

continuent à mener en Iran. En effet, en 1919, un traité est signé En effet, en 1919, un traité est signé entre le gouvernement de Londres et le premier ministre a n glo p hile Voussough al-Dowleh en vue de confier le gestion économique, administrative et financière de l'Etat iranien exclusivement à des conseillers an glais. Si l'opposition de Sultan Ahmad Chah Kadjar, puis l'hostilité du Madjiliss (Perlement) bioquent la ratification de ce traité, l'omniprésence d'une puissance hostile sur son fianc sud incite néanmoins le gouvernement bolchévique à reviser sa politique. D'autant que, en 1919, le nord de l'Eran se trouve investi par les troupes britanniques venues épaules troupes britamiques venues épau-ler les armées blanches de Transter les armées blanches de Trans-caucasie et s'opposer à toute offensive soviétique vers l'Asie centrale. Le gué-rilla que mènent depuis quatre ans les socialistes révolutionnaires iraniens dans les forêts du Guilan, en bordure de la Caspienne, va fournir l'occasion à Moscou de prendre l'Angleterre à revers. Le mouvement Djangal (forêt) — sous la direction de Mirza Koutchek Khan (31 — poursuit en effet une - sous la direction de Mirza Kortchek Khan (3) — poursuit en effet une lutte armée contre l'impérialisme bri-tannique et pour l'instauration d'un régime socialiste en Îran; mais il se trouve dépourvu des moyens militaires nécessaires pour mener une offensive de grande envergure.

Le sort de la République du Guilan

AU printemps de 1920, les troupes Au blanches du général Denikine, qui s'étaient vu infliger de lourdes pertes en Transcaucasie, se replient vers le sud et se réfugient dans le port iranien d'Anzali. Les forces port iranien d'Anzali. Les forces rouges, commandées par Raskolnikov, y débarquent, déciment ce qui reste de l'armée de Denikine, puis avancent jusqu'à Racht, capitale du Guilan. Là, elles sont accueillies par les Djangalis qui, profitant de l'offensive de Raskolnikov, viennent d'expulser les troupes britanniques et les cosaques persans de la ville.

Sur l'ordre de Trotski — alors commissaire du peuple à la guerre — Raskolnikov entenne immédiatement des négociations avec les révolutionnaires iraniens : elles aboutissent en juin 1920 à la proclamation de la République socialiste soviétique du Guilan et à la nomination de Mirza Koutchek Khan comme chef du gouvernement provisoire. Afin de marquer la dépendance totale de cette nouvelle République à la Russie soviétique, Trotski dépêche trois mille volontaires russes aguerris pour constituer l'armée révolutionnaire du Guilan et placés sous le commandement de Sur l'ordre de Trotski — alors comet placés sous le commandement de Iakov Blumkine (4). Dès l'arrivée de ce nakov Birmkine (4). Dès l'arrivée de ce contingent, le gouvernement de Téhéran ouvre des négociations avec Moscou en vue de lui faire retirer ses forces. Il devient clair, cependant, que le gouvernement de Lénine se refuse à agir unilatéralement et n'évacuera ses troupes que ai la Grande-Bretagne fait de même.

En février 1921, le gouvernement ira-nien obtient le retrait des forces bri-tanniques et signe un traité d'amitié avec Moscou en vertu duquel la Russie soviétique s'engage désormals à respec-ter la souverameté territoriale de l'Tran-dorre à se retirer du Guillen meis

done à se retirer du Guilan - mais

se réserve le droit de faire à nouveau entrer ses troupes dans ce pays a si un tiers voulait se servir du territoire transen comme base d'opérations contre l'U.R.S.S. ou en menace les frontières, et qu'à la demande de l'U.R.S.S. le gouvernement transen ne puisse jaire cesser cette menace » (art. 5).

casser cette menace » (art. 5).

Ce traité pèsera lourd sur l'avenir de l'Iran; mais, pour l'immédiat, il signe l'arrêt de mort de la République du Gulian : effectivement, comme le fait remarquer Virtor Serge (5), Lénine avait fait reculer la Grande-Bretagne en Iran en y rétablissant la puissance russe, et désormais « la résolution en Perse lui paraissait superflue, gênante. »

nante. »
Lénine ordonne donc à Blumkine « d'arrêter et de tiquider le mouvement ». Serge révèle que Blumkine hi confia plus tard que « Mirza Koutchek Khan et ses amis perses rejusèrent d'obéir » et qu'il fut ainsi « question de les passer par les armes »; « la décision fut prise de tuer Mirza Koutchek Khan s'il persistait dans son rejus de liquider le mouvement. L'insurrection cesse comme elle avait commencé. Les partisans russes repassèrent la frontière ou s'embarquèrent dans des felouques et rentrèrent à Bakou par mer ».

Abandonné par les Soviétiques et

Abandonné par les Soviétiques et pourchassé par les cossques persans, Mirza Koutchek Khan se réfugle dans les montagnes du nord de l'Iran où il meurt en novembre 1921 : son cadavre est décapité et sa tête envoyée à Reza Pahlavi, alors ministre de la

L'Union soviètique s'emploiera pen-dant les vingt années qui vont sui-vre — soit durant le règne de Resa Pahiavi — à consolider les rapports économiques qui la lient étroitement à l'Iran.

Un vieux partenaire commercial

Une Berline d'exception.

La CX Prestige est une Bedine dont les solutions techniques et le confort sont les

phis avancés actuellement : suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenue de route légendaire des grandes Cirroën.

La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à

votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plaintit d'obtenir.

CITROEN

DEJA, avant la première guerre mondiale, la Russie était son premier partenaire commercial, son phis grand acheteur de matières premières grand acheteur de matières premières et son principal fournisseur de produits manufacturés. Elle absorbait 94 % du coton, 98 % du riz, 65 % des cuirs et peaux, ainsi que la plus grande quantité du cheptel et du caoutchouc exportés. En retour, elles fournissait 60 % du textile — tissé à partir du coton iranien, — 75 % des allumettes, et la quasi-totalité du kérosène, de l'essence et du masout importés par l'Iran. En 1913, la Russie canalisait 59 % du commerce extérieur iranien,

elle sait aussi se tenir dans le monde.

le montant des échanges entre les deux pays atteignant 79,5 millions de roubles (6). Le système routier, ainsi que les moyens de transport entre le sud et le nord de l'Iran étaient encore si mai développés que Téhéran et les riches provinces septentrionales iranjennes dépondaient pour leur suret les riches provinces septentificales iraniennes dépendaient pour leur survie du seul commerce avec la Russie. Vingt ans plus tard, la structure des échanges commerciaux entre les deux pays reste rigoureusement la même : en 1932 l'Iran exporte vers l'U.R.S.S. pour 50 millions de roubles de matières premières et en importe pour 25,3 millions de roubles de produits finis; le chiffre d'affaires du commerce soviéto-franien se monte globalement à 75.2 millions de roubles, soit seulement 5.5 % de moins qu'en 1913 (7). Et à la veille de la seconde guerre mondiale — en dépit de l'extension des réseaux ferroviaire et routier du Sud et de l'Ouest franien — les choses ne varient guère: l'U.R.S.S. est toujours le premier partenaire commercial — 35 % du commerce extérieur franien — tandis que, en absorbant 18 % du commerce extérieur soviétique, l'Iran demeure encore le premier fournisseur aslatique des Soviétiques. Détail significatif; les cartes économiques de l'Iran publiées en Russie — notamment dans les Encyclopédies soviétiques — désignent alors tout le nord de l'Iran omme a région économiquement dépendant es de duits finis : le chiffre d'affaires du

tout le nord de l'Iran comme « région économiquement dépendante de l'U.R.S.S.», Téhéran inclus.

En septembre 1941, pour mettre fin à la germanophilie croissante de Reza Pahlavi — qui avait notamment permis aux Allemands d'équiper et d'encadrer l'armée et les forces de l'ordre iranismes, — les troupes soviétiques et britanniques envahissent le pays. Pour sa part, Moscou invoque l'article 5 du traité de 1921. Chaque puissance occupe sa sone d'influence traditionnelle : l'U.R.S.S. le Nord, et la Grande-Bretagne le Sud, Téhéran étant considéré « sone neutre », comme en 1907. Reza Pahlavi est immédiatement exilé en Afrique du Sud et, sur la ment exilé en Afrique du Sud et, sur la recommandation de Londres, son fils, Mohammad Reza, accède au trône.

Mohammad Rezz, accède au trône.

A la fin de la guerre, il est convenu par traité entre les alliés qu'ils se doivent d'évacuer l'Iran avant mars 1946. Cependant, dès décembre 1945, sous l'impulation des commissaires politiques soviétiques, le Kurdistan et l'Aserbaldjan — qui se trouvent dans la sone d'occupation de l'U.R.S.S. — se proclament républiques démocratiques autonomes (8). Staline va utiliser les aspirations autonomistes des peuples kurdes et türks à ses propres fins, exactement comme l'avait fait Lénine avec le mouvement socialiste révolutionnaire du Guilan.

Lénine avec le mouvement socialiste révolutionnaire du Guilan.
En effet, dès la proclamation de ces républiques, Staline fait comprendre aux alliés qu'il n'est guère pressé de retirer ses groupes de sa zone d'occupation. De laborienses négociations débouchent, en avril 1946, sur la sial-Saltaneh, premier ministre tranien, et le gouvernement soviétique. Celui-ci s'engage à évacuer ses forces et le gouvernement soviétique. Celui-ci s'engage à évacuer ses forces — donc à retirer son appui militaire eux Kurdes et aux Azerhakijanais — en échange de quoi Téhéran accepte de constituer une société mixte sovié-to-iranienne pour exploiter les riches gisements pétrollers de l'Iran septen-trional. Marché conclu, Staline or-donne à l'armée rouge de regagner l'URSS en mai 1946 (9). Le soutien politique et militaire de l'Union soviépolitique et militaire de l'Union soviétique aux Républiques du Kurdistan et
d'Azerbaidjan n'aura donc été destiné
qu'à servir de monnaie d'échange
pour une nouvelle concession du gouvernement iranien. A l'automne de
1946, lorsque l'armée du chah réoccupe ces deux provinces, les dirigeants
autonomistes qui n'avaient pu fuir
sont pendins sur la place publique.
Mais cette nouvelle percée soviétique
en Iran — par le bisis d'une mainmise sur les champs pétrolifères du
Nord — va se heurier à l'opposition
vigoureuse de Mossadegh.
En octobre 1947, ce dernier — alors politique et militaire de l'Union sovié-

vigoureuse de Mossadegh.

En octobre 1947, ce dernier — alors député au Madjless — bloque la ratification de l'accord pétrolier soviéto-iranien et fait voter une loi interdisant l'octroi d'une nouvelle concession pétrolière à une puissance étrangère. La réaction de l'U.R.S. ne se fait pas attendre : elle déclare officiellement que cette décision constitue une discrimination à son égard puisque la concession pétrolière anglaise dans le Sud reste toujours en vigueur (10). Mais pour avoir retiré ses troupes trop tôt, l'Union soviétique ne dispose plus de moyan de pression sur le gouvernement de Téhéran. Elle ne pardonners jamais à Mossadegh ce comp porté à ses intérêts vitaux.

Lorsque, en 1950, ce demier devenu

Lorsque, en 1950, ce dernier devenu premier ministre, nationalise l'ensem-ble de l'industrie pétrolière iranienne

premier ministre, nationalise l'ensemble de l'industrie pétudière iranienne — annulant la concession anglaise, — l'U.R.S.S. mène campagne par le biais du perti Touden sur le thème : « oui » à la nationalisation des gisements du Sud, « non » à celle du Nord. Mais en dépit du boycottage politique et commercial imposé à son pays par l'Occident, Mossadegh refuse fermement de concéder le moindre avantage à l'Union soviétique.

Pour lui forcer la main, l'U.R.S.S. tente alors de négocier le retour des réserves d'or que lui avait confiées le gouvernement de Téhéran lors de la seconde guerre mondiale et dont a grand besoin la trésorèrie de Mossadegh mise à sec par le « gel » des avoirs iraniens dans les hanques anglaises. Il se heurte au refus persistant du vieux leader nationaliste, opposé à tout compromis avec l'Union soviétique. En accord svec Moscou, le bureau politique du parti Toudeh le bureau politique du parti Toudeh ordonnera à ses militants, notamment aux six cents officiers communistes, aux six cents officiers communistes, de ne pas s'opposer an coup d'Etat de la C.I.A. qui met fin, en août 1953, à son gouvernement (11). La politique de l'U.R.S.S. consistera ensuite, jusqu'à la chuie du chah en 1979, à se rapprocher du régime Pahlavi pour y promouvoir ses intérêts économiques face à la concurrence croissante des puissances occidentales. Ainsi, en gage de bonne volonté, les réserves d'or réciamées en vain par Mossadegh sont rendues au nouveau gouvernement issu du coup d'Etat. A partir de juillet 1956 — date du premier voyage du chah à Moscou, — l'U.R.S.S. accroît sensiblement ses ventes d'armes non stratégiques et devient, jusqu'en 1973, le deuxième fournisseur

En janvier 1966, Moscou et Téhéran signent un accord régissant la coopération dans le domaine de la construction d'entreprises industrielles, l'exportation de machines et d'équipements soviétiques vers l'Iran, ainsi que l'exportation de gaz iranien vers l'U.R.S.S. Après cette dernière, l'Iran est, on le sait, le deuxième producteur mondial de gaz : ses réserves, estimées à 11 000 milliards de mètres cubes, constituent 15 % des réserves mondiales.

L'accord permet à l'Union soviétique

L'accord permet à l'Union soviétique de rentrer en force sur le marché : alle commence alnsi la construction elle commence ainsi la construction d'un énorme compleme sidérurgique à Isfahan — 550 mile tonnes d'acier par an ; d'une usine de constructions mécaniques à Arak — 30 mille tonnes d'articles par an ; de deux stations thermiques — l'une de 1400 MW à Isfahan ; soit, en tout, cent quarante-sept gros ouvrages, dont seulement quatre vingthuit étaient terminés au moment de la révolution islamique (13).

Sur le plan des échanges commerciaux, l'U.R.S.S. fournit des laminés

Antagonismes idéologiques

OUR le plan commercial, la lente dégradation de l'économie et la chure des exportations pétrolières se répercutent sur les échanges entre les deux pays : en valeur, ils tombent de 571 millions de roubles en 1978 à 377 millions de roubles en 1979 (15). Vers la fin de l'année écoulée, l'Iran réduit de moitié ses exportations de gaz vers l'URSS, puis de 75 %, pour interrompre enfin toute livraison en mans 1980. Les nouvelles autorités jelamiques arigent que le prix du gaz mars 1990. Les nouvelles autorités islamiques exigent que le prix du gaz exporté, qui avait été fixé à 76 cents pour 28,3 mètres cubes (soit mille pieds cubes), soit maintenant porté à 3,63 dollars, 40 % de plus que les responsables soviétiques sont prêts à accepter. Devant la fermeté des exigences iraniennes, les négociations entre les deux parties sont interrompues.

Fin avril toutefois, alors que les stats-Unis envisagent des sanctions économiques et un blocus des ports iraniens du Golfe pour tenter d'obtenir du gouvernement islamique la libération des diplomates américains détenus en otages, Moscou et Téhéran signent un protocole d'accord portent sur la réactivation de trois voies commerciales qui traversent la frontière soviéto-iranienne: à Djolfa, où se trouve la inoction de la ligne fertière sovieto-iranienne : a Djoira, ou se trouve la jonction de la ligne ferroviaire qui relie l'U.R.S.S. à l'Iran;
à Astara, point de transit de la route
qui permet le passage de poids lourds
entre les deux pays, et enfin à Anzali
— ex Bandar-Pahlavi —, le port en
eau profonde de la Caspienne où les
navires soviétiques déchargent les
marchandises à destination de l'Iran.
En juin la commission permanente. marchandises à destination de l'Tran. En juin, la commission permanente soviéto-iranienne pour la coopération économique annonce que l'U.R.S. et l'Iran viennent de signer un protocole d'accord qui « envisage un développement muivallement bénéfique de la coopération économique, technique et commerciale entre l'Union souitique et la République islamique de l'Irun » (16). Il est peu probable, cependant, que ces deux instruments préludent à une relance des étroites relations qui existalent entre les deux pays sous le régime Pahlavi, le blocage étant aujourd'hui essentiellement d'ordre idéologique et politico-historique.

historique.

En effet, si le chah aveit pris soin de séparer l'idéologie communiste de ses rapports avec l'Etat soviétique, l'imam Khomeiny ne fait guère cette distinction. Ajoutant invariablement le qualificatif de « petit Satan » chaque fois qu'il mentionne l'UR.S.S. — celul de « grand Satan » étant réservé aux Etats-Unis. — ses rapports avec elle relèvent non du domaine des relations internationales, m a is de la stricte observance des préceptes islamiques qui lui interdit tout rapprochement avec le « régime athèe » de Moscou. La condemnation en mars par l'imam de l'intervention des « pallards de l'Est » contre « le peuple musulman d'Afghanistan » demeure, par la violence du ton, sans appel.

Guant aux forces progressistes ira-

Quant aux forces progressistes iraniennes, elles sont aujourd'hul entièrement dominées par les puissants
groupements d'extrême gauche —
Modjáhátin-é-khalgh (socialiste-islamique) et Fédá-vé khalgh (marxisteléniniste) — qui n'ont en commun
avec l'imam que ses options en politique étrangère. Son slogan, « ni l'Est
ni l'Ouest a, rejoint la dénonciation
par l'extrême gauche de l'« impérialisme soviétique» comme complément
de l'« impérialisme américain », le pre-

non ferreux, des voitures de tourisme, des camions, des motocycleites, des machines-outils à métaux, divers équipements industrieis, du bois d'œuvre, du papier, de l'huile, des appareils électromènagers; en retour, l'Tran exporte du gas, du mineral de plomb, du zinc, des peaux brutes, du coton, des fruits secs et des tissus. Si l'Union soviétique n'est plus désormals le premier partenaire commercial de l'Iran—elle est passée au sixième rang après les Etats-Unia, la R.F.A., le Japon, le Royaume-Uni et la France, — le chiffre d'affaires entre les deux pays a cependant décuplé depnis l'entre-deux guerres pour atteindre 707 millions de roubles en 1977 (14). Toutefois, l'importance de ces échanges est conditionnée en priorité par l'exportation de gas iranien vers l'U.R.S.S.

En vertu de l'accord de 1966, les foumitures avalent commencé en automne 1970 : elles atteignirent bientité 27 milliards de mètres cubes par au returne qui sera maintenn insou'à

tot 27 milliards de mètres cubes par an, rythme qui sera maintenu jusqu'à la révolution islamique. Celle-ci va cependant se révèler catastrophique pour les intérêts soviétiques en Iran.

mier étant perçu, sous l'angle de l'histoire récente, comme tout aussi dangereux pour l'Tran que le dernier. Seul
le parti Touden tente de faire oublier
le passé, préchant inlassablement l'alliance entre les forces populaires iraniennes et l'Union soviétique pour
combattre les Etats-Unis. Mais, selon
des observateurs dignes de foi, son
audience auprès des masses, surtout
après l'invasion soviétique de l'Afghanistan voisin, est négligeable.

Reste l'Important mouvement autonomiste iranien, notamment celui du
Kurdistan. Le souvenir de la fin tragique de la Bépublique du Guilan en
1921 et de celles du Kurdistan et de
l'Azerbaldjan en 1946 demeure vivace
dans tous les esprits. Il est peu probable que les autonomistes soient prêts,
aujourd'hui, à renouveler l'expérience
d'une alliance avec une puissance qui,
à deux reprises, les avait utilisés pour
marchander un règlement avec le gouvernement central de Téhéran.

Ainsi, de plus en plus déçue sur le plan économique, diplomatique et idéologique, l'Union soviétique a pour seule consolation à présent de voir les Etats-Unis dans une situation encore plus difficile. Mais est-ce bien là le but poussuivi? On voit mal comment, en dépit de tous leurs efforts, les Soviétiques pourraient dissiper la méfiance, voire l'hostilité, qu'ils inspirent et récupérer le combat que livre l'imam Khomeiny à l'impérialisme américain. A défaut de gagner la confiance du pouvoir islamique, de s'allier les forces de gauche qu'els mouvements autonomistes, l'U.R.S.S. ferait sans doute bon accueil à un nouveau régime qui, n'étant constitué par aucun de ces groupes, lui permettrait de reprendre la place privilégiée qu'elle occupa dans l'empire du chah.

AHMAD FAROUGHY.

(3) Voir le meilleur ouvrage qui lui att été commeré : Ebrahim Fakhrai, Sardár-é-djangal, Ed. Djávidán, Téhéran, 1972 (en persan).

1972 (en persan).

(4) Ami de Trotaki, assessin de l'ambas-sadeur d'Allemagne Mirbach à Moscou en 1918 et organisateur de la première armée de la République populaire de Mongolle, Il sera rusillé en 1939 par Staline. (5) Victor Serge, «Le nouvel impéria-lisme russe», Spartatus (cahiera men-suela), Paria, janvier 1947, p. 23. (6) Violat Comolly, Soviet Economic Policy in the East, Oxford University Press, Londres, 1933.

(8) Cf. Ahmad Faroughy, eLe pouvoir falamique face sur aspirations autonomistes en Iran », is Monde diplomatique, février 1680.

(9) Sur ces événements, voir notamment George Lenczowski, Eussie and the West in Iran 1918-1948, Greenwood Press, New-York, 1968, et Mostafa Fatch, Pand-júl. Sái, Najt-é-Iran, Yéhéran, 1956 (en persan).

(11) A ce sujet, voir les révélations de Preydoun Rechavarz, ancien membre du comité central et du bureau politique du parti Toudeh in Chahrokh Vaziri, le Pétrole et le Pousoir en Iran, Ed. Pian-tanida, Lausanne, 1978.

(12) Ahmad Faroughy et Jean-Loup Reverler. Pirus: contre le chah. Ed. Sknoën, Paris, 1979.

(13) Cf. Hiodor Kouliov, vice-prisident du comité d'Etat de PULRAS. pour les relations commerciales techniques et économiques extérieures, curas les techniques et économiques et actuales et actuales techniques et économiques et actuales techniques et actuales et actuale

(15) Idem. (16) Agence Tass, 20 juin 1980.

LE CARNET **DES AMBASSADES**

 A l'occasion de la visite du pré-sident et des membres de la Chambre des représentants de Chypre, l'ambas-sadeur de Chypre et Mme Jean Peris-tiany ont offert une réception le

• L'ambassadeur du Portugal et Mme Antonio de Siqueira Freire ont donné une réception le 10 juin à l'occasion de la fête nationale.

Calendrier des fêtes nationales

U-1-31 JUILLEY

1 BURUNDI 1 CANADA 1 RWANDA 4 ETATS-UNIS 5 ALGERIE

5 VENEZUELA 6 MALAWI 14 MONGOLIF 14 FRANCE

14 IRAK

20 COLOMBUS 21 BELGIQUE 22 POLOGNE 23 REP. ARAR DEGYFTE

MALDIVES

Anniv. de la proci. de la République rête de l'indépend. rête nationale Tete nat, de la lib. Sète nationale

Pête nationale Fêta de l'Indép

Anniv. de la Conf.

Pête de l'indépend

Pête nationale Pête nationale Pête nationale

Pète nationale

Fête nationale

4

qu'en 1973, le deuxième fournisseur militaire de l'Iran taprès les Etats-Unis), le montant global des ventes jusqu'à cette daté étant estimé à près de 600 millions de dollars (12). FILIALE DE SA. CITROEN
6-10, que de la Cavalerie - 75015 Paris - Téler TT Circo 204.833 F - Tél.:567.55.62 ● Le délégué général du Québec en France et Mime Yves Michaud ont donné une réception le 23 juin à l'occasion de la fête nationale du Québec.

N IRANIENNE

datta ...

de per: 42

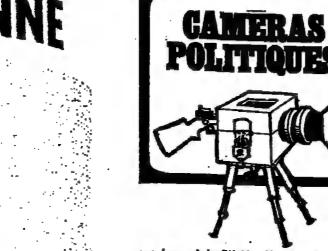
ideolog :...

n seri Naciet

a 48 e. . PLASES!

A cretting

A 450 2



Pologne, printemps variable

volte étudiante de 1968, un très politique a va i t les plus brillants des jeunes cid'alors : R. Polenski, J. Skelimowski, W. Borowczyk, J. Le-

que leurs aînés (Wajda, Kawalerowicz, Has) se résignaient à tra-verser le désert en adaptant, parfois avec grandifoquence, les œuvres marquentes (et tranquilles) de la littérature polonaise. Morne destin pour un cinéma qui, le premier à l'Est, avait su refléter le désta-linisation, rejeter les clichés du « héros positif » et refuser d'appli-

C'est en Pologne que, vers 1955, les cinéastes ent imposé le modèle (aujourd'hui en vigueur duns la plupart des pays socialistes) des unités de production (2) regroupant, sous la direction d'un metteur en scène réputé, des réalisateurs, des scéneristes et des opérateurs qui contrôlent entièrement, sur le plan financier et des opérateurs qui contrôlent entièrement, sur le plan financier et des opérateurs qui contrôlent entièrement, sur le plan financier et thématique, la production de leurs films. Les unités de production soumettent leurs projets à l'Office central du film, que dirige un sous-secrétaire d'Etat ou ministère de la culture et des erts ; celui-ci accepte ou refuse, mois laisse aux cinéastes l'initiative de modifier, le cas échéant, leur projet comme ils l'entendent. Cette relative tolésance devoit favoriser, dix ans durant, l'extraordinaire épanouissement de l'école polonoise.

A partir de 1968, la production est réorganisée et un sévère contrôle idéologique écarte toute œuvre critique (on interdit « Hauts les mains ! » de J. Skolimowski, puis « le Diable » d'A. Zulawski) au profit d'en cinéme conformiste de simple évasion.

Cependant, depuis trois ans, les films de qualité refleurissent; ils ont éclos avec discrétion, sans crier gare. On les appelle, officiellement, « films de prise de conscience sociale », euphémisme pour désigner des œuvres critiques, en fuit, d'une violence inouïe. Kezysztof Kieslowski a lancé le mouvement en dénonçant, dans « la Cicatrice » (1976), la responsabilité du pouvoir à travers l'histoire de la construction d'un complexe industriel dont la localisation se révèle mai choisie; puis Krzysztof Zanuszi, dans « Camouflage » (1977), osait dire publiquement que l'hypocrisie et la compromission sout des attitudes indispensables pour faire carrière Pologue ; ensuite vint Wajda et le coup de tonnerre de son Homme de marbre ». Le cinéma polonais ne pouveit pas ne pas

Désormais, l'heure de la quetrième génération a sonné ; ses mbres ont attendu en filmont, pour la télévision, des téléfilms grinçants et personnels ou des courts métrages singuliers et cor-rosifs ; à présent qu'ils tournent des longs métrages, il faut retenir leurs nome cor ile constituent sans doute la génération cinématagra-phique la plus douée d'Europe : Krzyszkof Kiesłowski, Agnieszko Holland, Janusz Kijowski, Feliks Falk, Marek Piwoski, Antoni Krauze, Wojciech Wiszniewski, Bohdan Kosinski, Marcel Lozinski... Laur sons critique, leur irrespect, na connaissent guère de bornes : usines et chantiers, bureaucrates et artistes, trafics et tricheries, c'est à l'ensemble du système qu'ils s'en prennent. Et le pouvoir, pour l'instant, a'a pas trop sévèrement réagi, confirmant que la Pologne demeure, à l'Est, le pays où la liberté d'expression est la

par ses collègues ambitieux, et, enfin.

suicide moral par son entourage.

chef d'orchestre est acculé au

Wajda semble obsédé par un seul et nême sujet qu'il exprime ez des formes diverses : comment (et pourquoi) un individu affronte-t-il les pro-

blèmes spécifiques de son temps? Question centrale dans la Pologne contemporaine, à laquelle tentent

NINA SLAWINSKA,

journaliste à l'hebdomadaire « Film »

plus grande. Une sorte d'aire de tolérance semble avoir été dégagée à l'intérieur de lequelle bien des choses peuvent être dites.

En y mettant les formes malgré tout (métaphores, paraboles, entiphrassa sont indispensables). Tout monquement à cette sorte de déontologie de la critique est sunctionné; des longs métrages demeurent interdits (« la Ligne d'arrivée » d'Antoni Krauze, « Index » de Janusz Kijowski, « Peoce » de K. Kieslowski, « Comment vivre? » de M. Lozinski), ainsi que de très nombreux courts métrages (setembres la court sur la court trages (notamment la plupart de ceux de Wojciech Wiszniewski).

Mais ces interdictions ne signifient pas, pour le réalisateur, une quélécaque mist au ban ou exclusion de la profession ; le système ne lui garde pas roncune, le cinéaste censuré peut à nouveau proposer des sujets et ceux-ci peuvent parfaitement être agréés; à cet égard, le cas de W. Wiszniewski est exemplaire : bien que buit de ses onze courts métrages aient été entièrement interdits, on vient de lui donner les moyens de tourner un long métrage de fiction sur le dernier roi de Pologne.

Le système apprend à vivre avec ses « enfants terribles » et ceux-ci radicalisent de plus en plus leurs critiques; Krzysztof Zo-nussi, en particulier, dans son dernier film, « Constans », décrit une société rangée par la corruption où seules les combines et le favoritisme règnent et dans laquelle l'honnêteté et la probité n'ant pas de place. Ce film, par son pessimisme même, et par so liberté de ton, témoigne bien de l'existence d'un nouveau printemps polanais.

IGNACIO RAMONET.

 Le Centre Georges - Pompidou vient de publier une très belle plaquette (sous la direction de Jean-Loup Passek) consacrée au cinéaste d'animation Jan Lenica. (2) Sur les sept unités de production existant en Pologne, Andrzej Wajda su dirige une (l'unité K). De son côté, Krzysztof Zanussi dirige l'unité Tor.

Les questions centrales d'Andrzej Wajda

NE nouvelle période d'une ex-trême importance s'est ouverte dans la production artistique de Wajda lorsque, inspiré par les films de collègues plus jeunes, comme Krzysztof Zanussi (Camouflage) ou Krzysztof Kieslowski (la Cicatrice), il décida de partager leurs préoccupa-tions pour les problèmes contempo-rains. L'Homme de marbre, bien que fort critiqué par certains, a permis à fort critiqué par certains, a permis à la jeune génération de compairre et de comprendre la période stalinienne en Pologne, et îl a eu sur les plus âgés un affet de catharsis.

Son film suivant, Sans anesthésie, raconte l'histoire, tout à fait contemporaine, d'un journaliste qui réussit très bien jusqu'an jour où, soudain, sa vie familiale et professionnelle se brise. Après la parenthèse des Demoiselles de Wilko, film d'une grande perfection visuelle mais dont l'anechtie selles de Wilko, film d'une grande per-fection visuelle, mais dont l'anecdote se situe durant les années trente. Andrzej Wajda est revenu, dans son tout dernier film, le Chej d'orchestre (1980), à l'époque actuelle: c'est la description en chambre de la relation qui s'établit entre un jeune chaf d'orchestre de province, sa femme et le célèbre chef Lasocki, qui revient dans se ville natale pour un concert. dans sa ville natale pour un concert. L'influence de Wajda sur le cinéma polonais a toujours été primordiale en raison non seulement de la valeur et de la richesse imaginaire propres à chacun de ses films, mais aussi à cause de l'abondance et de la variété de ses kiées, de ses inventions visuel-les et de ses techniques narratives, toutes choses susceptibles d'inspirer un

Dans ses films récents sur la société

polmaise contemporaine, un thème revient sans cesse : celui des rapports entre l'artiste et le public dans un monde investi par les moyens de communication de masse. Dans Tout est à vendre, Wajda s'était déjà intéresse à le mentalité d'un cinéaste conchle de transformer tout évênement. capable de transformer tout événement intime en matériau artistique : ser blessures, la mort d'un ami, les tragédies affectives de ses collègues. Dans maçon est racontée en retrospective dans le cadre d'une recherche de sou-venirs et de documents destinés à un venirs et de documents destinés à un film; Agnieszka, la jeune réalisatrice, falt preuve d'une intransigeance assez immorale — elle est prête à tricher, à marchander, à sonder des vies privées ou à utiliser son propre argent, — elle ne recule devant rien pour terminer son film. Une équipe de cinéma apparaît aussi dans le Chej d'orrhestre et alle cuit impudiquement. d'orchestre et elle suit impudiquement L'asocki tout autour du monde. Wajda, artiste lui-même, se révèle ainsi pro-fondément troublé par les aspects néfastes de l'activité d'un créateur cinématographique. Dans Sans anssthèsie, c'est un journaliste qui exprime sa crainte de voir les grands organes

d'information manipuler sans morale le public, et il se rend compte soudain que ses doutes ont été utilisés comme arme contre sa propre carrière pro-fessionnelle

fessionnelle.

Lai, Wajda, touche au sujet le plus fréquent des nouveaux films polonais (1): le combat de l'individu contre l'organisation sociale et les cotartes de gens préoccupés exclusivement de leurs intérêts. La restructuration sociale fondamentale de ces trente-cinq dernières années en Polegne a muyoujé l'apus-rition de nomlogne a provoquié l'apparition de nom-breux phénomènes : la montée de ce qu'on appelle la « nouvelle intelliclasses prolétaires de l'avant-guerre et qui ont maintenant, dans l'Etat so-cialiste, librement accès au système éducatif, — l'incompétence bureau-cratique qui accompagne le dévelop-pement de l'industrie et de l'adminis-tration et les aspects destructeurs d'une attitude de consommateur face à la via. Tous ces sujets sont discutés et illustrés dans les films récents de Walda. Des gans comme Agniesska et iliustrés dans les films récents de Wajda. Des gens comme Agnieszka et le journaliste ont saist l'occasion qui s'offrait à eux dans leur sphère professionnelle, mais le jeune chef d'orchestre est constamment handicapé par le manque de tradition culturelle de sa famille. Les importants changements sociaux ont permis non seulement de s'instruire, mais aussi de faire carrière. Waida a donc naiurelle seulement de s'instruire, mais aussi de faire carrière. Wajda a donc naturellement son mot à dire dans les larges
discussions qu'a entamées le cinéma
polonals sur les dangers moraux des
compromissions, les avantages ambigus de la gloire, les effets de la
jalousie professionnelle et les durs mécanismes de l'ascension sociale.

ES efforts d'Agniesska pour décou-vrir la vérité sur l'Homme de marbre tombé dans l'oubli sont génants pour ses commanditaires de la télévision et pour ses commandi-taires de la télévision et pour les personnes qu'elle interviewe. Les temps héroiques de la reconstruc-tion de l'économie polonaise étant passés, chacun dès lors accepte de passés, chacun dès lors accepte de déplaisants compromis pour avancer dans sa carrière, et il n'est pas éton-nant que le film d'Agnieszka ne sorte pas en fin de compte. Quant au jourpas en fin de compte. Quant au jour-naliste de Sans anesthésie, il réussit trop bien et il est trop célèbre: on essaie de le déloger vilement. Four-tant, personne n'est innocent; le film est asses énigmatique pour laisser planer un doute: peut-être le jour-naliste lui-même a-t-il bâti sa car-rière aux dépens de ses amis. Il en est de même avec le jeune chef d'or-chestre oui, dans ses efforts déseschestre qui, dans ses efforts déses-

(1) Acteurs provinciaus, d'Agniestha Holland; le Meneur de bai et la Chance, de Fàilhs Falk; l'Amsteur, de Krzysztof Kieslowski; Kung Fu, de Januss Kijow-ski; Clinch, de Plotr Andrejaw, etc.

Chroniques sociales pèrès pour être reconnu et respecté, est devenu un homme sans scrupules et une déplorable caricature d'artiste, sans cesser pourtant d'être manipulé par des gens plus immoraux encore. des jeunes cinéastes AMOUFLAGE, de K. Zenussi, par des gens plus immoraux encore. Dans les films de Wajda, contrairement à ce qui se passe dans ceux des nouveaux cinéastes, on n'est pas totalement écrasé par un monde de corruption morale. Il y a toujours quelqu'un qui tente de préserver une pureté, une éthique. Mais c'est toujours en vain. L'héroïque maçon de marbre disparaît dans le tourbillon des changements politiques; le journaliste est anéantil, sans anesthésie, par ses collègues ambitieux, et, enfin. surtout dans leurs nuances les plus décisives. L'esthétique documentaire coml'Homme de marbre et Sans anes-

festent, en Occident autant qu'en Polo-gne, les audaces d'un cinéma désormais polonaise n'avait pas trouvé jusqu'alors à quelques exceptions près — de d'une réalité quotidienne toujours masquée ou estompée par les souvenirs héroiques et tragiques du passé. L'inter-rogation, en forme d'enquête, voire de procès, concerne, depuis 1978, tous les Zanussi et Wajda ne sont pas seuls. Une nouvelle génération de réalisateurs, K. Kieslowski, F. Falk, A. Holland, notamment, s'oriente vers ce genre désormais privilégié du cinéma polonais actuel : la chronique sociale. L'enjeu d'un tel choix n'est sans doute compréhensible qu'aux Polonals aux-mêmes (1), rompus aux arcanes d'une réalité quotidienne déter-minée par des mécanismes socioéconomico-politiques fort étrangers au

mune à tous ces films, apparemment peu soucleux d'innovations formelles, trouve ainsi sa justification et sa fonction, celle d'un cinéma qu'on pourrait qualifier d'indiciel, attaché aux Indices, aux symp-tômes d'un référent occulté mais révété. Les titres, l'Amateur (de K. Kleslowski), Acteurs provinciaux (d'A. Holland) et la Chance (de F. Falk), s'inscrivent dans un registre mineur, celul de l'entreprise hasardeuse, de l'imperfection, de l'effort pesanteur qui paraît évoquer l'état ordinaire d'un corps social sourdement tra-vallé par des désirs nouveaux. Ainsi la caméra, que le cinéaste amateur, héros du film de Kieslowski, promène avec la vre-t-elle surtout les coulisses, celles de ration tourne court et le néophyte y perdra à la fols son bonheur conjugal et sa peu schématique, met cependant en scène le cinéma lui-même et son projet de passer outre à tous les « camouflages » désignés par Zanussi, jouant d'ailleurs dans le film son propre personnage d'initiateur : redoublements significatifs du caractère délibéré du projet, mais aussi des détours qu'il impose. Détours indé-finiment détaillés dans le premier film où alle raconte comment le jeune acteur d'une ville de province, confronté à l'Illusionnisme et à l'escroquerie d'un pseudothéâtre d'avant-garde, cherche sans succès à jouer enfin un rôle d'élection L'existence de ce film, dont le thème est justement l'impossibilité de la création, illustre la paradoxe d'une société affrontée à l'image de sa stérilité, image dont la force critique n'épargne aucun ment décrite et qui s'autorise de cei aveu pour croira, malgré tout, à sa cinéma est à la fois le garant et en même temps le flagrant démenti, libéralisation sans doute théorique, mais à prendre en considération, puisqu'elle implique, pour la première fols, l'existence dans le champ social de confrontations qui ne

sont pas sans signification politique. CONFLITS assurément difficiles, dont l'issue est le plus souvent pessimiste (le cinéma polonais a renoncé au happy and) et dont F. Falk propose la métaphore dans la Chance . un professeur d'histoire libéral affronts un professeur olympiades scolaires et brisant toute ginalité de Falk réside dans la présenoù s'impliquent toutes les institutions eociales qui participent du choix final non pas d'une pédagogie, mais d'une

ophie morale et politique. C'est donc un cinéma austère que celui des jeunes réalisateurs polonais, un cinéma qui reconnaît ses filiations à la fois rassurantes, du fait de la notoriété cantes par l'insistance sur la difficulté d'être autant que par la lucidité du projet critique. Cinéma étonnant per sa volonté de refuser toutes les compros la société qui le produit, un cinéma réaliste qui prend valeur de manifeste dans

LECH-MICHEL RAWICKI. chercheur des, hautes études en sciences sociales.

(1) L'indice de fréquentation, extrême-nent étavé pour chacun de ces films ppassis comme un véritable pléhiscité à confirme leur rôle spécifique dans le

MAGAZINE D'INFORMATION

Pour la première fois: un mensuel en langue française sur l'Asie du sud-est

Parmi les articles au sommaire : No 2/juin 80 _ Les non-aignés 25 ans après Bandung Les soucis stratégiques de Washington Investissements japonais dans les pays d'Asie La musique de l'Asie du sud-est

Dossier spécial: MALAISIE _ No 3/juillet 80 Philippines: huit ans de la loi martiale Le politique chinolee en matière d'investissements Le mariage inixte

Dossier spécial en 16 pages : «AUJOURD'HUI, LA THAILANDE»

Tarif ennuel d'abonnement : France : 90F et pays d'Europe : 120F

BULLETIN D'ABONNEMENT

La télévision, instrument privilégié A téléviaion a connu un essor spectaculaire dans les années 70 : sept équipés et deux chaînes émettent actuellement cent soixante-dix heures per semaine, dont plus de la moitié en couleurs (procédé SECAM). Posséder un téléviseur couleur est devenu, pour chaque famille, un objectif prioritaire : aussi, pour satisfaire la pressante demande, bientôt entrera en service une usine de production de postes

> La télévision et la radio sont gérées par un comité d'Etat : 75 % des programmes diffusés eont d'origine polomême dans des studios cinématogrades informations aur la vie culturelle tateur moyen. Le souci des program

quoi qu'on en pense, cels semble

de héreuts de la conscience nationale et civious. C'est à travers l'art que les

musique de Chopin et la poésie de

téraires et dramatiques de Gombro-

wicz, d'iwaszkiewicz, de Witkiewicz, de

les films de Waida ou de Zanuss

téléfilms ont largement contribué à la

naissance du nouveau cinéma. C'est en effet avec le téléfilm qu'ont com-

mencé leur carrière tous les jeunes

permis de débuter tôt et de réduire

considérablement le temps perdu nor-

d'un premier long métrage. Les télé-

films ne constituent pas un appren-

tissage de pur « steller » ; ile révèlent

des tempéraments d' auteur » et la

plupart de ces jeunes, dès leurs pre-

dances actuelles du cinéma poionais

JACEK FUKSIEWICZ,

directeur

du département des films

à la télévision polonaise.

présent. Une politique d'encourage

irs en scène dont on parle à

témolanent de cette continuité.

Polonais ont appris à s'exprimer

La programmation de films favorise également le cinéma de qualité; des cycles - dans l'émission « Cinéque des chefe-d'œuvre . - présentent les mellleurs films de Buñuel. Bergman, Fellini, Tarkovski, Antonioni Visconti, Resnals, Kurosawa... qui pas choix des séries et des téléfilms est fait en fonction de leur valeur éducative

Grâce à ses très importants moyens financiers, la télévision est désormais, britanniques de grands romans, récits historiques, etc.). Les films et séries etrangers occupent environ vingt-cir heures par semaine; dont 40 à 45 % nication de masse en expansion, car le cinéma connaît une importante baisse de la fréquentation et de nomen provenance des pays de l'Ouest (France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, breuses salles sont contraintes de fer-Italie) et 55 à 60 % des pays de l'Est, mer : d'autre part, la pénune de papier principalement de l'Union soviétique. - à cause de l'envolée des prix mon-ES émissions culturelles ne se limidiaux — a provoqué une forte réductent pas à rapporter des falts puretion du tirage des journaux et des ment artistiques, elles abordent les problèmes de la vie quotidienne, de livres (dans ce dernier domaine, la demande — stimulée par les bas prix a société, etc. Ce qui s'inscrit dans dépassait déjà depuis longtemps la tradition polonaise datant du temps du romantisma, qui confia à la poésie,

naise, produits dans les studios T.V. de Varsovie, ou dans les studios situés Cracovie, Gdansk, Katowice..., parfols de propagande et d'information, son programma culturel capandant demoure la vitalité de la culture et de l'art télévision » propose un spectacle par samaine, filmé directement dans les studios (et non transmis d'une salle an ville); le choix des plèces, d'auteurs contemporains, et leur mise en scène d'avant-garde révèlent un cer-tain élitisme ; en général, l'importance le nombre d'émissions consacrées aux arts, à l'activité artistique et aux débats certainement pas l'intérêt réel du specmeurs semble être d'attirer à la culture

(1) Le prix d'un téléviseur noir et blanc est à peu près de 12 000 slotys. Celui d'un téléviseur couleur, 35 000 slotys environ (salaire men moyen : 4 000 slotys) (N.D.L.E.)

PANORAMA IMMOBILIER

SITE EXCEPTIONNEL DANS FORET VALLONNÉE

A 5mn PACY-SUR-EURE Accès rapide autoroute A13 (sortie CHAUFOUR) 55 mn SNCF.PARIS-ST-LAZARE

Les parcs boisés

du Château de Breuilpont

Super résidentiel

Parcelles à bâtir de 8 000 à 13 000 m²

à partir de 25 F le m².

Allées cavalières - Tennis

Chasse et pêche à proximité

REALISATION ET VENTE

Samedi, Dimanche et Lundi. BUREAU D'ACCUEIL

Place de l'Eglise, à BREUILPONT tél. 16(32)36.31.35

BRETAGNE SUD - une réalisation unique dans une

To grank

TO F

THE PORT LA LANDE ARZON See40

Your southeiter une documentation, adressez ca bon

carte de visite à :

SACOGIM 1. place du Cirque, 44000 NANTES, (40) 48.22.90

MOBEL - 21, rue Royale 75008 Paris. Tél. 265.18.43

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront choisir Les Ambassades Saint-Dominique 96 / 98, rue Saint-Dominique - Paris 7'

3-4-5 PIECES ET DUPLEX tous les jours-(sauf dimanche et lundi) de 14h à 19h Visites sur rendez-vous 705.69.11

CHANGEZ D'AIR HIVER-ÉTÉ LIE JURA
ALL de Poils - A 12 lm in Métable: 16 lm de Poils
AUS Y MATE
Tomato - Espiration - Procine - Procine - Volle VOUS Y MYTTE A VENDRE DAMS RESIDENCE . SEVERINE .

Au bord du lac de Saint-Point STUDIOS ET APPART DE 2 P. et 3 P. DUPLEX

GESTION ASSUREE Sté AGID

*ETUPRO 265_85_60

12 rue de Penthièvre - 75008 Paris

SUR LA COTE D'AZUR

DOMINANT

TOUT MONTE-CARLO

ETUPRO S.A. réalise des appartements de très haute qualité

SUR L'UNE DES PLUS BELLES **COLLINES DENICE**

Une vun spectaculaire ' vers le Cap d'Antibes ohn sur place : 252, avenne de la Lanterne - 06200 NICE

in aur place: 5, ar. du Gal-Leclerc - 06240 BRAUSOLEIL Renseignements et documentation: Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 78008 PARIS - Teléphone: 265-85-60

A DEUX PAS DE LA PLACE MASSENA

Belle propriété 35 ha - Très beaux bols.

Malsons Maître et Garde.

A deux pas de la place Manatan, le Contre Pont Neuf propose, du 2º aix 7º étage, des appartements de très hants qualifé.

Dans la résidence, des commerces de hore, un partie, un jamite intérieur et une sécurité totale.

asut témoir sur place : 14. avenus Félix-Reure - 06000 NICE

NICE - Le Mont Boron

25, rue Alphonee Pécard, 91190 GIF-sur-YVETTE - Tél.: 907.47.27 RESIDENCE ATHEMA thus to partie cates of richineticities

4. WILLA SUR LE TOIT - 292 Ann Fahron, 96 NICE

130 m², terrasse 205 m² - Von pasorundone imprending St-loca Can Ferrat of the
to Lirins - Piccine - Tounis : 1,980,000 F - Livrable 4° tricustre 1986 (également
3 piloes - 4 piloes).

MANUFACTED ROTTERS - 7, sec. Mo.

A 5° de PAéroport NICE - COTE AZUR Face au nouveeu Port de Saint-Laurent du Var I'ANTIPOLIS 4 posta immeubles de luxe — Studio as 4 pièces VUE MER et ACCES AUX PLAGES VUE MER et ACCES AUX PLAGES L'AVISSION I en tranche Avril 1881 S.C.I. ANTIPOLIS – Rie de Bord de Mer → 05700 SL-LAURENT de VAR - (95) 31.56.58 La Foncière AMBROGGI sous le del le plus par d'Europe A FORCALQUIER Alpes de Haute-Provence yand des terrains prêts à birdr de 600 il 1 900 m² avec toutes visibilités, tout-à-l'égest.

anta: Minne Louis COTTIN 10, boulevend Rivet, 73006 MARSEILLE 761. (\$1) 77-22-16 à NICE, le vrai luxe c'est Cimiez

68, bd de Climiez,

06000 Nice, AGENCE CENTRALE

12. place de Gaulle
06600 ANTIBES
Tel. (95) 76.8240



Dans un parc de 5000 m2 quelques appartements de très grand standing POLYCON AND THE COL

Très belle vue panoramique sur les caps Bord de mer particular vond dans demaket privé joile ville, praud séjour, 5 da, 1 hair, 2 douches, 2 w.c., sur parain 200 m. . - 1200 000 F -VALLANCIEN - 18, rue Spontini, PARIS 19 - 761; (I) 70420.60

Ramatuelle, presqu'île de Saint-Tropez

UNE MAISON PAS DE TERRAIN!!!

LA CENTRALE

DESTERRAINS A BATIR

343 28 58

rous met en contact avec le particulier, le notaire. l'agence qui vous vendra votre terrain

CENTRALE DES TERRAINS A BATIR - 6, rue EBELMEN, 75012 PARIS

AU BORD DE L'YERRES 20 APPARTEMENTS
Vis spi sam de 10h à 12h et de 14h à 19h (Livralich Juin 1980)
Du 2 pièces atu 6 pièces d'uplex, surface exceptioninelle

EXEMPLE: 4 pièces 116 m2 terraisses, boxes, AGENCE DU BOIS DE LA GRANGE Ferme de la Grange YERRES 91350 948, 70.55

Prox. Forêt ORLÉANS - VAL de LOIRE

P. BRETHAUX - 81, rue Bennier, 45 CRLEANS - Tél.: (36) 58.48.52

Prix: 1.700.000 F

Le Mout des Oiseaux à Hyères des appartements qui ne voient que la mer.

A vendre, du studio au 5 plèces, tous les appurtements, du Mont des Claess ouvrent sur un Parc privé de 3 hectares avec placine et tennis. Pour recevoir one documentation, envoyer se bon remol à Misse Wax, suit investassement - 26, Av. de Messase - 75006 PARS - Tal.; (1) 358-27-1,

tod : Little Tolk :

SUR LA "MEILLEURE" COTE D'AZUR

des programmes sélectionnés - un financement personnalisé

AITTENERASE TORBEL HAMEAUX **DU SOLEIL** UN VRAI VILLAGE PROVENÇAL COMMERCES ET COMPLEXE LOISIRS SUR PLACE

MAISONS ET APPARTEMENTS DU 2 AU 6 PIECES

HAMEAUX DE ST PANCRACE SUR LA PLUS BELLE COLLINE DE NICE, VIVEZ TRES AU-DESSUS DES AUTRES VILLAS TRIMELLES DES A A BESTES

DE 3 A 6 PECES



VUE MAGNIFIQUE SUR NICE ET LA MÉR. PRESTATIONS DE PREMIER CHOPA, MELLEUR RAPPORT QUALITE/PRIX DU STUDIO AU 5 PIECES



FACE A MONACO, DOMINANT LA MER, AU CENTRE D'UN PARC, CALME ET VERDURE IMMÉUBLE RESIDENTIEL 06000 NICE TEL 93/85.91.25 DU STUDIO AU 3 PIÈCES





UN LIEU PRIVILÉGIÉ POUR NATURISTES... ET INVESTISSEURS! Des appartiements et des studios en maisons individuelles faciles à acheler, faciles à louer et d'une rentablité élevée. Un investissement Un investissement. à partir de 25.000 francs, d'apport initial. APHRODITE VILLAGE
PLAGE NATURISTE (11370 LEUCATE (FRANCE) TEL.(68)86.00.42

Valmorel

teg un appartement wotre disposition 4 semaines en hiver 3 semaines en Eté. toute l'inter saison (il sere loué le reste du temps)

La copropriété conventionnée

Ancume charge & payer, en bénéficiant d'un revenu net.

Renseignements: Alpes Reservations 58, rue Maurice Ripoche 75014 Paris T&1.539.22.37

RESIDENCE LA CHAPELLE LELEX Dans petits immeubles de haute qualité aux belles surfaces.
Lelen vous offries, été comma hiver, de mervelleuses vacances.
Sur place, remontées mécaniques, loisirs.
Fossibilité gestion locative. Tél. pour rens. (1) 522. 95 32.
14,000 de la Pépinère ... 75008 PARIS Nice à vos pieds... Pour horizon: la mer!

VERBIER Valais Suisse

La station pittoresque et sportive au coeur des Alpes Vendons en toute propriété appartements et studios Fonds propres 40 %

Agence AGIVAL - C. H. 1936 - Verbier - Valais Tél.: (26) 7 40 55



Suisse sur Sierre

e plus grand choix d'appartements et de chalets à vendre ou à loue ins BABRAS - Crais-ear-Sierre - Id. (027) 41.27.02 - Inlex 38805 Réservation de chambres d'hôtel et écoles privées Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre decumentation.

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection-Hebdomadaire, le Monde de l'Education.

COPIC le triangle / ailée jules milheu 34000 montpellier Sur la Côte Vermeille, Méditerranée, BARBARO & Cic présente à COLLIQURE "Colline" Dans le recher surplemeant la mer et le port. **57 studios pour** COLLIOURE investisseurs. flanc des Albéres, **parcelles** bolsés LAROQUE panoramique sur la plaine du Poussilioi

Pour tous renseignements, téléphoner ou écrire à : BARBARO & Cio - 73 bis, avenue Hiel, 75017 PARIS Sur place (68) 82.28.08 TM: 380.56.56 - 77.99

BAIE de	ROSAS / 35	Kms Frontie	re:
.2		790	00 1
		910	
1			

Terrain avec amarres 10 m.....94000 ff Villa avec terrain......145000 ff

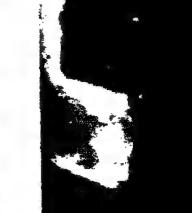
Prix indicatif au 1/5/80 Renseign, retourner ce bon à: FUNDAMENTA. Place San Pedro 4 ROSAS (Prov.Gerona) ESPAGNE

1	191412120,00,04
No	m
	resse
_	Location-Villa / Appartement
	Personament MITT TO STREET

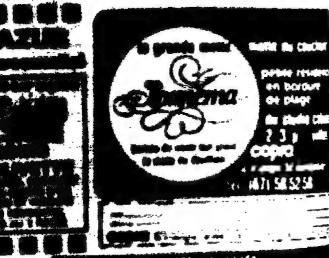


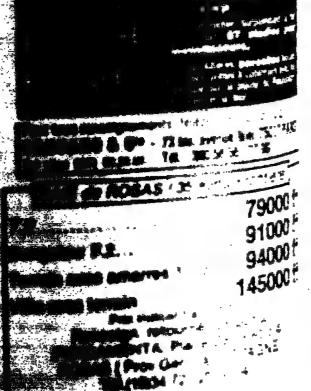












NORWE

Les tentations du pétrole

Havre de stabilité et de progrès, le royaume de Norvège a pu surer en une quarantaine d'armées la liberté de ses habitants et la assirer en une quarantaine d'armées la liberté de ses habitants et la prospérité de son économie. Le parti travailliste, soigneusement surveillé pair une opposition sourcilleuse (qui a profité parfois — pas souvent, il est vrai, — des règles de l'alternance), s'est efforcé d'appliquer son idéal d'égalité économique. Il a même un moment surestimé les ressources du pays pour bâtir cet Etat-providence qui assure à tous un niveau de vie plus que décent. La découverte du pétrole en mer du Nord est venue à point à un moment où la crise dans la marine marchande avait privé le pays de précieuses sources de revenus.

La nécessaire restructuration de l'industrie, qui doit aller de pair avec les mesures à premdre pour fixer la population dans le nord du pays, n'est pas facilitée par les ricochets de la crise internationale. Le gouvernement social-démocrate minoritaire estime dons qu'il doit



actuellement préserver l'économie des convoltises intérieures et extérieures. Car l'acquis social semble avoir engendré une sorte d'embourgeolsement ; il apparaît comme un dû aux jeunes générations qui onbliant les luttes de leurs pères, sont tentées par les facilités de l'existence et veulent profiter plus rapidement des richesses du pétrole ou versent dans l'excès contraire et prônent les délices de l'écologie. Et la protection de la nature prend, à des degrés divers selon les

formations, la relève des idéologies.

Partagée entre un puritanisme luthérieu et un progressisme à tout crin, la Norvège parvient paradoxalement à être un allié fidèle et crédible de l'alliance atlantique, tout en étant à la pointe de l'aide aux pays panvres et aux mouvements de libération nationale. Il est aussi important pour elle, chargée par l'OTAN de la défense du « tolt de l'Europe », de garder des relations convenables avec sa voisine, PURS.S.

Préserver l'économie des écueils du changement

E Storting, étrange bâtiment situé à l'extrémité de la vivante place Eldsvolls, à l'opposé du Théâtre National, a résonné ces dernières semaines de discussions sur le pétrole. Les parlementaires étudient trole. Les parlementaires étudient en effet une modification de la fiscalité applicable aux compagnies internationales qui opèrent en mer du Nord et les rapports préliminaires sur l'accident de la piate - forme Alexander Kielland. La gauche socialiste a même déposé au début du mois de mal une motion de censure pour protester contre la poursuite de l'activité pétrolière malgré les cent vingt-trois morts de la plate-forme. Mais cette motion n'a objenu que 5 voix sur 160 suffrages exprimés. Les Norvégiens, particulièrement soucieux de la sécurité, estiment qu'il faut, cer-

Si la production est encore loin du « platond » de 90 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (TEP) fixé par le Storting en 1973, la mise en exploitation du gisement de Statijord — le plus important découvert en mer du Nord — et des petits champs

P. 18. — Diplomatie (Cotherine Löchstoer).

situés autour d'Ekofisk va faire passer la production à près de 60 millions de TEP en 1980.

De plus, les découvertes récentes — par Shell, d'un gisement de gaz qui pourrait être quatre fois plus important que celui de Frigg, et par Statoil, sur le « périmètre doré » — de réserves de périole et de gaz de l'undre de perrole et de gaz de l'ordre de i miliard de baris (1) laissent penser que l'avenir énergétique du royaume est déjà assuré jusqu'à la fin du siècle. Mais il y a de fortes chances qu'il dure blen au-delà. La prospection dans ce secteur de la mer du Nord ne fait que commencer. Moins de 250 forages y ont été effectués (contre plus de 1000 dans la partie britannique). Cette année, l'exploration va d'allieurs être accilérée (35 forages contre 22 l'an passé). Mais, surtout, le Parlement a autorisé que débute cet été la recherche au nord du 62° parallèle. Les pêcheurs et les défenseurs de l'environnement — hostiles à une activité dans leur zone de travail — ont tenté de tirer prétexte de l'accident d'Ekofisk pour retarder l'échéance. Mais un des rapports préliminaires sur la catastrophe estime que « les analyses des conditions de l'environnement au nord du 62° parallèle indiquent que les zones du nord ne représentent aucun déji iechnologique différent de ceux ren-contrés dans le sud ». Une nou-velle et vaste partie du plateau continentai norvégien va donc désormals être ouverte à la pros-pection. Les découvertes ne man-queront pas de suivre.

loppement pétrolier, la mau-vaise humeur des compagnies pétrolières internationales devant pétrolières internationales devant la voionté gouvernementale de faire passer la fiscalité de 69 % à 82 % et de réduire de douze à six mois l'intervalle entre la ren-trée des profits et le paiement de l'impôt. Certaines sociétés — comme Elf — ont menacé de ne pas mettre en exploitation certains gisements marginanx et ne pas mettre en exploitation certains gisements marginanx, et Mobil a annonos au début du mois de mai ses hésitations devant l'implantation d'une troisième plate-forme de production à Statiford. Mais gageons que ces compagnies — qui, maigré l'alourdissement de la fiscalité, feront encore de beaux bénéfices, en mer du Nord — reviendront sur ces décisions. D'autant que la concurrence des compagnies péconcurrence des compagnies pé-trolières du royaume est main-tenant réche.

tenant réelle.

Quelle que soit la volonté du gouvernement d'Oslo de garder le contrôle de l'exploitation des hydrocarbures, le pétrôle a, bien sur, bouleversé l'économie norvégienne. Il a d'abord permis la création d'activités nouvelles. Les entreprises norvégiennes se sont lancées dans l'aventure sans complexe et ont réussi en dix ans de véritables prouesses technologiques. Le puissant groupe Aker, touché comme beaucoup de ses touché, comme beaucoup de ses concurrents européens, par la crise des chantiers navals, s'est reconverti pour partie dans la conception et la construction de plates-formes pétrolières et d'ins-tallations offshore.

BRUNO DETHOMAS.

Un fidèle allié de l'OTAN qui tient à ses bonnes relations avec l'U.R.S.S.

VEC ses quatre millions d'habitants, une situation géographique stratégique et des ressources naturelles tentantes, quel est le rôle de la Norvège dans l'arène internationale? Elle a choisi son camp au lendemain de la deuxième guerre mondiale : celui des Etats-Unis et de l'OTAN. A l'époque, de nombreux Norvégiens auraient préféré que leur nation s'en tienne à la neutralité. Mais celle-ci était difficile à faire respecter. Le pays venait d'en faire l'expérience.

Depuis, la Norvège est un par-tenaire stable et crédible de l'alliance atiantique. C'est la première constante de sa poli-tique étrangère. Il y en a deux antres : celle du bon voisinage avec l'UR.S.S. et celle appelée la « politique des bases », c'est-à-dire le refus de tout stockage d'armement nucléaire sur le ter-ritoire norvégien et, implicite-ment, celui de bases de troupes étrangères.

Il y a, dans les milieux poli-tiques, un large consensus sur la politique étrangère menée par les De tous les partis politiques représentés à l'Assemblée natioreprésentés à l'Assemblée natio-nale, seul les socialistes de gauche (Sosialistisk Venstreparti,

deux élus) demandent que la Norvège quitte l'OTAN. Cela dit, on trouve aussi des adversaires individuels de l'alliance au sein d'autres partis. Ainsi les organisations de jeunesse du parti social - démocrate (Det Norske Arbeiderparti) et du parti libéral (Venstre) contestent la participation norvégienne à l'OTAN. Les adversaires de l'aliance atlantique parviennent à maintenir un débat politique s'in on sur la question de la participation à l'OTAN du moins sur les différentes décisions prises par elle. Par exemple, le « oui » norvégien à la production et au stationnement en Europe des missiles Cruise et Pershing s'est heurté à une vague de protestation populaire où les adversaires de l'OTAN ont joué leur rôle. Toujours est-il, selon les sondages, que pour plus de 90 % la population se déclare favorable à l'alliance atlantique. Ce taux varie légèrement d'un sondage à l'autre, selon les changements dans le climat international : par exemple, après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, il est de venu plus élevé.

L'année dernière, le gouvernement a donné son accord pour le stockage « à l'avance » en Norvège de matériel de guerre lourd des-tiné aux forces alliées qui doivent, le cas échéant, venir renforcer l'armée norvégienne. Cette mesure préventive semble avoir été consi-dérée par la grande majorité des Norvégiens comme découlant logi-

quement de la participation du pays à l'OTAN. En revanche, il en fut autrement, lorsque, en 1977, le public fut informé, par la publica-tion dans la presse, du contenu de quelques rapports confidentiels sur les délibérations qui avaient about, plusieurs années plus tôt, à l'ina-tallation du sysème de navigation plusieurs années plus tot, a l'ins-taliation du système de navigation. Loran C/Omega en Norvège. Il fut établi que le gouvernement de l'époque devait savoir que les sta-tions de sondage crées par ce système pourraient servir à des sous-marins nucléaires. Aux yeux de certains cels équivaleit à sous-marins nucléaires. Aux yeux de certains, ceia équivalait à renoncer de facto au principe de la «politique des bases», et cela sans aucune discussion publique préalable. L'affaire provoqua un important débat sur la responsabilité et la crédibilité du gouvernement en question et de ceux qui lui avalent succédé. L'Assemblée nationale, qui aurait pu saisir l'occasion pour examiner cette blee nationale, qui aurait pu saisir l'occasion pour examiner cette affaire, y renonça en fin de compte. Sans doute parce que la majorité de l'opposition partageait le point de vue du gouvernement sur le système de navigation Loran C/Omega et sur la nécessité de soustraire à tout débet public des guestions trudébat public des questions chant à la sécurité nationale.

L'affaire montre bien la sensibilité manifestée en Norvège à
tout ce qui peut donner l'impression d'une remise en cause des
principes essentiels des relations
avec l'extérieur, définis, semblet-il, une fois pour toutes. L'équilibre des intérêts nationaux
serait-il si précaire? Quoi qu'il
en soit, les autorités — et pas
seulement elles — estiment qu'il
est primordial pour le bien de la
Norvège d'éviter qu'une volonté
extérieure puisse s'imposer au
pays et de garder la possibilité
d'un libre choix dans la mesure
du possible. Il n'est que trop évident que les conditions qui permettent un libre choix à la Norvège peuvent disparaître. D'où,
probablement, une certaine réticence des autorités à évoquer
publiquement les options stratègiques du pays.

La crise de configure que le

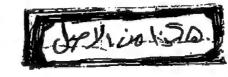
La crise de confience qui se dessine entre les Etate-Unis et l'Europe occidentale, telle que l'on peut l'entrevoir actuellement, place la Norvège dans une situation délicate. Sa dépendance des Etats-Unis, pour des raisons de sécurité, la pousse vers une situation délicate. Sa dépendance des Etats-Unis, pour des raisons de sécurité, la pousse vers une stysuité transatiantique, tandis que ses goûts politiques vont plutôt dans le sens des raisonnements ouest - européens. Si l'alliance atlantique devait se monirer mai adaptée aux réalités des années 30, la diplomatie norvégienne serait alors mise à rude épreuve,

Le fait que la Norvège ne soit pas devenue membre de la Communauté économique européenne tient plus à des facteurs économiques et à des considérations de politique intérieure qu'à une réflexion sur la situation internationale. Au moment du référendum sur le problème de l'adhésion au Marché commun en 1972, la médiance à l'égard des décisions collectives en matière économique l'avait emporté sur la perspective d'appartenir à une la perspective d'appartenir à une entité politique et régionale.

CATHERINE LOCHSTOER.

(Lire la suite page 12.)





CES IDÉES ONT ÉTÉ TRANSFORMÉES EN SYSTÈMES D'ORDINATEURS

NORD

PAR LE CONSTRUCTEUR NORSK DATA

NORSK DATA fut créé en 1967. Depuis, la Société réalise des bénéfices re année. En 1979 la Société a présenté le meilleur résultat financier ipuis sa création, et elle a des filiales en Allemagne fédérale, au Danemark, aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Suède. Les actions de NORSK DATA sont négociées quotidiennement à la Bourse d'Oslo et, depuis le début de l'année, la valeur d'achat a doublé.

NORSK DATA - FRANCE a été la première filiale créée à l'étranger au début de 1975. Elle a aujourd'hui 55 employés. Depuis sa création, NORSK DATA - FRANCE a réalisé près de 20 % du C.A. consolidé du groupe.

> Si vous désirez en savoir plus sur notre société n'hésitex pas à nous contacter.



NORSK DATA

«Le Brévent» Avenue da Jurg 01210 Ferasy-Voltaire Tél.: (50) 40-85-76

120, Bureaux de la Colline Tel.: (1) 602-33-66

NORD - UNE ALTERNATIVE A ÉTUDIER

Il faut être norvégien pour vendre 3 millions de voitures aux japonais.

Même s'il ne s'agit que de voitures miniatures, c'est un bon exemple de l'initiative norvégienne. La Norvège en un pays où l'on rencontre de telles surprises et, en tant que principale banque commerciale. nous sommes au courant de tout ce qui se passe du point de vue financier dans le commerce norvégien. Notre Service Etranger est votre voie d'accès à la Norvège. Adressez-vous à nous. C'est à nous de vous donner la réponse.





Kirkegt. 21, Oslo 1, Norvège - Tel.: 48 10 50 Telex: 18175 DnC n Télégramme: CREDITBANK

■ Supplément Norvège

L'écologie prend la relève de l'idéologie

KLA fait maintenant quarante-cinq ans que le parti travaliliste est la force dominante en Norvège. Quarante-cinq ans que, mise à part une période « bourgeoise», de 1965 à 1971, il dirige les affaires. Avec 42,3 % des auffrages et soisante-seize sièges obtenus en 1977, il reste largement en tête du « hit-parade». Près d'un demi-siècle, cela suffit pour imprimer une marque, pour changer une société quand on a décidé de le faire. Le parti travailliste a si bien réussi qu'il donne parfois l'impression d'avoir peu de choses à proposer. Eternel problème des réformateurs qui ont accompli leur besogne et qui, pourtant, continnent, puisque c'est leur raison d'être, de vouloir être réformateurs.

POLITIQUE

Dans le paysage politique, les sociaux-démocrates occupent une place de choix. A gauche, jusqu'à présent, personne ne leur dispute la préeminence.

Dans cette société socia-liste, 53 % des familles pos-sèdent leur appartement et, plus souvent encore, leur maison. Le système, que ses détracteurs appellent l'« Etat-providence», permet à chacun de se soigner quand il est malade et de ne pas mourir dans le dénuement, d'édu-

quer ses enfants sans avoir à payer une fortune. Ce système s'est imposé dans un pays où, il n'y a pas si longtemps, des dizaines de milliers de personnes moururent de famine. Personne n'oserait envisager de le remettre sérieusement en cause. La libération de la faim et de la maisdie sont des acquis, comme le sont la semaine de travail de trente-sept heures, le mois annuel de congès payés, la retraite à soirante-sept ans, dont les bénéficiaires touchent en général les deux tiers de ce qu'ils gagnaient quand ils étaient en gagnaient quand ils étaient en activité. Autre résultat appré-ciable de la venue des travaillistes ciable de la venue des travaillistes au pouvoir : ll n'y a guère de désaccords dans le pays sur les orientations de la politique étrangère (sauf pour ce qui fut de l'adhésion à la CEE). Les sociaux-démocrates ont aussi été servis par une conjoncture économique exceptionnelle, grâce à l'abondance et à la découverte du pétrole. La Norvège est peutêtre le seul pays occidental dans lequel il n'y a pas eu encore véritablement de problème de chômage (officiellement moins de vingt mille personnes, soit 1,4% de la population active, sont sans emploi). Mais les subventions gouvernementales maintiennent a.

La pratique de l'alternance

P OUR en arriver là, il n'a pas fallu supprimer, même temporairement, la liberté des exploiteurs a, fusiller des opposants, museler la presse, décrèter que le parti social-démocrate devait être au pouvoir pour toujours pulsqu'une société inégalée et inégalable reposait sur lui. Il n'a pas fait des syndicats sa courroie de transmission. Certains ont même parfois l'impression que le parti serait la courroie de transmission des syndicats. Il cède la place aux « bourgeois » quand les électeurs ne lui donnent pes le quitus.

Le parti travailliste est flanqué

ne fui donnent pas le quitus.

Le parti travailliste est flanqué
par le parti aoctaliste de gauche
(4.2 % des voix, deux députés en
1977), qui conteste la grande force
voisine trop hien établie à son
gré, lui reprochant de « gérer le
capitalisme» et d'avoir adhéré à
1077AN Ce parti a une andience toujours durable dans les eux intellectuels. Dans la égislature actuelle, il permet en rénéral au parti travailliste de

mune avec l'autre branche du mouvement ouvrier.

Les partis non socialistes qui sont actuellement représentés au Parlement rêvent toujours de constituer à nouveau la majorité de rechange. Encore faudrait-il qu'ils s'entendent. Le parti libéral a la nostalgie du temps d'après la première guerre mondisile, quand il était la première formation politique. Sa place est dérisoire (3,2 % des voix, deux sièges en 1977). Il se scinde en deux lors du référendum sur l'Europe. La branche dite de gauche a disparu de la scène. L'autre branche fait de la figuration. Encore l'un de ses deux parlementaires doit-il son élection à l'aumône d'un de ses anciens partenaires de la coajition bourgeoise qui le plaça sur ses listes.

Le parti du centre (3,6 % des voix, 12 députés) quête vainement une clientèle nouvelle. Il a gardé les habitudes prises au temps où il s'appelait « agrarien »: il apparaît comme le défenseur de la paysannerie. Sachant que l'évolution de la société le condamnent, il a changé d'étiquette pour tenter de recueillir des suffrages dans les agglomérations urbaines. Il a élergi son horizon, mais a continué de soui-frir de l'érosion. Il se dit plus intéressé que les autres par la décentralisation, mais revient tonjours à ses premières amours et se préoccupe surtout du développement des districts ruraux. Il

décentralisation, mais revient toujours à ses premières amours et
se préoccupe surtout du développement des districts ruraux. Il
insiste sur ce qui le distingue des
conservateurs. Il a plus de mal à
se démarquer de l'autre partenaire,
les chrétiens populaires.
Cunieux parti pour un étranger que celui des chrétiens populaires (12,4 % des suffrages,
22 députés). Il ne ressemble
nullement aux démocrates
chrétiens du reste de l'Europe. Il
incarne, mieux que toute autre
organisation, une sorte de puritanisme qui imprègne la société.
Il n'étonne nullement en ce pays
dont la Constitution dit que « la
religion évangélique luthérienne
demeure la religion officielle de
l'Etat » et que « les habitants qui
appartiennent à cette conjession
sont lenus d'élever leurs enfants
dans la même religion».
En bref, les chrétiens populaires se sont donné pour
mission de dresser un rempart
dans la même religion ».
En bref, les chrétiens populaires se sont donné pour
mission de dresser un rempart
contre l'abus du same, contre
l'alcod et le testec. Leur combat
ne paraît en rien ridicule sux
Nouvégiens et il faut coire que
ce parti répond à un besoin puisqu'il constitue la truisième force
du pays.
Reste le deunier — mais le pius

du pays.

Reste le déunier — mais le pius important — membre du groupe « bourgeois », le parti conservateur (24,8 % des suffrages, 41 sièges). Il inquiète ses partenaires parce que lui sent a grandi ces dernières années. De pius, il doit sa progression aux jeunes électeurs. Comment l'expliquer? Par un

contre.

temps-ci en faveur des conserva-teurs? Sans doute. Par la per-sonnalité assez attrayante du leader de ce parti, M. Jo Benkow? Incontestablement. Par la nêces-sité ressentie de renvoyer le pen-dule sans trop de risques? C'est sur. Les conservateurs affirment qu'ils ne détruiront pas ce qui a été fait en un demi-stècle. C'est une assurance pour ceux qui cri-

été fait en un demi-siècle. C'est une essurance pour ceux qui cri-tiquent les cabus » mais ne vou-draient pour rien au monde changer le système. Les conservateurs s'engagent sculement, grâce à des retouches, à alièger la buresucratie, à réduire les impôts, dont le montant est en effet très élevé. Pourraient-ils tenir ces engagements? Comment garantiraient-ils la protection sociale en diminuant les revenus de la collectivité et en réduisant l'administration » Le

Et puis, les frontières classiques entire partis et groupes de partis ne permettent pas de savoir qui est peur quoi dans les sébatesqui passionnent le pays. On s'en rendit compte au moment du référendum sur l'adhésion au Marché commun. A gauche, les sociaux-démocrates y étaient en général favorables. Les socialistes de gauches étaient résolument hostiles, parce qu'ils voulaient que les richesses nationales profitent aux Norvégiens. A droite et au centre, les conservateurs étaient pour le « oui » parce que les milieux d'affaires voulaient ouvrir le marché. Les ex-agrariens étaient violemment contre parce que les subventions gouvernementales

permettent de vendre les produits agricoles au tiers de leur coût et, sussi, parce que les pêcheurs redoutsient l'intrusion de parte-naires dans leurs zones. Les chrénaires cens jeuns sones, les chre-tiens populaires se partageaient en deux parts à peu près égales : dans ce parti, les advensaires de la CEE, se méfiaient d'une orga-nisation engendrée par le traité de Rome, ville du papisme — mais ils s'accommodèrent de ces diver-gences. Les libéraux, eux, se scin-dèrent en deux et ils entrèrent en

L'avortement? Les socialistes de gauche sont pour la révolution des moeurs. Les sociaux-démocrates ont fait voter la loi qui libéralise l'avortement : tout comme les conservateurs, ils estiment que ce problème n'est pas une affaire d'Etat. Naturellement, les chrétieux progratiques et avec profisé. tiens populaires et, avec moins de virulence, les centristes sont

Le rythme d'expansion économique et la protection de l'environnement sont devenus, avec l'avortement, le débat essentiel dans un pays qui a découvert du pétrole, qui a par habitant plus d'énergie électrique que l'Amérique et possède une nature d'une grande beauté. Communistes et sociaux - démocrates poussent au développement des ressources développement des ressources pétrollères pour maintenir un pétrolières pour maint en ir un rythme d'expansion élevé et assurer le plein emploi. Pourtant, les sociaux - démocrates se rendent compte qu'il leur faut intégrer les préoccupations écologiques. Les socialistes de gauche militent avec ferveur dans le camp des « verts », où lis retrouvent la plupart des centristes, des chrétiens populaires et ce qui reste des libéraux. De ce côté, on craint que l'extenlaires et ce qui reste des libéraux. De ce côté, un craint que l'extension de la production pétrolière n'anéant la se la pôche. Par malheur, en effet, le pétrole et les poissons fréquentent les mêmes eaux. La catastrophe de la plate-forme Alexander-Kielland leur a donné de bons arguments : il ne faut pas payer le pétrole d'un prix exorbitant — puisque la sécurité n'est pas totale. La mise en valeur des gisements, la construction de nouvelles centrales hydroèlectriques les indignent parelliement car elles

mais ieurs discours sins de l'écho. Besuchung de Norvégiens venlent continuer d'avoir une vie saine dans leur pays de mer et de montagnes. Ils n'ont que l'aire d'un train de vie. Ils bénéfacient d'une confissance que le reste du monde confissance que le reste du monde.

BERNARD FÉRON.





ÉCONOMIE

Préserver l'économie des écueils du changement

(Suite de la page 15.) C'est ainsi qu'Aker H 3, une plate-forme semi-submersible de forage, a été commandée à vingt-huit exemplaires (ce qui est sans doute un record pour un même modèle). Des entre-prises de service (comme les compagnies d'hélicoptères par exemple) ont été créées pour ré-pondre aux exigences des so-ciétés nétrodières

cacinne) on eté creses pour re-pondre aux exigences des so-ciétés pétrolières. Enfin la Norvège a commence à développer des activités en aval. a developper des activités en aval.

C'est a in si q u'un important
complexe pétrochimique (six
usines) a été érigé à Bamble
pour la production principalement, d'éthylène (transformé
notamment en chlorure de
vinyle) de chlore et de soude
canstique et les quatre princi-

Mongstadt — à la production d'ammoniac, de mêthanol et d'éthylène, les quantités restantes étant liquéflées et exportées.

Cette « norvégianisation » des activités pétrolières — expression la plus flagrante d'un nationais pius liagrante d'un hationa-lisme sourcilleux — peut être appréciée en chiffres : près de 60 % du montant des contrats liés à l'exploration et à la pro-duction d'hydrocarbures sont revenus l'an passé à des entre-prises norvégiennes; et quelque trente mille emplois ont été créés dans le socheur. On comprend que C'est 2 in si qu'un important com plexe pétrochimique (aix usines) a été érigé à Bamble pour la production principalement, d'éthylène (transformé notamment et en chlorure de vinyle) de chlore et de soude caustique. Et les quatre principales sociétés norvégiennes du secteur (Statoil, Norsk Hydro, Saga et Duno) omt présenté des projets pour utiliser le gas de Statiford — si la décision est prise de le mener par pipe à l'arditionnels (chantiers navals, papier-carton).

Comme la planche à billets...

MAIS si la Norvège connaît actuellement une situation é nergétique — et un plein emploi — que lui envient tous les pays européens, le pétrole n'a pas eu que des effets positifs sur l'économie. Comme le souligne M. Frederiksen, de la Pédération des industries, « les revenus du pétrole peuvent être aussi dangereux que la planche à billets ».

Désireux de mener une poli-tique anticyclique lors de la crise de 1975, le gouvernement a lar-gement anticipé sur les recettes des gisements de la mer du Nord pour sulventionner les entre-prises en difficulté et maintenir le plein empiol. De plus, cette politique expansionniste (la pro-duction intérieure brute a aug-menté de 1973 à 1977 deux fois plus vite que la moyenpe pour les menté de 1973 à 1977 deux fois plus vite que la moyenne pour les pays de l'O.C.D.R.) a entraîné une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et d'importants glissements de salaires. Il en est résulté une forte dégradation de la compétitivité d'une industrie pouriant lavrement tournée vers pourtant largement tournée vers l'extérieur, du fait de l'étroitesse du marché national. Enfin, le pays s'est fortement endetté à l'étranger (100 milliards de cou-ronnes) (2).

Davanta

de la m

de puissan

en provenant

Le gouvernement s'est donc trouvé dans l'obligation de modifier sa politique. Non sans succès, comme le soulignait récemment l'O.C.D.E. (3): « Sous l'influence de la politique d'un reserrement du crédit et du blocage des revenus et des priz mis en place en septembre 1978 pour quinze mois, la hausse des salaires et des priz a marqué un raientissement qui a ranneé son taux annuel à moins de 5 %. L'amélioration de la compétitivité internationale qui s'en est suvisé, la vigueur de la demande étrangère et l'évolution plus javorable des termes de l'échange ont entraîné une diminution notable du déficit extérieur courant, dont le montant a été d'environ 1 militard de dollars en 1979. »

Mais avec la levée du «gel» des prix et des salaires, le 1 " janvier 1980, le coût de la vie a repris une ascension dont le rythme annuel devrait s'approcher des 10 %, voire les dépasser. Pourtant, l'ensemble des partenaires sociaux reconnaissent qu'il est indispensable de donner aux entreprises les moyens d'affronter la concurrence sur les marchés extérieurs. Ils l'ont prouvé lors de la signature en avril de

l'accord salarial par lequel la confédération des syndicats (L.O.) a accepté que l'augmentation générale des salaires ne soit que de 5,2%. (Il est vrai que pour faciliter la réalisation de cet accord, le gouvernement a décidé de réduire les impôts de 1% et de relever les allocations familiales de 900 couronnes par an et par enfant, ce qui porte la an et par enfant, ce qui porte la hausse moyenne des

Au - delà de cette politique Au della de cette politique des salaires, le gouvernement minoritaire social-démocrate doit veiller à ne pas gonfler la demande malgré des revenus pétroliers qui na cessent de croître (3,8 militards de couronnes en 1978, 6,5 en 1979 et sans doute plus du double en 1980). Il a donc 1978, 6,5 en 1979 et sans doute plus du double en 1980). Il a donc annoncé sa volonté de réduire ses aides sélectives aux secteurs en difficulté; la subvention aux chantiers navals sera pratique-ment supprimée en 1980. C'est d'ailleurs ce que recommandait l'O.C.D.E., fortement influencée il act vest par la modèle somemieure PO.C.D.E., fortement influencée il est vrai par le modèle économique dominant en Europe: « La poitique d'aide à l'industrie n'a pas été suffisamment modifiée. Elle a contribué à maintenir l'emplot à un niveau élevé, mais au prix d'un ralentissement de l'adaptation de l'industrie norvégienne au changement des conditions du marché. De ce fait, la progression de la productivité, fondement de la

progression des gains réels a été extrêmement jaible, voire nulle ces dernières années. » Dans un premier temps, la Norvège va donc s'attacher à rembourser sa dette extérieure.

Mais les pouvoirs publics vont aussi avoir à faire face à la montée d'un conservatisme virulent qui, fort de ce premier recul de l'interventionnisme d'Etat, espère bien obtenir un plus grand libé-ralisme économique et un allége-ment de la fiscalité.

ment de la fiscalité.

«L'économie n'est qu'un moyen »,
rappelle M. Kleppe, comme pour
mieux souligner que cette évidence
a peut-être été oubliée aillieurs.
Mais, alors que les élections se
rapprochent, et malgré l'argent
tiré des ventes du pétrole et du
gas, les sociaux-démocrates norvégiens doivent se demander s'il
est réellement possible de se végiens doivent se demander s'îl est réellement possible de se débarrasser des canards boiteux de l'industrie traditionnelle, d'accroître la compétitivité des entreprises, d'éviter le chômage et de mener à nouveau une politique anticyclique pour éviter autant que faire se peut les bourrasques qui frappent les grands partenaires commerciaux du royaume.

BRUNO DETHOMAS.

Le coût de l'énergie

Mieux éviter d'aborder actuellement avec le patronat norvégien, c'est ceiui du coût de l'énergie. Relativement pauvre en matières premières, la Norvège a pourtant développé, grâce à l'abondance de ses ressources en énergie une industrie des ferro-alliages et des métaux non ferreux fondée sur l'électricité. ferreux fondée sur l'électricité.
Cela a permis à ce petit royaume
d'être un des quatre grands producteurs mondiaux de titane, le
trossième producteur mondial de
ferrosilicium, le sixième d'aluminium et l'un des tout premiers
de magnésium. Tout cela grâce à
une hydro-électricité qui fournit
chaque année à ces industries les
kilowatts-heures nécessaires à des

prix unitaires variant de 3,1 à 13,7 ore (2,6 à 11,4 centimes) selon que ces sociétés possèdent ou non leur propre centrale électrique (ce qui est le cas pour 43 % d'entre elles). A cela s'ajoute propre de 1 ore une taxe de l'ordre de 1 cre (15 pour l'aluminium). Globale-ment, l'électricité intervient pour un tiens dans le prix de revient de ces industries.

par le ministère de l'énergie et remis cet hiver au Storting, estime qu'a une augmentation sensible des priz de l'électricité au cours des quatre à cinq prochaines années est nécessaire pour les rumener au niveau des coûts socio-économiques de développement de l'énergie supplémentaire et pour encourager un meilleur emploi des ressources s. Une contagion de cette théorie de la vente de l'électricité au coût marginal mise au point en France par les mathématiciens d'EDF et qui gagne le monde entier. Le gouvernement aimerait entier. Le gouvernement aimerait donc augmenter chaque aunée les prix de 5 % au-dessus du taux moyen de l'inflation.

Le patronat fait valoir qu'une telle mesure porterait un préjudice grave à la survie économique d'une industrie qui, avec celle du traitement du bois, représente environ 40 % des exportations norvégiennes de matières premières (pétrole exclu). De plus, une telle politique paraît contradictoire avec la volonté exprimée par l'ensemble des milieux socio-èconomiques d'accroître la compétitivité du secteur non pétropétitivité du secteur non pétro-lier. Enfin, les entreprises mettent dans la balance la suppression possible d'emplois dans ce secteur qui utilise 3 % du total de la main - d'œuvre industrielle du pays. Une menace non négligeable lorsqu'on sait que vingt-cinq ag-giomérations, situées le plus sou-vent sur la côte ouest, dependent à 100 % du secteur métallurgique. Mais ces remarques sont faites « mezzo voce », tant les résultats financiers de ce secteur ont été brillants en 1979. Le groupe pu-hilc Aardal Og Sunndal a même versé un dividende de 7 % à l'Etat cette année.

Produire davantage d'électricité

Le ministère de l'énergie n'en estime pas moins nécessaire d'adapter le royaume à cette époque d'énergie chère. Pour répondre à la demande, la capacité de production électrique devra passer de 80 à 94 millions de kWh d'ici à 1985 et à queique 106 millions en 1990. Une tâche peu facile quand on connaît l'opposition croissante et violente des écologistes à l'aménagement des rivières (symbolisée à l'automne dernier par une campagne contre la construction d'une centrale sur la rivière Alta au nord du pays et qui risque de reprendre cet été). De plus, un investissement de 40 milliards de couronnes sera nécessaire à un tel développement.

ment.

Le principe a donc été accepté par tous, y compris les industriels, de la nécessité de facturer au coût marginal les nouveaux approvisionnements. Mais le patronat se bat pour n'avoir pas payer plus cher l'électricité produite par des installations déjà existantes. Le Storting devra donc trancher. Malgré d'importantes ressources hydro-électriques et des réserves d'hydrocarbures de plus de 5 milliards de tonnes d'équivalent pêtrole, la Norvège, on le voit, n'est pas totalement à l'abri des difficultés énergétiques que connaît le monde industrialisé.

B, p.

Statoil, la «reine» du pétrole

A voienté, sans cesse expri-mée par les Norvégiens, de conserver le contrôle absolu du développement de leurs eses pétrollères les a amenés blen vite à la conclusion qu'il était nécessaire de disposer d'une société nationale pour connaître « de l'intérieur » l'activitá des compagnies Internatiodu rovaume.

li y avait bien Norsk Hydro. premier groupe norvégien par son chiffre d'affaires, engagé dès 1963 dans l'aventure de la mer du Nord et dont l'Etat détient 51,33 % du capital. Mals cette société comprend de nombreux actionnaires privés dont près de quarante mille (34,13 % des paris) à l'étranger. De plus, le groupe, qui existe depuis le début du siècle, a toujours eu une « mentailté privée ». affirme-t-on à Oslo. La crain étalt grande de voir Norsk Hydro se transformer en une nouvelle « sœur » (allusion aux grandes compagnies internationale sonne ne proposa donc de confier à ce groupe un rôle d'« œil d'Oslo » dans les activités de la

mer du Nord.

La nécessité d'une prise de participation directe de l'État apparut dès 1968, et en 1969, lors de l'attribution de nouveaux périmètres d'exploration, le principe en fut acquis, le gouvernement s'octroyant entre 5 et 36 % sur chacun des « blocks ». Créer une sation nouvelle et permanente chargée de gérer ces participations s'imposa donc natu-rellement. Ce fut chose faite après un vote unanime du Parie-ment le 14 juin 1972. Trois mois plus tard, le gouvernement d'Oslo établissait une entreprise d'Etat

— Statoli — avec pour but

soit par elle-même, soit en participation ou en coopération avec d'autres compagnies, de mener à bien l'exploration, la production, le transport, le ratil-nage et la distribution de produits pétrollers, aussi bien que d'autres activités en relation rai-

sonnable evec les précédentes ». Quant au « contrôle démocratique », il est assuré par le miactionnaire de Statoli, - par le conseil de direction, composé de sept membres dont deux sont élus parmi les employés, enfin par le Storting, auquel doit être soumis chaque année un rapport sur les projets et la politique financière de la société.

En sept ans, la place prise par Statoil en mer du Nord comme dans l'économie norvégienne est impressionnante. Dans la phase d'investissement, Sta-toil coûtait encore un peu d'aren exploitation, à la fin de 1979,

du gisement de Strafford, l'année 1980 devrait être la première où la compagnie disposera de pêtrole en propre (elle reçoit depuis 1978 plus de 2 millions de tonnes de brut comme royalties). Et dès 1983 sa part sur la production de la zone norvégie pourrait atteindre 10 millions de

L'avenir est conc assuré: depuls 1974, Statoil dispose d'une participation de 50 % sur chacun des périmètres d'exploration attribués (avec la possibilité de porter cette part à 75 %). Les - blocks - les plus prometteurs, comme le « Golden Block », îui sont alloués d'office. Depuis 1975, Statoil est même devenu opéra-teur sur certains périmètres (y compris pour les premiers fora-ges au nord du 62° paralible) que — comme cela est d'usage dans les pays producteurs de pétrole - la société est exemplée des coûts d'exploration et ne paie cas de développement de décou-

M AIS le groupe ne s'est pas contenté de ces activités d'exploration ; il s'intéresse aussi au transport (prise de participation dans les gazoducs et les oléoducs en mer du Norc), au raffinage (30 % de la société Rafinor, qui exploite la raffinerie de Mongstad au nord de Bergen), à la distribution, grâce à Norol - une société qui couvre 25 % du marché Intérieur, - et, bien sur, à la pétrochimie (participa-tion de 33 % dans le complexe de production d'éthylène de Bamble et d'importants projets quant à l'utilisation du gaz de

Tent d'appétit ne suscite pas que de l'enthouslasme : les compagnies internationales disent parrapide, et les autres sociétés nonvéglennes la pensant sans doute. Les banques estiment aujourd'hui que, sur les 115 milliards de couronnes de bénéfice net que retireront les compagnies en mer du Nord, plus de 25 % iront à la société d'Etat (30 milliards).

Les Norvégiens ne redoutent pourtant pes la taille d'une société qui dépassera blentôt en chiffre d'affaires le groupe Norsk Hydro. « C'est une exceliente base pour l'avenir », souli-gne M. Kleppe, le ministre du pian, qui rappelle qu'en Norvège la contrôle parlementaire est effectif. Rien à craindre, donc, si ce n'est la fuite des mellleurs éléments vers les sociétés privées, tageux. Une difficulté réelle dans un petit pays où les bons ingénieurs pétroliers ne sont pas si

La Société Générale à Oslo.

Kongensgate, 9.

A Oslo, les représentants de la Société Générale, dont la compétence territoriale s'étend à la Norvège et au Danemark, vous accueilleront, vous assisteront dans vos démarches, la négociation de vos contrats et la rédaction des clauses financières.

Les spécialistes de son bureau de représentation de Stockholm vous aideront également en Suède et en Finlande.



SOCIETE GENERALE Banque française et internationale.

Direction Internationale: 29, Bd Haussmann 75009 Paris Tél. 298.33.43/298.26.43/298.21.93

Bureau de Représentation en Norvège : Kongensgate, 9. BP 17 - Sentrum. Oslo 1 Tél. 19.47.220.51.30 Télex 18354 Représentant : M. Gérard Pignatel

TOTAL sait le faire.

TOTAL

sait exécuter, en toute sécurité, tous les forages dans des conditions les plus difficiles:

dans les grands fonds,

dans les gisements à haute pression,

• dans les environnements les plus hostiles.

TOTAL

sait poser et souder des pipes sous-marins grâce à des technologies nouvelles utilisables jusqu'à 1000 mètres de profondeur.

TOTAL

sait concevoir, construire, "manager" les gisements de pétrole et de gaz dans toutes les régions du monde, pour son compte ou celui des pays producteurs.

TOTAL

aujourd'hui sait produire, traiter, stocker, transporter tous les hydrocarbures gazeux sur terre ou sur mer.

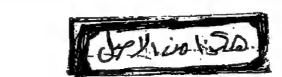
TOTAL

demain transportera l'énergie électrique produite en mer par des centrales thermiques alimentées au gaz des gisements offshore.

TOTAL EST PRÊT A PARTICIPER A L'AVENTURE OFFSHORE DANS LE GRAND NORD NORVEGIEN!

TOTAL

TOTAL Marine Norsk A/S Nansens Plass 7 - Oslo E. - Norvège





DIPLOMATIE

Un fidèle allié de l'OTAN qui tient à ses bonnes relations avec l'U.R.S.S.

(Suite de la page 15.) Aujourd'hui, pour plus des trois quarts, le population approuve le choix négatif fait en 1972 par choix negatit lait en 1912 par 53 % des votants. Les Norvégiens tlement compte, à la fois, du peu de poids de leur petit pays et des dangers éventuels inhérents des dangers eventuels inherents à l'harinonisation de la politique agricole et de la pêche en particulier; en même temps, ils ne sont guère tentés par les difficultés manifestes qu'éprouve la Communauté pour parvenir à une véritable harmonisation dans bien véritable harmonisation dans bien des domaines. Le problème de la possibilité d'une adhésion future n'est même pas un thême de discussion politique, bien que les relations commerciales avec la C.E.E. soient de plus en plus importantes et qu'elles ne soient pas moindres que celles entretenues avec les pays de l'A.E.L.E. L'idée d'une coopération écononues avec les pays de l'A.E.I.R.

L'idée d'une coopération économique nordique plus étroite s'est
manifestée à plusieurs reprises
dans la région. Un projet d'union
économique, nommé Nordek, avait
échoué dans les années 60, en
grande partie par manque de
complémentarité des différentes
économies nationales. Les ressources énergétiques de la Norvèxe découvertes et mises en vège découvertes et mises en ceuvre depuis pourraient être un élément prometteur d'une nou-velle coopération dans le domaine industriel. La Norvège accorde aux relations avec les autres pays

aux relations avec les autres pays nordiques une très grande impor-tance, au point que la politique nordique est regardée comme faisant partie de sa politique intérieure. La neutralité suédoise et l'adhésion danoise au Marché commun n'y changent rien.
Les Norvégiens suivent généralement d'un œil particulièrement
attentif leur grand voisin de l'Est. L'existence de la puissante base maritime soviétique dans la presqu'ile de Kola et la frontière presqu'ile de Kola et la frontière commune y contribuent. Il y a là effectivement, mat lère à réflexion sur les conséquences que ce voisinage pourrait avoir dans le cas d'un conflit international pour ce pays situé sur le flanc nord de l'OTAN. Les relations entre la Norvège et l'Union soviétique sont généralement bonnes. Leurs intérêts se croisent principalement dans la mer de Barents dans l'océan Glacial Arctique et dans l'archipel du Svalbard, que l'on appelle communément archi-

L es négociations entre la Nor-vège et l'U.R.S.S. sur la délimitation du plateau contidélimitation du plateau continental dans la mer de Barenta,
supposée riche en ressources minérales, ont repris cette année pour
la première fois depuis 1976. Un
accord devra être conclu également en ce qui concerne la pêche.
En attendant, les droits de pêche
sont exercés dans les eaux contestées selon un accord concernant
une « zone grise » établie temporairement. Les négociations progressent très lentement, si tant
est qu'elles progressent. Du côté
norvègien, on considère qu'il ne
servirait probablement à rien de
vouloir obtenir une solution à tout
prix. La patience, estime-t-on, est
l'arme la mieux appropriée à la
situation, même s'il est essentiel
pour les intérêts globaux de la
Norvège q u' u n e solution intervienne dans cette région, dont
l'importance économique et stratégique est de plus en plus évidente.

dente.

Le litige entre l'Union soviétique et la Norvège porte sur la
méthode à suivre pour un partage
équitable du plateau continental.

La Norvège demande que soit
appliqué le principe de l'équidistance (établissement d'une ligne
médiane calculée selon la distance des cêtes respectives). L'anmédiane calculée selon la dis-tance des côtes respectives). L'ap-plication de ce principe dans la mer du Nord a eu des résultats très positifs pour la Norvège. L'Union soviétique, de son côté, souhaite l'application du principe dit de la « ligne de secteur » (1) qui, repoussant la frontière plus à l'ouest, lui donnerait une plus grande étendue de la mer de Barents.

Barents.

La Norvège ne cède pas, jusqu'ici, sur le principe de l'équidistance, qu'elle entend bien voir appliquer aussi dans ses négociations avec d'autres pays. Les autorités soviétiques commencent à manifester une certaine impatience : l'exploration des ressources du plateau continental dans la sone contestée ne peut

pel du Spitzberg en Occident, selon le nom de la plus grande des fles. Situé entre les 74° et 81° parallèles au nond-ouest de la Norvège, le Spitzberg fait par-

La délimitation des plateaux continentaux

commencer avant la signature d'un accord définitif. Aussi, le gouvernement norvégien avait-il espéré que les négociations pour-raient enfin progresser; il ne semble pas qu'il en soit ainsi. espéré que les négociations pourraient enfin prograsser; il ne
semble pas qu'il en soit ainsi.

Pendant que se poursuivent ces
négociations intermittentes avec
l'URSS. la Norvège doit faire
face à des problèmes similaires
dans les eaux qui séparent l'île
Jan-Mayen, possession norvégienne, de l'islande et du Groenland (lequel jouit d'une autonomie in ter ne au sein du
ruyaume du Danemark, qui garde
la tutelle de la poittique étrangère). Dans les deux cas, la Norvège préconise l'application du
principe de l'équidistance pour le
partage du plateau continental,
et dans le cas du Groenland,
également pour la délimitation
des zones de pêche. La Norvège
a accordé à l'islande une situation privilégiée en ce qui concerne
la pêche, jugée particulièrement
importante pour l'économie islandaise. Selon certains commentateurs norvégiens, la bienvelilance
norvégienne à l'égard des Islandais pourrait s'expliquer par la
crainte de susciter en Islande des
sentiments hostiles à l'OTAN, si
l'attitude de la Norvège était plus
dure. Or la base américaine, à
Keflavik, en I s l'a n de, est d'une
grande importance pour la défense
de cette région, et partant pour
la Norvège. D'où, selon des commeniateurs, la nécessité de garder de bonnes relations avec la
population islandaise. Mais Il ne
fait pas de doute non plus que
la Norvège attribue tout simplement de l'importance à ses relations avec l'Islande parce que les
deux pays part agent tout un
patrimoine culturel. Il n'en est
pas moins vrai aussi qu'en ce qui
concerne la délimitation du plateau continental entre l'Islande
et l'Ile Jan-Mayen il sera difficile à la Norvège de céder sur le
principe de l'équidistance : cela
en raison de ses négociations avec
l'Union soviétique et de celles à
venir avec le Danemark et, indi-

rectement, avec le Marché com-mun, sur le partage du plateau continental et des zones de pêche antre la côte est du Groenland et l'île Jan-Mayen. Certains Nor-végiens critiquent d'ailleurs le fait une leur convergement insiste que le ur gouvernement insiste pour faire valoir ses droits autour pour laire valoir ses draits autour de cette île pour mener une poli-tique que d'a u c u n a qualifient d'impérialiste, arguant que l'île de Jan-Mayen n'est pas habitée, qu'il n'y a là qu'une station météoro-logique et que personne ne pour-rait y vivre.

Il y a aussi le problème du Spitzberg. La Norvège a établi autour de l'archipel une sone dite autour de l'archipel une sone dite de « protection du poisson », contestée par l'Islande et non respectée par l'Union soviétique. L'UR.S.S. est établie de manière parfaitement légitime au Spitzberg et y déploie une activité minière importante. Mais, à plusieurs reprises, les Norvégiens ont été fondes à croire qu'elle y a mené aussi des activités non prévues par le traité de 1925, ce qui a provoqué quelques incidents diplomatiques. Le traité établit que le Spitzberg ne doit pas être utilisé à des fins militaires, au demeurant, lors de l'adhésion de la Norvège à l'OTAN, le gouvernement d'Oslo a fait savoir à celui de Moscou que l'archipel ne servirait d'appui m'ilitaire à l'alliance atlantique qu'en cas de guerre. atlantique qu'en cas de guerre.

Il ne fait pas de doute que toutes ces régions du Nord vont encore pendant longtemps être un sujet de préoccupation pour les autorités nouvéglennes. Trop de facteurs y sont inconnus pour qu'il soit possible, dès à présent, de mesurer leur importance réelle, surtout en ce qui concerne les données économiques. Les négociations internationales concerne les données économiques.

Les négociations internationales sur le droit de la mer infinement déjà la politique norvégienne. La Norvège s'y est fortement engagée tant en raison de son expérience considérable en la matière qu'en raison du grand interêt économique pour le pays des différents problèmes examinés : protection des ressources de poisson, définition de critères pour déterminer l'étendue d'un plateau continental, la pollution de la mer ou l'établissement de règles de navigation dans des régions particulièrement vulnérables, comme celles couvertes par la glace. Dans tous ces cas, la Norvège insiste, avec le

poids d'une grande puissance, sur le droit au contrôle national de ses ressources. Dans d'autres cas, sa position est heancoup plus faible, par exemple en ce qui concerne l'activité minière dans les eaux de grande profondeur. En tant que petit pays, elle n'en maîtrise pas la technologie et favorise donc l'établissement d'un règime applicable aux grands fonds marins au-deià des juridictions nationales. Elle estime que

En matière d'aide au dévelop-pement, la Norvège est au point de franchir, avec la Suède et les Pays-Bas, le soul de 1 % du produit intérieur brut. Le choir de ses partenaires dans les pays du tiers monde est. parfois controversé sur le plan intérieur ; c'est l'un des rares domaines où controverse sur le pian interseur, c'est l'un des rares domaines où la politique actuelle serait probablement modifiée dans le cas d'un échec électoral de la gauche l'an prochain.

de la solidarité, par exemple, en ce qui concerne l'accès à son marché intérieur.

les ressources que recèlent ces fonds marins doivent être considérées comme l'héritage commun de l'h u ma n'ité et qu'elles ne devraient pas être abandonnées à des sociétés multinationales.

Ces négociations ne sont pas les seules auxquelles la Norvège participe. Elle joue un certain rôle dans les réunions de la CNUCED et de l'ONU, sur côtés des pays du tiers-monde qui réclament un nouvel ordre économique international.

L'aide au fiers-monde

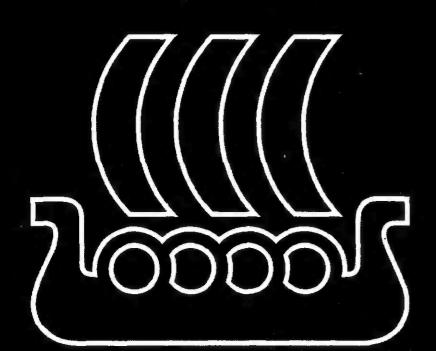
Plusieurs raisons poussent la Norvège à s'engager pour les pays pauvres, notamment le fait que ses intérêts économiques dans le tiers-monde sont minimes et que l'idéologie égalitaire de la social-démocratie alimente la volonté de créer un nouvel équilibre à l'échelle mondiale. La solidarité norvégienne n'a guère été mise à l'épreuve par les faits, puisque les réformes demandées de l'ordre économique mondial tardent à venir. Néarmoins, on peut constater que les effets de la crise économique internationale sur l'économie norvégienne se manifestent déjà par une renonciation à certaines inées pratiques de la solidarité, par exemple, en Plusieurs raisons poussent la

Le Norvège est éloignée des centres de décision parce que c'est un petit pays qui voit les événements de l'extrémité d'un continent. Elle peut se permettre de panier avec la voix de la raison et de la moraie, car elle n'a pas de liens directs avec les problèmes générateurs de confrontation. Elle le fait aussi par inclination naturelle. Il lui arrive pourtant d'être directement

concernée : c'est le cas actuellement dans le sud du Liban, où elle participe aux forces de paix de l'ONU. C'est aussi le cas en de l'ONU. C'est aussi le cas en ce qui concarne la crise internationale de l'énergle : en tant qu'exportateur de pétrole et de gaz, la Norvège a dû faire face aux demandes des autres pays occidentaux. Elle est associée à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) et a donné certaines garanties en ce qui concerne le ravitaillement en cas de crise, garannes en ce qui concerne revisaillement en cas de crise, dont celui de ne participer en aucune manière à l'OPEP. Surtout, elle se sent directement concernée par le refroidissement sensible entre les deux superpuissances. Les allégations faites du côté soviétique, ces derniers mois, seion lesquelles la Norvège serait soumise à une pression croissante des Étate-Unis pour qu'elle abandonne les principes de la politique des bases » l'inquiètent profondément. Un commentateur norvègien a fait observer récemment, après une déclaration agressive à ce sujet de l'agence de presse officielle Tass, que les Soviétiques feraient bien de se rendre compte quels sentiments hostiles de pareils propos suscitent chez les Norvégiens.

CATHERINE LOCHSTOER.

(1) La « ligne de secteur » s'applique uniquement au pôle Nord. Mise au point à la fin du dix-neuvième siècle pour le partage des giaces, cette méthode consiste à tirer un trait du pôle Nord aux poins extrémes de la côte concernée. Les plus avantagés — et donc les partisans les plus fervents de ce mode de calcul — sont le Canada et l'U.B.S.S.



Les Vikings de l'ère du pétrole arrivent de Norsk Hydro

Norsk Hydro est

Le plus grand groupe industriel de Norvège Le plus grand groupe chimique de Scandinavie

Le plus grand groupe pétrochimique de Scandinavie Un groupe aux vastes intérêts internationaux

Nous fabriquons plus de 50 produits et les vendons à travers le monde entier.

Engrais (3)

Ammoniac/Nitrate d'ammoniaque/Engrais complexes/ Nitrate de chaux/Urée

Pétrochimie

Ethylene/Dichlorure d'éthylène/Chlorure de polyvinyle/Propylene/ Chlorure de vinyle

Wir (arokarnurés

Diesel auto/Essence/Huels/ Naphia/Gaz napuel/Petrole brut/Kerosèrie/Coke de

Nitrate d'ammoniaque Emballage/Systèmes de technique/Urée technique/ commande d'instance à usage Méthanol/Gaz industriels/ maritime/Stranfiés/Produits Eau lourde/Nitrate de chaux/ d'ingénierie Chlore/Acide nitraque

Nos bateaux sont chargés de produits dont le monde a besoin.

Grèves et arrestations de syndicalistes

Les limites de la libéralisation au Brésil

U mois de février demier, le gou-A mois de février demier, le gou-vernement du général Figueiredo célébrait son premier anniversaire dans un climat politique assez favorable aux desseins du régime. Le retour des exilés politiques n'avait pas donné une impulsion nouvelle sux protestations publiques mais, au contraire, paraissait avoir accentué la fragmentation de l'opposition provoquée par la réforme des partis politiques et de la législation électorale. Malgré le caractère restrictif de l'amnistie accordée au mois de septembre, les révisions de procès avaient permis de libérer les prisonniers politiques, permettant ainsi au régime de neutraliser le mouvement national en faveur de l'amnistie générale.

gi ara shagasa shacar ni s all grade and the

avec I'U.R.SS

Laide by herry

sings de l'ère

Ocarrivent

e monde et

sk Hydro

Certes, les problèmes économiques s'aggravaient et l'inflation frappait durement la population, mais la division de l'opposition laissait un vide politique dans le pays, et le contrôle de la situation restalt entre les mains du gouvernement. Ce tableau s'altéra de fond en comble lorsque éclata la grève des métallurgistes à Sao-Paulo : pendant quarante et un jours, les travailleurs aliaient paraiyeer les usines du plus grand centre industriei de l'Amérique latine. Ce mouvement une des plus longues actions revendicatives jour nouveau les enjeux de la libéralisation politique en cours dans le pays.

Au Brésil comme ailleurs on établit souvent une corrélation positive entre la mise en pratique d'une politique déflationniste L'histoire brésilienne offre néanmoine une ligne d'interprétation plus cohérente. Il oligarchique rend nécessaire l'existence d'un espace politique minimal où puisse couches dirigeantes; à l'inverse, tout mouvement centralisateur engendre des

Tei fut le cas pendant la dictature de

De fait, les élections de 1974 et 1978 ont constitué une sorte de plébische national contre le régime mals, en même temps, elles ont fait basculer dans l'oppoaition les Etats les plus importants et les plus peuplés du pays, où des sénateurs et des députés du Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.) ont été élus par une au verdict des urnes, on assista à la montée du mouvement ouvrier, à l'organiestion de secteurs divers de la société civile et à la mobilisation de l'épiscopat

prit le plus d'ampleur. L'Etat de Sac-Paulo représente à lui seul 12% de l'économie latino-américaine et 50 % de la production intérieure brute brésillenne. Sur les cinquante premières entreprises du pays, vingt-six ont leu siège à Sao-Paulo, où sont aussi effectuée ilen sur cinq vit dans cet Etat où se ntrent 28 % de la population urbaine et 24 % des votants du pays. Les « pau-listes » détiennent 42 % des automobiles, 85% des camions, mais aussi 45% du tirage des journaux, 48% des livres édités et 45% des diplômés de l'enseignement supérieur brésilien. Ajoutons que l'Etat rassemble 52 % des travallieurs de l'industrie de transformation, 42 % des ou-vriers syndiqués et 40 % des accidents du travail qui se produisent an au Brésil (1).

Faiblesses des partis

M AIS ce géant était microcéphale : contrôle des propriétaires, et, surtout, l'action des leaders populistes urbains amenulsalent le poids politique de cet Etat. De falt, de l'ubuesque Adhemar de Barros au fantaeque Janio Quadros, Sao-Paulo eut affaire à toute une galerie ultations électorales en un spectacle à la fois dérisoire et dramatique. Le perti travailliste de Vagas et Goulant prit des précautions pour réduire l'influence des travailleurs de Sac-Papio au cein du mouvement, et il dota la direction régionale du parti de bureaucratie sans représantativité, aux ordres de la direction nationale, fiet des politiciens de l'Etat cu Rio-Grande-do-Sul. L'histoire du corps social brésilien reste à écrire. Son unifica-tion politique, réalisée par un mélange d'astuce et de violence, retarda jusqu'à nos jours son unité intérieure. Au cours de ces dernières années, le tissu social fut mis à dure épreuve, d'autant que la société a déjà intériorieé le modèle de consommation occidentale, alors qu'elle est encore loin d'en avoir absorbé la

Il en résulte une inadéquation des partis ques, situation qui s'est sensiblement aggravée demièrement en raison de la répression, des disparités sociales et régionales qui se sont creusées dans le pays, mais aussi de la perpétuation de l'élitisme qui a toujours marqué la vie brésilienne. A Sac-Paulo, ces problèmes ressortent avec une acuité

Le P.M.D.B., héritier du M.D.B., est la principale force politique de l'Etat. Ayant obtenu près de cinq millions de voix lors des élections de 1978, le sénateur Franco Montoro, un des notables du parti, est pratiquement certain d'être élu à la têta de l'Etat si les élections de 1982 pour le poste de gouverneur se déroulent au suffrage direct, comme c'était le cas

Vargas, entre 1937 et 1946, tel est encon le cas depuis le coup d'Etat militaire de 1964. En ce sens, la libéralisation politique en cours doit être analysée à partir de la réactivation de la vie politique dans les différents Etats de la fédération.

catholique sux côtés des pauvres et des déshérités.

jusqu'en 1964. Des situations similaires existent dans plusieurs autres Etats de la tédération où des sénateurs du P.M.D.B. sont égelement les mieux placés parmi les candidats au poste de gouverneur. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement, qui vient d'ajourner les élections municipales prévues pour 1980, parle de la tenue de ces élections au conditionnel, espérant ainsi conduire les sénateurs du P.M.D.B. à une attitude prudente à l'égard du régime. Cette manœuvre a bien réussi jusqu'à présent. L'influence des sénateurs pèse sur la direction du parti et conduit l'ensemble du P.M.D.B. à une

C'est pourquoi, passant outre, une partie de l'opposition populaire et démocratique du centre-eud du pays a organisé le Parti des travalileurs qui, eurtout à Sao-Paulo, rassemble des secteurs dynamiques du mouvement ouvrier et l'intelligentsia. C'est tout le drame de l'opposition brésilienne : les résultats inattendus des élections de 1974 et, cans une moindre mesure ceux de 1978, ont amené au Congrès et aux assemblées des États des élus sensiblement plus modérés que leurs bases électorales; alors que la création du parti des travaltieurs, organisation qui ne dispose pas d'assises et qui reste électoralement fragile, galvanise une partie de l'opposition, freinant le renouve structures du P.M.D.B., parti qui continue à disposer d'un potentiel électoral non

On reproche parfois aux leaders ouvriers de Sac-Paulo d'avoir minimisé les tâches d'organisation syndicale pour se lancer dans la constitution d'un parti politique qui, en raison de la législation actuelle, risque d'être électoralement non viable. La question reste pendante, Il n'en demeure pes moins que l'issue défavorable de la grève de Sao-Paulo a démontre, une fois de plus, les dangers de la fragmentation des forces d'opposition. Par JULIA JURUNA

En effet, malgré la préparation méticu-leuse des comités de grève, les métal-turgistes de la zone industrielle de Sac-Paulo n'ont obtenu qu'un soutien limité de la part des autres syndicats. Du reate, les leaders ouvriers de Sac-Paulo re connaissent que, sur les quatre mille aix cente syndicata brésiliens, à peine une cinquantaine possèdent des directions non intéodése au gouvernement.

C'est pourquol l'Eglise a été appelée à jouer un rôle important, aux côtés des intellectuels et d'autres groupes sociaux, dans les comitée de solidarité créée cour soutenir les grévistes. Ce qui no manqua pas de provoquer un affrontement sérieux entre la hiérarchia catholique et le régime. Convaincu que les évêques brésiliens «se conduisent mal », le président Figuelrede compte 30 jule, pour obtenir une certaine neu tralisation de l'action des autorités ecolésiastiques. A l'inverse, les évêques, les relinieux et les laïcs espèrent que la accomplit au Brésil. Tout restant à faire ce sont naturellement les « con de base e qui attirent les efforts des prêtres et des laïcs engagés dans l'action sociale. Mais, à terme, il n'est pas exclu que les difficultés politiques qui paralysent l'opposition donnent lieu à un certain « social-christianisme » qui privilégierait les formes populaires d'entraide et les actions communautaires, en se désintéressant du travail d'organisation politique et de l'action au plan des ins-

ici, comme dans le cas du nouvéau syndicalisme, t'avenir de la démocratie brésitienne repose sur l'aptitude des leadera politiques et des partis à traduire en termes politiques les espoirs et les revendications de secteurs très différents de la société. En cas d'échec, on e'acheminerait vers une fragmentation des forces de l'opposition, situation pleine de rieques dans un pays où la population reste politiquement inorganisée et où les forces conservatrices possèdent un re-

Le « miracle » en miettes

En tout cas, le nouveau paysage eocial brésillen impressionne les milieux d'affaires internationaux. Avant la grève des dockers de Santos et des métallurgistes de Sao-Paulo, une revue financière écrivait déjà, au sujet des premières grandes grèves de 1978 : « [Cas événements] ont réglé la compte de ca qui restalt du « miracia économique » brési en sapant une de ses plus flères suppo sitions, c'est-à-dire l'existence d'une force de trevell soumise et apolitique » (2). On pourrait ajouter que des analystes plus attentifs ont déjà réduit à ses justes proportions l'autre e performance » nomique, obtenue grâce à des méthodes dictatoriales, entre 1988 et 1974. En effet, el l'on examine la croissance brésilienne tout au long de la période de l'après guerre, le « miracle économique » paraît bien moins significatif. Ainsi, entre 1947 et 1961, période pendant laquelle le pays a vécu sous un régime constitutionne raisonnablement démocratique, le produit par an, moyenne égale à celle qui fut observée au cours de la période 1961-1974; entre 1982 et 1967, période qui inclut quatre années de régime militaire, le taux de croissance fut de 3,7 % seulement par an. Dans cet ordre d'idées, la nance » réalisée entre 1988 et 1974, lorsque le taux annuel de croissance atteint 10 %, ne fait que replacer l'économie brésilienne à son pailler historique, c'est-à-dire au niveau de croissance moyen de 7 % l'an observé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De fait, depuis

Inférieur à 7 % l'an (3). D'autres observateurs financiers relèvent à présent les incidences économiques de la lourde « dette sociale » que le régime a contractée à l'égard de la population. Ainsi, la revue Euromoney cite un rapport récent de la Banque mondiale pour remarquer que deux tiers des enfants brésiliens n'ont pas accompli les quatre ou cinq années d'école considérées comme un emploi productif dans les secteurs modernes de l'économie » (4).

1974, le taux de croissance annuel de

l'économie brésilienne est de nouveau

Toutefols, pour l'ensemble des analystes, le fond de l'affaire est l'endetter extérieur du pays. Depuis plusieurs années déjà, le Brésil apparaît comme un des pays les plus boulimiques de crédits sur les marchés financiers occidentaux. En dépit des pronostics pessimistes, il continue à avoir régulièrement accès aux grandes banques commerciales. Celles-ci

dollare qui correspondaient à la dette des pays en voie de développement non producteurs de pétrole en 1970, alors qu'en 1979 elles ont fourni 38 % des 366 mil-

liards de cette dette (5).

est considérable, aussi blen en termes absolus (la dette globale du pays atteint 50 militarda de dollars en 1979, et cette somme devra être remboursée à 70 % avant 1985), qu'en termes relatifs (les bénéfices de la Citicorp en 1979, alors que les opérations aux Etats-Unis ont institution bancaire en cette même année). L'ampleur de ces chiffres ne donne

lienne. Les raisons de ces difficultés sont ont correspondu à 35 % de la valeur des exportations brésiliennes en 1978, tandis que les intérêts de la dette extérieure représentent 66 % de la valeur de ces mêmes exportations. A eux seuls, ces deux postes créent une énorme rigidité dans l'économie du pays. De fait, la balance des paiements courants (balance commercials plus services) a présenté un déficit de 1980, ce déficit doit monter à 9,1 milliards de dollars, selon le gouvernement, à experts européens.

La différence entre ces deux demières estimations tient à la redoutable équation qui enserre les échanges extérieurs du pays : n'ayant pratiquement plus de posautorités escomptent stimuler las expor-tations, mais elles ne peuvent trop compter sur les exportations de produi manufacturés, car l'industrie brésillenne technologie étrangère; c'ast donc sur l'agriculture que comptent surfout les l'agriculture que comptent surtout

Or ce qui fait problème, c'est que l'on lemande à l'agriculture trop de choses à la fois. On attend que le volume physique de la production agricole augmente pour freiner l'inflation; que les exportations agricoles s'accroissent et équilibrent la balance commerciale; que les emplois dans les campagnes se multiplient et diminuent l'exode rural ; que la producti alimentaire s'élargisse afin d'élever indiurbains : enfin, on espère aussi que les cultures de canne à sucre s'étendent pour liennes d'alcool dans le but d'assurer la survie de l'industrie automobile installée dans le pays. Certains de ces objectifs pourront être atteints, mais isolément, il est exclu qu'ils soient tous atteir

De rudes contraintes externes

C E faisceau de circonstances explique les réticences des banquiers internationaux à l'égard de la politique éconodefniers mole. M. Detfilm Neto a feit plusieurs voyages en Europe et aux Etats-Unie, afin de rassurer les principaux créanciers du Brésil, mais il n'est pas parvenu l éliminer toutes les réserves. les milleux financiers occidentaux - ont un besoin désespéré de croire au chant de sirène [qui se dégage] des arguments apaisants de M. Neto, que besucoup d'entre eux probablement ne saisissent pas blen. En réalité, les « propositions » du ministre pour faire face à la plus grave crise économique brésillenne depuis la seconde querre, lorsqu'elles sont analysées solgneusement et objectivement, se réduid'avoir un coup de chance (a hopeful gambie) ». Mais la même revue ajoute ligent pour ne pas réaliser qu'il tient la auté bancaire internationale à la gorge. Les banquiers doivent continuer à prêter de l'argent à ce débiteur gargantuesque ou faire tace à un défaut [de palement] qui pourrait détruire la confiai dens le marché de l'eurodollar » (6).

Il comble que les travailleurs brésiliens soient déjà en train de faire les frais de cette spirale de la terreur banque-routière. Régulièrement, le Brésil capte une part considérable des prêts en eurodéveloppement qui n'appartiennent pas à l'OPEP : 13,4 % du total de cas amprunts en 1977, 15,1 % en 1978, 13 % en 1979 (7). Toutefois, au cours des tout demiers mois, les choses se sont modi-fiées. Déjà, en 1979, c'étaient les banques marché de l'eurodotlar, qui e'étalent portées au secours du gouvernement brésil Par ailleurs, on avait vu se réduire les réserves en devises du Brésil, dont le montant considérable (7,3 milliants de dollars en 1977, 12 milliards de dollars en 1978 et 9,5 milliards en 1979) avait jusqu'alors servi de gage aux nouveaux emprunts. Tout indiquait que le gouvernement rongeait ces réserves pour dis-poser de capitaux qu'il avait des difficultés à se procurer sur le marché financier de 1980, alors même que les banques

japonaises se retiraient du marché de l'eurodollar, on apprenait que l'inflation brésilienne, au lieu de se fixer autour de 45 1/an en 1980, comme le gou-vernament l'avait initialement prévu, allait probablement atteindre 90 1/2 à la fin de l'année. Au moment où le gouvern se montrait incapable d'éviter l'emballeles revendications salariales.

C'est dans ce contexte délicat que fut déclenchée la grève des métallurgis à Sao-Paulo. Les rebondissements de ce confilt ont démontré que Brasilia avait décidé de jouer la carte de l'intransjgeance à l'égard des syndicalistes, faisant pression sur une partie du patronat de Sao-Paulo qui, forte des gains en pro-ductivité, était disposée à négocier avec les travailleurs. L' e émancipation » des patrons, progressistes ou non face au régime est apparue tout à fait dérisoire. On a apercu alors toute l'étendue d'une problématique qu'on voyait sourdre c'epuis quelque temps déjà : Jusqu'aux années récentes, les performances économiques étant assurées et les capiteux Internationaux abondants, le régime a pu se livrer aux pires axcès. Actuellement. alors que les militaires sentent monter le mécontentement de la population et se lancent dans une délicate manœuvre de libéralisation sous contrôle, les contraintes internationales imposées par la dette extérieure pèsent dans le sens d'un

Tei est bien le drame qui, au-deià des différents cycles de l'expansion financière occidentale, frappe sans discontinuité la population bresilienne.

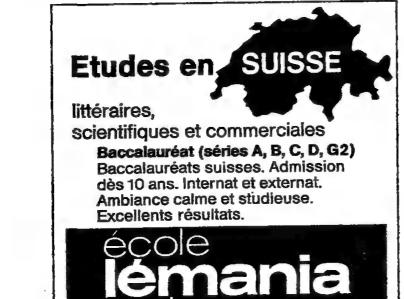
(1) Chiffres pour les années 1974-1976, Anuario Estatistico do Brasil, LB.G.E.,

(2) International Currency Review, no 5, novembre 1979.

(3) Cf. à ce propos J. Serra, « Três teses equivocadas sobre a conexao entre Autoritarismo e Desenvolvimento», Dados, no 28, Elo-de-Janeiro, 1979.

(4) Euromoney, avril 1980. (5) The Economist: « Shifting sands: International banking, a survey », 22-28 mars 1980.

(6) International Currency Review, ibid. (7) World Financial Markets, 16-



3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/20 15 01, Télex 26600

Faut-il confondre l'habitude de l'éternité bourgeoise avec l'intelligence de notre temps? Au sommaire du numéro 2 juillet - goût 1980 :

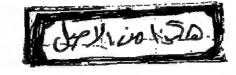
- Aspects contemporains du
- Abécédaire de la nouvelle idéologie française (suite).
- Le discours du pouvoir : les nouveaux croisés.
- Eimestriel en vente dans les klooques ; 27 F Abonnement : 159 F (étranger 180 F)

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENEVE

SUISSE Etablissement médical privé de premier ordre

pour les affections du système nerveux Loc Léman - Tél.: 1941/22/61 15-81 Docteur G. W. Semadeni, médech-directeur Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies Désintaxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique Physiothérapie - Sports.



N 1867, la nation canadienne n'existe pas encore, ni comme fait culturel, ni comme fait litique. La nouvelle Confédération politique. La nouvelle Confédération devait lui donner naissance en rasdevait lui donner naissance en ras-aemblant les peuples des diverses colonies de l'Empire britannique su-tour d'un projet politique intègré en Amérique du Nord. L'Etat fédéral de-vait créer la nation; un nouvel Etat-nation, vaguement bilingue, devait naitre à côté des Etats-Unis, et servir les intérêts de la diplomatie britan-nique.

Au Québec, la nation existe déjà comme fait culturel C'est une société organisée, distincte par la langue, les mœurs, et la religion — les Canadiens — que trouve le conquérant britannique en prenant la place du conquérant pranale eur les riges du pouvoir français sur les rives du Saint-Laurent Cette nation culturelle, à travers les institutions locales que les autorités britanniques devront lui respace québécois comme lleu privi-légié de son avenir et cadre d'une patrie. La dernière de ces institutions fut la «province de Québec», Etat fédéré aux pouvoirs limités mais fédéré aux pouvoirs limités mais jouissant d'une souveraineté réelle en certaines matières

Cette « province », qui possédait tous les attributs formels de l'Etat,

neur représente directement la reine, et non le gouvernement fédéral — transformers définitivement la nation culturelle en une nation politique. Le sentiment d'identification territoriale au Québec s'approfondira, et les « Canadiens français » deviendront des « Québécois ». La « territorialisation » de la culture politique du Québec s'intensifiera après 1960 lorsque le gouvernement du Québec s'engagera dans un processus accéléré de modernisation de la société. Celle-ci, enfin, pouvait se reconnaître dans « son »

L'Etat-nation canadien, par consé-quent, allait engendrer, contre son gré et contre sa mission première, un projet d'Etat-nation rival C'est là beaucoup plus que dans la seule ques-tion linguistique, comme certains voudraient le faire croire, qu'il faut chercher les éléments de la crise canadienne: une nation culturelle s'est peu à peu transformée en nation politique à l'intérieur d'un Etat qui pontique a l'interieur d'un kiat qui devait lui-même accoucher d'une autre nation. Deux nations politiques sont nées en même temps, l'une de l'autre, l'une par l'autre, dans un cadre qui n'avait prévu à l'origine qu'un seul processus de nationalisation de l'Etat. Il y a, dans la situation de ces deux nations, l'apparence d'une relation « siamoise ».

Deux mythes nationaux

O N le comprend mieux si on admet que le fait national est d'abord un fait psychologique, c'est-à-dire un mythe. Les Canadiens français du début de la Confédération sont « devenus » québécois au vingtième siècle sans que leurs caractéristiques socioculturelles objectives aient été modifiées: seul le contenu du mythe national a évolué. C'est en ce sens que les Québécois forment une nation: la majorité d'entre eux quelle que soit majorité d'entre eux quelle que soit leur option constitutionnelle, s'identifient en priorité au mythe territorial et politique du Québec. Ainsi, les tenants du fédéralisme canadien n'ont pu faire campagne durant le récent référendum qu'en se présentant d'abord comme Québécois. Davantage. être Québécois ne signifie plus néces-sairement parier français : certains angiophones adhèrent désormais au mythe québécois. Mais comme elle est une réalité symbolique, la nation peut être vécue différemment Ainsi, parce que l'Etat canadien n'a cessé de solliciter leur allégeance de-puis plus de cent ans, de nombreux Québécola se sentent aussi Cana-Québecois se sentent aussi Cana-diens: les deux mythes nationaux cohabitent au sein d'une majorité de

la population francophone, comme l'indique la consultation du 20 mai. On peut donc être à la fois Canadien et Québécois. Ce relativisme choquera les tenants de la réification de la les tenants de la relication de la nation: seul, pourtant, il permet de rendre compte de certaines réalités. Cela dit, une minorité de Québécois n'acceptent plus le mythe national canadien tel que l'incarne l'Etat féderal: ils ont choisi l'indépendance totale du Québec.

Les prochaines années, au Québec, seront donc dominées par une batalile des mythes nationaux : de ce point de vue, la nation québécoise et la nation canadienne seront en mouration caracterine seron en mou-vance perpétuelle l'une par rapport à l'autre. Le nouveauté, cependant, est que cette bataille se livrera désormais entre Québécois, et non plus seulement entre anglophones et francophones. Ce n'est pas, en effet, l'un des moin-dres résultate du destinat des moindres résultats du dernier référendum que travoir reinitrodiit avec force, après plusieurs années d'éclipse, le sentiment caradien à l'intérieur du nationalisme québécois. Mais l'issue de cette bataille dépend d'une autre variable : le Canada anglais, qui traverse, lui aussi, une crise d'identité. que d'avoir réintméuit es c force.

En réalité, le Canada anglais n'existe pas. Il ne perçoit pas, du moins, sa spécificité nationale dans les mêmes termes que le Québec. Pendant longtemps, en effet, le Canada anglais « fut » le Canada : c'est pour lui, en pratique, que la Confédération a été créée. En ce sens, il n'existe pas de nation culturelle canadienne anglaise— ce qui pe revient pas à dire qu'il — ce qui ne revient pas à dire qu'il n'y a pas de culture anglo-canadienne mais uniquement une nation poli-tique qui s'est approprié la totalité du projet canadien. À partir du moment, cependant, où l'idée d'une nation québècoise voit le jour, et donc qu'une partie importante des francophones du Canada cesse d'être un simple groupe ethnique — comme, par exemple, les Italiens, les Allemands, ou les Ukralniens de l'Onest, — le problème de la dualité « politique » canadienne se pose. Les Québécois peuvent exprimer leur spédificité politique par l'Etat du Québec, mais où le Canada anglais exprimera-t-il la sienne si l'Etat fédéral doit devenir le reflet d'une réalité politique hinationale, comme le prétendent de nombreux fédéralistes ? Une véritable fédération suppose des partenaires politiquement distincts. A l'heure actuelle, le Canada anglais s'dentifle, comme groupe national, à l'Etat fédéral : en y associant les l'Etat fédéral : en y associant les Québécois, ne soumet-il pas ceux-ci à ses propres projets nationaux? C'est ce que reprochent au fédéralisme canadlen les indépendantistes québécois : la dépendance permanente d'une société à une autre, et sa folklorisation. Paradoxalement, l'Etat fédéral, pour survivre, devra donc se dé-nationaliser.

C'est ce que souhaitait M. Trudeau, premier ministre fédéral, le soir du référendum : que les Canadiens, tous les Canadiens, acceptent de vivre sans Etat-nation. Il oubliait seulement que le néonationalisme du Canada anglais, de pius en pius exigeant et vigoureux, ne le permettrait pas si on ne lui donnait pas des structures politiques propres. L'Etat canadien est un Etat-nation, voulu et construit comme tel par la majorité anglophone du pays, même si cet Etat-nation a tardé à s'envelopper de tous les oripeaux du nationalisme traditionnel. On ne retirera pas cet Etat à cette majorité, à moins de lui donner un autre moven d'exprimer son nationale. le néonationalisme du Canada autre moyen d'exprimer son nationa-lisme. Que peut-il être ?

On voit déjà apparaître les princi-paux éléments de l'équation cana-dienne. Résumons-les : le Quèbec, une menne. Resumons-les : le Québec, une nation culturelle devenue nation politique, mais acceptant encore en majorité d'adhèrer à un ensemble canadien ; les minorités francophones, dispersées à travers tout le Canada, et ne s'identifiant plus au Québec ; une majorité angiophone qui n'a pas de structures politiques propres, et qui

Depuis sa création, en 1867, le Canada n'a jamais été directement menacé de l'extérieur. Cet ensemble géopolitique fragile a pu se développer sans que, de nulle part, on porte atteinte à sa sécurité. A l'inverse, les débats sur la finalité et le caractère des institutions mises en place par l'« Acte de l'Amérique du Nord britannique » — la Constitution du pays — durent depuis plus de cent ans. Qu'il s'agisse des rapports avec la métropole impériale — qui ne prendront fin, officiellement, qu'en 1931, — des pouvoirs du gouvernement fédéral face aux provinces, ou du statut de la langue française, tout se passe comme si ce pays ne cessait pas d'être inachevé.

Le Canada, en réalité, fut plus préoccupé d'exister face aux autres que face à lui-même. C'est son paradoxe. D'une maturité internationale précoce — il devint membre de la Société des nations (S.D.N.) alors qu'il n'était encore qu'une colonie ou une province aux yeux du droit international, - jouant, après la deuxième guerre, un rôle diplomatique sans rapport avec sa puissance réelle, le Canada n'avait pas de drapeau, - et n'a pas encore d'hymne national, — et labrait se développer sur son territoire un nationalisme québécois qui combattait sa légitimité et menaçait de le faire éclater. Peu à peu, une sorte d'asymétrie est apparue entre les deux faces interne et externe — du système canadien.

utilise l'Etat fédéral comme véhicule de son nationalisme. A cela, s'ajoutent les revendications des populations autochtones, qui ne se sentent pas autochones, qui ne se sentent pas concernées par ce débat, refusent la nationalité canadienne, et demandent de plus en plus l'accès à une forme quelconque de souversineté.

La solution à ce problème, comme le propose M. Trudeau, est-elle de nier tous les nationalismes particuliers du Canada pour leur substituer, en pra-

tique, un néonationalisme dominant sans lequel l'Etat canadien ne pour-rait pas survivre — et qui serait nécessairement le nationalisme du plus fort ? Ou est-ella dans un réaménagement complet des structures politiques du pays pour tenir compte de ces réalités ? C'est ce qu'a tenté de faire le Parti québécois. Il a échoué, comme échouera aussi, vraisemblable-ment, le fédéralisme désincarné et

Les faiblesses du projet de la souveraineté-association

L gouvernement du Québec, lors du dernier référendum, sollicitait le mandat de négocier la souveraineté politique complète du Québec — donc l'indépendance, — à la condition que le reste du Canada accepte de s'asso-cier au nouvel Etat dans le cadre d'une union monétaire et économique. L'échec de cette proposition s'explique à la fois par les erreurs du parti et par la nature propre de la formule. En d'autres termes, même si la souve-

raineté-association avait obtenu le soutien d'une majorité à ce premier référendum, il est à peu près certain qu'elle aurait été rejetée, sur le fond, au second référendum promis par le au second référendum promis par le gouvernement, en raison de ses fai-blesses intriusèques, qui furent, d'ailleurs, exploitées par les adver-saires du Parti québécois, et pressentles par la population. Il est manifeste, bout d'abord, que la Parti québécois fit une mauvaise

Dans les revues...

El La crise économique actuelle dans le monde et sès causes, dans un dossier de 170 pages de la revue canadienne INTER-VENTIONS, CEITIQUES EN ECONOMIE POLITIQUE. Ch. Deblock et J. Charest voient dans l'internalisation du pouvoir financier le facteur principal des désordres monétaires présents. L'évolution des prix du pétrole et l'application de la loi marchet de baisse tendancielle du taux de profit font, d'autre part, l'objet de réflexions développées, (N° 5, printempaté, trois numéros par an, 4 dollars. - ISS3, rue Saint-Urbain, loci. 328, Montréal. HEXENS.)

EN ONDES EN DEVELOPPEMENT consacre as dernière livraison au thème « Conflits de classes et conflits de nations » avec, entre autres, des études de Gunnar Myrdal sur la question des races et des classes aux Etats-Unis, et de M. H. Dowidar sur l'incompatibilité de l'ordre économique international avec l'autosuffisance des nations. (N° 26, hiver 1879, trimestriel, 45 F. - I.S.B.E.A., 11, rue Pierre-et-Marie-Curie. Institut Henri-Poincarré, 75385 Paris.)

El L'APPEL prend vivement position contre les concessions faites à la Grande-Bretague de Mme Thatcher, dont on feint de croire qu'elles sont provisoires alors qu'elles entrent dans le dessein d'une stratègie à longue portée. Guerre et paix du mouton 7 Sana doute. Mais « les meutons ne sont pas ceux qu'on penne ». Ils forment un petit troupeau de huit « têtes ». (Mai. mensuel, 18 P. – 39, rue de Lille, 75007 Paris.)

E FOTURIBLES réunit et répartit dix études en un triptyque moins futurolo-gique qu'actuel : l'U.E.S.S. conquérante », l' « Amérique incertaine », l' « Europe irré-solue ». Buit un « forum » sur la politique extérieure soviétique. (Mal., mensuel. 25 F. – 55, rue de Varenne, 73007 Paris.)

El Premier volet d'une réflexion de Jean-Michel Trellle, dans DEFENSE NATIO-NALE, sur les armes et le progrès tech-nique dont il souhaite que l'on utilise toutes les applications pour assurer l'au-tonomie nationale, Beste le poide de la technologie sur l'appareil militaire... pour une prochains étude. (30° année, juin, mensuel, 20 F. - 1, place Joffre, 75788 Paris.)

El La REVUE DE L'EUROPE reprend sa parution ; au sommaire de cette livraison, l'indépendance énergétique européanne et le retour au charpeton, proné par P. Delmon et J. Schwarts, ainsi qu'un début intitulé : e Américanisation culturelle de l'Europe ? sentre J.-M. Domenach, P. Schaeffer et A. Ravennes. (N° 7, printemps, trimestriel, 12 F. - 30, rue Saint-Dominique, 75667

E la réforme de la politique agricole commune paraît inéluctable à Marion Bywater, dans la REVUE DU MARCHE COMMUN. les dépenses augmentant deux fois plus vits que les recettes. Devant ce problème, M. U. Weinstock, ministre fédéral allemand, pense plutôt, lui, à une adaptation qu'à un véritable changement d'orientations. (N° 236, avril, memsuel, abonnement 313 F. – I rue Soufflot. 75003 Paris.)

E L'interdépendance économique fait l'objet, dans PROJET, de plusieurs arti-cles : Philippe Laurent se demande, per exemple, si la communauté internatio-

consommateurs et pays exportateurs de pétrola. Quant à Annie Kriegel, traitant de l' « surogauche » et de son avenir, elle par d'on étonnement devant l'existence inattendue d'une « union des partis socialistes à l'échelle européenne » compa-rée à l'impossible unité des partis communistes, dont on pouvait pourtant prévoir le solidarité « implacable et gran-diose ». (N° 146, juin, dix numéros par an, 14 F. – 14 rue d'Assas, 75086 Paris.)

E Un document dans FOLITIQUE AUJOURD'HUI: l'exposé de M. Janos Bereck, membre du comité central du parti socialiste ouvrier hongrois, prônant une « collaboration des partis ouvriers au plan international», qu'ils soient communistes, socialistes ou sociaux-démocrates. Jean Mayaine, quant à lui, s'intéresse aux grands constructeurs automobiles, « montres » multinationaix qui s'appuilent sur la division internationale du travail pour s'assurer une prospérité moins menacée qu'il ny parait. (N° 5-6, mai-juin, bimestriel, 25 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

El L'information économique subit, seion CRITIQUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE, un phénomène de louble «rétention» : car elle est essentiellement l'axpression des besoins patronaux à l'extérieur de l'entreprise; et, à l'intérieur, elle se caractéries par un teouricircuitage » des organisations syndicales. (N° 11, avril-juin, trimestriei, 24 F. - Editions Maspero, 1, place Paul-Painieré, 75685 Paris.)

Si Dans COMMENTAIRE, Stanley Hoff-mann essale de mesurer l'influence de la Vª République sur l'évolution de la France et, notamment, les rapports entre réforme du pouvoir et modernisation àconomique. A propos de l'avenir des démocraties populaires, F. Fejtô s'in-terroge sur la cohésion du bloc sovié-lique et la stabilité des régimes commu-nistes. (N° 18, été, tripassiriel, 38 F. – 31, cours des Juilliottes, 94764 Maisons-Alfort Cedex.)

5 Deux articles de M. Markovie et M. Djilas, dans l'ALTERNATIVE, sur l'ave-nir démocratique en Yougoslavie que sem-bient favoriser la structure fédérale de l'Etat et la pratique de l'autogestion. Un frein toutefois : la bureaucratie centra-lisatrice. (N° 4-5, mai-acut, bimerticit, 30 F. - 1, glace Paul-Painievé, 75006 Paris.)

5 MIENTRAS TANTO, revue politique et culturelle catalane, publie un important dossier sur l'évolution récente du Pays basque sepagnol. (N° 4, avril, bluestriel, 250 pasetas. – Apdo Correos 38659, Barce-

S AUTREMENT consecre un dossier à l'Occitanie où les e 13 millions d'Occi-tanis apparaissent plus marqués par le e sous-développement » que par le folklore, dans des régions ruraies en aituation de dépandance. (N° 25, Juin, Dimestrial, 39 F. ... Editions du Scull. 27, rue Jacob, 75606 Paris.)

El Hausse des Journitures soviétiques de pétrole, endettement accru en Occident, pressions résultant des liens avec le marché mondais, etc. : Ernest Mandel montre dans INPERCOR comment les pays socialistes européens subissant les contrecoups de la crise économique. Michel Rovère présente, quant à lui, les enjeux de la guerre civile au Kurdistan pour e l'Etat bourgeoûs » en voie de construction. N° 78, 23 mai, bimensuel, 7 P. – 2, rut Richard Lemoir, Montreuil.)

S L'ARCHE s'arrête longuement sur la visite an France de Jean-Paul II, pour faire le point sur le dossier judéo-chrétien. Annie Rriegel, d'autre part, y commente les remous qu'a suscitée dans le communauté juive la politique française au Proche-Orient et certaines prises de positions dans les milieux du judaisme. (N° 278, juis, mensuel, ? F. - 14, rue Georges-Berger, Paris-17°.)

Georges-Berger, Paris-17*.)

El Las comeths ouvriers dans les usines traniennes: Chris Goodey a enquêté sur place pendant deux mois, en 1979, et il consigne ses observations dans MERTP REPORTS. Une expérience « extraordinaire » sur les diverses instances de contrôle mises en place par les travalleurs, mais que rien apparamment u'est venu institutionnaliser, ni même encourager. (N ° 88, juin, mensuel, 1,65 dollar. P.O. Box 3122, Washington, D.C. 20016.)

A propos du « terrorisme d'Etat » an Israël le JOURNAL OF PALESTINE STU-INTAEL LE JOURNAL OF PALESTINE STU-DIES présente, sous la aignature de Livis, Rokach, une critique de la politique arabe de David Ben Gourion à l'aide des mé-moires de Moshé Sharet, récemment, publiés en hébreu, Dans la même livrai-son : l'OL.P. et le dialogue euro-arabe, et la suite d'une étude sur « Le dévelop-ment d'une étude sur « Le développement d'une conscience nationale palea-tinienne. » (vol. IX. » 3, printempa, trimestriel, ? livres libanaises. - P.O. Box 11-7164, Beyrouth.)

ET CROISSANCE DES JEUNES NATIONS consacre son dessier au «Bréail éclaté», en décrivant une expérience de développement qui approfondit les différances économiques régionales et sociales. Charles Antoins compléte le tableau par une présentation de la lutte entre les petits paysans et les société agro-industrielles. (N° 218, juin, mensaci, § F. - 163, bonievard Malesherbes, 73849 Paris Cedez 17.)

E SUDESTASUE, dans un éditorial signé Nguyen Dinh Thi, croît pouvoir déceler une volonté de rapprochament bilatéral avec le Visinam de la part de certains fitats de l'AnASIE. Suit un sommaire très diversifié, avec notamment des articles (trop herés) sur les non-alignés après Bandoung, le durcissement de la stratégie américaine en Anie, les investimements japonais dans la région, etc. (N° 2, jain, mensuel, 10 F. – 17, que du Cardinai-Lemoine, 75065 Paris.)

E Première partie d'uns étude de Peter Waterman, dans CEFFIQUE POLITIQUE, sur l'expansion du capitalisme su Nigèria, ses effets sur les atructures de classe et le rôla de l'Esta. D'autre part, sous le titre « Quand les aménageurs font la fête», l'urbaniste sociologue Jean-Pierre Carnies se livre, ini, à une interprétation critique des projets d'urbanisation de Vesoui en liaison avec le développement de Peugeot. (N° 5, mai, trimestriel, 60 F. – 19, rue Faider, Bruxciles.)

El Constatant que l'urbanisation du tiers-monde offre un marché énorme sur fabricante de machines et équipements divers, sinsi que pour les ventes de technologies, Henri Coing an analyse les conséquences pour le développement des villes des pays en vois de la PECE PRESENTE. (N° 7, trimestriel, M F. 74, rue de la Fédération, 75815 Paris.)

IS Comment arrêter la déscriffication naturelle dans les sones sahéllennes? Question posée par Jean Dresch dans La PRNSKE. Peut-être, répond-il, en provoquant une « déscriffication humaine », faute de pouvoir trouver un équilibre dans le système capitaliste. A noter auasi une

étude de G. Destanne de Bernis sur l'Algé-rie, où l'auteur souligne la « voionté anti-impérialiste » qui anime les dirigeants dans leur politique de développement. (N° 212, mal, bimestriel, 32 F. - 64, boule-vard Blanqui, 75813 Paris.)

vard Blangui, 73013 Paris.)

51 Dans un numéro double, L'AFRIQUE
LITTERAIRE publie les textes du colloque
de Limoges sur le thème « Mythe et littérature africaine». Sujet inépuisable et qui
est, lei. remanquablement exploré. (N° 51-35,
4° trimestre 1979, 1° trimestre 1980, dernier numéro paro. trimestriei. 20 F. 32, rue de l'Echiquier, 75015 Paris.)

5 La revue du Centre d'études de l'Inde et de l'Aste du Sud PURUSARTRA, dans le cadre de sa recherche en sciences sociales, consacre son dernier numéro à une étude sur « la dette », dans la région ; aspecta juridique, social, ethnographique et méme théologique; endettement paysan, usuriers, etc. Martine Todorov donne une attachante étude, non sans humour; « Us et usure dans le folklore Indien. » (N° 4, annuel, 252 pages, 48 F. – 131, boulevard Sahn-Michel, 75097 Paris.)

El L'UNESCO a inscrit le poète vietna-mien Nguyên Trai sur la liste des célé-brités dont elle commémore estre année la naissance. EUEOPE apporte la contri-bution imprimée probablement le plus importante à la connaissance et l'illus-tration de cet éctivain qui sera ainsi révâlé à la plupart des Français. (Mai, mensuel, 25 F. – 146, rue du Fanbourg-Poissennière, 75016 Paris.)

E Le damier număro de L'HOMME est très largament consacré à la femme. L'en-semble de oss études et enquêtes porte sur les rapports nouveaux entre les sezes, (Afrique, Amérique du Sud) nés d'une autonomie de la femme qui aboutirait surtout à faire d'elle — quand elle est désirable, — un objet de lune à la portée de qualques-uns. Au chapitre de la domi-nation et de l'usage des femmes, figure l'excision, avec uns étude scientifique, même un peu trop. (Teme XIX, n° 3-1, trimestriel, 230 pages, 35 F. - Diffusion : Editions de l'école des hautes études, 131, houlevard Saint-Michel, 15865 Paris.)

El ACTES présente sur « travail et santé » une série d'articles très concrete : conditions d'hygiène dans la vie éconômique, maladias préssionnelles, médecine du travail, et possibilités d'action des saiariés. (N° 27-28, juin, trimestriei, 28 F. « 1, rue des Fessès-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

des-Fessée-Saint-Jacques, 75865 Paris.)

5 Dans L'HISTOIRE, une histoire très antique et très actuelle ; celle des Jeur diympiques, période grecque et période Combartin. Prolongée par une évocation des Jeur de 1936. Autre rappel : Heisinki, an pleine guarre froide; non pas occasion de trève, mais amplificateur d'affrontements. Entin, à l'occasion de l'anniversaire de 40, cinq aspirants racontent et ter cignent : trahison ? Oui, dans la mesure où l'on peut dire des hauts reponsables, et depuis longéemps, qu'ils avaient été e trahis » par leurs forces intellectuelles (Juig, mansuel, 15 F. Le Seuil - La Recherche, 37, rue de Seine, Paris-6°.)

CINÉMA

of Un superbe numéro des CAHTERS DU CINEMA, suthentique ceuvre de créa-tion réalisée par (et sur) Marguerte Duras. Des textes inédits (en particulier « Nausée »), des entretiens (« Il n'y a plus d'écritains courremnistes »).

taires, des documents iconographiques, deux disques souples avec l'envoûtante princue d'india Song... Une date dans l'histoire des revues du cinéma. (N° 312-312, juin, mensuel, 30 f. - 9, passage de la Boule-Blanche, 75612

Paria.)

Li Cinéaste publie, à propos du nouver cinéma nicaraguayen, un entretien avec deux membres de la direction de l'Institut nicaraguayen du cinéma, (Yol. X., n° 2. printemps, trimestriel, 1.75 dollar. – 419, Park Avenue South New-York, New-York 19016.)

El Les cinémas d'avant-garde dans la dernière livraison de CinémacTion (numéro double de 300 pages) qui s'interroge sur la signification, le contenu et les formes de l'avant-garde (expérimentale et militante), sur le cinéma dans l'histoire et à travers le monde depuis dir ans. (N° 10-11, printumps, trimestriel, 45 F. - 32, boulevard Magenta, 75010 Paris.)

If La face cachée du cinéma italien est étudiée par Christian Depuyper et Chris-tophe Bennard dans Cinéma 80. (N° 258, juir . mensuei, 14 F. - 6, rue Ordenet, 7° Paris.)

El COPE ZERO consacre un numéro spécial aux quarante-huit réalisatrices québécoises : études filmographiques et notes hographiques (N° 6, printemps, tri un estriel, 3 dollars canadiens, -35, boulevard de Maisonneuve Est, Montréal, Québec H 2 X [EL])

E Catherine Araud et Catherine Rusile présentent le cinéma noir américain dans LES DEUX ÉCRANS. À lire également, une réflexion d'A Bedjaoui sur les productions de la télévision algérienne. (N° 23-24, avril-mai, mensuel, 5 dinars. - 7, boulevard Khémisti, Aiger.) Dans FILM/ECHANGE : un dossier

sur la question des ctax-sheltens », ainsi qu'un texte de Jacques Elini sur «les médias et l'homme de génie ». (N° 10, printemps, trimestriel, 46 F. - 73, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.)

II La situation du film en Finlande est exposée par Karl Uusitalo, dans FINLAND FILMLAND. (Nº 1/30, printemes, trimet-triel, gratuit. — Salomonkatu 17 B S, SF-00100 Heisinki 10, Finlande.)

El Dans Hablemos de Cine : des entretiens avec cinq réalisateurs colom-biens et un panorama des meilleurs courts métrages péruviens. (Nº 71, avril, trimestriel, 250 soles. - Libertadores, 155, Lima 27, Pérou.)

El Quel avanir pour les cinémathèques? se demande IKON, qui a organisé une tab' ronde avec les principaux responsables italiena. Dans le mêms numéro : un dossier sur « Technologie et contrôle de l'information ». (N° ?, printengs, irl-mestriel, ? 600 lires. – C.S.O. Concordia 7, 20129 Miliano, Italie.)

El Le cinéaste philippin Lino Brocka converse avec Michel Ciment dans POSI-TI où J.-P. Jeancolas présente, par sil-leurs, la situation actuelle du cinéma hongrois. (N° 231, juin, mansuel, 18 F. – 30, boulevard Sépastopel, 75604 Paris.)

El Victor Bachy, dans LA REVUE DU CINÉMA, expose les structures du cinéma camatounsis, dont il présente les principatix auteurs. Marcel Martin, de son coté, décrit les caractéristiques de l'industris et de l'économie du cinéma Japonais. (N° 351, juin, menyael, 12° f. - 3, rue Récamier, 75241 Paris.)

atrain tes

Pour compr

1 TONE

; 🖛 📜

E QUÉBEC

te se reduttos, ou tros, or summir parties de l'estériteur. Cet ouvemble parties de l'estériteur. que, de malle pare, on present and a series More pio la Acce de l'Ambrigar 📜 🦠 in die biege in destroit depart eg ... a rapports over la métrapais su period. illowent, salva 1911, ... des pen. ier ama presentes, ou du statut de 🗼 to 42 Bage by design for Cong. on réalité, les plus provinces. have a fair-infance (Fest you paradors 1975) ·- il devint membre 4: ... ta da à d'Hall stators qu'uns . . . degre international, in second . fre. ter some replant are. . . **Algebrages and son terrotours** in ... de an féathfinaité pt ang maç e. . . to serie Carpmetrie est apparen-Fanterne du système consdien



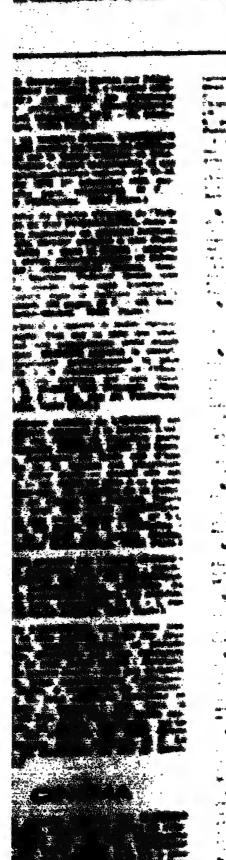
gent 14g .5

Lie faiblemen du proiet a in souveramelé-entre a



Bally 1 P F8" 6 18" da est. Situa est. d de mal

M. P. W. S. S. S.



contraintes géopolitiques

ET L'OCCIDENT

Le référendum du 20 mai dernier, organisé par le gonvernement du Québec, doit être considéré comme une autre tentative, parmi plusieurs en cours des dernières années, pour délivrer la régime de ses incertitudes constitutionnelles, même si, en apparence, la formule du Parti québécois conduisait à la séparation du Québec. On doit se souvenir, en effet, que toute la démarche du Parti québécois est fondée sur l'e inefficacité » du système canadien, et non sur un simble rejet nationaliste du Canada. Le référendum devait, en principe, permettre à ce pays de clarifier ses ambiguîtés historiques. A aucun moment, on n'y trouva trace d'animosité à l'égard des autres Canadiens, ou même de références à l'idéologie classique de l'oppression impérialiste : l'option était entre un pays qui marche et un pays qui ne marche pas. C'est ainsi, d'ailleurs, que les électeurs l'ont compris : leur choix, à tort ou à raison, fut celui de la plus grande efficacité des formules en présence.

Mais le problème canadien reste entier : comment donner aux deux majorités canadiennes, l'anglophone pour l'ensemble du pays, le francophone au Québec, un statut qui assurerait leur cohabitation sur de nouvelles bases?

lecture de l'évolution des idées au Québec. Les Québécois, certes, se considèrent désormais comme un considèrent désormais comme un peuple distinct sur le plan politique et culturel. Mais comment ignorer, en même temps, ce sentiment très vif d'appartenance au Canada que l'on trouve encore à différents niveaux de la société? Aucune crise, dans le contexte actuel, ne justifiait l'abandon de ce sentiment. La méthode proposée, la souveraineté, paraissait donc prématurée par rapport à l'objectif poursuivi. l'égalité. Il fallait attendre, et susciter d'abord un consensus à propos de celle-ci.

Le Parti québécois a aussi montré — et cele fut assez évident par le ton des discours tout au long de la ton des discours tout au long de la campagne référendaire, — que son nationalisme avait vieilli. On ne parie plus du Québec, en 1980, avec les accents du « Vine le Québec ibre l' » de 1967. Tous les sondages, d'ailleurs, démontrent le désaffection des jeunes de dix-huit à vingt ans à l'endroit de ce discours nationaliste. Les dirigeants du parti se sont trompés de guerre. Ils n'ont été suivis ni par les plus jeunes ni par les plus jeunes ni par les plus vieux. Sur le plan de la pensée, le référendum n'aura donc été, finalement, qu'un « remake » de la révolution tranquille des années 60. Pour ce parti, le temps d'un ressourcement est venu. Cela dit, que faut-il penser de la formule elle-même, au-deià du principe, incontestable sur le plan moral, du droit à l'autodétermination? La encore, l'analyse du Parti québécois révèle un certain nombre de faiblesses. Ce qui est souhaitable, en effet, n'autorise pas nécessairement n'importe quelle politique.

Le Parti québécois le reconnaît déjà pulsqu'il accepte de soumettre son objectif de souveraineté aux contraintes d'une association économique. Cette proposition, en principe, n'était pas nécessaire : un peuple qui veut l'indépendence commence par se la domer, et choisit ensuite les meilleurs moyens pour en assurer le succès. En poursuivant simultanément les deux démarches, la souveraineté et l'association, le Parti québécois admettait que son projet devait tenir compte d'un certain nombre de réalités, potamment celles d'une lorgeu inté. notamment celles d'une longue inté-gration à un système économique déjà en place. Ce réalisme l'honore, mais il est insuffisant. L'analyse n'a pas été poussée jusqu'au bout, et elle sous-estime, en particulier, l'importance de l'anviennement génoulitique de pe l'environnement géopolitique dans lequel son projet intervient. Cet environnement comporte trois composantes que nous appellerons le front améri-cain, le front arctique et le front

Les trois fronts internationaux

UN Québec indépendant, en effet, modifie substantiellement un système régional déjà blen intégré et stable : l'Amérique du Nord. Or, le Parti québécois a fait preuve d'une grande légèreté en estimant que le Canada resterait un pays fort sans le Québec. Il est assez facile d'imaginer, en effet, qu'un pays tiraillé par des forces centrifuges — les tensions sont de plus en plus vives entre l'ouest, le centre, et maintenant l'est du Canada — et déjà passablement intégré à son voisin du sud, résis-

terait mal à l'attraction des Etatsterait mal à l'attraction des Rtats-Unis. Le consensus à dégager pour tenir ensemble ce pays « pakista-nisé » serait pratiquement impossible devant les coûts de l'opération. A terme, il éclaterait.
On reviendrait alors à la situation de 1867 pour constater, à nouveau, que la géopolitique de ce continent impose au nord des Etats-Unis un ensemble intégré. Séparées, les unités de cet ensemble n'ont pratiquement aucun moven d'échampra à l'absorn-

tion, sous une forme ou une autre,

au tout américain. Or, cette absorp-tion, pour de multiples raisons, n'est souhaitable ni pour les Etats-Unis à cette étape de leur développement, ni pour les autres Nord-Américains — par exemple les Mexicains — ni pour le reste du monde occidental.

Le Québec apparaît donc comme un maillon indispensable à l'équilibre de l'Amérique du Nord, et cet équilibre lui est à lui-même absolument nécessaire : isolé dans un cadre régional dominé entièrement par les Etats-Unis, il est appelé à s'y fondre à plus ou moins longue échéance. Le Québec a donc un rôle géopolitique très précis sur mais ce rôle, il ne peut le jouer qu'a l'intérieur d'un ensemble fort. L'association économique, uni na comparate. fort. L'association économique, qui ne comporte aucun dessein politique précis et articulé, ne peut être cet

ensemble.

La cohabitation avec les Etats-Unia, à l'intérieur du système régional nordaméricain, est donc une donnée de base du problème québécois et toute aniyse de ce problème doit en tenir compte. Il s'agit là d'une vérité simple, mais qui prend tout son sens à la lumière d'une réflexion internationale plus large. Or, aussi étonnant que cela puisse paraître, le Parti québécois s'est peu intéressé à la politique étrangère. Sa doctrine, en cette matière, contrairement à sa pensée économique, est demeurée superficielle. Le projet de souveraineté-association qu'il propose est davantage, pour cette raison, un projet interne : il se situe dans une espèce de vide international, en dépit des correctifs de dernière minute qu'on lui a apportés.

L'Arctique est le deuxième front géo-

L'Arctique est le deuxième front géo-politique important dont le projet de souveraineté-association ne tient pas souverainete-association de tient pas compte. Le système arctique, en effet, est appelé à jouer un rôle de plus en pius actif dans les relations interna-tionales futures. Les richesses natu-relles, la fragilité et le caractère particulier de son environnement, son intérêt grandissant du point de vue des communications et, par là, 52 oes communications et, par la, se valeur stratégique et commanderont des politiques d'une exceptionnelle cohérence et d'immenses ressources. Deux pays affaiblis et divisés, absorbés par l'instabilité du système nordaméricain au sud, ne pourront pas les méners or le poetiton saiografice. les générer. Or, la position géogra-phique exceptionnelle du Canada dans l'Arctique lui impose manifestement, face à ce système international nais-sant, des responsabilités de tout premier plan. Il ne saurait les assumer d'une manière efficace, et dans l'inté-rèt de chacune de ses parties compo-santes, que s'il s'appule sur un régime

L'Arctique, en d'autres termes, fait partie du domaine commun, indisso-ciable, du Canada au Québec. En morceler la gestion ne serait dans l'intérêt ni de l'un ni de l'autre. Or la proposition d'association du Parti québécois n'y fait aucune référence. Et pour cause. Une entreprise de cette ampieur ne peut être le fait que d'un projet politique intégré. Deux Etats souverains dans la partie septentieure de l'amérique du Nord. Etats souverains dans la partie sep-tent-ionale de l'Amérique du Nord, qui poursuivraient de surcroît des politiques étrangères différentes, ne seraient pas en mesure d'occuper l'es-pace économico-politique de l'Arctique ni d'en relever les défis technologi-ques sans s'en remettre, en fin de compte, aux Etats-Unis. Le Canada, par là même aurait manqué l'une par là même, aurait manqué l'une de ses vocations les plus originales sur la scène internationale. Cet appau-

Le troisieme front géopolitique négligé par le projet de souveralneté-association est le monde occidental. Celul-ci forme, désormais, un véri-table système — le « premier monde » — à l'intérieur duquei le Canada a réussi à se définir un rôle et une place qui tiennent l'un et l'autre à sa géographie, à son régime politique, et à ses ressources économiques et naturelles. Il est certain qu'un Canada amputé du Québec ne pourrait plus tenir son rang à l'intérieur de ce système. Imagine-t-on, par exemple, qu'il puisse encore être mvité aux sommets economiques des démocraties industrielles, et y exercer, d'une manière crédible, une influence quelconque?

De la même façon, sur le pian militaire, la contribution canadienne à la sécurité occidentale serait considérablement amoindrie. Certes, le Parti québécois s'est engagé à garder le Québec à l'intérieur de l'alliance atlantique, mais il n'a jamais précise à quelles conditions et sous quelles formes. Son rôle ne pourrait certai-nement pas se comparer à celui du nement pas se comparer à celui du Canada: que l'on pense, par exemple, à la présence militaire du Canada en Allemagne, qui finirait à toutes fins pratiques par disparaitre, mais surtout au rôle du Canada dans la défense du fianc nord de l'OTAN. Deux contributions militaires séparées n'auraient jamais le même impact qu'une politique de défense intégrée. De plus politique de défense intégrée. De plus, si le Canada est en mesure de parti-ciper à l'OTAN d'une manière queique peu significative, c'est d'abord parce que sa contribution, même si elle est jugée insuffisante par certains, s'ap-puie sur l'ensemble des ressources

Enfin, à partir du moment où le Canada est diminué de l'espace qué-bécols, son intérêt pour l'alliance atlantique ne peut aller qu'en s'ame-nuisant : c'est le Pacifique qui deviendrait la zone d'attraction de la diplo-matie canadienne en raison du poids que les provinces de l'Ouest pren-draient dans ce nouveau Canada. Dés lors, l'Ontario et les Maritimes au-raient moins de raisons de tenir au Canada: un changement de priorités, sur le plan international, affecte donc la cohésion du pays. Le monde occi-dental y medicit sussi de toute la cohésion du pays. Le monde occidental y perdrait aussi, de toute
évidence, et ce d'autant pius qu'il
est loin d'être sûr que les politiques
d'un Québec souverain à l'intérieur
de l'alliance demeureraient longtemps
les mêmes. Sa dissociation de l'ensemble canadien introduirait donc dans
l'OTAN une incertitude et un affaiblissement qui ne seraient pas compensés par son adhésion de principe
à la solidarité occidentale et son refus
de la neutralité.

Dans l'ensemble, par conséquent, un Québec souverain diminue d'une ma-nière considérable le rôle du Canada comme acteur significatif à l'intérieur du système occidental. Or, non seulement le Québec ne tire aucun bénéfice de cette opération, mais il se trouve lui-même encore plus isolé. En réalité, le Canada et le Québec se marginali-seraient ensemble. Lis n'auraient alors qu'à gérer leur solitude en commun car, dans un cas comme dans l'autre, leur influence dans les autres parties du monde tient d'abord à la place qu'ils occupent à l'intérieur du système cidental. Ce fut là le fondement de la politique étrangère canadienne jusqu'à maintenant, et un Québec souverain n'y échapperait pas.

Considérées d'un triple point de vue américain, arctique et occidental, les contraintes géopolitiques externes semblent donc s'opposer à l'idée d'un Québec complètement souverain. Mais il y a aussi une donnée géopolitique interne que le Parti québecois sousestime constamment : le polds de la minorité anglophone à l'intérieur du Québec. Dans la situation actuelle, cette minorité, qui forme le cinquième de la population, se tient à l'écart de la vie politique du Québec. car le Canada Considérées d'un triple point de vue la population, se tient à l'écart de la vie politique du Québec, car le Canada la sécurise. Mais dans un Québec souverain, son rôle prendrait une tout autre signification. Encore très attachée au Canada, géographiquement concentrée dans la région de Montréel, donc près de la frontière de l'Ontario, économiquement prospère, elle aurait d'autant plus les moyens d'influer sur les politiques gouverneelle aurant d'annant plus les moyens d'influer sur les politiques gouvernementales qu'un Québec souverain serait plus fragile sur le plan externe. En un mot, le Québec hériterait du même problème qui déstabilise le Canada à l'heure actuelle: une minorité forte qui s'opraniterait très cer-Canada à l'heure actuelle: une minorité forte qui s'organiserait très certainement sur le pian politique. On se fait beaucoup d'illusions dans les officines du Parti québécois à ce sujet: cette minorité pourrait vite réclamer une sorte d'autodétermination. Au nom de quoi refuserait-on à un million d'individus les droits que l'on réclame en ce moment pour le Québec à l'intérieur du Canada? Aurait-il valu la peine, dans ces conditions, de proclamer la souveraineté politique pour faire du Québec un Etat formellement plus bilingue qu'il ne l'est maintenant? Et refuser des concessions à ce chapitre, ne serait-oe vas signer l'arrêt de mort de des concessions à ce chapitre, ne serait-ce pas signer l'arrêt de mort de toutes les minorités francophones en dehors du Québec? Les Québécois accepteraient-ils de galeté de cœur la accepteraient-ils de gaiete de cœur ma fin de cette aventure courageuse qu'est l'Acadie ? Et au nom de quoi ? Pour mieux lutter contre la minorité anglo-phone sur son territoire? Quel destin glorieux pour ce nouvel Etat!

Inventer un statut particulier

Le Parti quebécois, en proposant une association économique avec le reste du Canada, a su prendre en charge les réalités économiques issues de son intégration au système canadien. Il lui failait aussi prendre en charge un certain nombre de réalités géopolitiques qui pèsent d'un poids aussi considérable sur son avenir. Par la force des choses, alors, l'association qu'il propose au Canada aurait dû être beaucoup plus large et contraignate beaucoup plus large et contraignante : un nouveau type de régime fédéral se serait vite imposé comme la meilleure

Dans l'autre camp, c'est un cheminement semblable qui s'impose. Tout au long de ce référendum, le Québec a fait preuve d'une grande maturité

politique. Il a pris l'habitude et le goût de s'autogérer. Il a montré qu'il pouvait le faire avec efficacité et dans pouvait le faire avec efficacité et uans le respect des libertés. Avec un voca-bulaire et des images qui varient d'une génération à l'autre, sa population se perçoit comme différente : elle forme une nation, autour d'un Etat ou'elle contrôle et qui, pour n'être qu'un Etat fédéré, s'est chargé d'une mission historique que personne ne conteste plus.

C'est donc, là aussi, un fait geopolitique que le reste du Canada ne peut plus ignorer Les nouvelles structures politiques dont il se dotera devront rendre compte de cette réalité. Ces structures, pour coller à la réalité, ne embleront en rien aux fédéralis mes trad tionnels : les Canadiens et les Québecols devront inventer. Le les Quebecois devront inventer. Le long débat constitutionnel des der-nières années aura d'ailleurs été un exceptionnel laboratoire d'idées poli-tiques dont le Canada et le Québec pourraient faire un usage utile pour l'ensemble de la communauté interna-tionale.

Car le problème que pose le Québec au Canada n'est pas unique. Ailleurs, dans le monde occidental, d'autres communautés nationales cherchent à s'affirmer dans le cadre de l'Etat tra-ditionnel. Il est bien évident que celui-ci devra s'adapter. L'expérience des Communautés européennes montre que la chose est possible comme pro-cessus d'intégration. L'expérience ca-nadienne, comme l'expérience de désintégration relative, et tout autant souhaitable, pourrait également servir.

Le Québec, par exemple, est devenu un acteur international. Tout en demeurant à l'intérieur de la Confédération canadienne, il s'est doté d'un système de relations extérieures original très actif, très près d'un véritable système diplomatique et dont la légitimité n'est remise en cause par aucun part; politique local. Or, ce rôle international est absolument vital pour le Québec : jamais le gouvernement fédéral ne pourrait l'assumer. C'est donc dire que le fédéralisme canadien a di s'adapter, et qu'il devra se transformer davantage encore dans l'avenir, pour permettre au devra se transformer davantage en-core dans l'avenir, pour permettre au Québec de pleinement réaliser sa voca-tion internationale. Cette évolution, bien entendu contredit tous les canons du nationalisme étatique Et pourtant, elle permettra au Québec d'assumer la totalité de l'espace international qui est nécessaire à son épanouissement, et cela sans sortir de la Fédération canadienne.

Cet exemple, parmi d'autres, montre que la vole de l'avenir, pour le Québec, ne peut être que dans un statut particulier. c'est-à-dire le mariage de l'imagination, du réal-sme, de la générosité, en même temps que la reconnaissance définitive de la double réalité autricuele du Condo. Ce profet. lité nationale du Canada. Ce n'est l'idéal ni pour un groupe ni pour l'au-tre. Mais c'est certainement la condition de leur survie.

Professeur au département de science politique, université Laval.

- Livres d'analyse et de réflexion -

Pour comprendre le Québec

POUR Pascal Mallet, correspondant de FA.F.P. à Montréal, le Québec affirme un nationalisme avancé (1). Favorable à l'objectif du Parti québécois, l'auteur tenait à expliquer les raisons de ce nationalisme et la situation globale dans laquelle s'est déroulée la servers pascal le souveraineté, association et campagne pour la souveraineté-association et le référendum du 20 mai. Après avoir confronté les conceptions nationalistes de Bené Levesque, du nouveau patron des libéraux québécois, C. Ryan (l'ancien directeur du quotidien le Devoir) et de l'inévitable Pierre Elliot Trudeau, Pascal Mallet analyse les grands problèmes classiques du Québec : la baisse démographiclassiques du Québec : la baisse démographique, l'aliémation linguistique, le retard économique (malgré les richesses énergétiques). Ce qui est plus nouveau pour le lecteur français, c'est le rappel du débat concernant les coûts comparés des solutions fédérales et « indépendantistes », ou l'analyse des situations administratives et constitutionnelles. Enfin, élargissant les perspectives, l'auteur évoque les réactions des autres communautés canadiennes, la tentation de la violence de part et d'autre (une « guerre civile froide ») et, bien sûr, la dimension internationale. Au total, un ouvrage qui présente une information essentiellement politique, mais qui refuse de folkloriser un sujet passablement complexe.

Le « Petite Planète » de Philippe Meyer (2) est, dans le genre de cette collection bien connue, tout à fait réussi. La sympathie est plus qu'évidente et l'auteur nous donne à voir, à sentir, à partager le genre de vie, la façon de penser des Québècois. Ni démagogique ni faussement naïs, cet essai fait également le point sur les grandes lignes de l'histoire québécoise et sur sa situation politique et économique. Mais il a aussi l'avantage du reportage à la base, de perdues et des chantiers du Grand Nord. Berit avec humour et un usage constant et juste des expressions quéhécoises, ce livre ressortit, certes, an culturalisme, mais il est bourré d'informa-tions, de notations justes et de réflexions intel-

Par JEAN COPANS

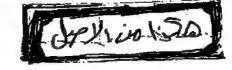
ligentes. Un Français qui comprend le Québec sans con e-cendance ni grandiloquence, c'est rare dans une cellection pour grand public. Il fallait le signaler.

DOSSIER QUEREC (3) est un imposant ouvrage de 520 pages dont les cent dernières présentent des points de vue français : nous avens droit alors aux clichés du Français-qui-découvre-le-Québec-et-son-genre - de - vie - américain-et-sa-francophonie - inimitable - et - originale. Le reste de l'ouvrage est d'une autre tenue, mais fuit un peu systématiquement le tour de la question avec une trentaine d'articles ou d'interviews. Quatre sociologues bien connus, M. Rioux, G. Rocher, J.-F. Falardean et F. Dumont évouuent, pour commence, les contradicmont évoquent, pour commencer, les contradic-tions de la société québécoise (influence nord-américaine, changements rapides, crise d'iden-tité). Les responsables du livre sacrifient le social au enteurel et confortent ainsi l'image du Quebecois qui chante et écrit dans un français original. Même la question prréoccupante de la lutte pour le français et de l'évolution

sociologique des groupes de locuteurs aurait mérité plus que quinze pages; le syndicalisme n'est guère mieux traité que le mouvement coopératif, bien que la vie associative (sous toutes ses formes) soit des plus riches et des plus significatives. Les chapitres les plus utiles concernent les groupes minoritaires, autochto-nes (Indiens et Inuit)) et autres, anglophones, nes (Indiens et Inuit)) et autres, anglophoues, italiens, julis, etc. A trop insister sur la lutte pour le Québec « libre » et français, on oublie les droits des minorités au sein même de la nation. Ph. Meyer faisait d'ailleurs remarquer que c'est le « rapport des Québécois avec les autochtones (...) qui qualifiera la « vraie nature » de l'émancipation du Québec... ». Finalement, la politique est singulièrement absente de ce recueil — du moins explicitement. Trop bref sur les questions importantes, éclectique sans être représentatif, ce dossier mi-information, mi-réflexion, est en fin de compte assez décevant.

Signalons pour terminer le recueil d'articles de J.-M. Piotte, Un parti pris politique (4), qui retrace l'itinéraire de la ganche « radicale » et socialiste des débuts de la « révolution tranquille » à l'actuelle expérience du Parti québécois. Le grand mérite de ces textes où les critiques et autocritiques ne manquent pas est leur (ranchise. Profondément antidoguastique que ce soit à l'épocque de Parti Pris est leur franchise. Frofondement antidogmatique, que ce soit à l'époque de Parti Pris — dont il fut un des animateurs — ou plus récemment lorsqu'il démonte les concepts de l'extrême ganche marxiste-lénimiste, l'anteur montre en quelque sorte les difficultés à devenir marxiste an sens politique du terme dans un pays aux traditions révolutionnaires encore halbutiantes. Parmi les nombreuses publications de la gauche québécolse, un témoignage intellectuel significatif ficatif.

(1) Pascal Mallet, Le Québec pour quot faire? resset, Paris, 1980. 320 pages. (2) Ph. Meyer, Québec. Le Seuil, Paris. 1980. D pages. (3) Dossier Québec (réalisé sous la direction de J. Sarrazin et Ol. Glayman). Stock, Paris, 1980, (4) J.-M. Plotte, Un parti pris politique, essais. V.L.B. éditeur, Montréel, 1979, 254 pages.



L'AVENIR DU PARAGUAY SE JOUE À ITAIPU

Déjà, affluent les investissements. La construction de trois barrages

> Les promesses de richesse sont-elles aussi des promesses de démocratie?

> > Par notre envoyé spécial EDOUARD BAILBY

va faire du fief du général Stroessmer

un pays exportateur d'énergie.

ANS trois ans, les premières turbines de la plus grande centrale hydro-électrique du monde (12,6 millions de kilowatts) entreen fonctionnement à Itaipu, sur le rio Parana. En vertu des accords signés entre les deux pays, le Brésil et le Paraguay se partageront à égalité

Puissance de 120 millions d'habitants, le Brésil aura besoin de tous les kilowatts qui lui font actuellement défaut pour assurer sa craissance industrielle. Il en va différemment du Paraguay. Nation agricole de trois millions d'habitants, sa consommation dépasse à peine 200 000 kilowatts. Que fera-t-il du surplus d'énergle?

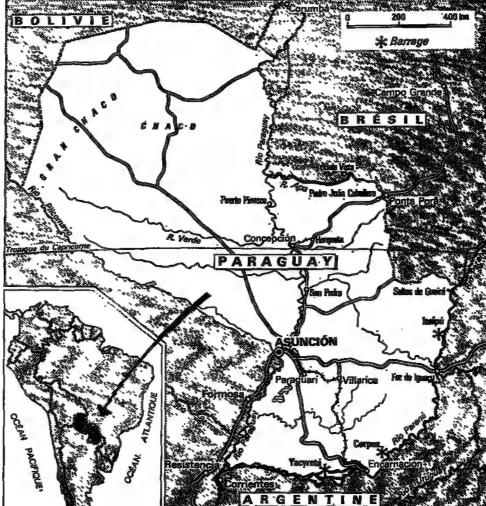
Le débat est engagé. Il est d'autant plus important que la construction, en coopération avec l'Argentine, de deux autres barrages sur le rìo Parana, à Yacyreta et Corpus, assurera au Paraguay un total de 10 millions de kilowatts dans les années 90, dont il pourra exporter une bonne partie, même s'il utilise au maximum ses capacités de développement. A une époque où la crise énergétique tend à s'aggraver, il s'agit de 3,2 millions de kilomètres carrés que draînent trois grands fleuves, riche en fer et en manganèse, le Paraguay reste l'enjeu des traditionnelles rivolités entre le Brésil et l'Argentine. A l'est de ses frontières, les fabriques brésiliannes s'installent par dizaines, les cultures de blé et de soig se développent, le résegu routier se diversifia : à l'ouest et au sud, les espaces argentins sont partiellement dépeuplés et mal desservis par les moyens de transport terrestres. C'est un dangereux déséquilibre géo-économique

L'avenir du Paraguay prend dans ces conditions une importance particulière, Gouverné depuis vingt-six ans par le général Alfredo Stroessner, doven des dictateurs latino-américains, le pays vit dans une situation anormale. Tous les partis politiques, à l'exception du parti communiste et des organisations jugées de tendance marxiste, ont une existence légale. Ils peuvent donc pré-

nter des candidats oux élections législatives et présidentielles, qui ont lieu tous les cing ans. Officiellement, la presse écrite n'est pas soumise des détenus politiques, qui dépassait le demi-millier vollà quelques années, est aujourd'hui també à une quinzaine. A la différence du Chili, de l'Argentine et de l'Uruguay, où les libertés ont été supprimées par les militaires au pouvoir, la Constitution paraguayenne garantit les droits

Derrière les apparences, pourtant, se cache une autre réalité. Grâce à l'état de siège en vigueur depuis une quarantaine d'années, à l'arbitraire a force de loi sur l'ensemble du territoire. Périodiquement renouvelé, sous prétexte que la sécurité de l'Etat est menacée par des forces intérieures et extérieures (ort. 79), il permet aux autorités d'emprisonner ou d'assigner à résidence toute personne jugée suspecte sons que celle-ci puisse bénéficier de l'habeas corpus, et d'interdire toute réunion ou manifestation publique. Dans les faits, le pouvoir exécutif s'adjuge tous les pouvoirs et frappe l'opposition, le mieux. Soutenu par des fidèles qui bénéficient largement des faveurs du régime le général Stroessner a pu régner en maître absolu sur son lors de la visite officielle du général Joao Figueiredo, chef de l'Etat brésilien, que le Paraguay connaît une authentique démocratie ».

Quelques semaines auparavant, à l'occasion des solennités du I° mars, certains dirigeants modérés de l'opposition avaient cru déceler une timide ouverture du régime. Les événements ont rapidement prouvé le contraire, mais l'histoire vaut la peine d'être contée. D'abord, parce qu'elle illustre les méthodes du général Stroessner pour se maintenir au pouvoir. Ensuite, parce qu'elle révèle l'apparition de divergences dans son entourage. Bien que la crise soit à peine perceptible. les signes d'une lente évolution interne commencent à se manifester. Ils ne sont pas dus uniquement à l'essoufflement de la dictoture,



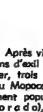
qui supporte de plus en plus mal les retambées de la libéralisation progressive du Brésil. La formidable richesse en énergle que procurera au Paraguay l'édification de trois centrales hydroélectriques sur le rio Parana pose d'ores et déjà le problème du choix de société. Tous ces facteurs réunis mettent en péril l'avenir du régime. Chaque année, à la date du 1° ma

Paraguay commémore avec faste la mort du maréchal Francisco Solano Lopez héros Francisco Solano Lopez, héroe meximo de la nacionalidad. Vaincu par les troupes de après une guerre impitoyable qui décima deux tiers de la population du pays, le chef de l'Etat paraguayen livra son dernier combat, en 1870, à Cerro-Corà, sur les rives du rio Aqui-dabàn-Nigūi. Avant de succomber l'arme à la main, il eut ces mots historiques : « Muero con mi potria > -- je meurs avec ma patrie. Pour rappeler ce geste héroïque, qui sonna le glas de la puissance paraguayenne en Amérique du Sud, un monument d'une belle sobriété moderne a été érigé, à la lisière de la forêt vierge, dans les environs de Pedro-Juan-Caballero. Les avions militaires y atterrissent, à quelques mêtres de distance, sur une piste en terre battue. Le général Stroessner a coutume de présider cérémonies, occompagné de ses ministres et des dirigeants du parti Colorado, le parti gouvernemental. Cette année, il s'est abstenu de parcourir les 550 kilomètres qui séparent Asuncion de Cerro-Corà. D'autres affaires l'ont retenu dans

payantes de deux pages, dans la presse quoti-dienne, pour accuser les dirigeants de l'Accord national de faire le jeu de Moscou et de La Havane. Les termes employés étalent d'une virulence particulière et portaient atteinte à l'honorabilité des personnes citées, L'anticommunisme reste une bonne affaire pour le régime dont la préoccupation majeure est d'associer de contestation à une tentative de subversion Brésil, en mai demier, le général Stroessner s'est publiquement inquiété de l' « ouverture politi-que » du président Figuelredo, allant Jusqu'à assimiler la grève générale des métallos de Soo-Paulo à une « conspiration communiste » ! C'est le même longage que tenaît le général Franco de

Au coup par coup

P ROFESSEUR, écrivain, dirigeant du parti libéral-radical authentique, député de 1968 à 1973, puis de 1973 à 1978, M. Domingo Laino a été emprisonné à plusieurs reprises ou assigné à résidence. C'est aujourd'hui une des principales personnalités de l'opposition paraguayenne. Malgré des tracasseries administratives de tout genre, la surveillance de son counter, les menaces, les coupures de courant ou de téléphone, il n'a de cesse de dénoncer la dictature. Dans un livre édité à Asuncion l'année dernière, il a tenté de démontrer, preuves à l'appui, comment certaines entreprises proches du pouvoir et des truands de renommée internationale ont mis à profit l' « industrie de l'anticommunisme » pour réaliser des affaires frauduleuses. Dans un autre best-seller, qui vient d'être traduit en portugais, il a également dénoncé la mainmise économique du Brésil sur son pays. Comment l'auteur a-t-il pu porter publiquement de telles accusations? On ne peut répondre à cette question qu'en faisant appel une fois de plus, aux contradictions croissante l'intérieur du régime. Molgré les dispositions de l'état de siège, qui lui donnent tout pouvoir pour remettre perpetuellement en question les libertés fondamentales, le général Stroessner est obligé de réagir au coup par coup. Il n'est plus en mesure d'appliquer une politique globale, systèmatique, contra l'opposition. Les pressions qui s'exercent de tous côtés, y compris au sein de son pro-pre parti, le contraignent à faire des concessions, même légères, pour continuer à gouverner.



Le droit de changer d'avis

Après vingt et un ans d'exil à l'étranger, trois dirigeants du Mopoco (mouvement populaire Co-l o r a d o), fraction dissidente du parti Calarado, avaien fait savoir au'ils rentreraient au Paraguay pour assister aux cérémonies 1° mars, à Asuncion, en compagnie des principaux res

ponsables de l'Accord national, mouvement qui regroupe les forces de l'apposition. A l'annonce cette nouvelle rendue publique, le quotidien ABC Color, qui, à lui seul, vend davantage (80 000 exemplaires) que tous les autres quotidiens réunts du Raraguay, voulut connaître l'avis du gouvernement. Interragé au téléphone par un journaliste, M. Hector Rodriguez, le sénateur Juan Ramon Chavez, à la fois président du Congrès et président, depuis une douzaine d'années, du parti Colorado, répondit en substance que les dirigeants du Mopoco étaient libres de rentrer dans leur pays s'ils entendaient reprendre des activités politiques normales.

La déclaration du sénateur Chavez, ami personnel du général Stroessner, fit grand bruit, car elle semblait marquer un tournant inattendu du régime à l'égard de l'opposition. Il n'en failut pas davantage pour que le ministre de l'intérieur, de surcroît vice-président du parti Colorado, publiât un communique officiel pour démentir les propos prêtés à l'illustre sénateur. Dès le lendemain, ABC Color ajouta, en guise de commentaire, que chocun avait le droit de changer d'avis en vinat-auatre heures. M. Hector Rodriguez fut aussitôt convoqué au siège central de la police. Accompagné d'un avocat et du secrétaire général du syndicat des journalistes du Paraguay, il s'entendit notifier par un policier de service qu'il était arrêté « sur ordre supérieur ». Pour quelle raison ? « Vous êtes un menteur », lui fut-il répondu. A partir de cet instant, nui n'eut de ses nouvelles. La demande d'habeas corpus, présentée par son gyocat, fut rejetée sans

appel. M. Hector Rodriguez a finalement été remis en liberté, le 29 mars, après avoir passé un mois en prison. Secrétaire général du syndicat des journalistes du Paroguay, M. Alcibiades Gon-zolez Delvalle a lui-même « disparu » pendant quarante-quatre jours, à la fin de l'année dernière, parce qu'il avoit laissé entendre dans un article que la corruption était générale au sein du

Voilà quelques onnées, les deux journalistes en question auraient vraisemblablement croupi dans un cachot, sans le moindre contact avec l'extérieur, pendant cinq ou dix ans. Il n'en va plus da même aujourd'hul. Grâce oux efforts cou-

rageux de l'opposition et aux pressions interna-tionales, le général Stroessner a été contraint de làcher du lest. Prudemment, des journaux, comme le quotidien ABC Color, se hasardent à critiquer telle ou telle mesure gouvernementale, sons remettre en cause, il est vrai, la personnolité du président de la République ni le pouvoir des forces armées. Comme dans toute dictature, il fout savois lire entre les lignes pour saisir la subtilité des commentaires politiques. Pourtant, dans ce pays où la presse reste soumise à des contraîntes morales, un bulletin de l'apposition vendu dans les kiosques, El Pueblo, de tendance social-démocrate,

s'en est pris récemment à un responsable de la

Le jeu difficile des opposants



Il ne faudrait éviemment pas exagérer l'importance de l'évolution qui s'est produite au Paraguay depuis quelques années. Les leaders de l'opposition sont les premiers à reconnaître leur faiblesse. Et à déclarer qujourd'hui qu'ils auraient dû s'abstenir de présenter des condidats aux élec-

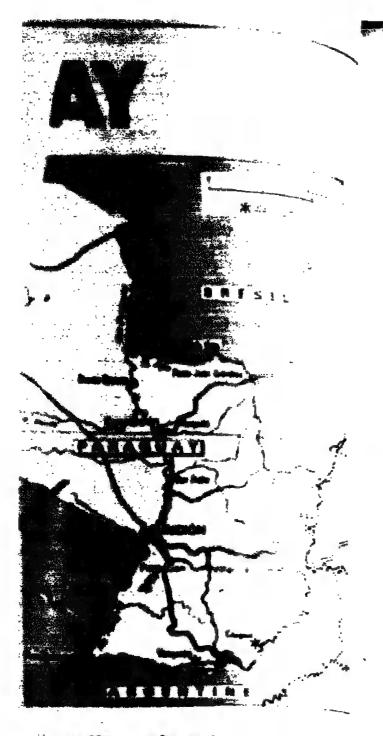
tions législatives, à partir de 1968, lorsqu'ils crurent un peu trop vite aux promesses d'ouverture du général Straessner. Le même problème s'était posé au Portugal sous le gouvernement du pre-mier ministre Marcella Caetano, le successeur de Salazar, Convaincus qu'ils ne pourraient rien attendre du régime, tant que l'état de siège ne serait pas levé et que le général Stroessner dis poserait de la machine de l'État pour se faire réélire président de la République, les partis de l'opposition déciderent, en décembre 1978, de se rassembler dans un front commun. Il porte le nom d'Accord national (Acuerdo nacional). Y ont adhéré le parti libéral-radical authentique, le

chrétienne et le Mopoco. Dirigé par M. Carlos Caballera Gatti, président du parti révolutionnaire fébrériste, ce rassemblement démocratique de centre-gauche est appelé à jouer un rôle déterminont dans les années à venir. A cet égard, les élections législatives et présidentielles de 1983, qui verront vraisemblablement le général Stroessner briguer un septième mandat, auront valeur de test si elles se déroulent comme prévu. Il n'est pas impossible, en effet, que des personnalités independantes viennent rejoindre l'Accord nationai pour exiger la fin de l'état de siège, une amnistie générale, le retour des exilés et le rétablissement des libertés democratiques. Tout dépendra, dans une large mesure, de l'évolution de a situation au Brésil.

Président de l'Accord national, M. Caballero Gatti se refuse à accepter une révolution » à la cubaine » ou « à la nicaraguayenne ». Cet homme, qui a dépassé la soixantaine, a vendu l'année dernière les actions qu'il possédait dans des entreprises Industrielles ou d'exportation pour consocrer entièrement à la politique. « Je ne crois à aucune évolution politique en profon-deur du régime tant que le général Stroussner sera le chef de l'Etut, affirme-t-il, mais je suis convoince qu'une transition pacifique vers la démocratie est possible si nous organisons dès maintenant les forces populaires. » A cet égard,

il s'oppose à toute forme de travail clandestin comme à tout culte du mortyr, même si la crainte paralyse encore nombre d'opposants. Les marges de monœuvre sont, en effet, étroites.

Pourtant, dans une petite rue du centre d'Asuncion, la Casa del pueblo, siège du parti révolution-naire fébrériste, reste le seul lieu de réunion publique de l'opposition. Débats et conférences s'y tiennent régulièrement sons que la police inter-vienne. Le 1° mars, à l'occasion du 110° anniversaire de la mort du maréchal Lopez, un dirigeant du Mopoco, entré clandestinement au Paraguay quelques heures auparavant, put donner une conférence de presse et disporcitre aussi vite qu'il était arrivé. Les autorités ne trouvèrent rien de mieux que de couper une fois de plus le téléphone. Etrange politique de l'arbitraire qui se monifeste de manière inottendue pour semer le désarroi. A tout moment, un membre de l'opposition peut être jeté sans explication en prison. Parfois, la répression prend des formes sanglantes. Au mois de mars, des paysons paraguayens de la région de Paranambu, sur la frontière du Brésil, voulurant se rendre en outocor à Asuncion pour dénoncer la spoliation dont ils étaient victimes de la part d'une entreprise étrangère, interceptés par la police, une vingtaine d'entre eux furent abattus et trois cents autres arrêtés. Depuis,



A 1 . . Pinesto Lat terra mille @u gette. Business and these the-

the Profit

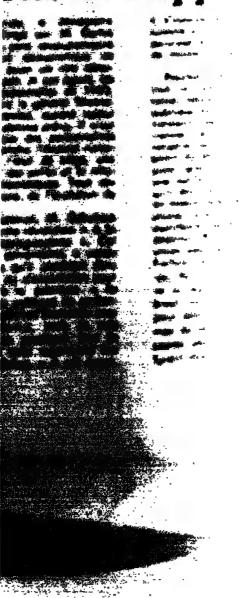
Bildragel gardingstit.

tion the star Appli

AU COUL

AND 40 1433 T m Cm ~ .

des opposants



les autorités se sont contentées de déclorer qu'il s'agissait de « bandoleros », c'est-à-dire de bandits de grand chemin!

L'AVENIR DU PARAGUAY SE JOUE A ITAIPU

Avec de telles méthodes, le général Stroessner a beau jeu d'offirmer que les fauteurs de troubles sont des repris de justice et des communistes. Les bons citoyens, les seuls à travailler pour l'avenir du poys, sont évidemment ceux qui appartiennent au parti Colorado. Ils sergient au nombre de neuf cent mille sur tout le territoire. Grâce à l'aide de l'Etat, le parti gouvernementai dispose dans le moindre village d'un comité dont les activités sont blen souvent policières. Tout fonctionnaire public, jusqu'au simple bolayeur municipal, doit obligatoirement appartenir au parti Colorado, officiellement dénommé Association nationale républicaine, s'il veut garder son emploi De même, pour entrer dans les forces de police ou dans l'armée, il faut être non seulement Colorado mais encore fils de Colorado, impossible égolement d'obtenir un crédit des banques de l'Etat si on ne fait pos preuve d'allégeance au parti officiel. « Le appliquant ce système, fait remarquer M. Domingo Laino, le régime a voulu arriver au parti unique. Il s'agit d'une discrimination unique dans son genre. » Les dirigeants de l'opposition sont unanimes à affirmer qu'ils se sentent comme des parlas dans leur propre pays. Une telle situation ne peut qu'aggraver les tensions internes. Le pari Colorado occupe une place telle dans le régime que son quotidien, Petria, est obligatoirement distribué aux fonc-tionnaires publics, dont on retire le tarif de l'abonnement sur les fauilles de paye. Il n'est pas jusqu'aux ingénieurs responsables de la centrale hydro-électrique d'Itaipu qui ne soient contraints

nydro-electrique d'itaipu qui ne soient contraints d'être affiliés au parti gouvernemental. Certains opposants n'hésitent pas ainsi à établir des similitudes avec le régime hitlérien.

Il fut un temps, dans les années 50, où d'anciens nazis du lli Reich trouvèrent un refuge facile au Paraguay, prétant de bonne grâce leur collaboration aux autorités. Ancien médecin du camp de concentration d'Auschwitz, Josef Mangele put acquérir la nationalité paraguayenne et exploiter une entreprise agricole dans l'est du pays. Mais, à dire vrai, les nouvelles générations qui font opposition à la dictature du général Stroessner auraient tendance à minimiser l'importance de ce phénomère. Elles font valoir que le problème du retour aux libertés est beaucoup plus grave, et surtout plus actuel, que la présence d'anciens criminels de guerre dans leur pays. Et les jeunes ne seraient pas loin de reprocher à la presse

Internationale une certaine propension à plétiner

des sentiers depuis longtemps battus. li a fallu attendre la fin des années 70 pour que le régime s'assouplisse quelque peu. Jus-qu'alors, toute forme de contestation était impitoyablement réprimée. Porté ou pouvoir en 1954 par un coup d'État, le général Stroessner ne craignit point de faire jeter en prison des milliers de citoyens et d'en contraindre un nombre supérieur à prendre le chemin de l'exil. Une des principales vagues de répression eut lieu entre 1959 et 1961 : occusés d'apporter leur aide à la guérillo, un demi-millier de Paraguayens au moins auraient été, selon des sources dignes de foi, fusillés par les forces de l'ordre ou torturés à

Progression > et droits de l'homme

NON content d'avoir provoqué l'éclatement en cinq tendances du parti libéral, une des deux forces politiques traditionnelles du Paraguay, avec le parti Colorado, le général Stroessner out se targuer dès lors d'avoir démantelé les réseaux de résistance dans les compagnes. Plus rien, opporemment, ne pouvait l'empêcher de

La politique du président Corter en faveur des droits de l'homme le contraignit néonmoirs à ne plus rester insensible aux appels de l'opinion publique. Dès l'année 1976, la commission des droits de l'homme du Paraguay, que préside depuis sa création Mme Lara de Costro, et le comité des Eglises réussirent à faire libérer la quasi-totalité des détenus politiques. Ambassadeur des États-Unis de 1977 à 1979, M. Robert White joue à cet égard un rôle décisif par ses déclarations publiques en faveur des libertés. Mal lui en prit de s'immiscer bruyomment dans les offaires intérieures du Paraguay puisqu'il fut roppelé à Washington, à la demande du général Stroessner. If occupe quiourd'hui le poste d'ambassadeur à El Salvador. Mais son action n'aura pas été inutile : une quinzaine de détenus poli-tiques tout au plus — deux seulement, affirme le gouvernement d'Asuncion - restent empri-

Un des principaux avocats du Paraguay, Mº Francisco José de Vorgas, lui-même arrêté une douzaine de fois, et torturé, estime que si les progrès ont été « apparemment » considérables, pour ce qui touche à la répression proprement dite,

les atteintes aux droits de la personne humaine restent tout aussi graves et fréquentes qu'auparavant. Il cite en exemple le système judicioire qui, relevant entlèrement du pouvoir exécutif n'assure pas la moindre cossibilité de défense aux accusés, « Je sais d'avance que toutes les démarches que je peux entreprendre sur le plan légal, dit-il, sont inévitablement vouées à l'échec. Mais, par principe, parce qu'il ne faut pas aban-donner le combat pour le justice et le liberté, Je ne beisse pos les brais. » Agé de trente-six ans, Me Vargas est un des dix ou douze avocats qui se consacrent à la défense des détenus politiques

Deux d'entre eux sont parmi les doyens des prisonniers d'opinion en Amérique latine. Emprisonné en décembre 1962 pour avoir participé à un complot, le capitaine Napoléon Ortigosa a été condamné à vingt-cinq ans de privation de liberté. Pendant les dix premières années de sa détention, il n'a pas eu le droit de recevoir une seule visite. Condomné pour le même motif à quinze ans d'emprisonnement, le sergent Escolastico Guillermo Ovando n'a pas été remis en liberté à l'expiration de sa peine, en 1977. Tous deux continuent à croupir dans une cellule spéciale de la police. Quant à l'ingénieur Virgilio Barreiro, emprisonné en août 1964 sans avoir jamais été soumis à un quelconque procès, il a été remis en liberté au mois de mai demier. Le record a été néanmoins battu par trois détenus politiques qui, après avoir passé vingt-deux ans en prison sans être jugés, ont été libérés au cours de 'année 1978.

Préfaçant un auvrage de propagande sur le Paraguay, M. Léon Bouvier, ambassadeur de France à Asuncian jusqu'en 1979, a pu écrire : all est désormais certain que l'œuvre entraprise, grâce à la stabilité dout jouit ce pays depuis que le président Stroessner en a assumé la direction, procure une progression que les chiffres ne cessent de confirmer. » Il est indéniable que des progrès ont été enregistrés au cours des dernières années, mais fallait-il qu'un diplomate français les mette à l'actif de la « stabilité » du régime, autrement dit de la dictature? C'est précisément l'argument que met en avant le général Stroessner, depuis vingt-six ans, pour se maintenir au pouvoir. Les Etats-Unis et l'Aliemagne de l'Ouest ont déjà compris, semble-t-il, qu'il était temps d'engager le dialogue avec l'opposition. Les changements de structures économiques et politiques que provoquera inévitablement la mise en service des centrales hydro-électriques sur le rio Parana ne peuvent plus être ignorés.

fication des transports et des hameaux les plus reculés et qu'elle permette, de surcroit, l'instal-lation de cuisinières électriques dans toutes les chaumières, il est évident que le Paraguay cessera vite d'être une société pastorale. Un premier coup de pouce aura été donné.

A l'heure actuelle, exception faite de quelques industries et d'une roffinerie de pétrole étrangère, le Paraguay reste un pays agricale dont les cultures de coton et de soja constituent plus de 65 % des exportations. Vollà une dizaine d'années, plus de la moitié des produits exportés étaient représentés par la viande, le bois et les huiles végétales. Il y a donc eu un changement appréciable de la production agricole qui a permis au Paraguay, grace en particulier à l'aide technique de la France dans le domaine de la culture du coton, d'accroître ses rentrées en devises. Doté de terres particulièrement fertiles sur une bonne moitié de son territoire, comment ne pas imaginer qu'il puisse développer une mportante industrie agro-alimentaire?

Il n'est pas certain, toutefois, que les sociétés multinationales y voient leur intérêt. Depuis la signature de l'accord d'Itaiou, une douzaine de banques étrangères se sont installées au Paraguay, ce qui tendrait à prouver que d'importantes opérations d'investissement se préparent. Elles seront d'autant plus faciles à réaliser que le régime politique du général Stroessner ne permet guère aux mouvements de l'opposition de s'exprime librement. Pourtant l'opinion publique a son mot à dire. Déjà, une société américaine se propose d'investir 800 millions de dollars dans un projet d'aluminium. « Rien que du Brésil, nous a contié le ministre de l'industrie et du commerce, j'ai reçu plus de deux mille chefs d'entreprise qui vealent investir dans notre pays. = Delegations françaises, allemandes, britanniques, américaines, japonaises, espagnoles et même sud-caréennes ont défilé, depuis plusieurs mois, dans les minis ières. Les propositions ne manquent pas : installation d'un réseau d'aéroports, industries de chlore et de potasse, électrification des transports terrestres, construction de voies ferrées, etc. Mieux placé, le gouvernement de Brasilia a abtenu qu'une voie ferrée soit construite entre Asuncion et la frontière brésilienne pour permettre au Paraguay d'exporter son soja, denrée dont il est aujourd'hui le cinquième producteur

Avec un revenu annuel par habitant qui est passé de 238 dallars en 1962 à plus de 500 dalars à partir de 1977, le Paraguay se voit désormais confronté à une réalité économique nouvelle. Le nombre des analphabètes oscille autour de 20 %, et, si le sous-emploi frappe une partie importante de la population, le chômage y est loin d'atteindre les mêmes proportions que dans le reste de l'Amérique latine. Le pays n'ayant pas connu le phénomène de l'industrialisation, l'exade des compagnes vers les villes est resté limité, et les quelques bidonvilles (25 000 habitants) que l'on peut voir à Asuncion, notamment au pied du palais présidentiel, sur les rives du rio Parques guay, ne présentent ni l'ampleur ni le de ceux qui ceinturent Bogota, Lima et Rio-de-Janeiro. La capitale paraguayenne est une ville paisible, presque familiale, où il est agréable de se promener à toute heure du jour et de la nuit sons avoir à craindre de se faire attaquer par des voyous. Ce n'est pas que la police y soit plus efficace ou plus nombreuse que dans d'autres capitales. Le mode de vie du peuple paraguayen, sobre, attaché à ses traditions, explique plutôt ce phénomène assez rare en Amérique du Sud. Le Paraguay a, en outre, d'autres particularités qui le distinguent des pays voisins. Ainsi deux langues, l'espagnol et le guarani, y sont couramment pratiquées par l'ensemble de la population. Il faut remonter le cours de l'histoire, lorsque les conquérants espaanols, isolés au cœur du continent, furent contraints de coexister avec les populations indiennes, pour en comprendre l'importance.

. Qu'adviendra-t-il lorsque le Paraguay sera submergé par des flots de dollars et de kilowatts? La question est d'autant plus grove que le régime dictatorial du général Stroessner entend être seul à décider de l'avenir. A moins que la construction d'Italpu n'ébranle les assises du système. Pour l'opposition, c'est un espoir.

(Copyright Edouard Bailb et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTU.)





Pays de 406 752 kilomètres carrés, en grande partie juay tire l'essentiel de ses ressources de l'ogriculture. Tra-versé sur 1 262 kilonètres par le rio Paraguay, qui se perd en méandres ensablés avant de rejoindre la rio Parana pour former Plata, au large de

Buenos-Aires, il se divise en deux parties distinctes. Au nord : le Chaco, vaste territoire aride où ne poussent que des épineux. Quelques milliers de mennonites, d'origine allemande et canadienne, s'y sont installés pour cultiver avec succès le coton et l'arachide. Ils s'adonnent également à l'élevage. Sans moyens de communication terrestre faciles, sans ressources hydrauliques et minières, le Choco est placé sous le contrôle de l'armée, du fait de sa proximité géographique avec la Bollvie. Les espaces restent trop dépeuplés

C'est dans la partie du territoire comprise entre guay et le río Parona, soit un peu moias de 200 000 kilomètres carrés, que le Para-guay construit son avenir. Plus de huit cents cours d'eau y irriguent des terres fertiles. A cet égard, le triangle de 80 000 kilomètres carrés dont les villes d'Asuncion, Puerto-Stroessner et Encor-nacion forment les trois sommets a toujours été le pilier du développement économique du pays La première voie ferrée de l'Amérique du Sud y fut construite, au XIXº siècle, pour relier la capitale paraguayenne au port d'Encarnacion, sur le rio Parana. On n'en a pas tracé d'autre depuis. Deux fois par semaine, des troins au charbon de bois mettent quarante-huit heures pour parcourir les 1510 kilomètres qui séparent Asuncion de Buenos-Aires. Ils sont au bord de

Pays sans façade maritime, le Paraguay n'eut recours, pendant une longue période de son histoire, que de se soumettre oux influences

anglo-argentines pour pouvoir exporter ses produits par le port de Buenos-Aires. Tout son développement s'en ressentit. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Secouée par des coups d'État, affaiblie par une grave crise de structure, dominée de surcroît par des généraux qui s'opposent à toute ouverture politique, la République Argentine a perdu son hégémonie. Les milleux dirigeants du Paraguay sont dovantage attirés par la puissonce brésilienne, et l'opposition, tout en manifestant certaines craintes quant à la situation géopolitique nouvelle qui se dessine, attend beaucaup de la libéralisation progressive du géant sud-américain. Dynamiques, habiles négociateurs, dotés de moyens problement et financier profésieurs à certaine. techniques et financiers supérieurs à ceux de leurs traditionnels rivoux argentins, les Brésillens ant

commencé leur poussée vers le sud.

Dès l'année 1961, le président Juscelino
Kubitschek inauguralt le premier pont sur le rio
Parana, entre le Brésil et le Paraguay. Poursuivant sa politique de rapprochement avec Asun-cion, le gouvernement de Brasilia accordait une zone franche dans le port de Paranagua, sur l'océan Atlantique, aux produits paraguayens. Puis, en 1969, une route aspholtée reliait la mé-tropole industrielle de Soo-Paulo à la ville d'Asuncion. Les liens étalent tissés. Mais c'est le projet d'Itaipu qui cimenta le rapprochement entre les deux pays. En avril 1973, Brésiliens et Parase miren construire ensemble le plus grand barrage du monde sur le rio Parana. Une fois terminá, en 1989 las dix-huit turbines de la centrale produiront 12,6 millions de kilowatts, dont chocun des deux pays signotaires se partagera pour moitié. Compte tenu de ses possibilités actuelles de développement et de ses obligations financières à l'égard du Brésil, le Paraguay n'aura pas besoin, d'ici à cette date, de toute l'énergie qui lui sera impartie. Mais, l'année prochaine, en vertu des accords conclus, il devra dire très précisément la quantité de kilowatts qui lui sera nécessaire pour les dix prochaines années.

Le problème est complexe. Pour tenter d'en cerner tous les aspects, le gouvernement d'Asuncion a chargé quatre bureaux d'études étrangers d'établir une prospection dans le futur, à partir des données actuelles de l'économie paraguayenne. Les rapports remis ne parviennent pas aux mêmes

conclusions. Faut-II que le Paraguay se lance dans l'installation de grosses Industries, avec l'aide des sociétés multinationales, pour utiliser au maximum l'énergie qui lui reviendra ? C'est la thèse que soutient M. Blas Riquelme, leader de l'Union industrielle du Paraguay. Elle ne semble pas par-tagée par M. Delfin Ugarte Centurion, ministre de l'industrie et du commerce. « Avent de faire d'Itaipu une question patriotique, rétorque-t-il, il s'agit de sevoir quelles sont mos possibilités d'ati-lisation de cette énergie. » !! serait enclin à penser que le Paraguay devrait, dans une première phase, développer ses possibilités agro-industrielles avant de se lancer dans de grands projets industriels,

Le débat sur Itaipu prend d'autont plus d'importance que le temps presse. Avant même d'avoir pris une décision quant à l'orientation de son développement économique, le Paraguay entend déjà renégocier le prix de l'énergle qu'il pourra revendre au Brésil, en faisant valoir que certaines clauses du troité lui sont défavorables. C'est une question qui intéresse au premier chef l'ingénieur nationale d'électricité paraguayenne), qui connoît suffisamment blen les problèmes d'exploitation pour ne pas vouloir se laisser entraîner dans des discussions politiques. Pourtant, du fait de leur ampleur, les problèmes posés par Itaipu ne sont l'avenir du pays. A supposer, comme il en est question, que l'énergie utilisée serve à l'électri-

Le Monde réalise chaque semaine **UNE ÉDITION INTERNATIONALE** SELECTION HEBDOMADAIRE

5. rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23

LE MONDE diplomatique
Abonnez-vous

Le Monde diplomatique présente chaque mois la vision la plus complète sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger. C'est le complément indispensable du quotidien pour tous ceux qui, par leurs fonctions ou par intérêt, s'attachent à mieux connaître ce qui se passe dans le monde.

NOM .	• • • • • • •	• • • • •	 	• • • • •	••••	• • •	• •	• • •
Prénom	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •		 •••	••••	• • • •		• •	•••
Adresse		••••	 ••••	••••	••••		•••	•••
	•••••	• • • • • •	 		Poor			

Je vous règle la somme de 75 F pour mon numéros) ou « Monde diplomatique » et le reçois en supplément l'un OPTION: Je désira, en outre, recevoir les autres numéros que l'ai

cochés; je vous les règle sur la base de 7 F l'exemplaire. 9

			_				_		1
C	hois	issez	ľug	des	num	éros	suiv	ants	•
B	309. 308	L'imp	logion	đu	social,	déce	mbre	1979.	

311.

Faites le total de votre commande et envoyez-nous votre règlement à : « LE MONDE », service Promotion abonnements, département publications annexes, & rue des Italiens, 75427 Paris Cédex 09.

LE	MONDE	DIPLOMATIQUE

Fondateur ; Hubert BEUVE-MERY eur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

VOIR NORMALE

nce, Dest, TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Dilbouti, Gaboa, Mauritanie, République maigache, Mail, Niger, Séas-gai, Tobad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Tél. : Rédaction et ab

Surope, Turquis d'Asia, Chypre, Acorea, Canarles Madèra, Aigè-rie, Marce, Tunisie 115 DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mair, Mauritania, Niger, Sénégal, Tobad, Togo, Haute-Voita, République de Dji-houti

TOM, République malgache, Stat

Adr. talegraphique : Jourmonde Paris

ments : 246-72-23. Téles : Le Monde 650-572 Paris

Rédaction et administration, 5. rue des Italians, 75427 PARIS CEDEX 09

LA DIFFICILE RECONSTRUCTION DU CAMBODGE

E Cambodge n'est plus une forteresse interdite aux observateurs.
Représentants de la Croix-Rouge
internationale, fon et ion naires de
l'UNICEF (Fonds des Nations unies
pour l'enfance), délégués laics et
religieux d'associations caritatives y
séjournent en permanence (1). Journalistes et cameramen ne manquent pas,
Le Festival de télévision de MonteCarlo a lancé une production britannique réalisée en septembre dernier.
Des correspondants accrédités à Hanol
en sont à leur huitième voyage.
Députés, syndicalistes, juristes, ingénieuxs, professeurs, mé de cins du
monde entier en mission pour quelques jours, retrouvent à l'hôtel Samaki
(ex-Royal) les sédentaires de la
colonie étrangère. Les diplomatespensionnaires pratiquent la politique
de la porte ouverte à la dégustation de leurs alcools netionaux.
Leurs voisins de palier, Helvètes de la
Croix-Rouge ou fonctionnaires de
l'UNICEF, ont sur eux l'avantage d'une
liaison aérienne quotidienne Bengkok.
Phnom-Penh, qui achemine le courrier de service et la presse thallandaise
de la Croix-Rouge internationale et
plioté par des militaires français,
atterrit chaque matin à 8 heures à
Pochentong. Une équipe de dockers
blen rodés décharge les 12 tonnes
de sa cargaison (huile, conserves, riz,
moustiquaires, médicaments, lait en
poudre, etc.) et, vers 13 heures, l'appareil décolle à vide. Dans la carlingue
transformée en salle de séjour une
table est dressée, autour de laquelle
prennent place sur des chaises pilantes
les deux ou trois passagers convoyeus,
médecine, journalistes, que la CroixPerser irrenteret neur i della:

prement place sur des chaises pliantes les deux ou trois passagers convoyeurs, médecins, journalistes, que la Croix-Rouge transporte pour 1 dollar.

La communication est une denrée très rare au Cambodge. Sil la liaison télégraphique internationale est rétablie avec Phnom-Penh (via Hanoi), le trafic postal intérieur reste balbutiant. Comment délivrer une correspondance à de présumés survivants sans facteurs, sans voltures postales, sans timbres, sans adresses? Les rues de Phnom-Penh commencent à retrouver leurs plaques indicatrices. Mais qui habite où ? Le très rare courrier administratif est acheminé par des estafettes motorisées.

Si les émetieurs des ambassades ne natient aucune vacation, la collecte de l'information publique reste peu abondante. L'agence de presse S.P.K. roméote à une centaine d'exemplaires un bulletin quotidien en français réservé aux ambassades et aux hôtes étrangers. La radio diffuse trois émissions de music and neus (de 6 h. à 7 h., de 11 h. à 12 h. et de 18 h. à 20 h.), retransmises par haut-parleurs dans les rues des grandes aggiomérations provinciales... quand l'électricité ne fait pas défaut. Le courant, fourni par des centrales à fuel ou des groupes électrogènes, est rétabli de 18 heures à 22 heures, sauf à Phnom-Penh, où la distribution est quasi permanente. Le transistor individuel manque de ples sèches (les Soviétiques en ont livré deux millions d'unités en décembre 1979)... et le Cambodgien manque de transistors. Trois imprimeries seralent opérationnelles si l'encre était disponible. Le ministère de l'information édite à 15 000 exemplaires l'unique journal du pays: un hebdomadaire

distribué gratuitement dans les administrations. En lançant, début janvier, un second titre, le Journal de l'armée, à quelques milliers de copies, le gouvernement indique que l'effort de défense nationale sera privilégié dans les prochaines armées. L'appareil d'Etat n'a pas encore son journal officiel, ni son institut de statistiques; mais il dispose, depuis décembre, d'un réseau téléphonique interministériel (manuel) et d'une liaison (morse ou phonie) avec les capitales de province. Les transmissions militaires vietnamiennes, réservées aux besoins du service, sont inaccessibles eux utilisateurs civils cambodglens ou, vietnamiens.

civils cambodgiens ou... vietnamiens.

On n'a guère idée de l'amplitude du séisme qui affecta le Cambodge ces dix dernières années. Pas une ville, pas un bâtiment in tacts. Phnom-Penh est sans doute la cité dont le part immobilier a le moins souffert Aquès le 17 avril 1975, jour J de l'èvacuation, le pays fut à l'image de ces geysars miniatures, de ces minivolcans que l'on peut voir sur les boulevards brassant sous une cloche de verre jus d'orange ou flocons de mais. Deux déportations intérieures (1975 et 1977) jetèrent sur les routes les « nouveaux habitants » (ceux des villes) et le « peuple ancien » (ceux des villes) et le « peuple ancien » (ceux des villes) et le « peuple ancien » (ceux des villes) et le « peuple ancien » (ceux des campagnes). Dès janvier 1979, le pouvoir khmer rouge volatilisé, le seul but de centaines de milliers de personnes déplacées fut le retour au village natel. Mais avec quel ravitaillement, quels moyens de transport, quel fourrage? Où s'abriter l' Falkait-II ne pas moissonner? Comment se nourrir? Les huit premiers mois de 1979 furent affreux. Le premier avion occidental (affrété par le Comité français d'aide sanitaire et médical au peuple cambodgien) atterrit à Pochentung le 28 soût 1979 et le poids de la réanjmation de première urgence de tout un peuple de cadevres vivants fut supporté par le Vietnam. Ni le génie, ni l'intendance militaire, ni les services de santé de Hanof n'étaient préparés à prendre en charge cinq millions de rationnaîres. Pendant les dix premiers mois de 1979, 95 % des secours furent achemines par la route à partir du Vietnam, dans une situation d'extrême pénuire, encore aggravée par l'attaque chinoise sur la «frontière de l'amitié ».

Dans les services de pédiatrie des hôpiteux saigonais, le ration mensuelle fut ramenée à une boîte de lait condensé par enfant pour aider le Cambodge, Au même moment, le Communauté décidait, à Bruxelles de stopper tout envoi au Vietnam. En août 1979, le fable (sujourd'hui abandonnée) du détournement de l'alde internationale n'avait pas en core cours. Seule l'alde bliatérale fonction-

Aux difficultés d'assurer la distribution des secours s'ajousaient celles du
déchargement dans les ports. Les
maiflons fabries, lors de la remise en
activité du port de Kompong-Som,
étaient la pénurie de matériel de
manutention, l'inexpérience et la
malnutrition des declars, l'inexistence
de moyens d'évacuation. Dans la même
semaine, et souvent le même jour (en
octobre-novembre 1979), arrivaient des
navires de faible tomage affrétés par
la Croix-Rouge, l'UNICEF, l'OXFAM,
World Vision, etc. Les dochers cambodgiens ne déchargeaient que 350 tom-

Par FRANCIS CRÉMIEUX #

nes par jour. Un chargement de 3500 tonnes immobilisait un cargo dix jours à l'un des quatre postes utilisables. Ce qui était en cause n'était pas la capacité de stockage, mais blen la falblesse technologique et physique des opérateurs. D'où la décision soviétique d'ancrer, le 29 octobre, le Liouba-Oriona — petit navire de croisière touristique, venant de Vladivostok. — avec ses quatre-vingt-douze dockers qui portent la cadence quotidienne à 2000 tonnes et forment les Cambodgiens aux techniques de déchargement. Cinq semaines plus tard, le 7 décembre, six cent quatorze véhicules débarquaient du cargo soviétique Skulptor-Galuphtna. En un jour, les données de l'acheminement du ravitaillement étaient modifiées, alors même que la rélection de la voie ferrée Kompong-Som -Phnom-Penh permettait l'évacuation de 500 tonnes tous les deux jours. Les cargos accostaient donc à Kompong-Som, les barges plus légères remontatent vers Phnom-Penh, les premiers gros porteurs atterrissaient à Pochentong, les couvois ravitailleurs motorisès fran-

E'N l'absence d'un ministère du ravitaillement, il n'est guère possible d'avancer des chiffres précis ou de profiler un quelconque plan. Simplement, à la question : le Cambodge dispose-t-il aujourd'hui de la ration a l'iment ai re minimale, la réponse est « oui ». Pourra-t-il, en exportant son riz reconstituer lentement son tissu industriel dans les années à venir. Là encore, la réponse est affirmative. Condamné au minimum vital et à une écologie de circonstance, le Cambodge demeure une nation paysanne à 98 %. Il renaîtra au rythme des saisons : lentement. Il lui faut pour cela la paix intérieure et extérieure. Cinq millions de Cambodgiens — dont près de 50 % d'enfants de moins de quinze ans — ne sauralent être un polis insupportable pour la communauté socialiste.

Si la hiérarchie des urgences (rlz, semences, engrals, insecticide, carburant et matériel agricole) est connue, l'absence de tout appareil statistique centralisateur rend difficile l'évaluation du déficit en riz et céréales pour 1980 : 400 000 ou 500 000 tonnes ? Qui peut le dire ? Une ration mensuelle de 15 kilos de riz aux cinq millions de Cambodgiens représente 900 000 tonnes par an. On prévoit en 1980 l'ensemencement de 1,5 million d'hectares (700 000 en 1979, 2,4 millions en temps normal) et un rendement moyen de 1 tonne à l'hectare (0,8 en 1979, 1,2 en temps normal) (2). Dans ces conditions le déficit serait ramené en 1981 à 200 000 tonnes. Pendant les quatre premiers mois de 1980, le Cambodge a vécu sur la récolte 1979-1990. Cette rémission a permis le stockage de l'aide bilatérale et une planification plus sereine des impératifs de la soudure. La direction du plan à Hanoï a comptabilisé une légère augmentation de la production vietnamienne (13,5 millions de tonnes en 1979, contre 12,9 en 1978). De leur côté, les Soviétiques spécialistes du Conecon affirment à Phnom-Penh que « le nécessaire seru fait ». Les observateurs qui étalent au Cambodge en mai sont formels : la bataille des semences est gagnée ; le spectre de la famine est écarté, sauf calamités naturalles.

Treste que le décollage sera d'autant plus lent que l'aide américaine ou européenne restera conditionnée par des exigences politiques difficilement acceptables pour un Etat souverain. A cet égard, le manque d'imagination et de souplesse de la diplomatie française conduit, sur le terrain à une déplorable pratique de l'absentéisme, aggravée par des maladresses certaines.

Alors que les traces de la présence française perdurent dans de nombreux secteurs qui pourraient, en quelques semaines, être revitalisés, la timidité, pour ne pas dire une sorte de fatalisme de l'abandon, règne dans les administrations publiques et parapubliques de Paris, Certes, un Comité national d'aide au peuple cambodgien a reçu l'aval du président de la République; mais tout se passe comme si l'ade se consommation immédiate. Il est d'autres besoins. La faculté de médecine et de pharmacie qui vient de rouvrir ses portes, dans laquelle se pressent des centaines d'étudiants francophones, manque de tout. Le conservateur d'Angkor n'a plus d'archives, le fonds de la Bibliothèque nationale (à 95 % français) n'est plus alimenté depnis six ans, les motrices françaises du réseau ferré manquent de pièces détachées, de même que les vestiges de l'industrie textile.

l'industrie textile.

En fait, ce sont des associations privées, des hommes de bonne volonté qui concluent des contrats de coopération ponctuels avec les ministères du Kampuchés, Signe des temps : neuf sur dix des ministres en fonctions ne parlent pas français, alors que tous les diplomates en poste utilisent este langue. Une nuée d'interprétes maintiennent en français la communication entre le Cambodge et l'Occident. Pour

combien de temps?

Après avoir connu l'enfer des communes concentrationnaires, les infirmeries de charlatans, le travail forcé et la répression sangiante, la suppression de toute propriété individuelle et la cuisine collective, l'interdiction de tout commerce, le Cambodgien veut vivre le « contraire ». A l'échelon communal, les conseils étus ont appelé les paysans à se grouper en unités de travail (quarante à cent personnes). Des terres leur ont été affectées, Le ris repiqué et moissonné a été partagé entre les cultivateurs sans aucune retenue en nature, sans le moindre impôt. L'exploitation des lopins individuels (interdite sous Pol Pot) est redevenue libre; libres aussi, le ramassage des noix de coco, la

* Journaliste, producteur à Radio-Prance. chissalent la frontière khméro-vietnamienne. Mais, après un premier stockage, comment capillariser jusqu'au
dernier village l'aide alimentaire et
médicale? Comment décentraliser les
stocks de carburants, comment évaluer
les besoins de pièces de rechange dans
un pays sinistré à 100 % et totalement
vidé de ses cadres, de ses techniclena,
de ses professionnels formés à l'administration des choses? Là encore,
l' e expert Vietnam supports le
premier choc. L'imagination populaire
en fait un personnage omniprésent :
mi-Père Fouettard mi-Père Noël. Mais
il existe récilement, même si l'on a
parfois du mai à le rencontrer. Il est à
la fois agent de liaison avec son administration civile d'origine, technicien,
pédagogue, transmetteur d'expérience
et de savoir-faire à de jeunes cadres
inexpérimentés et boîte aux lettres où
a'accumulent les demandes les plus
diverses. Son rôle principal est de
combler un manque, au niveau d'un
ministère, d'une centrale électrique,
ou d'une bibliothèque publique. On
manque de tout au Cambodge : de
rustines, de soies, de seringues, de
balances, de soudure, de ciment, de
lait, de joints de culasse, de pansements, de microscopes, de papier...

La faim

salgnée des palmiers à sucre. Liberté
d'aller et venir, de pêcher, d'engraisser
le cochon ou la volaille, de troquer au
bord des routes, sur les marchés villageois ou citadins les premiers produits
de la terre, les beignets de farine de
ris, le vin de palme fermenté contre
un pneu de vélo, un pantalon, une
bouteille de pétrole ou une clé
anglaise. La réuseite la plus spectaculaire est la scolarisation de neuf
cent milie enfants groupés en quatre
mille sept cents écoles et enseignés
par dix-huit mille instituteurs.
La dénonciation répétitive de « la
clique Pol Pot-leng Sary » a de quoi
agacer l'observateur étranger. Le
souci premier du gouvernement est,
en effet, de briser l'équation que l'opinion publique pent encore tracer entre

clique Pol Pot-leng Sary » a de quoi agacer l'observateur étranger. Le souci premier du gouvernement est, en effet, de briser l'équation que l'opinion publique peut encore tracer entre Pol Pot et le socialisme. Dans la foulée les «milieux réactionnaires chinois » seront dénoncés comme les seuls et derniers soutens de l'ancien régime. Cinq ans de chauvinisme antivietnamien ont laissé des traces. Mais la population n'ignore pas que l'armée vietnamienne contribue à interdire le retour des Khmers rouges ou plutôt des partisans de Pol Pot, car tous les Khmers rouges ne sont pas des «Pol Pot». C'étaient avant tout des révolutionnaires qui luttaient contre Lon Noi et ses alliés américains, et non pour construire la société de coercition que leur façonna Pol Pot. Le rejet de Pol Pot entraîne logiquement ceiui de son décortem idéologique dans lequel la haine

antivicinamienne était devenue la panacée. En outre, malgré les dénonciations officielles, le prince Sihanouk conserve une certaine sympathie, à défant de popularité. L'opinion n'est certes pas informée des grandes manouvres politiques de ce dernier et du nouveau gouvernement khmer rouge. Mais la perspective d'élections sous contrôle de a casques bleus a qui auraient à garantir la liberté de parole de candidats pospotiens laisse perpième.

perpieze.

La ligne d'horizon politique, au Cambodge, est celle de l'amélioration des conditions matérielles de la vie quotidienne. Nous avons beaucoup étonné nos interlocuteurs des villes de province en demandant à visiter la prison. « Mait ... " a " a en pas. » C'est vrai : ni prisons, ni tribunaux, ni juges. Sociologiquement, la disparition miraculeuse du vol, de l'ivrognerie, du viol, de l'escroquerie, de la concussion est difficillement concevable. Un craminologue enregistrerait plutôt une modification de la gravité de certaines infractions. Les doigts des pickpockets ne foullent que des poches aussi vides que les tiroirscaisses. Comment dévaliser une épiques ? Comment cambrioler, quand toute une ville vit portes ouvertes et sans serrures ?

On connaît l'existence d'une prison centrale à Phnom-Penh. La rumeur affirme que des soldats perdus transitent quelques jours dans des camps de rééducation. Invérifable. Par contre, on peut constater la mansuétude du pouvoir envers les épaves du régime détruit. Nous avons rencontre à l'hôpital de Kompong-Speu trois gosses ravagés par la malaria, arrêtés la velife, les armes à la main, par une patrouèle. Aucun gardien. Des qu'elles seront rétablies, ces trois épaves retourneront au viliage natal où ce qu'il reste de leur famille leur fera une place. De fait, le Cambodge paraît hesucoup plus paisible que ne le déclarent les ministres khmers rouges. Les précautions imposées aux évangers du type : « Allez où pons voulez, mais jurez-moi de ne pas circuler de nuit », se révèlent exagérées dans la plupart des cas. En revanche, il nous a été fermement interdit de rouler de nuit à 50 kilomètres au nord de Kompong-Thom par une patrouille vietnamienne dont l'officier ne badinait pas avec la consigne. Il est vrai que le chef d'un village voisin, sa femme et ses enfant savient été assassinés la veille dans leur case, à 3 heures du matin. Crime politique ? Règlement de comptes ? Comme nous nous informions du sort réservé à l'ancien chef du village où nous nous reouges, on nous répondit : « Il vit là, à côté »; et notre interlocuteur nous désignait sa case.

Le rétablissement de la monnaie

DANS le domaine du commerce fornin, les autorités ferment les yeux. Déjà, en noût dernier, on trouvait sur le marché de Siem-Reap des cotonnades de contrebande. Depuis, de Poipet à Sisophon, puis de Sisophon vers l'intérieur, les nationales 5 et 6 sont sillonnées de vélocipèdes surchargès de marchandises acquises à la frontière thallandaise. Le sarong est roi sur les marchés instaliés à la périphérie des gros bourgs. Lait condensé, ris, poivre, conserves, vêtements s'échangent contre de l'or. Tout marché aes peseurs d'or. On y détaille un maillon de chaîne, un tronçon de hracelet, un éclat de bague. Tarif de la pesée et du certificat : 125 grammes de riz. Le reconstitution d'une pellicule de petits commerçants est une side apportée au gouvernement par. l'initiative privée. Le risque des retombées spéculatives reste limité, même si le sacro-saint monopole du commerce extérieur (encore inexistant) est

La création d'une banque d'émission et la résurrection d'un ministère des finances ont accompagné la mise en circulation du nouveau riel (26 mars 1980) (3). Ce retour au monétarisme, après cinq années de troc, présuppose la constitution de atocks de produits alimentaires et industriels légers. Un accteur d'Etat et un accteur libre proposeront-ils à des prix différents les produits de première nécessité? Des poches de troc subsisteront-elles dans certaines régions, les plus pauvres ? Les salaires des fonctionnaires seront-ils payés en papier monnaie et non plus en ris? Dans les villes, les loyers seront-ils perçus à nouveau, et par

Bnile 1160
Produits pétrollers 400
Vêtemenis 50

Divers 2 280

qui ? Par les municipalités ? Les utilisateurs du chemin de fer vers Kompong-Som et Battambong devront-lis acquitter le prix du transport ? Les diégantes devront-elles payer le figaro municipal qui exerçait gratuitement sux portes des manufactures comme dans les quelques salons de coffure de la capitale ?

Le grand livre de la dette publique s'ouvre à la première page. Les dont au titre de l'assistance étrangère ontils déjà été comptabilisés? L'apparition d'une monnaie nationale est de nature à normaliser une situation déjà blem a méliorée. Elle aidera à la reconstitution d'un couche moyenne qui se substituera, dans blem des secteurs commerciaux, à l'organisation de la pénurie. Jamais une économie socialiste n'avait été confrontée à une telle expérience. Peut-être une bureaucratie privilégiée viendra t-elle parasiter le corpus rural. Avant 1975, c'étalent des couches superposées de négociants spéculateurs et comprudores chinois et vietnamiens qui contrôlaient totalement le commerce et l'usure.

(1) Comité d'aide sanitaire et médicale à la population cambodgianne, OXFAM, World Vision, Comité catholique contre la faim, Secours populaire, etc.

(2) à kilo de paddy (ris non décortique) donne environ 650 grammes de ris.

(3) Le riel, aligné sur le dong vietnamien, apparaît pour la paye des fonctionnaires et des ouvriers. Echelle des salaires et des ouvriers. Echelle des salaires et des ouvriers à 120 riels (directeurs) et 170 riels (ministres).

Un kilo de ris : 1 riel au marché officiel; 1,70 riel su marché libra; viande : 3 riels le kilo.

1975-1978 : l'élimination des opposants

DE 1970 a 1976, a 1976, désaccords polítiques opposa-rent les familles Pol Pot et Thlum Mumm à leurs cemarades de combat. Tant que dura la lutte armée. les antagonismes furent réglés par la liquidation physique des opposants « vieux révolutionnaires », c'est-è dire militants du parti communiste, un temps réfugiés au Vietnam ou en Chine. Ces exécutions étaient portées au compte d'agents impérialisées infiltrés. Mais plus l'échéance de la libération se rapprochait, moins les cadres étaient dupes. Dès 1974, des hommes comme Hu Yun, ministre de l'intérie et de l'agriculture, Hu-Mim, futur ministre de l'information, Koy Thuom, futur ministre du commerce, Chakrey, So Phim. Yors Por et des centaines d'autres étaient en déseccord avec les tendances chauvines et le maoiss radical de Poi Pot et leng Sary. La réforme agraire, l'évacuation des villes, la suppression du commerce et de l'enseignement n'avalent pas l'avai Ce tous. L'ordre d'évacuation de Phnom-Penh, le 17 avril 1975, tut arraché à l'esbrouffe et présenté comme une mesure provisolre, motivée officiellement par la crainte de bombardements, mais due en réalité à la crainte d'un regain d'influence des partisans d'une politique frontiste de large union nationale et d'entente avec le Vietnam. Une première épu-ration suivit la prise de Phnom-Panh. Hu-Yun, qui, stx mois suparevant, célébrait à Amleang, devant le comité central, le vingt-troisième annivereaire du P.C. kampuchéen, en tut la première victime. Les prises de position antivietnamiennes et antisihanoukietes n'étalent cependant pas absentes de son discours. Double langage ? En novembre et décembre 1975, des combats meurirlers opposèrent dans le Nord les polpotiens à des unitée, de l'ordre du bataillon, qui refusalent l'écuration.

l'épuration.

La prison de Tuoi Steng, un ancien lycée où étalent interrogés et torturés les prisonniers politiques, livre sea archives. Elles montrent que les exécutions ne cessèrent jamale de 1976 aux premiers jours de 1979. Nous avons pu consulter les biographies « spontanées » rédigées par des diplomates comme Huot Sambath ou Ysoup Ganthy. Elles prouvent l'ampleur de la répression, mais aussi la pogna-

cité de la résistance. Hu Nim, ministre de l'information, arrêté le 10 avril 1977 (et exécuté le 10 julitei), ne rédigea pas moins de quatre contessions de cinquente pages (22 avril, 18 mai, 20 mai, 16 juin). Ses aveux du 16 mai ont pour titre « Blographie d'un agent de la C.I.A.». Dans un placard de deux mètres de long. Hu Nim écrivalit ees aveux, à genoux, les pleds entravés au sol, le papier à plat eur le dallage. « Pendant la bisstonnade ou l'électrochoc, il est interdit de crier», rappelle le règlement de Tuol Sieng en eon point 8...»

On connaît mieux aufourd'hui les détaits des luttes internes qui virent disparaître la quasi-totalité des cadres du GRUNK et du FUNK assessinés ou torturés il mort.
 il devint évident, le 30 décembre 1977,
 que la guerre contre le Vietnam était imminents. A de multiples incidents de frontière avait succédé un raid de représsilles vietnamien qui se pro-longes pendant quinze jours, en jan-vier 1978. Les pertes infligées aux troupes des Khmers rouges furent attribuées par Poi Pot à la trahison des unités stationnées dans les pro-vinces de l'Est. Des divisions fidèles et des blindés entreprirent de désarmer las régiments de la région 203 (Kompong - Cham, Prey - Veng - Svzy, Rieng). Le responsable militaire de la région est, So Phim, attiré dans une embuscade, fut abattu je 27 mai 1978. Deux jours avant, Heng Samrin, devenu président du conseil révolutionnaire du peuple du Kampuchéa, avait donné l'ordre d'insurrection générale. Sept mois devalent encore e'écouler avant l'effondrement du régime. En une semaine, 85% des forces militaires du Kampuchée - démocratique - seront anéanties, ce qui ne devrait laisser aucun doute sur l'attitude de la population à l'égard du régime, même si l'intervention militaire vietnamienne a

été déterminante.

On peut considérer l'équipe actuelle au pouvoir comme l'émanation de la résistance « marxiste » à Poi Pot. Son étangissement aux étéments « libéraux », sinon sihanouklates, reste un projet

Aux aiguilles des pendules asigtiques l'écoulement du temps semble raienti. Et pourtant, elles tournant.

Les efforts de la communauté internationale assistance sovietique secours achemines

PAR LA MISSION CONJOINTE C.I.C.R.-UNICEF au 31 décembre 1979 Rix 70 800 tonnes
Mais 50 880 tonnes
Ples sèches ... 2 millions
Produits pétrol. 50 800 tonnes
Produits ferreux 1 800 tonnes du 29 août au 31 décembre 1979 (tonnes) Pneus 3 000 tonnes Ciment 5 000 tonnes Tissu coton ... I millions de mètres Transistors ... 5 000 Sucre 292 Haricots 1285 Sole 500 000 mêtres 2 000 Mais Conserves de poisson Médicaments .. 1 million de roubles Conserves de poisson 267
Divers 155 Valsselle i millions de roubles AIDES DISTRIBUÉES PAR LES ORGANISATIONS TOTAL NOURRITURE. 19 155 HUMANITAIRES PRIVÉES Semences 25 tonnes au 31 décembre 1979 (tonnes) (37 480 mZ) Sucre 1200

a nation

DU CAMBODG



(1) Of Introduction & la Maurita-nie, ouvrage collectif, éditions du C.N.E.S., 1979.

MAURITANIE

Les défis du développement

Née le 28 novembre 1958, la République islamique de Mauritanle célèbre deux anniversaires : celui de aon accession à l'indépendance le 28 novembre 1950 et celui du coup d'Etat militaire qui a renversé le 10 juillet 1978 le président Mokhtar Ould Daddah. Considéré comme le a père de la nation », l'ancien chef de l'Etat avait manœuvré entre de multiples écueils pour imposer sur la soème internationale le jeune Etat anquel s'opposaient la piupart des pays arabes, influencés par Rabat qui revendiquait ce territoire considéré comme une « création factice » de la France.

Héritiers des Almoravides qui conquirent le Maroc et l'Anda-lousie au onzième siècle, les Mauritaniens rappelèrent au monde arabe, qui avait tonjours été sensible à leur prosélytisme, qu'ils avaient islamisé l'Afrique de l'Ouest au-delà de la frontière où, au septième siècle, la mouche tsè-tsé avait terrassé les cavallers musulmans. Dès lors, la Mauritanie redevint un trait d'union entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, tandis qu'à l'intérieur la société nomade, encore dominée par les rivalités tribales, mettait sur pted un Etat moderne et s'effergatt de le consolider.

Ces efforts commençaient à être couronnés de succès qu Ould Daddah, pris dans un réseau de contradictions, commit l'erreur qui devait lui être fatale. Ayant signé avec le Maroc l'accord de Madrid du 14 novembre 1975 qui consacrait le partage du Sahara occidental, il entraînait son pays dans un conflit désastreux qui, aujourd'hui encore, pèse lourdement sur son destin. Pour éviter que la Mauritanie ne soit rayée de la carte, un groupe de militaires et de civils s'emparèrent alors du pouvoir le 10 juillet 1928 et placèrent à la tête de l'État le lieutenant-colonel Mustapha Ould Salek.

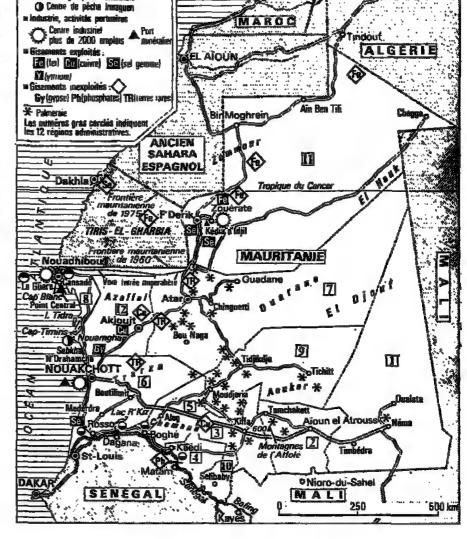
Confronté à une tâche écrasante à laquelle il n'était guère prèparé le Comité militaire de redressement national, nouvelle source du pouvoir, se transformait moins d'un an plus tard en Comité militaire de salut national (C.M.S.N.) et subissait une série de révolutions de palais. Le 6 avril 1979, le colonel Bouseif, officier pro-occidental n'ayant pas participé au putsch, se faisait nommer pren oait le pouvoir effectif avant de se tuer acc 27 mai. Le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Onld Haidalla. réputé intègre et indépendant, lui succède et décide, le 4 janvier 1980, après avoir écarté le président Louly qui avait lui-même Ould Salek.

L'héritage est lourd. Les problèmes, graves et nombreux. Le gon-nement Haidalla s'y attaque courageusement dans une Mauritanie qui lutte littéralement pour sa survie. Le 5 août 1979, il signe . Alger un accord de paix avec le Front Polisario. En octobre, il adop réforme linguistique qui calme l'effervescence des Négro-Africains, puis il réduit de moltié le déficit budgétaire — 6 milliards d'ouguiyas — qui était deux tois plus important que les recettes. Enfin, il releve le défi de la difficile bataille du développement : il trouve les moyens financiers qui donneront son second souffle à l'industrie minière, révise la politique de pèche qui permettait aux chalutiers étrangers de se livrer à un pillage éhonté, redonne la priorité à l'agriculture.

Pendant le premier semestre 1936, de nouveaux problèmes sursent. La politique d'austérité impose une réduction des effectifs armées que la guerre avait fait passer de trois mille à quinze mille hommes entre 1975 et 1978. Parmi les libérés, nombreux sont les haratine — esclaves affranchis — qui réclament une améde leur statut social. Faisant un pas dans leur direction,

intéresser. A l'approche du sommet de l'Organisation de l'unité afri-caine (O.U.A.), début juillet à Freetown, le gouvernement a le senti-ment que les forces de l'ancien régime, soutennes par le Maroc, cherchent à le destabliser pour favoriser une solution qui ménagerait les intérêts de Rabat.

Aux prétentions marocaines sur le Sahara occidental, la Mauri-tanie oppose l'existence séculaire d'un ensemble manre dont les ites ent des aires de mouvance distinctes mais une même identité historique, ethnique, sociale et culturelle. Pour des raisons de principe - le triple respect de l'histoire, du droit à l'autodétermination et des frontières héritées de la colonisation - mais aussi de rainte que le Front Polisario, privé de territoire mais fortisse dans la guerre, ne soit tenté de s'imposer à Nouakchott, les Mauritaniens sonhaitent que les Sahraouis disposent d'un Etat — non d'un mini-Riat — qui pourrait nitérieurement se fédérer au leur. Après avoir été le maillon faible de la guerre, la Mauritanie ne veut pas être le



à la nation démocratique conditionne l'avenir du pays

A Mauritanie presente un cas pratiquement unique parmi les pays où se rencontrent, de l'Atlantique à l'océan Indien, Afrique blanche et Afrique noire, nomades et sédentaires. Elle est aux quatre tanquienes sanaren es une partie importante de sa population, les Maures, constituée par la quasi-totalité d'une ethnie de nomades arabo-berbères. Elle est aussi le seul où la colonisation française, venue du Sud, ait, pendant soixante ans, englobé dans soixante ans, englobé dans nn ensemble politique ouest-afri-cain une population profondément attachée au Maghreb et au monde

Comme de nombreux pays des somes saharlenne et sahéllenne, la Mauritanie n'a pas oublié la Mauritanie n'a pas cublié qu'elle était, il y a peu encore, un regroupement de sociétés traditionnelles dominées par des « castes sur bases lignagères » (i), c'est-à-dire sans pouvoir unifié, et où la production marchand en nétait pes dominante. Les efforts de développement, l'apparition d'un secteur économique moderne fondé sur le travail et l'utilisation de capitaux, la sédentarisation et l'urbanisation anarchiques des de capitaux, la sédentarisation et l'urbanisation anarchiques des nomades, qui vinrent frapper aux portes des grandes villes pendant la terrible sécheresse qui s'abstiti sur le Sahel, de 1968 à 1973, ont partiellement bouleversé les struc-tures traditionnelles. Celles - ci, fondées sur le travail familial, l'esclavage et les différents liens de type féodal, ont fait naître une contestation que la fin du conflit du Sahara — pour la partie maude type lecolai, on l'ant hatte die contestation que la fin du conflit du Sahara — pour la partie mauritanienne — a exacerbée. Tandis que la guerre mettait en veilleuse, su profit d'une unanimité natio-bale, toute contestation de l'ordre social et les conflits intercommunantaires, la paix a fait resurgir les vieux démour tribalistes et ethniques. Une partie de la population servile (les Haratine, singulier: Hartan), aujourd'hui gulier: Hartani), aujourd'hui démobilisée, refuse de retrouver son ancien statut. Au sein de la son ancien statut. Au sein de lit-population négro - africaine, les revendications d'ordre culturel, pour s'opposer à l'arabisation de l'enseignement, ont refait surface, camo u flant très souvent des revendications d'ordre économique

revenincations d'orare economique et politique. La population comprendrait, selon les estimations, de 1,5 mil-lion à 2 m ill10 ns d'habitants. D'après des sources officieuses, le recensement de 1976, dont les résultats n'ont pas encore été

publiés, ferait apparaître un pour-centage de 20 % à 25 % de Négro-Africains et de 75 % à 30 % de Maures, y compris les haratine. Chiffres contestés par certains Noins, qui estiment former 45 %, voire 50 %, de la population du pays. 78 % des Négro - Africains habitent dans la récine du fleume habitent dans la région du fleuve Sénégal, la terre nourriclère du Sud. Une enquête de l'INSEE, effectuée en 1957 - 1958, dans la

Les structures de castes

CEPENDANT, la colonisation française n'a pas été sans opérer un certain brassage des populations. Vers 1955, il y aura soixante mille Maures établis sur les bords du fleuve, en pays traditionnellement peuplé de sédentaires noirs. Inversement, partout où sera fondé un nouveau centre administratif ou économique coloadministratif ou économique colo-nial, on trouvera des Noirs, venus nial, on trouvera des Noirs, venus séjourner comme fonctionnaires, techniciens, artisans, manœuvres ou gens de service: S'adaptant pius aisément que les Maures aux fonctions techniques et bureau-cratiques, manifestant moins de répugnance aux travaux manuels, les populations négro-africaines se sont montrées, des le début de la colonisation, plus réceptives à la scolarisation du colonisateur que la population maure. A la veille de l'indépendance, la majorité des fonctionnaires, des diplômés et des ouvriers spécialisés sont des Noirs.

Si les structures de castes sont

Si les structures de castes sont aussi rigides chez les Négro-Afri-cains que chez les Maures, les sédentaires du Sud, quelle que soit sedentaires du Sud, quelle que soit la noblesse de leur ordre, sont tous des paysans cultivant euxmêmes leurs lopins de terre (3 ou 4 hectares par ménage). Seuls quelques lignages dominants, par exemple chez les Toucouleurs, ont assez de terres (jusqu'à 30 ou 40 hectares) et de clients pour les cultiver et peuvent, comme l'ensemble des nobles maures, éviter de mettre la main à la pâte. Aujourd'hui encore, particulièrement chez les Maures nomades, dont le recensement de 1976

dont le recensement de 1976 estime le nombre à 514 000, contre 906 000 sédentaires, les structures 906 000 sédentaires, les structures de familles, de tribus et de castes survivent. Les ilens de servitude entre nobles possesseurs de terres et de troupeaux et producteurs régissent encore une partie de l'élevage et de l'agriculture. Ainsi, dans la région du fleuve, les droits sur les terres appartiennent toujours, ches les Maures, la des familles de Maures blancs (Bidanes), aux que les les haratine nes), auxquels les haratine

moyenne vallée du fleuve, esti-mait que cette population se répartissait en 55 % de Toucou-leurs, 16 % de Peulhs et 29 % de Sarakollé et Ouolloïs. Minoritaires dans la population mauritanienne, les paysans noirs du Sud appar-tiennent à des ethnies qui forment la majorité ou des groupes importants des territoires voisins du Sud (Sénégal) ou de l'Est (Mali).

(anciens esclaves libérés) payent toujours des redevances. Même lorsque le cultivateur hartani se déclare propriétaire par héritage de la parcelle qu'il cultive, il continue, dans les trois quarts des cas, à faire des cadeaux en mil aux maîtres. MIREILLE DUTEIL

(Lire la suite page 27.)

De la société tribale La solution du conflit saharien

BPUIS son indépendance en novembre 1960, la République islamique de Mauritanie s'est efforcée d'agir comme une sorte de trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, entre l'Afrique « progressiste » et l'Afrique « modéries » trut en contribuant à rée », tout en contribuent à l'établissement de liens de solidarité entre l'Afrique noire et le monde arabe. Programme ambi-tieux, en vérité, pour un jeune Etat dont la survie en tant qu'entité nationale fut menacée pendant plusieurs années. En fait, peu de pays ont dû mener une bataille diplomatique aussi ar-due que la Mauritanie pour gagner la place qui lui revensit comme membre de la communauté internationale et, plus important encore, pour faire respecter son existence par de plus puissants voisins.

La composition ethnique du pays a largement conditionné les principes directeurs d'une diplo-matie qui souligne la double appartenance africaine et arabe. Située à la jonction du Sahara et du Sahel, où deux civilisations différentes mais complémentaires se rencontrent, la société mauritanienne a intégré la culture tanienne a intégré la culture arabo-berbère des nomades maures à celle des fermiers sédentaires négro-africains. La volonte du régime d'affirmer sa personnalité multiple sur la scène
mondiale a donc été intimement
liée, dans la période qui a suivi
la colonisation, à la nécessité de
cimenter l'unité nationale encore fragile.

Le problème de lain le plus grave qu'eut à affronter la jeune République fut la défense de sa souveraineté contre les prétentions du Maroc. Ce dernier affirétait, à travers les liens histori-ques et religieux, partie inté-grante d'un = grand Maroc » s'étendant de la Méditerrance au fleuve Sénegal. Usant de son influence en Afrique auprès des pays arabes et des organisations moins dans un premier temps, à maintenir la jeune République dans un relatif isolement : nonadmission aux Nations unles : déclaration de la Ligue arabe selon laquelle le pays était une e création de l'impérialisme a : condamnation en tant qu'agent de l'influence française par le groupe de Cassellance (1)

> HOWARD SCHISSEL (Lire la suite page 26.)

(1) Le groupe de Casablanca, composé, outre le royaume chérifien, de la Guinée, du Mail, du Ghana, de l'Egypte et de la Libye, est le nom donné aux pays sprogressistes » réunis en janvier 1981 pour soutenir les revendications marocaines sur la Mauritanie. Il constitua en partie une réaction à la réunion du groupe des « modérès » à savoir la plupart des pays francophones qui avaient exprimé, en décembre 1985, à Brazzaville, leur solidarité à la cause mauritanienne.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA MAURIT BIMA

Siège social: avenue Gamal-Abdel-Nasser - Nouakchott B.P. 210 et 216 - Tél.: 523-63 - Télex 574 Bintmau

Spécialiste du Commerce International

Agences et bureaux

Nouakchott-Nouadhibou-Zouérate-Rosso et Kiffa

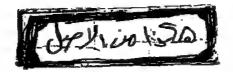
Correspondants en France

BIAO (banque associée) **PARIS**

Al Saudi Banque **PARIS**

Lire pages 26 à 30 :

- P. 26. Suite de l'article de Howard Schissel.
- P 27. Suite de l'article de Mireille Duteil. - Une réforme linguistique courageuse mais complexe (Paul Balta).
- P. 28 Agriculture : un combat difficile contre une nature ingrate (P. B.).
- P. 29. Pêche : un trésor inépuisable que l'Etat s'efforce de contrôler (H. S.). -Mines de fer : 40 % du P.I.B. (H. S.).
- P 30. La route transmouritanienne, ciment de l'unité nationale (H. S.).





SOCIÉTÉ MAURITANIENNE **D'ASSURANCES** ET DE RÉASSURANCES

Avenue Gamal Abdel Nasser

TÉLÉPHONE: 526-50 & 526-54 - TÉLEX 527 MTN

Société d'état au capital de 100.000.000 UM - créée le 27 juillet 1974 - la S.M.A.R. a le monopole de toutes les opérations d'assurances en Mauritanie : automobile incendie, risques industriels et risques simples, accidents du travail, garantie complémentaire, tous risques chantiers, responsabilité civile des entrepreneurs, transport, aviation, etc.

Une société jeune, un service efficace. Elle a assuré en tous risques chantiers, les réalisations industrielles que sont :

- la raffinerie de pétrole de Nouadhibou - Voest Alpine - 14.000.000 shillings autrichiens;
- la raffinerie de sucre de Nouakchott - Lang Engenering - 28.000.000 de dollars;
- travaux de terrassement des guelbs (entreprise Dodin).

Pour les entreprises adjudicataires de marchés en Mauritanie et les sources de financement de projets - la S.M.A.R. répond à toutes sollicitations et est un partenaire sûr pour tous organismes d'assurances et de réassurances intervenant sur le continent africain.

DIPLOMATIE

La solution du conflit saharien conditionne l'avenir du pays

Cette image de nation a paria s's'estompa progressivement grâce aux patients efforts diplomatiques déployés au début des années 60. Admise aux Nations unies en 1961 (2), la Mauritanie avait encore de nombreux obstacles à franchir. Un différend frontalier potentiellement explosif avec le Mall, qui réclamait une partie du Hodh, fut désamorcé en 1963 et rapidement suivi d'une normalisation des relations. Avec le Sénégal, s'il ne se posait pas de problèmes territoriaux, le statut de la population noire qui vit sur la rive mauritanienne du fleuve Sénégal n'en constituait pas moins un point délicat, toujours présent sous la surface de relations diplomatiques cordiales. La Tuniste fut le seul pays arabe à soutenir, dès le début, la cause mauritanienne. Sitôt indépendante, l'Algérie suivit le mouvement. ment. La menace qui venait du Nord contraignit la République, pen-

dant ses premières années, à s'appuyer sur son allié français et à privilègier ses relations avec l'Afrique francophone, notamment avec le groupe « modèré » de Brazzaville. Liée à Paris par des accords de coopération technique et militaire, la Mauritanie rejoignit la zone franc, ainsi que d'autres organisations francophones. Mais la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963, fournit aux responsables l'occasion rèvée pour affirmer en 1963, fournit aux responsables l'occasion révée pour affirmer leurs orientations panafricaines et obtenir un succès diplomatique de première grandeur. L'invitation qui leur fut faite de participer à la conférence d'Addis-Abeba provoqua l'im du Maroc, qui boycotta la réunion. Cet épisode marqua un tournant : de nombreux pays, qui avaient précédemment soutenu les revendications du royaume chériflen. commencèrent à réviser leur position. Des relations s'établirent

Construire un État moderne

L'AUDIENCE internationale de la Mauritanie s'élargissant progressivement, le gouvernement put subtilement réorienter sa diplomatie dans de nouvelles directions. En quittant l'OCAM (Organisation commune africaine et malgache) en 1965, le pays mit fin aux relations exclusives avec les institutions francophones: parallèlement, son admission au sein du mouvement des non-alignés lui permettait de mettre en pratique une attitude plus indépendante, orientée vers le tiers-monde. Nouakchott poursuivit en outre la diversification de ses relations par une politique d'ouverture en direction des Etats socialistes, notamment la Chine. Son audience grandissante au sein du monde arabe lui ouvrit de nouvelles sources d'aide financière et permit au régime de diminuer sa dépendance à l'égard de la France.

Cette pensévérance diplomatique fut couronnée de succès en 1969 : sous les auspices de l'Algérie, et afin de permettre d'adopter une position maghrébline commune en vue de la décolomisation prochaine du Sahara espagnol, le Maroc finit par reconnaître son voisin du Sud. En une décennie, le jeune Etat était parvenu, maigré des pronostics défavorables, à des résultats impressionnants : il avait imposé son droit à l'existence et s'était doté, à partir de presque rien, d'institutions modernes.

Une fois consolidée sa position Internationale, le gouvernement put progresser dans la voie d'une plus grande indépendance écono-nique. An début des années 70, la Mauritanie guitta la sone la Mauritanie quita la sone franc, créa sa propre monnaie, l'ougulya (3), adhéra à la Ligue arabe et nationalisa sa principale ressource, les mines de fer de Zouérate, contrôlées jusque-la par un consortium européen, la Milerma (lire l'article sur les mines de jer, page 29).

A ce moment précis, alors que le pays s'engageait dans une lon-gue marche pour libérer son éco-nomie de l'héritage colonial e

(2) L'admission de la Mauritanie aux Nations unles résults d'un marchandage diplomatique compliqué. L'année précédente, un veto soviétique au Consell de sécurité avait bloqué cette admission. En échange d'un accord de l'Occident de ne pas coposer à l'admission de la Mongolie, l'Union soviétique accepta de s'abstenir lors du vote sur celle de la Mauritanie.

(3) 10 ouguiyas ma

m e t t r e en œuvre d'importantes réformes acciales, la crise née de la décolonisation du Sahara espa-

la décolonisation du Sahara espa-gnol évolus rapidement et remit radicalement en cause les acquis du passé. Jusqu'en 1974, le prési-dent Ould Daddah avait constam-ment souligné la nature mauri-tanienne du Sahara ocidental, mais il nuançait cette position en soutenant des Nations unies le

s o u t e n a n t, conformément aux résolutions des Nations unies, le principe d'un référendum d'auto-détermination pour les Sahraouis. On pensait g'en é r a l e m e n t, à Nouakchott, que le Front Polisario remporterait une confortable majorité et que quelque forme de confédération ou de fusion pourrait être envisagée.

Mais, redoutant la décision

marocaine d'occuper la colonie espagnole, qui anralt amené les troupes chérifiennes sur les fron-tières mauritaniennes de 1960, l'ancien chef de l'Etat effectus la

rière en signant, en novembre 1975, l'accord tripertite de Madrid qui avallsait le plan de partage marocain. En échange de la cau-tion internationale qu'elle appor-tait à la thèse marocaine, la Mau-ritanie reçut bien peu : un tiers du sud désolé du Sahara, le Tiris-El-Charbia.

accrue de la France, l'alliance politique et militaire renforcée avec le Maroc aggravèrent la aituation. Ni les dix mille soldats qui avalisant le plan de partage
marocain. En échange de la caution internationale qu'elle apportait à la thèse marocaine, la Manritanie reçut bien peu : un tiers
du sud désolé du Sahara, le TirisEl-Gharbia.

La rapide escalade du conflit
saharien eut des conséquences
désastreuses pour ce p a y s qui
n'était ni préparé à la guerre ni
desireux de la faire. Le non-nespect de la charte des Nations
unies, qui proclame le droit à
l'autodétermination, et des principes de l'O.U.A., qui garantissent
le respect des frontières héritées
de la colomisation, termit son
image au sein des pays du tiersmonde. L'assistance militaire

La dynamique de paix des militaires

A INSI, en trois années de blait en être revenu à la pénible période qui avait suivi l'indépendance: l'unité nationale durement parachèvée se fissurait, et le Maroc semblait obtenir ce qu'il n'avait pu imposer par la force dans le passé: la désintégration des institutions mauritaniennes et l'extension de son influence dans tous les secteurs de la nation.

Dioiement diplomatique auprès des principaux protagonistes du conflit saharien. Apparemment confliant en ses capacités à défendre ses propres frontières, mai 1980, le rapatriement du petit contingent de troupes francises stationnées à Nousdhibou depuis la fin de l'année précédente.

Cette participation de quatre

de juillet 1978, qui enclencha une dynamique de paix. Après plus d'une année de tergiversations que compliqua l'intense lutte pour le pouvoir au sein du comité Survint le coup d'Etat militaire que compliqua l'intense lutte pour le pouvoir au sein du comité militaire, la Mauritanie signa finalement à Alger, le 5 août 1979, un traité de paix définitif avec le Polisario : elle reconnaissait le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et renouçait à toute revendication sur le Sahara. Le gouvernement parvint ainsi à dézager le pays du conflit sans dégager le pays du conflit sans se faire de nouveaux ennemis. En mettant un terme à la préespagnole, qui aurait amené les sence des troupes marocaines sur troupes chérifiennes sur les fronsuières mauritaniennes de 1960, après une interruption de quatre plus belle volte-face de sa carpia Mauritanie achevait son redé-

ploiement diplomatique auprès des principaux protagonistes du conflit saharien. Apparemment confiant en ses capacités à défendre ses propres frontières, le gouvernement demands, en mai 1980, le rapatriement du petit contingent de troupes françaises stationnées à Nouadhibou depuis la fin de l'année précédente.

Cette participation de quatre ans à l'imbroglio saharien appa-raîtra sans doute à l'avenir comme un simple intermède dans les relations de la Mauritanie et de ses voisins. La diplomatie mauritanieme cherche maintenant à réaffirmer une politique étrangère traditionnellement non étrangère traditionnellement non alignée. Il est toutefois évident que, aussi longtemps que le conflit du Sahara occidental ne sera pas résolu, l'avenir de ce pays demeurera ambigu. Car les incertitudes nées de cette situation et les changements pouvant intervenir dans le nord-ouest de l'Afrique continueront, à bien des égards, à dominer la vie politique interne et à conditionner l'inévitable redéfinition des relations avec toute la région.

HOWARD SCHISSEL

الجمهدورة الاسلامة المورة

Assistance et conseil aux entreprises et armateurs pour tous problèmes concernant :

- l'acquisition de navire;
- l'armement et l'entretien ;
- la surveillance de constructions neuves ou de réparations.

Etude de projets techniques ou économiques concernant les industries maritimes, portuaires ou fluviales.

Expertise de navires et installations maritimes.

بسم الله الرحمن الرحيم

Tel: 23 - 75 et 21-15

الشركة الموريتانية لتجهيز السفن شبتس ــش. ل راس المال 1 20.400.000 أوقيا الشأرع المتوسط مندوق البريد 18 الهاتف 76-23 و 15-21

> الة طبغ الرسائل كومار 420 متن اتواذيو العبمهورية الاسلامية الموريتانية

OPERATIONS MARITIMES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES قيدانية والمناعية والمناعية

nation 4



De la société tribale à la nation démocratique

Les haratine, descendants des esclaves noirs capturés par les tribus nomades d'origine arabe et herbère, seraient environ deux cent cinquante mille, selon une étude datant de 1973. Les formes de la redevance de l'affranchi à l'égard de son maître diffèrent selon les ethnies, et chez les haures selon qu'il s'agit d'une tribu maraboutique ou guerrière. En grande majorité arabisés, les haratine se sentent « liés » psychologiquement à leurs maîtres. Et, même devenu salarié, alors que le Hen furidique se relâche entre le hartani et son maître, il arrive fréquemment que ce dernière vienne réclamer sa redevance jusqu'à Nouakchott, et parfois même jusqu'à Paris, quand le hartani a choisi la voie de l'émigration pour survive. En juillet 1978, le nouveau régime faisait naître un immense espoir de changement au sein de la nouveau régime faisait naître un immense espoir de changement au sein de la nouveau presente de la nouveau régime faisait naître un immense espoir de changement au sein de la nouveau presente de la nouveau régime faisait naître un immense espoir de changement au sein de la nouveau presente de la nouveau régime par la pour de la nouveau presente de de changement au sein de la population hartani. Dès le mois d'août dans le Sud, des paysans haratine revendiqualent les terres sur lesquelles ils travaillaient, se heurtant violemment à leurs maitres maures. Plus récemment, en janvier 1980, à la suite de la vente d'une servante hartani, des manifestations de haratine — les premières en Mauritanie - se déroulaient à Nouakchott.

Le gouvernement mauritanien du bâton. Il arrêtait les meneurs, qui étaient rapidement jugés et condamnés à des peines de prison relativement clémentes. Mais le gouvernement, inquiet de cette contestation et de la création d'une organisation de libération des haratine, El Hor (étymologiquement : les libres), promettait d'étudier la réforme foncière sans laqueile le problème du servage ne pourra pas trouver le solution. Oporimés, les haratine ne se sentent cependant pas solidaires des Négro - Africaina, qui s'estiment brimés par la prééminence des Maures. Déjouant les espoirs des Noirs, ils ne sont pas prêts, hor-

mis une petite minorité, à faire cause commune avec eux pour soutenir leurs revendications d'ordre linguistique.

En septembre 1979, le gouver-nement de M. Haidalla décidait de repousser la réforme de l'arabisation, principale source de conflit entre les communautés négroafricaine et maure. Les Maures en voulant imposer leur langue. entendent condamner les Noirs à devenir des citoyens de seconde zone, éliminant leurs enfants de la promotion sociale et des postes de responsabilité. Par - delà la revendication culturelle, c'est une revendication d'ordre politique et sconomique qui surgit. Il est vrai que si les Noirs sont nombreux dans l'administration, ils y jouent souvent les seconds rôles. Déjà, à la fin de la période coloniale, les Maures de « bonne tente » occupaient près de 80 % des postes de commandement. Dans les premières années de l'Indépendance, la formation d'un capitalisme privé national par la voie du commerce devenait le quasi-monopole d'un certain nombre de Maures d'origine maraboutique. Paralièlement, certains Noirs se sont fort peu sentis concernés par le conflit avec le Front Polisario, pour lequel l'armée a enrôlé en priorité des jeunes gens du Sud. La paix revenue, certains se sentent lésés et réclament plus de « considé-

L'histoire mauritanienne a montré cependant que la coerds-tence de deux cultures, l'une rayonnante et paysanne, celle des Noirs du fleuve, et l'autre des grands espaces, celle des nomades, est viable. Contrairement à d'autres pays, la Mauritanie possède, avec l'islam comme seule religion, un facteur d'unification considérable. Son problème est plus celui d'une société féodale et tribale essaie d'accoucher d'une nation démocratique.

MIREILLE DUTEIL

Une réforme linguistique courageuse mais complexe

E problème linguistique — intimement lié à la compoaition ethnique du pays et à
n'a cessé de se poser, parfois de
façon explosive, depuis l'indépendanca Ainsi de violentes émeutes
evaient-elles opposé les populations maure et négro-africaine
en 1966, lorsque le gouvernement
de l'anclen président Ould
Daddah décida de rempiacer
progressivement le français par
l'arabe classique.

Les nationalistes expliquent que
l'anclen régime avait aiguisé l'antagonisme Noirs-Maures et cultivé
les contradictions culturelles pour
masquer des problèmes autrement
plus graves: l'importance de la
mainmise, directe ou indirecte,
des intérêts français sur l'Etat
mauritanien et, surtout, les questions économiques et sociales non
résolues. Ils estiment, de même,
que la France, relayée par le
Sénégal. a exagérément gonfié
l'amplitude des manifestations qui
se sont produites à Nouakchott
au printemps 1979 au niveau des
écoles, pour mettre sur la défensive le régime militaire du 10 julilet; 1978.

En octobre 1978, le gouvernement du président Mohamed

let 1978.

En octobre 1979, le gouvernement du président Mohamed Khouns Ould Haidalia avait ramené le calme en proposant une réforme — la quatrième en vingt ans — à bien des égards courageuse. Elle risque cependant d'être difficile à appliquer dans un pays d'environ deux millions d'habitants ayant un faible taux de scolarisation.

La réforme de 1959 est celle du

Le réforme de 1959 est celle du « réajustement »: la République islamique, née un an plus tôt, réserve une plus grande place à l'arabe dans les écoles et les lycées. dans la mesure où, auparavant, l'enseignement du français avait confiné l'arabe au seul enseigne-

ment traditionnel.

La réforme de 1967 est axée sur le «blinguisme français et arabe sur Elle tient évidemment compte des émeutes de l'année précédente. La émeutes de l'année précédente. La première année est consacrée à l'initiation à l'arabe; les années suiventes, l'enfant a vingt heures de français et dix heures d'arabe par semaine. Bien que la scolarité ait été purtée de six à sept ¿ns. les résultats ne sont guère satis-faisants : les autorités constatent, en effet, que l'enfant va aborder l'entrée en sixième en ne maîtri-

La réforme de 1973 est celle de la e politique d'indépendance culturelle « décidée par le congrès extraordinaire du Parti du peuple mauritanien qui s'était tenu deux ans plus tôt. Le P.P.M. avait fixé comme objectif la renaissance de comme objectif la renaissance de la langue arabe, mais aussi celle des langues pratiquées par les minorités négro-africaines, dont on estimait qu'elles représentalent anviron 30 % (1) de la popula-tion: pular, sominké et ouolloff. Ces krois groupes constitueraient respectivement 68 %, 22 % et 5 % environ de la communauté noire (3).

En fait, seule la première partie de cet ambitieux programme sera réalisée; la durée de la scolarité ayant été ramenée à six ans, la réforme débouchera sur le méconréforme débouchers sur le mecon-tentement de 1979, correspondant à la première promotion d'entrée en sixième des enfants ayant suivi l'ensemble du nouveau cycle primaire. En effet, les Négro-Africains estiment que les Maures, dont l'arabe est la langue mater-

Langue unitaire... la present préoccupé des pariers ment préoccupé des pariers négro-africains, la que stion se posa de savoir s'il fallait les transcrire en caractères arabes ou latins. Deux thèses s'affrontèrent. Les partisans de la première firent observer que les Négro-Africains de Mauritanie sont islamisés, qu'ils comptent d'éminents savants arabisés et que, le pius souvent, ils transcrivent leur correspondance en caractères arabes, cette langue ayant l'avantage d'émaner du tiers-monde. Finalement, le C.M.S.N., en signe d'apaisement, trancha en faveur de partisans de la transcription en caractères trancha en faveur de partisans de la transcription en caractères latins, cette solution ayant été adoptée par l'UNESCO et l'Agence de coopération culturelle et technique, susceptibles d'apporter leur contribution. En outre, la Mauritanie pourra bénéficier des expériences en cours dans d'autres pays.

A la suite de cette décision, un décret adopté en conseil des mi-nistres le 7 décembre 1979 a créé un Institut des langues natio-

sant vraiment aucune des deux nelle, se trouvent favorisés dans les épreuves où cette langue est affectée d'un fort coefficient ; les affectée d'un fort coefficient; les Maures rétorquent que les Noirs ont enregistré des échecs ausciblen en arabe qu'en français.

Quoi qu'il en soit, l'effervescence fut telle que certains évoquèrent hâtivement, et sans fondement sérieux, le risque d'une sécession. En réalité, mis à part un petit groupe d'activistes basés à Dakar, les Noirs estiment que leur sort serait nettement moins favorable de l'autre côté du fleuve Sénégal. En outre, sur le double plan historioue et religieux, ils

rable de l'autre côté du fleuve Sénégal. En outre, sur le double plan historique et religieux, ils sont attachés à la République de Mauritanie. Ce qui ne les em-pêche pas, bien au contraire, de se battre, dans ce cadre, pour défendre leurs droits.

Face à cette situation, le C.M.S.N. et le gouvernement étaient entrés en « conclave » à l'automne 1979. Partant du principe que tous les citoyens mauritaniens sont égaux en droit, les responsables conclurent qu'il fai-ait offrir des chances égales aux enfants en leur permettant d'utiliser leurs langues nationales.

nales chargé de promouvoir plus particulièrement les langues négro-africaines et d'assurer leur réinsert:on dans le système édu-catif dans un délai de cinq ans. Une enveloppe de 16,5 millions d'ougulyes lui a été affectée pour 1980.

La réforme d'octobre 1979 La réforme d'octobre 1979 —
qui entrera en application en
1985 — consacre donc l'existence
de quatre langues nationales. En
attendant que les langues négroafricaines deviennent opérationnelles, l'arabe demeurera la
langue officielle. En 1985, il sera
considéré comme « langue unitaire » puisque tout Mauritanien
sera alors conduit à posséder
deux langues nationales, dont
l'arabe; le français, maintenu
pendant la période transitoire,
deviendra alors « langue d'ouverture » verture »

Le système transitoire entamé avec l'année scolaire 1979-1980, nous a précisé M. Hasni Ould Didi, ministre de l'enseignement fondamental et secondaire, com-porte une année entièrement arabisée pour tous. A partir de

la deuxième année, les enfants dont la langue maternelle n'est pas l'arabe ont le choix entre la poursuite de cette filière — et, dans ce cas, le français ne sera introduit qu'à partir de la troisième année à raison de huit houres sur trente par semaine — et la filière bilingue, en fait française, dans laquelle l'arabe ne sera enseigné que cinq heures par semaine. En 1985, chaque enfant devrait commencer par sa langue maternelle, y a jouter une autre langue nationale à partir de la troisième année, puis étudier également le français à la fin du primaire ou dans le cycle secondaire.

On mesurera l'effort à accom-

SOCIÉTÉ

daire.

On mesurera l'effort à accomplir quand on sait que 90 000 enfants seulement fréquentent 1671 classes primaires, encadrés par 3 180 instituteurs mauritaniens (1 300 arabisants, 572 francisants, 208 bilingues). Le secondaire, avec 17 400 élèves, compte, en plus d'une cinquantaine de directeurs et d'inspecteurs, tous Mauritaniens, 536 professeurs, dont 423 étrangers. Parmi ces derniers, les Tunisiens sont les plus nombreux (1371, suivis des Marjonombreux (137), sulvis des Maro-cains (75), des Français (74), des Irakiens (27) et des Palesti-niens (21).

L'Ecole normale supérieure sor-tira, cette année, une promotion de 88 enseignants alors qu'il en faudrait 130 dans le secondaire. Pour pallier ces insuffisances, une deuxième école est prévue : elle formers en deux ans 200 professeurs adjoints. Au niveau du pri-maire, une deuxième Ecole nor-male, ouverte cette année à Rosso, s'est ajoutée à celle de Nouak-chott et une troisième est prévue à Kifa ou à Kaedi.

Ains ou a Kacoi.

Ainsi si la réforme linguistique
voit le jour dans les délais prévus,
elle paraîtra d'autant plus exemplaire qu'elle sera appliquée à des
effectifs limités par un Etat dont
les moyens financiers le sont

P. B.

(1) Salon des sources sères, il res-sortirait du recensement de 1976 que les Mégro-Africains no repré-senteralent que 20 % de la popula-tion, non compris les haratine, qui sont assimilés aux Maures, dont ils parient la langue. (2) CL Introduction à la Meuri-tente, op. cit.

BANQUE CENTRALE MALIDITANIF

La Banque Centrale de Mauritanie a été créée par la loi nº 73.118 du 30 mai 1973 et a pris la place de la Ranque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la République Islamique de Mauritanie faisait partie à côté d'autres Etats africains et de la République française.

manufructions to an 1.5

s ou économia e caracté

La Banque Centrale de Mauritanie dispose, aux termes des statuts qui régissent son fonctionnement, des prérogatives classiques dévolues aux instituts d'émission (émission monétaire, établissement des normes de crédit, distribution et contrôle des crédits, études économiques, réalisation des opérations financières pour le compte de l'Etat) ainsi que d'autres fonctions spécifiques liées aux circonstances de sa création et à l'importance particulière que lui accor-

dent les pouvoirs publics. C'est ainsi que la Banque Centrale de Mauritanie est chargée de l'application du contrôle des changes, de la gestion de l'ensemble des avoirs extérieurs du pays, de l'établissement de la balance des paiements et qu'elle représente le gouvernement auprès d'un grand nombre d'institutions financières internationales telles que le Fonds arabe de développement économique et social, la Banque arabe pour le développement économique et social, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds monétaire interna-

tional, etc. La Banque Centrale de Mauritanie, qui existe seulement depuis trois ans, ioue un rôle déterminant dans le développement économique national. développement qui prend une ampleur de plus en plus grande tant dans le domaine de l'infrastructure que dans ceux de l'industrie, des mines, de la pêche maritime, de l'agriculture

et de l'élevage, etc. La Banque Centrale de Mauritanie se trouve ainsi étroitement associée aux efforts du gouvernement.

Sa politique de crédit se caractérise par un puissant dynamisme, par un taux d'escompte peu élevé (4,5 %), par l'attribution de crédits à moven terme sur une période pouvant aller jusqu'à huit ans et, d'une manière générale, par l'encouragement à toutes les activités industrielles, minières, agricoles ou dans le domaine du logement social.

Sous l'impulsion de la Banque Centrale de Mauritanie, le système bancaire s'est considérablement

développé. Des banques ont ainsi été créées :

- La Banque arabo-libyo-mauritanienne (BALM) au capital de 140 millions d'ouguiya;

- La Banque arabe africaine en Mauritanie (BAAM) à participation koweïtienne, au capital de 150 millions d'ouguiya:

- La Banque internationale pour la Mauritanie (BIMA) au capital de 150 millions d'ouguiya;

_ la Société mauritanienne de Banque (SMB) au capital de 100 millions d'ouguiya.

De son côté, l'ancienne BMD (devenue BMDC), doint les activités étaient ralenties, a vu son capital doubler, passant de 40 millions d'ouguiya à 80 millions avec une participation de la Société tunisienne de banque. En même temps, son statut a été

aménagé en vue de lui permettre d'investir non seulement dans le domaine du financement du développement, mais également dans celui du commerce intérieur et surtout

Enfin, les banques installées en Mauritanie se sont vu imposer, à l'initiative de la Banque Centrale de

Mauritanie et par le biais de la loi 74.021 du 24 janvier 1974, de prendre désormais la forme juridique d'établissements publics, de sociétés d'économie mixte ou de sociétés anonymes de droit mauritanien avec un capital minimum de 50 millions d'ouguiya.

Le contrôle des changes, dont la Banque Centrale de Mauritanie est l'instrument d'exécution, revêt une grande souplesse et s'attache à maintenir les encouragements nécessaires aux investisseurs extérieurs : c'est ainsi qu'il n'y a aucun contingentement et que toute importation est libre, que le transfert des bénéfices nets est garanti, que tout investissement réalisé régulièrement à partir de l'extérieur peut être transféré à tout moment.

Située au premier plan des institutions mises par l'Etat au service de son développement, la Banque centrale de Mauritagie encourage tout particulièrement les investissements productifs et déploie de grands efforts pour susciter de tels investissements, tant d'origine arabe que d'autres provenances à la seule condition qu'ils soient compatibles avec la politique économique définie et appliquée par le gouvernement mauritanien.

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

B.P. 623 - Tél.: 22.06 - NOUAKCHOTT





ÉCONOMIE

Agriculture : un combat difficile contre une nature ingrate

UAND on se rend de Dakar à Nouakchott et qu'on survole à basse altitude le fleuve Sénégal, on ne peut manquer d'être-frappé du contraste qui existe entre les deux rives. On voit très bien où cesse le climat tropical, où abonde la végétation, et où commence le climat désertique : là, même la rive droite du fleuve paraît moins piantureuse que la rive gauche et. au fur et à mesure qu'on progresse vers le nord, tout a de plus en p'us de mal à pousser. en plus de mal à pousser.

Les chiffres confirment amplement ce qui saute aux yeux. On peut même dire qu'ils surprenproduisent 2000 tonnes (8 tonnes

Banque Centrale

de Mauritanie

Arab African

International Bank

nent encore plus que le paysage. En effet, ce pays de 1 030 700 kilomètres carrés compte moins de 200 000 hectares cultivables (109 000 sous pluie, 40 000 sous barrages et 48 000 le long du fleuvel sur lesquels sont effectivement consacrés à la culture du mil et du sorgho 70 000 hectares sous pluie et 31 000 en décrue. En outre, 2 000 hectares irrigués sont réservés au riz dont les rendements de 3,7 tonnes à l'hectare contrastent avec ceux de 0,3 et 0,2 ailleurs au mil et au sorgho, et 750 hectares au mais. Quelque 250 hectares au mais.

Ces statistiques suffiraient à expliquer qu'en 1980 le déficit en céréales atteigne 75 000 tonnes (80 000 l'an dernier) pour une consommation de 120 000 tonnes et se chiffre à 1 milliard d'ouguiyas. Or depuis une disaine d'années la sècheresse persistante n'a pas arrangé les choses. Le confitt du Sahara occidental — de 1975 au renversement du président Ould Daddah en 1978 — n'a fait que les 'aggraver en accentuant l'exode rural : nomades et ruraux, estimés à 85 % de

la population il y a une décennie, ne sont plus que 40 % ou 50 % tout au plus aujourd'hui; la proportion des seuls nomades est bombée de 78 % à 27 %. Quant au bétail qui a été décimé, il comprendrait, selon le ministère du développement rural, 1,5 à 2 millions de bovins, 8 à 10 milions d'ovins et caprins et 800 000 canelins, encore que certains camelins, encore que certains experts estiment ces chiffres opti-mistes,

Sous l'ancien régime, le secteur rural a été maintes fois déclaré prioritaire mais sans plus, sem-ble-t-il. Le Comité militaire de ble-t-il. Le Comité militaire de salut national a décidé, à son tour, de reprendre cette option et, d'après M. Mohamed Ould Amar, ministre du développement rural, cette volonté commence à se concrétiser, notamment par l'importance des crédits consacrés à ce secteur dans le budget d'austérité appliqué par le gouvernement Haidalia. Lui-même s'est fixé trois objectifs : 1) parvenir à l'autosuffisance alimentaire; 2) arrêter l'exode rural; 3) régénérer le milieu naturel.

L'ésuipe au pouvoir a maintenu

milieu naturel.

L'équipe au pouvoir a maintenu la coopération avec le Mali et le Sénégal dans le cadre de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS.) qui se propose de construire deux harrages, l'un au delta du Diama, pour empêcher la remontée des eaux salées (la première pierre a été posée en décembre 1979 et le coût est estimé à près de 600 millions de francs), l'autre, en amont, à Manantali, au Mali, Ce dernier aura un réservoir de 16 milliards à Manantait, au Mail. Ce dernier aura un réservoir de 16 milliards de mètres cubes permettant, au début, de régier la crue, puis de la supprimer une fois réalisés les aménagements nécessaires à l'irrigation de quelque 400 000 ha. Ce barrage fournira aussi 300 millions de la committe de la c barrage fonmira aussi 800 millions de kilowatis-heures et rendra le fleuve navigable toute l'année de Saint-Louis à Kayes. L'ensemble des travaux s'échelonners sur une quarantaine d'années, mais la pre-mière tranche devrait permetire la mise en valeur d'environ 50 000 ha d'ici quelques années.

Parallèlement à ces ouvrages imposants, une dizaine de pro-jets de moindre envergure et de rentabilité immédiate sont prévus, on détà en chantier. Le plus important est probable celui

de l'aménagement du Gorgol nour et du Gorgol blanc. Un barrage sur le premier cours d'eau, à Foum Gleita, devrait créer un lac arti-ficiel de 11 000 ha irriguant de 6 000 à 15 000 ha et un autre, sur le second, à El Bir, permettrait l'irrigation de 3 000 à 6 000 ha par

un iac de 8 000 ha. Des négocia-tions avec la C.E.E., la Banque mondiale, l'Arable Saoudite et Abou - Dhabl pour financer la construction d'un barrage etl'amé-nagement de 3 000 ha devaient aboutir à la signature d'un contrat fin toil

Objectif: l'autosuffisance alimentaire

A UTRE projet relativement. A ambitieux mais difficile à mener à bien en raison de la présence de veines de sel, celui de la dépression d'Aftout es Sahli, entre Nouakchott et le fieuve Sènègal. La mise en valeur de quelque 15 000 hectares, évaluée à 2 milliards d'U.M., nécessitera deux à trois ans et se fera avec deux à trois ans et se fera avec l'aide de l'Irak à partir de 1981. Pour étendre la riziculture. Pour éten dre la riziculture, 1 000 hectares sur 4 000 sont en cours d'aménagement dans la pisine de Boghé, 700 à Kaédi et 1 400 à Rosso, les Chinois prenant en charge ce dernier projet. Enfin, au lac d'Iridze, l'Arabie Sacudite contribuers au financement de 3 000 hectares de rizières et de 4 000 hectares de cuitines

diverses.

La nature est si ingrate que tout effort tendant à la faire produire est répertorié ou comptabilisé. Ainsi, les autorités attendaient-elles avec intérêt pour la fin juin les conclusions du « projet R.A.M.S.», étude conduite par les Américains pour évaluer l'ensemble des possibilités du pays en eau et en main-d'œuvre. D'ores et déjà, elles ont entrepris trentesix forages profonds qui s'ajoutent aux dix déjà réalisés par le nouveau régime. En outre, alors que le pays comptait cent quatrevingts barrages — dont certains petits et sommaires, — le gouvernement en a inauguré dix-huit dans le Hodh en décembre et a lancé les travaux pour quatorze autres dans le Tagant.

Les autorités ont également

Les autorités ont également favorisé la création de cinquante « périmètres villageois » dans le Sud : elles invitent des villages à s'associer et à regrouper des terres communales pour permettre à l'Etat de creuser un canal. les paysans se chargeant, eux, des

finitions. De même, l'Etat procède à l'extension de l'Ecole d'agriculture de Kaédi afin qu'elle
assure, dans les dix-huit prochains
mois, des promotions de trois
cents «cadres agricoles» contre
une cinquantaine se u le men en t
actuellement. De son côté, l'Institut de recherche sur l'agronomie
tropicale note qu'« une simple
amélioration des techniques culturelles traditionnelles permet de
doubler très généralement les
vendements en grain, sans investissement ». Encore faut-il trouver
des « vulgarisateurs » qui fassent
profiter les paysans des résultais
de ces recherches.

Enfin. à la suite d'une pénurie

Enfin, à la suite d'une pénurie de farine en mat, due à une mauvaise coordination de la part des importateurs, l'Office mauritanien des céréales, société d'Etat, a été chargé de constituer des stocks régulateurs et des stocks de sécurité : Il construit à cet effet une chaquantaine de magasins de stockage dans toutes les régions.

régions.

Les autorités n'ignorent pas qu'elles mènent un combat difficile, et le ministre du développement rural admet que l'antosuffisance alimentaire ne sera atteinte, compte tenu du retard pris par l'OMVS, qu'en 2010 ou 2015. Il n'ignore pas non plus que les mesures techniques n'auront que des effets limités tant que certains prohlèmes de société n'auront pas été résolus, notamment ceux des baratine et du système foncier. Le CMSN. a d'ailleurs fait un premier pas dans ce sens en chargeant une commission nationale d'étudier la réforme du système foncier, pour éviter que ceux qui travaillent la terre ne la désertent devant les exigences de leurs maîtres.



BANQUE ARABE AFRICAINE

EN MAURITANIE

Symbole de la coopération arabo-africaine

Rue Amadou Konaté - Tél. 528-26 - B.P. 622 Télex 543 NOUAKCHOTT

Exécution rapide et efficace de toute

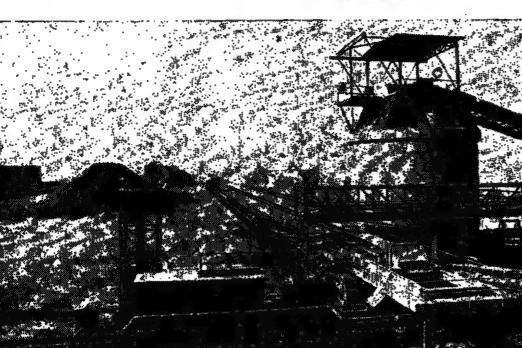
Intense réseau de correspondants

opération bancaire.

dans le monde

SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE

au capital de UM 9.059.500,000 R.C. Nouskehort 4570



Stocks de mineral de fer au port minéralier de NOUADHIBOU

LA SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE EST SPÉCIALISÉE DANS L'EXTRACTION, L'ENRICHISSEMENT ET L'EXPLOITATION DE MINERAIS DE FER.

Elle exploite aussi d'importantes carrières de gypse

à Nouachkott. SON ACIÉRIE ÉLECTRIQUE PRODUIT DU FER A BÉTON D'EXCELLENTE QUALITÉ ET SON USINE D'EXPLOSIFS COUVRE SES BESOINS DANS CE DOMAINE.

> La Société assure enfin la commercialisation des produits pétroliers en Mauritanie.

B.P. 1260 - NOUAKCHOTT (Mauritanie)

Tél.: 53337 - Télex: 531 MTN

LAS PALMAS-DAKAR **NOUAKCHOTT** ET TOUT LE SAHARA MAURITANIEN

AIR MAURITANIE

CORRESPONDANCES :

DAKAR LAS PALMAS PARIS CASABLANCA ALGER

ET LIGNES INTERIEURES

BAMAKO PARIS DAKAR ABIDIAN ACCRA BRAZZAVILLE MONROVIA

NIAMEY

Siège social : B.P. 41 - NOUAKCHOTT. Télex : 73 AIRRIM NKÇ. Tél.: 2212 Réservation -2218 Escale - 2618 Fret.

PORT AUTONOME DE NOUADHIBOU B.P. 236

Tél.: 21.34 - 22.35 - 22.76 - Télex: 441 MTN-Nouadhibou

INFRASTRUCTURE

RAVITAILLEMENT

EAU, GAZOLE, GLACE pour tous les navires, sinsi

● Trefic général ilé au développement des règione de DAKHLET-NOUADHIBOU et de TIRIS-ZEMMOUR.

Le trafic d'exportation des industries de pêche

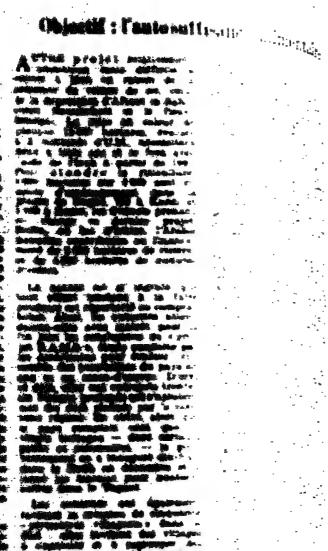
Port en eau profonde avec un plan d'eau particuliè remant stable, grâce

ur et station-service maritime, le port de Nouadh

Activités de pêche artisanale et industrialle,

important port de pêche en pleine évolution, le port autonome de NOUADHIBOU connaîtra

enture ingrate



AS PALMAS-DAKAR LE SALDRA MAURITINE



NOUADHIBOU 441 MTN-Nousetta



Supplément Mauritanie =

ÉCONOMIE

une série d'événements interna-tionaux et régionaux inattendus entravèrent l'industrie minière et

Pêche : un trésor inépuisable que l'État s'éfforce de contrôler

de la Mauritanie fait angir à l'esprit des paysages sahariens désartiques, des campements nomades et des casis éparses.
Pourtant, c'est aussi une nation maritime : près de 800 kilomètres de côtes s'étirent depuis le port de Nouadhibou, à l'embouchure du Sénégal, le long d'une des plus riches zones de pêche du monde.

Les eaux mauritariennes sont situées dans une région où les courants océaniques changeants provoquent des fluctuations sai-sonnières de température qui créent des conditions de repro-duction idéales; elles attirent donc, en grand nombre, la plupart des espèces de poissons et de crustacès économiquement inté-

Toutefois, la majeure partie de la population locale ignorrait traditionnellement le potentiel économique offert par l'exploitation de ces richesses. Une seule petite tribu, les Imraguen, pratique la pêche de façon artisanale. Quand le gouvernement a cherché à intégrer à l'économie nationale naissante ce secteur virtuellement lucratif, il a dû partir pratiquement de zéro. Parallèlement, il était confronté au difficile problème d'assurer un contrôle réel sur ses eaux territoriales.

L'Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) estime, dans un rapport récent, que les réserves de pêche a voisinent 4 millions de tonnes et que les prises annuelles pourraient s'élever entre 500 000 et 750 000 tonnes sans affecter sérieusement les possibilités de reproduction. Attirée par ces ressources apparemment inépuisables, une armada de hâtiments ultra-modernes en provenance du Japon, de la Corée du Sud, du Portugal, de la Hollande, de l'Union soviétique et de l'Espa-L'Organisation des Nations

gne (1) — pour ne citer que quel-ques pays — arrivent chaque aunée à la saison de la pêche. Pratiquement libres d'opérer à leur aise, ils s'arrangent, pense-t-on, pour capturer dans les eaux mauritaniennes jusqu'à 1 million de tonnes par an.

Devant cette atmosphere de Far West » où seuls comptent pour les armateurs de bateaux étrangers, les bénéfices immédiats les plus élevés possibles, les responsables mauritaniens n'hésitent par les pours de la rillers n'hésitent par les pours de la rillers n'hésitent par les pours de la rillers n'hésitent par les parties de la rillers n'hésitent parties de la rillers n'hésitent parties de la rillers n'hésitent parties de la riller n'hésitent p ponsables mauritaniens n'hésitent pag à parier de pillage organisé. Non seulement les hâtiments étrangers se livrent à une sur-exploitation systématique, mais encore ils recherchent le poisson dont la valeur marchande est la plus forte : il n'est pas rare de voir des chalutiers abandomer brutalement une prise qui flotte alors ventre en l'air, sur des kilo-mètres, pour se lancer à la pour-suite d'un benc d'une espèce com-mercialement, plus rentable que vient de repérer leur écran sonar.

A la suite de décisions prises par la conférence sur le droit de la mer, la Mauritanie, comme d'autres nations du tiers-monde, s'est efforcée de protéger ses richesses offshore. En février 1978, elle a étendu ses eaux terri-1978, elle a étendu ses eaux territoriales à 70 milles nautiques et a
défini une zone économique exclusive de 200 milles, mettant ainsi
— au moins théoriquement —
90 % de ses réserves en poissons
sous sa souveraineté. Les prises
illégales n'ont guère fiéchi pour
autant, l'Etat ne disposant que de
moyens limités pour patrouiller et
renforcer son contrôle au large
des côtes. Un exemple : des photos prisea par un avion de surveillance ont montré qu'une dousaine de bâtiments seulement
possédalent une licence gouvernementale sur quelque quatre cents

Un pillage scandaleux

D ANS les années 60, les premières tentatives visant à
mettre sur pied une industrie
nationale de pêche sous le contrôle
du gouvernement donnèrent de
maigres résultais. Des concessions
accordées contre royalties furent
alors instituées; le système se
révéla rapidement décevant; en
1978, par exemple, la valeur du
poisson capturé dans les eaux
mauritaniennes fut évaluée à
1 milliard de dollars sur lesquels
la Banque centrale perçut moins
de 20 millions en royalties et
autres redevances Les concessions
stipulaient en outre qu'une cerstipulaient en outre qu'une cer-taine proportion des prises devait être débarquée à Nouadhibou pour

y être traitée localement et que les bateaux étrangers devaient assurer la formation de personnel mauritanien. Les concessionnaires négligèrent ces dispositions, préférant payer des amendes — minimes, comparées aux bénéfices perçus — en revendant alleurs la totalité du poisson (2).

Face à une situation aussi scandaleuse, le gouvernement, soucieux de bénéficier pleinement de ses ressources naturelles, a décidé, l'an dernier, de réviser radicalement sa politique. Désormals, les concessions expireront mais, les concessions expireront graduellement et les droits de pêche ne seront plus accordés d'U.R.S.B., de Roumanie, de Norvége, qu'à des sociétés mixtes consti-

tuées avec du capital mauritanien, public ou privé. Ce système est considéré e o m me l'instrument essentiel d'une industrie nationale comportant des usines de tratie-ment, des installations de radoub et d'autres activités maritimes

Si tout va comme prévu, la Mauritanie devrait, lentement mais sûrement, étendre son contrôle sur les activités de pêche et acquérir l'expérience nécessaire pour bâtir une industrie nationale et acquerir l'experience necessaire pour bètir une industrie nationale intégrée. Le revenu supplémentaire obtenu par l'exportation du poisson et des autres produits de la pêche apportera un avantage immédiat : on espère qu'il pourra représenter, à la fin de la décennle, au moins un tiers du total des exportations. Comparées, par exemple, à l'exploitation des reseources en minerai de fer, les dépenses d'investissement sont minimes et les recettes relativement élevées, la demande devant demeurer soutenue sur le marché mondial. Blen plus, les ressources maritimes du pays sont renouvelables et, si les activités sont convenablement me nées, elles pourraient être une source continue et croissante de revenus.

Dir sociétés mixtes ont été for-mées jusqu'à présent (3), et des négociations sont en cours pour la constitution de sept autres. La mise en œuvre de cette nouvelle politique réclamera l'amélioration des facilités portuaires à Nouad-hibou, un équipement moderne, des services à terre efficaces et des moyens de contrôle indispen-sables. Avec réalisme, les diri-geants se rendent compte que la maîtrise d'un tel trésor marin représente un long et difficile combat.

(1) Paradoxalement ni pendant la colonisation ni après l'indépendance, la Prance n'a sidé les Mauritaniens à exploiter les richesses de leurs côtes. Quant aux pécheurs français, ils ne se sont jamais vraiment intéressés aux côtés mauritaniennes, sous prétexts de leur éloiguement, et surtout que les espèces prisées en France n'y aboudent pas. Souls les langoustiers— uns douzaine de bâtiments actuellement — péchent régulièrement la langouste et la crevette au large de la Mauritanie. (2) A titre indicatif, is tonne

céphalopodes est vendue moins de 1500 dollars à Nouadhibou — et les amendes seraient du même ordre, — alors qu'elle vaut, après traitement, 7000 dollars sur le marché interna-tional.

Mines de fer : 40 % du P.I.B.

I nous avions du partir de zèro, le projet Guelb en serait probablement resté au stade de l'épure. Mais, comme nous bénégicions d'une longue expérience, d'une excellente réputation et de clients lente réputation et de clients sidèles, il n'y a aucune raison de fidèles, il n'y a aucune raison de penser que nous ne gagnerons pas notre ambitieux pari, » Ainsi s'exprime l'un des principaux responsables de la Société nationale industrielle et minière (SNIM), entreprise d'Etat, au moment où la Mauritanie se prépare à entamer la seconde phase d'exploitation de ses ressources en mineral de fer.

L'industrie minière a démonsi

L'industrie minière a démarré, au début des années 60, sur le arche gisement de Kedia d'Idjil, dont la teneur en mineral varie de 65 à 70 %, sous l'égide d'un consortium européen, la MIFERMA (1). La mise en valeur des gisements mounteniers MIFERMA (1). La mise en valeur des gisements mauritaniens, repérés depuis le milieu des années 30, est intimement liée au
redéploiement de l'industrie sidérurgique européenne après la seconde guerre mondiale. Les producteurs européens cherchérent,
en effet, à su bstituer de
nouvelles sources à bon marche,
situées dans leur zone d'influence,
aux opérations devenues moins
rentables chez eux. La Mauritanie, à proximité du marché
européen, offrait dans cette optique un emplacement idéal que un emplacement ideal

Les investissements considéra-bles nécessaires pour mettre en œuvre extraction et moyens de transport et l'introduction d'une entreprise capitaliste dans la vie du pays modifièrent radicalement son économie traditionnelle, pres-que exclusivement consacrée jusque exclusivement consacree jus-qu'alors à des activités autarci-ques nomades et à une agriculture de subsistance. Entre autres innovations introduites par la naissance du secteur minier figu-rent la généralisation d'une éco-comis monàtica et la création nomie monétaire et la création d'un embryon de classe ouvrière. Les trols gisements de Tazadit,
Rouessa et F'Dérick entrèrent en
production dans les années 60;
l'extraction progressa rapidement
et les exportations atteignirent
presque 10 millions de tonnes
en 1970. Quoique faible au regard
des arithmes internationally l'ex-

en 1970. Quoique faible au regard des critères internationaux, l'exploitation minère devint progressivement la colonne vertèbrale de l'économie. Cependant, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce secteur était à la fois essentiel et marginal à la vie économique du pays.

Essentiel en ce sens qu'il en vint à représenter, bon gré mal gré, quelque 30 % du total des revenus des exportations et 40 % du produit intérieur brut, et qu'il comptait pour un quart des sa-

MIFERMA, le gouvernement ne pesait pas d'un grand poids dans la prise des décisions capitales, tels le rythme d'exploitation et le choix de la technologie. La MIFERMA était devenue une enclave en Mauritanie, un véritable État dans l'Etat. L'épuisement rapide des réserves sans création de nouvelles activités industrielles ou agricoles pour soutenir l'économie une fois l'extraction achévée, représentait une perspective encore plus inquietante à longue échéance.
La nationalisation de la MIFERMA, en 1974, marqua le temps fort de l'action menée par l'Etat pour exercer un plus grand contrôle sur la vie écono-

mi rent sérieusement en pérli l'avenir du pays en tant qu'expor-tateur en ce domaine. En pre-mier lieu, la crise économique

La guerre du Sahara occidental : un rude coup

Sur le plan régional, l'intensification de la guerre au Sahara occidental porta un rude coup à la nouvelle entreprise d'Etat, la Société nationale industrielle et minière. La voie de chemin de fer, longue de 650 kilomètres, qui relie Zouérate au port de Nouadhibou, particulièrement vulnérable, devint l'une des cibles l'avorites des guérilleros du Polisario. La seule année 1977, par exemple, vit l'anéandoure certaines o per adions peu rentables comme l'extraction de cuivre d'Akjoujt, et de réduire de 10 % les effectifs coutenir le projet, le gouvernement du Polisario. La seule année 1977, par exemple, vit l'anéandoure certaines o per adions peu rentables comme l'extraction de cuivre d'Akjoujt, et de réduire de 10 % les effectifs coutenir le projet, le gouvernement de l'ex-président Mokhtar Ould Daddah fit marche arrière dans son programme de nationad'Etat, la Société nationale industrielle et minière. La voie de chemin de fer, longue de 650 kilomètres, qui relle Zouérate au port de Nouadhibou, particulièrement vulnérable, devint l'une des cibles favorites des guérilleros du Polisario. La seule année 1977, par exemple, vit l'anéantissement de 170 convois qui entraina la perte de près de 18 % des exportations annuelles du minerai tandis que les très couteux dommages infligés aux installations ne faisaient qu'aggraver la situation.

Une telle perturbation de ses

graver la situation.

Une telle perturbation de ses activités plaça la SNIM devant un sérieux dilemme: elle devait assurer non seulement la régularité des exportations, mais encore le lancement du projet Guelb de façon à maintenir l'extraction au moins jusqu'à la fin de ce siècle. Les premiers sites devant être épulsés vers 1987-1988, il fallait, en effet, pour combler le fossé, en mettre de nouveaux en exploitation au début des années 80. Les environs de Zouérate renferment des filons dont les réserves sont estimées à plus de 2 milliards de tompes. On choisit donc deux guelbs — nom donné aux affleuguelbs — nom donné aux affeu-rements rocheux porteurs de mineral qui marquent la région, la kedia étant, elle, une chaîne, — El Rhein et Oum Arwagen. Toutefois, la teneur en mineral de ces guelbs étant d'environ 37 %, il fallait prévoir les inves-tissements massifs nécessaires à son enrichissement.

On estime le coût de la première phase du projet Guelb à 500 millions de dollars. une telle somme outrepassait évidemment les capacités finan-cières de la Mauritanie. En jan-vier 1978, la Banque mondiale et plusieurs autres sources de financement, occidentales et ara-bes, convincent donc d'accorder du produit intérieur brut, et qu'il comptait pour un quart des salaires distribués dans le secteur moderne. Marginal, car moins d'un tiers des revenus qu'il engendrait demeurait effectivement dans le pays. Avec seulement dans le pays. Avec seulement de prêts à faible taux d'inté-

BIBLIOGRAPHIE

bre 1969, n'abondent pas, et il n'y en a guére destinés au grand public. La bibliographie est constituée principalement

constituée principalement d'études de chercheurs et d'enseignants s'adressant à des spécialistes; le sensibilté mauritautenne, celle des nationalistes en particulier, s'est exprimée
dans des thèses de doctorat et
des mémoires, soutenus, le plus
souvent, dans des universités
françaises. Citons, notamment,
dans l'ordre chronologique:

— Histoire de la Mauritanie, de Geneviève Désirè-Vuillemin, Hatler, Paris, 1964;

— L'Organisation administra-tire de la Mauritanie, de Hamdi Ould Moukna, thèse, université Paris-II, 1968.

— Ai Warit, tableau de la Mauritunie au début du ring-tième siècle, d'Ahmed Baba Miské, Kilusieck, Paris, 1970;

— Premiers Jalons pour l'étude d'une nation nouvelle, la Mau-ritante 1950 - 1972, de Bertrand Pessart de Foucault, thèse, uni-

- La Mauritanie, de Jean Arnaud, le Livre africain, Paris,

— L'Information en Haurita-nie, de Mohamed Habolboullah Ould Abdou, thèse, Institut français de presse, Paris, 1972;

L'Epolution historique de la poésie nationale en Mauritanie, de Manjoub Mohamed Moctar Ould Boyé, mémoire, Paris-III, 1975;

Formes et vouleurs en Mau-ritante, de M.-P. de La Rozière.
 Société nationale de presse et d'édition, Nouakchott, 1976.

-- Muuritanie 1900 - 1975, de Francis de Chassey, Anthropos, Paris, 1978;

. — Le Dossier de la Mauritante, l'Attilio Gaudio, Nouvelles Edi-ions latines, Paris, 1972;

— Vie et rôle de cheich Ma el Alnin dans la résistance à l'occupation colonide en Mau-ritanie, de Mahjoub M. M. Ould Boyé, mémoire, Paris-VI, 1876;

- Introduction à la Maintis-nie, ouvrage collectif, C.N.E.S., Paris, 1979.

Pessart de Foucault ti versité Paris-II, 1972;

mier lieu, la crise économique alla s'aggravant chez les principaux chents européens, réduisant la demande. Les exportations s'effondrèrent : de 11,6 millions de tonnes en 1974 — le record, — elles tombèrent à 3,4 millions de tonnes en 1977 et à 6,4 millions de tonnes en 1978. Parallètement, le prix du minerai sur le marché mondial continua à décliner en termes réels, rendant la situation encore plus critique.

dans son programme de nationa-lisation : une loi autorisa le capital arabe, public ou privé, à détenir jusqu'à 49 5 du capital de la SNIM (3). C'est ainsi que la Mauritanie devint à même de fournir sa contribution finan-cière à la nouvelle operation. Enfin, le pays écarta l'épèc de Damociès qui menaçait son in-dustrie minière en mettant un

terme à sa participation directe dans la guerre du Sahara. L'entrée en production des guelles, prèvue pour 1983, com-pensera le ralentissement des anciennes mines et permettra anciennes mines et permettra d'accroitre les exportations qui devralent atteindre en viron 14 millions de tonnes par an à la fin de la décennie. Même si la SNIM est en mesure de réaliser ses objectifs. le succès final de l'entreprise dépend de plusieurs farteurs qui échappent au contrôle de la Mauritanie : demande mondiale en minerai au cours des prochaines années, àpre compétition imposée par les producteurs à bon marché comme le Brésil et l'Australie, valeur incertaine du dollar, mommaie de référence des exportations de minerai de fer. Qui plus est, pour rassurer les investisseurs étrangers et les bailleurs de fonds, le gouvernement a du accepter des gouvernement a dù accepter des conditions draconiennes pour l'utilisation des revenus du mi-nerai : ils doivent être automa-tiquement placés dans des comptes étrangers en devises à l'aide desquels les dépenses d'exploitation et les créanciers de la SNIM seront réglés. Après seulement, les fonds restants seront transfèrés à la Banque centrals de Mauritanie

trale de Mauritanie.

Pendant de nombreuses années, les revenus des exportations du minerai seront donc principalement affectés au remboursement des creances de la SNIM et à 'amortissement d'un nouve. equipement très onéreux. Un petit pays comme la Mauritanie peut-li briser ce cercle vicieux qui le condamne, comme d'autres nations du tiers-monde, à appro-visionner le marché mondial en matières premières contre les-quelles il ne reçoit qu'une minime part des bénéfices? La produc-tion peut-elle être maximalisée et le surplus réinvesti dans d'autres secteurs productifs afin de construire une base économique viable pour l'« après-minerai »? C'est le défi que devra relever le pays au cours des prochaines

(1) Les principaux actionnaires de la MIFERMA étalent : Rothachild-Inctal (11.4 %), l'Etat français par l' canal du B.R.G.M. (Bureau de recherches géologiques et minières, 24 %), Denain-Uninor (14.4 %). Britiah Bteel Company (19 %). Finsider (Italie, 15 %), les actéries allemandes (5 %) et, finalement, l'Etat mauritanten (5 %).

(2) Les principaux prêteurs sont les suivante : Banque mondiale (50 milions de dollars). Fonda samudien pour le développement (65). Caisse centrale de coopération économique (50), Fonds arabs pour le développement économique et social (35). Banque européenne d'investissement (30), Fonds d'Abou Dhahi pour le développement économique pour l'ouire-mer (16). Banque africaine de développement (12) et Fonds spécial de l'OPEP (5).

(3) Le capital arabe, public ou

cial de l'OFSP (2).

(3) Le capital arabe, public ou privé, a finalement souscrit 120 millions de dollars du capital de la SNIM, soit 19 % Le Kowelt, 40 millions de dollars; la Société arabe minière, 28; le Maroc, 20; l'Irak, 22 et la Banque loppement, 10.

Fatté per la SARI. le Monde



Pour vos opérations de déchargement à Nouakchott.

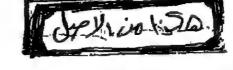
Le Wharf de Nouakchott

met à votre disposition un matériel adapté composé :

- de 5 vedettes-remorqueurs;
- 14 barges de 50 à 100 tonnes;
- 7 grues fixes de 8 à 50 tonnes.

De plus, le Wharf dispose d'un quai d'accostage capable de recevoir les bateaux de 5 000 tonnes.

Pour l'avenir, le Port en eau profonde en construction « Port de l'Amitié » sera terminé en 1983. Il pourra accueillir des bateaux de 15 000 tonnes et disposera de trois postes à quai avec une capacité annuelle de 1 million d tonnes.



30 — JUILLET 1980 — LEMONDE DIPLOMATIQUE

on a supplementary (P*blicité) and (P*blicité) and (P*blicité)

STE DES FRIGORIFIQUES DE MAURITANIE

- NOUADHIBOU -

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

B.P.: 36 - Tél: 21-70/71/81

Télex: 423 SOFRIA/MTN



ma



DIRECTEUR GENERAL:

M. Mohamed Salem 0/ Sidha

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT:

M. Efdil O/ Sidi Haība

Société anonyme au capital de UM. 16 millions — dont l'Etat mauritanien est l'un des principaux actionnaires — la Société des frigo-rifiques de Mauritanie (SOFRIMA) a été créée en 1968 pour l'exploitation par concession des installations frigorifiques publiques.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

- Armement : exploitation de chalutiers à glace;
- Traitement et congélation de tout de la pêche;
- --- Production et vente de la glace aux armements et au public;
- Stackage de tous produits;
 Commercialisation des produits de la pêche. En 1979, la congélation atteignait 11 000 tonnes dont 5 000 tonnes ont été exportées au Japon (marché des cépholopodes exclusivement) et 6 000 tonnes en Europe.
- à 50 journaliers.
- Projets à l'étude : Développement de l'armement.
- Augmentation des capacités de congélation, de stockage et de fabrication de glace.
- Diversification de la production.

شركة مساهمة ذات راسمال تدره ** و • • ثراً الرقينـــة وتعتبر الواة الوريتاتية الحدامم للسامين نيها ؛ أن شركة التثليج الوريتانية و سوفريما، تم انشاؤها سنسنسة ١٩٦٨ التشآت التثليجية المرمية •

تشاطات الشركة

- د تمليم: استغلال بدوارج الثلج ما التنافيدات المديدة ما التناج والتمامل مسع كافة المنافيدات المديدة موما
 - - م تخزين كل التترجات ــ تمريق منتجاث الصير "
- عَيْ صَنَّةَ ١٩٧١ مُلِعْتَ الكمية الثلجة ٥٠٠٠ الله مُنْهِ مِسَا • • وره طنأ صدرت الي الدلبان (موق المجفلليبود خصوصا) توظف المؤسسة ١٠٠ عامسلا رائما وما بين ٢٠ و٥٠ عامسلا
 - ب الشروعات قد الراشة : تعاوير تصليم البواخي
 - زيادة طالبة التطييسيج والتخزين وصناعة الثارج

- شركة الثلجات الوريتأنية - انوائيبو

- الجمهورية الاسلامينسسة الوريتانية

الم و دو و مع سر

٨١/ ٢١/ ٧٠ - ٢١ تفقيه -ــ تلكس ٤٢٦. سوفريما





بليد العام محمد سالم ولسه سيدها

المدير العام المساعد : عاضلي ولد سيدي وبيه

La route transmauritanienne ciment de l'unité nationale

ANS un paye aussi vaste, à la population aussi disséminée, les problèmes de transport et de communication en général revêtent une importance vitale. A l'indépendance, la Mauritanie était presque totalement dépourvue de routes goudronnées. « La priorité des priorités » a donc été accordée, dans les premiers plans de développement, à la création d'un système de transport moderne. Le programme de construction routière ne répondait pas au seul souci économique : il était aussi l'élément-clef de l'effort entrepris pour cimenter l'unité nationale encore fragile.

Les efforts se sont principale-

COMMUNICATIONS

entrepris pour cimenter l'unité nationale encore fragile.

Les efforts se sont principalement concentrés, jusque vers le milieu des années 70, sur l'axe nord-sud, indispensable pour faciliter les liaisons avec le Sénégal—par lequel transite une grande partie des importations mauritaniemes—, et pour amélioter les communications avec les régions du Nord, où se trouvent les gisements de cuivre d'Akjoujt et ceux de fer de Zouérate. Une fois ce résultat acquis, le gouvernement décida en 1975 — contre l'avis des experts internationaux — de donner le feu vert au lancement des travaux de la route transmuritanienne, appelée « route de l'espoir». Longue de 1 100 kilomètres, elle a une double fonction : désenclaver le Sud-Est, arrière-pays longtemps négligé, bien que ce soft la principale some de culture et d'élevage où vit un tiers de la population; favoriser l'étabissement d'un réseau régional de transport avec les voisins de l'Afrique de l'Ouest.

Les 130 millions de dollars nécessaires au finâncement du premier tronçom Nouakchott-Kiffa, long de 640 kilomètres, ercédaient les disponibilités limitées de l'Estat; grâce à l'aide financière accordée en majeure partie par des institutions arabes, le contrat échut finalement à la firme invésilienne Mendes Junior. Les Bréailiens rénssirent à mener à bien l'entreprise en moins de trois ans, maigré des conditions climatiques rigoureuses, le manque de main-d'œuvre qualifiée et de matériaux de construction, et se toute de force souvert herres.

que de main-d'œuvre qualifiée et de matériaux de construction, et les tours de force souvent hercu-

Supplėment Mauritanie

de génie civil.

Outre la formation de quelque deux mille travailleurs mauritaniens que la société brésilienne peut désormais employer en d'autres régions d'Afrique ou du monde arabe, la construction de l'autoroute entraîna le forage de

A la façon d'un aimant

serie de petites agglomérations.

Le gouvernement espère que la création de pôtes de développement au long de l'autoroute contribuera à raientir l'exode vers les centres urbains surpeuplés. Déjà, des restaurants, des gites et des stations-service ont poussé pour pourvoir aux besoins d'un nombre croissant de voyageurs et de vénicules.

La signature du contrat portant sur 114 millions de dollars pour la seconde section de la transmauritanienne — 493 kijomètres de Kiffa à Nema a relevé d'un imbroglio diplomatique dont

d'un imbroglio diplomatique dont les répercussions internationales n'ont pas été totalement étrangères aux fréquents changements survenus dans la composition du Comité militaire au cours des premiers mois de 1979. Anns a du Comité militaire au cours des premiers mois de 1979. Apre a été la compétition entre la so-ciété Mendes et une entreprise française, qui comptalent cha-cune des amis bien placés en me-sure d'influencer la décision. En fin de compte, la balance pencha en faveur des Brésiliens, au grand dam des milieux d'affaires et diplomatiques français (1). Les fonds arabes vont à nou-veau fouer un rôle majeur dans

veau jouer un rûle majeur dans le financement de cette section. Les travaux ont démarré à la se serait simplement tucliné devant la majorité. — P. B

T MPOSSIBLE à entreprendre à la saison des pluies, le voyage de la capitale à Kiffa était autrefois une aventure hérolque. Franchir les dunes sans cesse mouvantes représentait un exercice exténuant, même en Land-Rover, qui exigeait deux ou trois journa Aujourd'hui, le trajet se déroule. aisé et confortable, en moins d'une journée. Le route agit à la façon d'un aimant : elle attire les populations locales qui ont construit sur son passage une serie de petites agglomérations. Le gouvernement espère que la serie de petites agglomérations. Le gouvernement espère que la serie de petites agglomérations. Selioaby. Kaedi, M'Bout et Boghé.

Le transmanritanienne sera
intégrée au cours des années à
venir dans le futur réseau routier ouest-africain. Le route
transafricaine en projet, traversant le zone sahélienne, reliera
la Mauritanie au Mail, à la
Heute-Volta et au Niger, tout en
rendant plus faciles les relations
commerciales avec les Ekats
côtiers comme la Côte-d'Ivoire,
qui importe une quantité croissante de viande mauritanienne.

H. S.

(1) Selon uns personnalité proche de la présidence, l'ancian président Mustapha Ouid Salek serait, en raison de son caractère renfermé et hésitant, responsable d'une série de malentendus qui suralent provoqué la tension avec la France. Il aurait été informé, avant de se rendre en visite à Paris, en mai 1979, qu'una majorité de responsables étaient favorables à la firme brésilienne pares qu'elle avait donné satisfaction pour le prémier tronçon et que ses propositions étaient plus intéressantes. Non seulement il n'aurait pes laissé prévair une telle décision à ses interlocuteurs français, qui s'enquêraient du projet, mais il leur aurait, su contraire, laissé espèrer une issue favorable. A son retour, lors de la discussion pour la prise de la décision définitive, il n'aurait pas fait état des promesses faites à la France et des conséquences fiches-

Société Arabe Libyenne Mauritanienne des Ressources Maritimes SALIMAUREM

B. P. 75 Nouadhibou

République lalamique de Mauritania Téléphone : 22-47

المؤسسة العربية الليبية الموريتانية للشروة البحرية ص پ ۲۵ انواذیب

« UN CERTAIN 18 JUIN » de Maurice Schumann

Par YVES FLORENNE

Ciano, qui note : «J'ai pençu dans le penple allemand les premiers gernes de la défaite.» En 1942? Non: le 18 juin 1940. Jamais l'histoire du 18 juin n'avait été écrite, telle que vient de le faire Maurice Schumann. Elle a d'abord cect de singuller que ni l'appel ni de Gaulle n'en sont l'ebjet : simplement leur ombre plane sur elle. L'auteur a en l'idée, elle-même aussi aimple que asisissante, de rechercher mais quel inventeur de « souvres» ! — co qui se passait ce jour-là dans le monde ; ce que faisaient, décidaient, taisaient, pensaient, projetaient ou redoutaient les principaux acteurs du drame. Et de le rapporter, heure par heure.

national

décidaient, taisaient, pensaient, projetaient ou redoutaient les principaux acteurs du drame. Et de le rapporter, heure par heure.

Le premier évoqué le mérite bien : Hitler. Il est
accompagné de Mussolini, qui vient de le rejoindre à
Munich, et découvre que le «disciple» est décidement
son maître. C'est à la fin de cette journée, à l'heure
même en l'appel de Loudres s'envole sur les ondes,
que Mussolini prenence l'extraordinaire parole. Sa
incidité alguisée par l'amertume de se sentir dupé,
il exprime d'un mot ce qu'il a «perqu» à travers
l'interminable menologue de Hitler (et non, hien évidenument, « dans le pemple allemand»), c'est-à-dire,
jusque dans l'inconscient, une inquiétude, presque une
angoisse, qui peut se traduire : « J'al gagné une bataille.
Maintenant, comment faire pour ne pas perdre la
guerre? » Etxange écho. Cependant que, dans une plèce
voisine, devant Ciano sidéré, Ribbentrop «parle comme
Briand en 1930 à la Société des nations». Un mois
plus tard, Hitler apporters de nouveau l'écho allemand
à la parole française qui, le 18 juin, annonçait les
« Notre devoir est de peser sérieusement la menace
russe comme la menace américaine. »

J USTEMENT, nous y sommes. Le 18 juin, Staline,
par Molotov et ambassadeur du Reich interposés,
adresse à Hitler ses « félicitations les plus chaleureuses
pour le magnifique succès » remperté en France (précédes de ses félicitations particulières pour la chute
de Paris); par la même occasion, il l'avise des « mesures
prises » dans les Etats baltes, c'est-à-dire leur invasion
et leur annexion, qui vont être immédiatement suivies
de celles de deux provinces remmaines. Sûr, pour longtemps encore, de son complice, il n'imagine même pas
que dans un peu moins d'une année...

Roosevelt, lui, par deux actes précis, pose publiquement, pour qui sait voir, les premiers jalons d'une
entrée en guerre dont seule la date demeure incertaine.
Au Japon, des événements non moins précis confirment
la proche mainuise totale des militaires sur la politique du pays et le gra

HISTOIRE

VÉRITÉ KISTORIQUE OU VÉRITÉ POLITIQUE ?

Editions la Vieille Taupe, Paris, 1980

Serge Thion no sait pas — il le dit — s'il y a su des chambres à gar à Ausch-witz et ailleurs ; la réalité lui paratt si complexe qu'il se déclare «incapable de décider»; mienx: il ne voit pas « com-

Mais il tranche. Mais il décide. Mais il décrète que, même s' « il y a su des gazages artisanaux », l'existence des chambres à gaz rolève de l'affabulation

onamores a gar releve at l'argantistati politique. Il en est al convaincu que, renonçant, su bout de vingt-cinq pages, à l'étalage de ses « doutes lanci-nants», il donne le parole, pendant trois cents pages, à Bobert Faurisson, cet universitaire lyonnals pour qui « les récits

de gazage à Auschwitz ne sont, à l'ori-

gine, qu'un sinistre rayot de prison s.
Il invoque la difficulté d'y voir clair
pour propager les ténébres, donne su
vai des allures de mensonge et aux
calomnies des aire de vraisemblance.
Même imposture ches celui dont
8. Thion rassemble ici les innombrables

8. Thion rassemble ici les innombrables interventions (articles, latavviews, lettres). R. Faurisson, lui aussi, jone les prudente et les scientifiques : il admet que eles historiens out le plus grand mai à distinguer le vrai du jaux s. Après quoi. Il soutient le faux sans la moindre gêne : e Les chambres à gaz ne sont qu'un bobard de guerre... Hitler n'a pas commis de génocide. » Au demeurant, « l'antisémitisme n'est pas le pire des modernes.

On ne prendrait évidemment pas la peine de signaler ce livre s'il n'était l'une des manifestations de cette offen-

sive obscurantiste qui fait fureur actuel-lement : réhabilitation à peine déguisée

nement : réhabilitation à peine déguisée du naxisme, résurgence du mysticisme et de la pensée brationnelle, réductionneus génétique et chiclogisation > des phénomènes sociaux... Quand ces idées là s'emparent d'un peuple, elles conduisent, tôt ou tand, aux crématoires et aux chambres à gas.

DROIT

LES CHEMINS DE LA REPRESSION. — Mireille

* P.U.F. Paris, 1989, 264 pages.

Delmas-Marty.

- Serge Thion.

Révenons au champ de bataille : Churchill, pour les Communes et pour le roi, prononce les « paroles irrévocables». Et au lieu du détaiteme, plus encore que de la défaite : à Bordeaux. Le même jour, à midi, le maréchal Pétain déclare, irrévocablement, ini midi, le maréchal Pétain déclare, irrévocablement, inianssi, sa vocation quassi mystique de « prisonnier ». Non qu'il ait la prescience de ce que, en effet, il sera. Il prononce que, au cas où l'armistice serait impossible, il restera quand même : comme prisonnier de guerre. Plein de la certitude d'en imposer à un ennemi qu'il croit être encore celui de 1914, il ferme ainsi l'issue qu'il avait un moment paru accepter : une partie du gouvernement demenserait avec ini; l'antre, avec le président de la République, iralt assurer en Afrique du Nord l'indépendance de ce gouvernement. Les hommes de l'armistice ne pouvalent pas ne pas voir que leur armistice, alors, ne serait pas, ou ne durerait pas.

CE chapitre est très important, parce que la situation y est exposée avec une objectivité bien méritoire chez l'auteur, d'autant plus convaincante; d'antant plus convaincante; d'antant plus opportune aussi, au moment où se manifeste, jusque sur les antennes nationales par la voix d'un ministre de Vichy estensiblement salué en cette qualité, une étrange offensive rétrospective contre l'esprit de résistance et de liberté, l'apologie implicite on explicite de l'armistice et de la Realpolitik de collaboration. Il fandrait encore, avec Maurice Schumann, entendre et voir France à Madrid, Noguès à Rahat et à Alger. Enfin, le Paris du 18 juin, grande scène vide où paradèrent pendant quinne ans l'imprévision et l'incapacité. Rien de plus dramatique que cette scène tournante captant tout l'espace de la planète; que ces mansions, s'éclairant dans l'unité de temps et dans la simultanéité, où se joue sous nes yeux la tragédie.

où se joue sous nes yeux la tragédie.

où se joue sous nes yeux la tragédie.

L'auteur met ici ses dons d'écrivain au service de l'historien qu'il révèle en lui : il parvient non seulement à ne rien livrer de ses passions les plus légitimes, mais à s'abstraire de lui-même. La démonstration n'en est que plus éclatante. Simplement, en nous découvant le théâtre du monde tel qu'il était en ce moment du destin, il sait que l'appel, et la décision de ceux qui y avalent d'avance répondu en eux-mêmes, apparaissent pour ce qu'ils furent : un acte de foi, certes, l'impossibilité de penser, sentir, agir autrement, et, sì on veut, un romantisme, comme disent les « réalistes » ; mais aussi la perception globale de la réalité présente et des certitudes de l'avenir, donc le mouvement même de la raison.

· Pion. Paris, 1980, 318 pages.

TIERS-MONDE

Intensification agricole et logiques paysannes

Intensification agricole ».

Ouinze ans d'observations patients.

L'intensification agricole ».

Ouinze ans d'observations patients.

l'intensification agricole n.

Quinze ans d'observations patientes et minutieuses permettent à Hugues Dupriez d'affirmer la rotionalité de principes tels que ceiui de l'association, dans le même champ, de diverses espèces cultivées, de l'usage de la jachère ou même de celui du jeu. D'excellents schémas et des comptes rendus d'entretiens avec des paysans illustrent les pratiques agricoles actuelles et leurs possibilités d'évolution.

Nombreux sont les exemples où l'auteur montre comment, en opposant le « moderne » au « traditionnel », la le « moderne » au « traditionnel », la plupart des agronomes, « prétendant se situer du côté des progressistes, provoquent la désarticulation des systèmes de production existants, sans garantie de les voir remplacer par des systèmes plus efficaces ». Le dénigrement systèmes plus efficaces ». Le dénigrement systèmatique des systèmes de culture paysans aboutit à ce que Hugues Dupriez appelle « l'incohérence construite »: celle qui, au Tchad, encourage le coton au détriment des céréales nourricières; en Côte d'Ivoire, crée la « faim du riziculteur moderne »; au Cameroun, prétend rationaliser le au Cameroun, prétend rationaliser le commerce des vivres sans faire sensiblement mieux que les bayamsellam (2) illettrées. La prétendue
« modernisation » n'a d'ailleurs pour
rôle, la plupart du temps, que d'introduire le paysan dans l'économie dite
marchande — c'est-à-dire coloniale, —
ce dont, généralement, il finit par
lui en cuire: si, par exemple, il achète
des vivres avec l'argent que lui procure le coton qu'il a cultivé, cela lui
revient plus cher que de produire
directement son alimentation. Dès
lors, on peut se demander pourquoi
il continue à produire du coton: c'est
que ce paysan a besoin d'argent pour
satisfaire quelques besoins essentiels,
éclairage, vêtements, sel... et que le
coton est le seul produit acheté sur la
place en quantité importante et à un
prix stable. Et il ne peut qu'en être
ainsi, en dehors de toute diversification de l'économie par l'artisanat ou
par une industrie créatrice d'un
nombre important d'emplois et une
demande solvable de produits vivriers.
La relation coloniale a brisé, et continue de briser, toute possibilité d'industrialisation i n't e r n'e selon des
modalités propres, comme l'exprime à
sa manière un patriarche ruandais
cité par Hugues Dupricz: a Si les
colonialistes n'étalient pas venus, nous,
icl, nous fabriquerions maintenant des
houes et des machines plus que tout. »

houes et des machines plus que tout. I houes et des machines plus que tout. I carrier incidence capitale du mode d'industrialisation sur le développement de l'agriculture serait sans doute à méditer — en prolongement de la réflexion d'Hugues Dupriez. — alors que la plupart des pays d'Ajrique s'acheminent vers des catastrophes alimentaires, ce continent étant celui où la situation vivrière s'est la plus dégradée dans le monde ces dix dernières années. Mais il juudrait pour cela que les Africains eux-mêmes accentuent la réflexion et la recherche sur leur propre réalité. Peut-être le livre d'Hugues Dupriez persuadera-t-il quelques agronomes ajricains que l'agriculture traditionnelle de leurs pays est digne d'investigation scientifique, incitera-t-d'quelques-uns d'entre eux à expérimenter dans les conditions mêmes du travail paysan et quelques chercheurs à prendre leur bâton de pèlerin pour découvrir, audelà des opinions préconçues ou des jugements déjormants des experts, cette réalité paysane sans laquelle aucune Afrique de demain n'est possible.

FRANÇOIS DE RAVIGNAN.

FRANÇOIS DE RAYIGNAN.

(1) Rugues Dupriez, Paysens d'Afrique notre, Terre et Vie, 13, rue Leurent-Del-vaux, 1400 Mivelles, Belgique, Distribué en Prance per la librairie de l'Harmattan, Paris. (2) Femmes se chargeant du commerce des vivres à Yaoundé (de l'anglais to buy et to sell, scheter et vendre).

CINÉMA

DU CINÉMA SELON VINCENNES.

* Lherminier, Paris, 1979, 232 pages.

Il y a su moins deux raisons de recommander particulisérament cet ouvrage : l'infiation qui sévit dans la publication des livres sur le cinéma, et les calomnnies, d'orisine officielle ou non, que l'on répand sur Vincennes. Cela dit, parmi les textes très variés qui composent ce recuell — mais presque tous témoignent de la qualité de l'enseignement et de la réflexion qui sont offerts à Paris-VIII, aussi béen que de l'intérêt des travaux qui y sont proposés, — chacun fera la choix qu'il voudre, ou qui lui sera utile. Personnellement, nous recommanderons avant tout la lecture du texte de Claude Bailblé Un dispositif par ni d'autres. d'un très heut niveau théorique. Nous mentionnerons également les contributions de Clauden Elzykman Patre penser le cinéma, de Serge Le Péron, Photo et Cie. le film de l'événement, et de Jean-Faul Fargier Quelques pages arrachées su livre de mes pellies. ★ Lherminier, Paris, 1979, 232 pages.

Important

Éditeur

Parisien recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un

lancement par presse, radio et télévision. Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle, 4, rue Charlemagne,

75004 Paris Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat. Notre contrat. habituel est défini par

l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire. pensa universelle

AFRIQUE

L'AFRIQUE AUX AFRICAINS. — Pierre Biarnès. * Editions Armand Colin, Paris, 1980,

Gorraspondant du Moude à Dakar depuis 1952, Pierre Biarnés s'atrache, dans l'Afrique aux Africains, à retracer l'histoire événementielle des anciennes colonies françaises et beiges de la région depuis leur Indépendance : c'est de leur vie politique qu'il s'agit surtout, l'analyse économique et sociale du sous-développement faisant simplement l'objet de la partie liminaire du livre où les grands thèmes sont repris de façon synthétique : dégradation des termes de l'échange, rapport des masses rurales et des elltes urbaines, problèmes linguistiques... A cette occasion, de solides mythes, comme la volonté décolonisatrice du général de Gaulle, résistent mal à leur confrontation avec les faits. Cet appel constant à l'observation directe permet souvent à l'autour de préciser des notions devenues trop générales à force de théories, par exemple celle de bourgeoiste spiliquée aux sociétés africaines où la structure familiale et dianique s'oppose à l'isolement des classes Mais en pragmatisme suméches entrèmes. sociétés africaines où la structure fami-liale et clanique s'oppose à l'isotement des classes. Mais ce pragmatisme empêche parfois Pierre Biarnès d'expliquer certaines évolutions à long terme des régimes afri-cains : ainsi, à propos des systèmes socialux, constate-t-il qu'e entraine expé-rience de type socialists n'a à ce four réusit » sans mettre en évidence la dé-pendance des pays libéraux et de leur a rémaite ». Contrepartie sans doute d'un point de vue d'abord analytique qui permet cependant à cet ouvrage de déga-ger avec netteté le fil des évênements dans les pays d'âfrique francophona.

ins les pays d'Afrique francophone.

The Fendation mationale des sciences politiques, Paris, 1878, 426 pages. Existe-t-II un islam progressiste? Le sociologue et orientaliste Olivier Carré s'est posé cette question fondamentale lous de muitiplies et longs séjours au Proche-Orient. Et pour tenter d'y répondre, II a utilisé les manuels scolaires d'enseignement religieux islamique rédigés à la fin des années 50 dans certains pays du monde arabé (Egypte, Syrie, Trak), qui portalent le message d'un Islam progressiste, voire socialiste. Choix judicioux pour aborder un tel problème puisaçue le corpus interrogé se situe au cerrafour de l'idéologie implicite et de l'idéologie « d'en haut » ; là se rencontrant, se mèlent ou s'affrontent les principaux acteurs sociaux, à travers eux les principaux politiques, culémas — religion, citoyens —éducation. Au terms d'une enquête tenace, métiques, pourtant limités à une certaine époque de l' « aventure idéologique » du Proche-Orient arabe, révéle, d'une part, une structure socioculturelle identique à celle déjà perque part, l'éternelle confrontation entre un système de valeurs dit « arabe », et un système de valeurs dit « arabe », et un système de valeurs dit « arabe », et un système de valeurs dit « arabe », et un système de valeurs dit « arabe », et un aputème de valeurs dit « arabe », et un aputème de valeurs dit « arabe », et un aputème de valeurs dit « arabe », et un aputème de valeurs dit « arabe », et un aputème de valeurs dit « arabe », et un aputème de valeur dit « arabe », et un aputème de valeur dit « arabe », et un aputème de valeur dit « arabe », et un aputème de valeur dit « arabe », et un aputème de valeur dit « arabe », et un aputème de SOCIÉTÉ

LE NOUVEL ORDRE GENDARMIQUE. - Henri Lafont, Philippe Mayer

PROCHE-ORIENT

LA LEGITIMATION ISLAMIQUE DES SOCIA-

LISMES ARABES. — Olivier Carré.

* Fondation nationale des sci-politiques, Paris, 1979, 424 pages.

** Le Sculi, Paris, 1988, 217 pages.

** Le Sculi, Paris, 1988, 217 pages.

** Le Sculi, Paris, 1988, 217 pages.

** La peur du gendarme est le commencement de la sagease, la majorité des Prançais ne sont pas sages: 35 % d'entre eux ont honne opinion de la maréchamsée, et 52 % souhaitent un accroissement de ses effectifs. Qu'ils se rassurent: soixante-seize mille gendarmes, répartis en trois mille aix cent querante brigades, veillent aujourd'hui à leur e sécurité ». Et de façon telle, comme l'exposent E. Lafont et Ph. Méyer dans un ouvrage très sérieusement documenté, que tous ceux qui sont attachés aux libertés peuvent, en effet, prendre peur : l'achat d'une résidence secondaire, un mariage, un incident sur la voie publique — et la brigade chargée de la surreillance de la commune établit une fiche à voire nom: à Paris, plus de deux millions et demi de personnes — qui l'ont jemais eu affaire à la justice — ont déjà leur dossier. Tout sancte sur chaoun, tel est l'objectif premier de la gendarmerie, pour qui la population se divise en deux catégories : e Les indicateurs et ceux qui, par leur passivité et leur non-collaboration, se jont les complices objectif sets subversite et les diffinquants. » Ce n'est pas le fascisme disent justement les auteurs, mais ajoutent-lis, non moins justement, c'est e la négation même de la démograties.

M.-T. M. * Le Sculi, Paris, 1988, 217 pages.

GUIDE DU CITOYEN FACE A LA POLICE. —

Denis Langlois * Le Seull, Paris, 1986, 198 pages. Ny s-t-II pas un peu d'humour noir dans le ittre et le propos de cet ouvrage? Sans doute le citoyen n'est-il pas totalement démuni face à la police : Il a de droits et il est bon qu'il les connaisse. Qu'il sache, par eremple, qu'un policier, hormis le cas de flagrant délit, ne peut pas fouiller son sac en sa valise, et qu'il n'a pas non plus à contrôler l'identité des personnes qui l'accompagnent dans sa voiture. Mais entre savoir et réagit, is marge est telle que le livre de D. Lan-giols est moins un guide de résistance qu'un constat d'impuissance : « Un poli-cier ou un genderme doit être respecté en tant que tel, même s'il es comporte mel », et l'on est obligé d'obéir à un ordre illégal — quitte à protecter ensuite. Reste, justement, cette possibilité-là : à la fois dérisoire et nécessaire. Tant il est vrai que le combat démocratique se joue aussi à ce niveau : al etout commence lors-qu'un sergent de sille lève un cell soup-conneux dans volve direction », rien n'est peut-être encore perdu lorsque des cipeut-être encore perdu lorsque des ci-toyens out le courage de ne pas balases

LA TORTURE -- Michel Ternicien, Daniel

Bacry. * Payard, Paris, 1986, 455 pages

On n'a jamais autant parlé des droits s l'homme. On ne les a jamais autant de l'annine. Un ne les 3 januars statute bafouée : loin d'être une survivance det temps barbares, la torture demeurs l'un des principaux instruments de la répression. Localisée autrefois dans quelques d'anni l'anni l'anni d'anni l'anni d'anni l'anni d'anni d'anni l'anni d'anni d'an sion. Localisée autrefois dans quelques régions (Rome, Crèce, Europa de l'Inquisition), elle est devenue planétaire: plus de soirante pays en font un usage systèmatique; beaucoup d'autres les aident (« séminaires », formation des tortionnaires, fourniture de matériel). Centrée jadis sur des minorités (chrétiens, juits, hérétiquas), elle s'est généralisée : n'importe qui, pour n'importe quoi, peut, dans bom nombre de pays, être soumis à la question D. forte lus le très subalso duestion. If out lire le très sub-stantiei dossier que publient M. Terni-cien et D. Bacry, analysant les multi-ples aspects de la torture (la torture dans l'histoire. la torture aujourd'hui. les implications de la torturs), il dénonce garde, gagnera bientôt tous les pays du monde.

ESSAIS D'HISTOIRE AFRICAINE DE LA TRAITE DES NOIRS AU NÉOCOLONIALISME — Jean

Suret-Canale.

Tatistons sociales, Paris, 1989, 278 p. Voici un recuell de dir études publiées sous des formes variées au cours des vingt denlières années par ceiul qui est un des meilleurs historiens marristes de l'Afrique coloniale (même s'il est agrégé de géographie I). On retrouvers le texte, important à l'époque (1864), qui marque l'affort de repenser les sociétés précoloniales en-dehors des funestes conceptions staliniennes des s cinq stades ». Certes le mode de production asiatique auquel tous les marristes recouraient à l'époque n'est peut-être pas des plus pertinants mais l'auteur n'en fait pas un nouveau dognatisme. Les études sur les hégémonies peules et la Sénégambie à l'être de la traite démonirent la fécondité concrète d'une approche marriste de l'histoire africaine, Un tiens du livre est consacré à la Guinée que Suret-Canale commaît particulièrement bien. L'étude sur la fin de la chefferie nous permet de comparante les causes de son indépendance TEditions sociales, Paris, 1980, 278 p. de la chefferie nous permet de com-prendre les causes de son indépendance précoce. L'ouvrage se termine par un texts, inédit en français, sur les écono-mies africaines depuis les indépendances (avec une utile bibliographie complète des travaux de l'auteur). Un bilan très intéressant qui nous fait attendre avec impatience le quatrième volume de l'Afri-que noire.

LA BALKANISATION DE L'AFRIQUE OCCIDEN-TALE FRANÇAISE. - Joseph-Roger de

★ Les nouvelles éditions africaines, Dakar-Abidjan-Lomé, 1979, 283 pages. Responsable de la presse catholique en Afrique Occidentale française. Joseph-Rogur de Benoist occupa un poste d'observation privilégié sur la région de 1944 à 1960. Il retrace, dans cet ouvrage, l'évolution de ses institutions et les débats d'idées qui l'accompagnérent, opposant les fédéralistes — tel le président Senghor — aux partisans du morcellement — MM. Houphouët-Boigny ou Sakou Touré, par exemple.

MM. Houphores-Boighy on Saton Tone, par exemple.

Jusqu'à la Cinquième République, les autorités françaises avaient héaité à faire un choix. L'auteur montre que le général de Gaulle tranche net avec son projet de Communauté qui allait consacrer la division de l'Afrique francophone. Ce livre contribue sinai à expliquer en partie les difficultés actuelles de cotte région.

L'abondance de sa documentation en fait aussi un instrument de référence.

LE VILLAGE PIEGE : URBANISATION ET AGRO-INDUSTRIE SUCRIÈRE EN COTE D'IVOIRE Ouvrage collectif

* P.U.F., Paris : LU.E.D., Genàve, 1988.

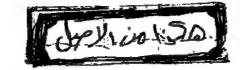
En slaborant un ensemble d'habitation pour un complexe sucrier en Côte-divoire, une jeune équipe d'experts suisses a été incitée à s'interroger sur la finalité de leur travall. Situant le projet dans som cadre d'ensemble, ils constatent que « l'appropriation de la terre ne se comprend qu'é travers une étude de rapports de production : pour exporter son surce, il jeut d'abord importer les règles de jabrication...... Dès lors, la logique du système se dévoile pour aux : ce mode de développement calqué sur les réalités contientales entraîne un modès d'organisation de l'espace inadapté aux traditions comme aux nouveaux besoins des populations. L'implantation d'unités agro-industrialles porte les germes de l'appropriation privée du soi, engendrant ainsi l'exode rural et l'aggravation des inégalités. La prolifération des bidonvilles à la listère des grandes villes artricaines s'expliquerait davantage par des choix socio-économiques que par les faiblesses de la planification urbaine. ★ P.U.F., Paris: LU.E.D., Genève, 1989.

* F.U.F., Paris, 1989, 264 pages.

Le mot erépression » éclaire-t-il hrutalement le vérité ou l'incline-t-il ? Mais
s'il a fini par se substituer dans le langage courant au couple e justice pénale »,
c'est qu'on a tendance à entendre celuiei : cinjustice pénale ». Four la même
mison, comment contexter à une spécialiste de « droit pénal » une certaine autorité pour se demander si ce droit ne serait
pas de travers? Si la peine est conforme
à la nison ex, en tout cas, sur effets
qu'on en astend?

Qu'on ne sy trompe pas ; il n'y a rien
dans ce livre de la contextation généreuse
et un peu brouillonne qu'i inquêté légitmement les victimes évantuelles, innocentes plus ou moins, c'est-à-dire tout le
monde. Il s'y exprime la réflexion la
plus ouverte d'un juriste pénétre de
divers autères savoirs. Son grand mérite
(sans cubiler calul d'être clair, concret,
attachant) est d'écarter les stréctypes —
juridiques, moraux, passionnels — qui ont
cousume de s'affinairer ; et au ce terrain
déblayé, de poser des questions neuves et
de proposer des réponses qui ne le sont

M.-T. M.



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : les tentatives d'assassinat de personnalités palestiniennes en Cisjordanie...

palestiniennes en Cisjordanie...

A La demande du délégué de Bahrein, le A Conseil de sécurité s'est réuni le 3 juin à la suite des tentatives d'assassinat dont avaient été victimes en Cisjordanie les maires de Naplouse, Ramallah et El-Birch. Le 5, par 14 voix contre 0 et avec une abstention (Etats-Unis), il a condamné ces tentatives tout en déplorant qu'Israël, en tant que puissance occupante, n'alt pas assuré une protection adéquate à la population civile dans les territoires occupés, conformément à la quatrième convention de Genève de 1949. Il demande aussi à Israël d'appliquer cette convention ainsi que les résolutions votées par le Conseil de sécurité, réaffirmant la nécessité de mettre fin à l'occupation des territoires occupés depuis 1969. Enfin, le Conseil déplore que les colons juifs soient autorisés à être armés.

Par 10 voix contre 1 (Etats-Unis) et avec 4 abstentions, le Conseil avait décidé d'inviter le représentant de l'OL.P. aux débats.

... et la répression massive en Afrique du Sud

Afrique du Sud

Au terme d'un débat entamé le 4 juin, le
Conseil de sécurité à adopté à l'unanimité,
le 13 juin, une résolution condamnant l'Afrique du Sud pour « la répression massice
contre tous les adversaires de l'apartheid, pour
le meurtre de manifestants pacifiques et de
détenus politiques et pour son rejus d'appliquer les résolutions » de l'ONU. Réitérant la
légitimité de la lutte du peuple sud-africain
contre l'apartheid, le Conseil demande qu'il
soft mis fin d'urgence à la violence dirigée
contre lui. Le débat sur ce sujet avait été
entrepris à la demande du président du groupe
africain.

Renouvellement des mandats de forces des Nations unies

Le 30 mai, par 14 voix contre 0 (la Chine ne participant pas au vote), le Conseil de sécurité a renouvelé pour six mois (jusqu'au 30 novembre 1980) le mandat de la Force des 30 novembre 1980) le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) dans le secteur Israël-Syrie, D'autre part, le 13 juin, le mandat de la Force des Nations unies à Chypre (UNFICYF) a été renouvelé pour six mois (usqu'au 15 décembre), dans les mêmes conditions de vote. Enfin, par 12 voix contre 0 et vec deux abstentions (R.D.A. et U.R.S.S.), la Chine ne participant pas au vote, le mandat de la Force d'intervention des Nations unies au Lihan (FINUL) a été prolongé de six mois, jusqu'au 19 décembre.

> Les travaux de Conseil mondial de l'alimentation

Le Conseil mondial de l'alimentation (C.M.A.) Le Conseil mondial de l'aimentation (C.M.A.) des Nations unies a tenu sa sixième session ministèrielle à Aroaha du 3 au 6 juin. Les moyens de faire face aux crises alimentaires ont été au premier plan de ses travaux. Jugeant les perspectives particolièrement graves, le Conseil a estimé que « la sécurité alimentaire devrait être assurée par un système international coordonné de réserves détenues par les Etats, les dispositions économiques international coordonne de reserves desenues par les Etais, les dispositions économiques ciant renforcées par la création d'une infra-structure appropriée, ainsi que par un dispo-sitif de financement alimentaire dans le cade du Fonds monétaire international, une aide alimentaire garantie et des accords sur les meures à prendre en période de crise alimen-taire.

Le Conseil a fait le point des stratégies alimentaires appliquées par trente-deux pays en vois de développement, avec l'assistance de dix pays développés, et de diverses institutions internationales (és notion de stratégie alimentaire avait été mise au point par le Conseil en septembre 1979). D'autre part, il Conseil en septembre 1979). D'autre part, il a regretté que le plancher garanti de l'aide prèvue par la nouvelle convention relative à l'aide alimentaire ne soit que de 7,6 millions de tonnes par an au lieu de 10 millions. Quant au dispositif de sécurité alimentaire, le C.M.A. à de nouveau affirmé qu'un nouvel accord international sur le bié, qui prévoirait la constitution de réserves, en constituerait un « étément essentiel». Il a recommandé aux gouvernements de recourir à des programmes de distribution directe expressément conçus à l'intention de ceux qui connaissent la faim, intégrant ces programmes d'allocations allimentaires dans leurs pians et politiques à l'échelon national. Les pays développés sont invités, quant à eux, à soutenir les efforts ainsi déployés.

MISSION à TREERAN. — De retour d'une mission à Téhérus, M. Daoudy a rendu compte, le 17 juin, de ses contacts avec les autorités transennes au sujet de la détention des dayes emérciens. Il e précisé qu'il n'avait pas demandé à rencontrer les obages, mais que ses entretiens avaient été e positife et constructife ». Selon tui, les autorités transennes estiment que la publication de la commission d'enquête de l'ONV en fran clarifierait leur position et justifierait leur point de vue.

Fustifierati leur point de vue.

SESSION DU CONSEIL POUR LA NAMIBIE.

Pour faire le point de la c altuation critique » en Namible, ainsi que des afforts pour metre fin è son occupation (légule par l'Afrique du Sud, le Conseil des Nations unice pour la Nomible a tenu une session extraordinaire à Alger du 28 mai au 2 fuin. Il a adopté une « déclaration » et un « programme d'action d'Alger » où il se déclare « résolu à continuer d'examiner toutes les possibilités d'acciérar le retisait de l'Afrique du Sud de Namible et de randre la liberté et l'Indépendance au peuple de ce territoire». Le Conseil a estimé que la réponse du gouvernement sud-africain au projet de créer une zone démilitarisés entre la Namible et l'Angola, d'une part, la Zambie et la Namible, d'autre part, représentait un « recul » montrait que l'Afrique du Sud n'a « pas la moindre intention » d'appliquer le plus de règlement des Nations unies.

PRATICULES INDABLIENNESS DANS LES TERRET.

PRATIQUES ISBABILIENNES DANS LES TER FRATIQUES ISRABLENNES DANS LES TERRI-TOIRES OCCUPES. — Le comité spécial, chargé d'en-quêter sur les pratiques israéliennes dans les terri-toires occupés, a tenu sa deuxième série de réunions de Fannée à Genève, du 19 au 30 mai. Il a notem-ment entendu les témoignages publics des trois per-sonnalités de Cisjordanie expulsées le 3 mai dernier.

DESARMENT. — La Commission du désarme-ment a terminé le 6 juin sa session qui avait débuté le 12 mai. Un projet de déclaration faisant des aunées 80 la deuxième Décennie du désarmement a été adopté, avec les réserves de certaine Entre : il souligne les objectifs des principes et activités devant être entrepris au cours de cette Décennie. La Com-mission a austi adopté deux textes contenant des propositions pour acoèlèrer les négociations sur le désarmement et pour « geler » ou réduire les budgets militaires.

militaires.

— Quant au comité du désarmement, il a repris
ses traceuz le 12 juin pour la deuxième partie de
sa session de 1980.

RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTER-MATIONALE. — Huit experts gouvernementaux as sont réunis, le 27 mai à New-York, pous poursuisre l'examen des moyens permetiant la mise en œusre de la déclaration de 1970 sur la renjorcement de la

sécurité internationale. Ils doivent présenter un rap-port sur ce sujet à la prochaîne session de l'Assem-blée générale.

CONSEIL DE TUTELLE. — Réuni à New-York depuis le 19 mai pour les travaux de sa quarante-septième session, le Conseil de tutelle a examiné la situation dans le territoire des lies du Pacifique, sous administration des Eksis-Unis. Il a pris conneissance du repport de la puissance administrante et entendu divers pétitionnaires.

divers philionnaires.

DECOLONISATION. — Le comité de la décolonisation a adopté le 16 mai le 209° repport du sous-comité des pétitions, de l'information et de l'assistance relabil à la diffusion d'informatione sur la décolonisation. D'eutre part, il a adopté cinq rapports du sous-comité des petits territoires, en date du 10 fuin. Deux le document consaré aux Nouvelles-Hébrides, le comité exprime sa exprécocupations et deuande aux deux puissances administrantes de veiller au respect de l'intégrabilé territoriale du pays et de la date de l'accession à l'indépendance, le 30 fuillet. Les autres rapports concernent les lies Caimanes, Pitosira, Sainte-Hélène et les lies Vierges britaniques.

AIDE AU PEUFLE DU KAMPUCHEA. — Les 26 et 27 mai, une réusion sur l'assistance et les secours humanitaires au peuple kampuchéen a eu Heu à Genève à l'initiative du secrétaire général de l'ONU. Les gouvernements se sont engagés à verser de nouvelles contributions pour un total de 116 millions de dollers eux programmes du haut commisserial des Nations unies pour les réjugiés, de l'UNICEF, du CLCE, du PAM et de la FA.O.

CONTTE PLENIER SUR LES QUESTIONS ECONO-MIQUES. — Chargé de préparer les nouvelles négociations sur la coopération économique inter-nationale, le comité plainer sur les questions écono-miques a terminé le 16 mai se deuxième session de jond pour 1980. Selon le président, les travaux menés jusqu'à présent n'ont pas produit de résultat satis-jeisant.

COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOFPEMENT. — Sous l'égide du Programme des Nations unies pour le déceloppement (PNUD), les représentants de près de cent cinquante gouvernements ont participé à Genève, du 26 mai ou 2 juin, à une réunion de haut niveau consacrée à la coopération technique entre pays en poie de décelopmement.

SCIENCE ET TSCHNIQUE. — Le comité interpou-vernemental sur le science et le technique au service du développement a tenu sa deuxième session du 22 mai su 4 fuin. Il a adopté sept résolutions, dont l'une comprend un plan d'opérations pour l'applica-tion du programme d'action de Vienne. D'autres textes concernent le Fonds intérimaire pour le acience et la technique su service du développement, qui devuit disposer en principe de 250 millions de dollars de ressources mais n'a recueilli jusqu'à présent que 45/2 millions de dollars.

SATELLITES DE CONTROLE. — Chargé par le secrétaire général d'étudier les implications de la création d'une agence internationale de satellites de contrôle, un groupe d'experts gouvernementaire e tenu au quatrième session à Genére du 13 au 30 mai.

INFORMATION. — Le comité de l'information a achevé sa première session le 16 mai. Il doit à nouveau se réunir du é au 22 soût, afin de formuler des propositions concrètes à l'intention de la pro-chaine session de l'Assemblée générale. BTAHLISSEMENTS HUMAINS.— Lors d'une res-sion à Mexico, qui a pris fin le 28 mei, la commis-sion des diabitesements humains a demandé que ces établissements soient considérés comme un cadre distinct et important de le Stratégie du dévelop-cement.

pement.

FROGRAMME DES NATIONS UNDES POUR L'ENVIBONNEMENT. — Le conseil d'administration du
Programme des Nations untes pour l'environnement
(PNUE) s'est réuni en sextion annuelle à Nationi
du 16 au 29 avril. À la demande du « groupe des 77 »,
il a voté l'arrêt de toute coopération ever l'Afrique
du Sud en raison de se politique de développement
racial séparé. Quant à l'environnement proprement
dit, il e lancé des appels en faveur de l'adoption par
la communauté internationale de mesurus de sauvegarde contre les déchets chémiques en relation evec
l'Organisation météorologique mondiale.

— Onze pays ont signé, le 17 mai à Athènes, un
tratté visant à réduire le poliution tellurique en
Méditerranés.

ENFANCE. — Au terme de la réunion annuelle de

méditerranés.

ERFANCE. — Au terme de la réunion annuelle de son consell d'administration, qui e eu lieu à New-Fork du 13 au 30 mat, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF, ou FISE) a approuvé un budget de 24 millions de dollars qui, en plus de l'assistance à cent dix pays dans le monde, comprand de nouveaux programmes en Chine et eu Zimbabwe. Le conseil a aussi approuvé la continuation du programme de secours au Kampuchea et des nouveaux programmes d'atés à la Somalie, à l'Ethiopie, à l'Ougarda et au Zimbabwe.

En plus du budget normal de 24 millions de dollars, le conseil a auprouvé des programmes d'une valeur de 129 millions de dollars pour lesquels û fautra trouver des contributions spéciales. Comme dans le passé, le budget administratif de l'UNICEF représente aculement 8 %, du budget total.

— L'UNICEF a diffusé le 3 juin un communiqué dans lequel û attire l'attention sur la estrution désepérés dans laquelle as trouvent certains Africains » soutirunt de la jeun, de le maladie et de la soir, 90 % sont des jeunes et des enjents. L'UNICEF mentionne en particulier les cas de la Somalie, de l'Ethiopie, de l'Ougande, du Tchad, de Dfibout et du Zimbabwe.

ELEFUGIES. — Selon le haut commissariet des

Diflouti et du Zimbabwe.

REFUGIES. — Selon le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés (H.C.R.), durant le mois de mai diz-sept mille deux cent trois Indochinois ont cherché réjuge dans divers pays d'ans dix mille neut cent quiuze sont arrivés par bateau et six mille deux cent quaire-vingt-huit par vois de terre en Thallande. Dans le même temps, vingt-trois mille cent soisante-sept réjugiés ont quitté les pays de premier seile dans la région pour être réinstallés alleurs. — Le nombre des réjugiés afghans au Fakistan enregistrés au 22 mai par les autorités locales s'élepait à huit cent quarante-deux mille trois cent quarante-huit, indique le H.C.R.; soit une augmentation de plus de cont mille sur la fin du mois d'avril.

RECENTES PUBLICATIONS • Annuaire des Nations unies, 31° édition : Fensemble des activités et des décisions de Porpanisation durant sa 32° année (1977).

Cour internationale de justice

Arrêt dans l'affaire des otages détenus en Iran

L'A Cour internationale de justice a rendu L son arrêt le 24 mai dernier dans l'affaire du s'ensonnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran a.

Le Cour a décidé : 1) que l'Tran a violé et continue de violer des obligations dont il est tenu envers les Etats-Unis; 2) ces violations engagent sa responsabilité : 3) le gouvernement iranien doit assurer la libération immédiate des ressortissants des Etats-Unis detenus en otages et restituer les locaux de l'ambassade : 4) aucun membre du personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis ne peut êtze retenu en Iran pour y être iraduit en justice ou cité comme témoin ; 5) l'Iran est tenu de réparer le préjudice causé aux Etats-Unis ; 6) les formes de cette réparation seront réglées par la

Cour au cas où les deux Etats pourraient se mettre d'accord à ce sujet.

Ces décisions ont été adoptées à de larges majorités : points 1 et 2 : 13 voix contre 2 ; points 3 et 4 : unanimité; point 5 : 12 voix contre 3 ; point 6 : 14 voix contre 1 : Une opinion individuelle a été jointe à l'arrêt par M. Lachs qui a voté contre le point 5 du dispositif. Des opinions dissidentes ont été jointes à l'arrêt par M. Morozov, qui a voté contre les points 1, 2, 5 et 6 ainsi que M. Tarazi qui a voté contre les points 1, 2 et 5.

DEMANDE D'AVIS DE L'OMS. — Le 28 mai, la Cour a été saisie d'une demande d'avis consultatif émanant de l'Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé et portant sur des questions relatives au transfert du bureau régional de l'OMS. pour la Méditerranée orientale, actuellement à Alexandrie.

Organisation mondiale de la santé

La trente-troisième Assemblée mondiale

R EUNIE depuis le 5 mai à Genève, la trente-REUNILE depuis le 5 mai à Genève, la trente-troisième Assemblée mondiale de la santé a achevé ses travaux le 23 mai. L'Assemblée 1980 demeurera celle qui a of-ficiellement ratifié l'éradication de la variole sur toute la surface du globe. Toutefois, les délégués ont souligné que tous, dans le sec-teur santé publique, devront travailler en har-monie à la réalisation de l'objectif social qui consiste à « faire accéder d'ici l'an 2000 tous les habitants du monde à un niveau de santé qui leur permette de mener une vie sociale-

qui leur permette de mener une vie sociale-ment et économiquement productive ». Dans une résolution intitulée Etude des Dans une resolution internée stude des structures de l'Organisation eu égard à ses jonctions, l'Assemblée a décidé de « prendre toutes les mesures possibles pour maintenir l'unité de l'Organisation, et pour assurer un équilibre judicieux entre les activités centralisées et les activités décentralisées ».

L'Assemblée a fait siennes dans leur totalité la déclaration et les recommandations de la réunion conjointe O.M.S./UNICEF sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, qui s'est tenue à Genève en octobre 1979. Un code international de commercialisation des substituts du lait maternel sera préparé et soumis à l'examen de l'Assemblée mondiale en 1981.

Israel a confirmé l'opinion du comité spécial d'experts selon laquelle « û est vain d'imaginer qu'un état de complet bien-être physique, mental et social puisse être atteint sous l'occupa-

La Guinée-Equatoriale, la République de Saint-Marin et le Zimbabwe sont devenus membres de plein droit de l'Organisation su cours de l'Assemblée, portant à cent cinquante-cinq le nombre des Etats membres de l'OMS.

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Quatorzième session du conseil.

Quatorzième session du conseil,

I E conseil du développement industriel, organe exécutif de l'ONUDI (Caganisation des Nations unies pour le développement industriel) a tenu sa quatorzième session à Vienne du 9 au 19 mai, consacrent une bonne partie de ses travaux aux décisions de la troisième conférence générale de l'ONUDI à Newbell, qu'il avait été chargé de mettre en œuvre. A cet effet, il a fixé certaines priorités pour les programmes d'activités en 1981 et en 1982-1983, insistant sur la nécessaire coopération avec les sutres institutions du système des Nations unies. A propos de l'établissement d'un « système de consultation », le conseil a estimé qu'il deurait être créé sur une base permanente, comme l'un de ses organes subsidiaires. Pour le moment, cependant, il n'a prévu pour 1980-1981 que six séries de consultations qui porteront sur le cuir, les engrais, les produits pharmaceutiques, la pétrochimie, les biens d'équipement et d'industrie alimentaire. On sait que cette formule de consultation a été envisagée pour faciliter les contacts entre pays développés et sous-développés de manière à favoriser l'industrialisation de ces derniers, Le conseil a enfin pris connaissance du rapport annoel de l'Organisation pour 1979, qui fait état de mille quatre cents projets en œuvre dans le tiers-

monde pendant cette seule année avec l'aide de l'ONUDI, ce qui représente pour l'institution 70 millons de dollars d'assistance technique (18% de plus que l'année précédente). Le rap-port rappelle aussi la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée de l'ONU, intervenue l'an passé. À la veille de la réunion du conseil, le comité permanent de l'ONUDI avait tenu à Vienne sa quatoraième session, du 5 au 8 mai.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Environ cent cinquante participants, représentant vingt-deux pays membres de l'Agence internationale de l'énérgie atomique (ALEA), la Commission des Communautés européennes, ainsi que quatre organisations infernationales, ont assisté, à Vienne du 2 au 6 juin à un colloque international sur la gestion des déchets contaminés par des émetteurs alpha.

colloque international sur la gestion des déchets contaminés par des émetteurs alpha.

• ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Une réunion régionale spéciale sur la navigation aérienne s'est tenue à Paris du 3 au 13 juin sous les auspices de l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.G.I.). Elle est purpense à un accord général sur un certain nombre de mogens et méthodes destinés à faciliter et à améliorer la planification multinationale du trajio sérien en Europe afin de réduine les rétards et les perturbations, particulièrement durant la période de pointe des vacances.

— Selon des informations publiées au début du mois de juin par l'O.A.G.I., le Programme des nations unies gour le développement (PNUD) a approuvé l'octrol de plus de 10 millions de dollars pour la création ou l'aprandissement d'établissements de jormation aéronautique en Afrique et dans la région Asia-Pacifique. Il a approuvé par alleurs un projet de grande empleur, d'un coût total de 252659 dollars, concernant la gestion et l'exploitation de l'aéroport de Sanaa, qui sere financé par la République erabe du Yémen au titre d'un arrangement de partage des coûts.

— L'O.A.G.I. a annoncé à la fin du mois de mai la dijfusion prochaine à tous ses Etats membres d'un document renfermant des spécifications normalisées et des indications concernant la mise en circulation d'un nouveau passeport pouvant être lu par ordinateur.

Ce nouveau document de voyage peut être émis sous la forme d'une carte distincte ou sous la forme et des m

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
 ONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME
 Le gouvernement de Guyene est devenu, le
 Il mai, le cent dix septième membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navi-

gation maritime (OMCI).

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Réunie à Genève du 22 au 26 mai, dans
la perspective de la Conjérence internationale du
tranell, une réunion tripartite de l'Organisation
miernationale du travail (O.I.T.) sur l'aspartheid
a examiné une série de metures pour intensifier
l'action de l'O.I.T. en vue de l'élimination de l'apartheid dans le domaine du travail.
— Quelque mille six cents déléqués de cent vingtsept Elate membres de l'O.I.T. ont participé à la
soizante-sizième Conjérence internationale du travail, qui s'est tenue à Genève du é au 25 juin.
Cette session devait être marquée pur le retour,
après une absence de trois ans, des Etats-Unis et
par l'admission du Zimbabwa comme cesti quarantetroisième membre de l'O.I.T. On trouvera un bref
résumé de ses travaix dans le prochain numéro.

- L'O.I.T. vient de jaire paraître la trente-neuvième édition de son Annuaire des statistiques du travail publié en trois langues (français, espa-gnal, anglais).

• L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR.
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (F.A.C.)
présoguit en mai, dent son bulletin mensuel
Perspectives de l'alimentation, une récolte mondule
de blé pour 1980 de 458 millions de tonnes (aoit
7 % de plus qu'en 1979) et une production de
cérègles accondaires de 785 millions de tonnes (aoit
2 % de plus que l'an passé). Les perspectives s'anmonçaient cussi rélativement bonnes pour les premiers ris de printemps récoltés dans l'hémisphère
Sud.

En coopération suec le respectance des Metions

miers 113 de printemps recoltes aans i nemisphere Sud.

— En coopération avec le programme des Nations unies pour l'environnement, la F.A.O. a organisé à Rome au mois de mai une résuiton de spécialistes sur les partes après récoltes des denrées périssobles telles que les jruits, les légumes, les racines et les tubercules.

— Le programme alimentaire mondial a annoné, le 27 mai, l'outroi d'une aide alimentaire supplémentaire, d'une valeur de 3,2 millions de dollars, aux rétuglés alghans au Pakistan. Le programme alimentaire mondial evait aussi décidé, le 15 mai, d'envoyer pour 1,9 million de dollars de légumineuses au Ruanda à têtre d'aide d'uryence, en ruison de la sécheresse.

acidenessa.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION. LA SCIENCE ET LA CULTURE.

— Le consei exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a tenu sa cent neuvième session à Parte du 30 avril au 6 juin. Le conseil a terminé ses travaux en recommandant à la vingt et unième session de la conférence générale, qui doit se tenir à Belgrade à partir du 23 septembre prochain, d'adopter les priorités du projet de programme pour 1981-1983 présenté par la directeur général, M. Amadon Mahter N'Bons.

Le conseil a notamment exprouvé la nouvelle politique définie dans ces propositions, ainsi que les priorités accordées sux activités relevant des sciences et de la technologie; huit projet régionaux concernant principalement les questions de l'anvironnement, l'accroissement des activités en matière d'énergie et la poureuite à l'áchelle mondiale des grands programmes interpouvernementaine de l'UNESCO, tels que l'homme et la blosphère, la Commission coéanographique interpouvernementale, le programme hydrologique interpational et le programme international de corrélation géologique. Une plus grande attention sera d'autre part accordée à la vulgarisation scientifique.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD

L A Banque internationale pour la recons-tructit : et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a seprouvé les prêts

— Guatemala (22 mai) : 17 millions de dollars gour un programme quadriennal d'entratien des routes ;

gour un programme quadriennal d'entratien des routes;

— Maron (22 mai) : 34 millions de dollars pour aider à la réalisation d'un projet de développement rural;

— Turquie (22 mai) : 83 millions de dollars pour augmenter la production de coton; ce pags a sussi bénéficié le 3 juin d'un prêt de 51 millions de dollars pour financer des crédits contrôlés à environ 350 éleveurs de bésal;

— Brésil : 139 millions de dollars (23 mai) pour la réalisation du traisième projet d'alimentation en esu et d'assaintssement dens l'était de Minas Gerais et 32 millions de dollars (12 juin) pour un projet d'éducation (ondamentale dans neuf Était de la région du Nord-Est;

— République de Corés (23 mai) : 50 millions de dollars rétrocédés à la Société de développement de l'agriculture et de la péche pour aider des entre-prises de conditionnement de produits agricoles;

- Thallande ; 72 millions de dollars (23 mai) pour aider l'organisme de groduction du pags à réalites un programme d'expansion de la production de lignite à Mae Moh ; 40 millions de dollars (5 pin) pour le financement de travaux d'adduction d'ent ainsi que deux autres prêts le 15 fuin ; 75 millions de dollars pour un projet d'électrification rurale et 23 millions de dollars pour itnancer les structures d'accueil desinées aux jamilles les plus démuntes de Banglack et de ciuq villes régionales ;

— Colombie : 150 millions de dollars (23 mai) pour aider les entreprises industrielles par l'intermédiaire de huit sociétés jinancières de développement et 125 millions de dollars (12 juin) pour le financement d'un projet hydro-diectrique ;

— Nigéria (29 mai) : 32,5 millions de dollars pour un projet de développement apricole ;

— Philippines : 67 millions de dollars (20 mai) pour l'emperance et l'ambions de dollars (20 mai) ; 25 millions de dollars (21 juin) pour l'ambioration des ports de dollars (21 juin) pour l'ambioration des ports de dollars s'a provinces ; Portugal (29 mai) : 50 millions de dollars pour supmenter la production sylvicole grâce il un projet de bousement ;

de boisement;

— Fidit (2 juin): 15.5 millions de dollars pour un projet visant à développer la capacité de stochage du barrage de Monasave et l'adjonction de deux ensembles de généraleurs à la centrale de Wallos; emeratores de generatores a la construie de — Bondures (2 fuin) : 3 millions de doil le financement d'une assistance technique gronouvoir les recherantes pétrollères;

CHILLY.

·= 4 0 1 :

***** . #

 Mexique (2 fuin) : 160 millions de dollars pour réalisation d'un projet d'irrigation dans l'Étai Michogness : réalisation a un projet a urrigation auns paus Méchoencen; — Bolivie (9 fuin) : 50 millions de dollers pour financement d'importations de matières premières de biens d'équipement;

et de diens d'équipement;

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPERENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Bunque mondiale,
a annoncé ces dernières semaines une série de crédits en jeveur des pays suivants:

— Bungladesh: 29 millions de dollars (22 mai)
pour accroitre la production d'engrais; 20 millions
de dollars (2 juin) pour financer un programme de
modernisation de l'industrie de fute; 11 millions
de dollars (12 juin) pour un projet de boisement
dans quaire provinces côtières et 25 millions de
dollars (18 juin) pour l'importation d'engrais et de
matières premières pour la production locale d'engrais;

— Niger: 16,7 millions de dollars (22 mai) pour un programme de développement rural et 20 mil-lions de dollars (9 juin) affectés à un projet de développement agricole;

République arabe du Témen (22 mai) : 17 millions de dollars pour le jinancement d'un projet de pécheries :

paneries;

— Inde : deux crédits (23 mai) dont l'un, de 300 millions de dollars, permettra la réalisation de la seconde phase d'un projet d'électricité d'origine thermique dans l'Etat d'Utar Pradeth et l'autre, de 18 millions de dollars, la réorganisation des services de vulgarisation agricole dans l'Etat de Rerala. Ce pags a aussi bénéficié le 5 juin d'un crédit de 110 millions de dollars, dont 58 millions pour l'amélioration des transports publics de Calcutta et 54 millions pour la promotion de l'industrie de la sole dans l'Etat de Rarnataks;

— Mail (23 millions pour la promotion de dollars pour la sole dans l'Etat de Rarnataks;

— Mali (23 mai) : 8 millions de dollers pour la réalisation d'un projet de développement industriel et des activités traditionnelles par l'intermédiaire de la Banque centrale du Maii;

— Sénégal (23 mai) : 3,3 millions de dollars pour ournir les devises nécessaires à des études dans le exteur énergétique; - Ghana (29 mai) : 25 millions de dollars affectés

- Ghana (29 mai): 25 millions de dollars affectes è un troisième programme routiler; - Birmania (2 fuin): 90 millions de dollars pour la construction d'un barrage à buts multiples; - Comores (5 fuin): 52 millions de dollars pour augmenter la production de noix de coco et de augmenter la production de noix de coco et de coprah;

— Lescotho : 6 millions de dollars (3 juin) pour le construction de trames d'accuell et de dispensaires ainsi que l'octroi de prêts su logement dens la ville de Mascru et 4 millions de dollars (16 juin) pour aider la Société nationale de déseloppement à jaire face à ses besoins en devises pour le financement de projets de déseloppement;

— Tanzanie: 14 millions de dollars (5 juin) pour la construction d'une usins de conditionnement de thé et 30 millions de dollars (5 juin) pour aider à jinancer un projet d'exploration pétrolière dans la région de l'ûle de Songo Songo;

— Evanda (8 juin) : 11 millions de dollars pour la plantation de jorêts produisant du bois de chaujigge ou du bois de construction;

— République populaire démocratique du Yémen

— République populaire démocratique du Témen (9 juin): 13.2 millions de dollars pour la réalisation d'un projet d'alimentation en eau à Aden; — Zaère (9 juin): 11 millions de dollars pour la jinancoment d'un projet visant à doubler la production de mais su cours des six prochaines années; années; au cours des six prochaines années six prochaines s

 Somalie (12 juin) : 8 millions de dollars poun projet de promotion de l'amploration pâtrolière un projet de promotion de l'exploration pertusire;

— Madaguscar (12 juin) : 5 millions de dollars consentis à la Bankin Ny Indostria pour les opérations de prêts en javeur des activités artisanales et des petites et moyennes industries;

— Sri Lanka (12 juin) : 30 millions de dollars pour le jinancement d'un programme d'adduction d'eau et d'assainissement dans le région de Colombo;

— Kenya (16 juin): 4,5 millions de dollars pour financer des études entrant dans le cadre de la promotion des exportations.

promotion des exportations.

OPERATIONS CONJOINTES DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPFEMENT. — Le 22 mai, un prêt de la Banqua mondiale de 50 milions de dollars, assorti d'un crédit de l'Association internationale de développement (Thâ), de 50 milions de dollars également, a été accordé à l'Expeta pour atier à la réalisation d'un projet de distribution de gaz au Caira De son obté, la Papouarie-Nouvelle-Guinée a reçu, le 29 mai, un prêt de la Banque mondiale de 17 millions de dollars assorti d'un orédit de l'IDA de 13 millions de dollars pour la construction de la dernière section de la route des montagnes.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. Quatre opérations de la Société financière ini nationale (S.F.J.) ont été annoncées :

nationale (S.F.I.) out ets circonces:

— Investissement d'environ 2,29 millions de dollars, le 20 mai, dans la Rorea Development Pinanca Corporation (R.D.F.O.), en République de Corés, pour participer à l'augmentation du capital social de cet organisme désormais transformé en banque de crédit à long terme;

— Prêt de 12,7 millions de dollars, le 2 juin, à la société Radoje Kakie en Yougoslavis pour l'expan-sion de sa production de matériel de terrassement ; — Investissement de 3 millions de dollars, le 5 juin, pour sider à la construction d'un hôtel à Dakar (Sénégal). Le prêt a été consenti à Novotel SIEH (Société d'investissement et d'exploitation

dans la construction d'une usine productrice de ciment au Sierra-Leona. Le prêt a été accordé à la Sierra Cement Company;

— Contribution d'un montant de 1149 millions de dollars dans la construction d'une usine pro-ductrice de verre plat et l'extension des installa-tions extrantes de la société bénéficiaire du projet, Vitro Flotado au Mexique.

Vitro Flotado au Mexique.

BMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN DEFORS DES STATS-UNIS. — La Banque mondiale et un syndicat de banques ayant à leur tête la Banque de Paris et des Pays-Bas ont signé, le 12 juin, un accord pour deux émissions de bons en dollars des Etats-Unis sur les marchés en dehors des Etats-Unis. La première émission, d'une durée de sept ans et d'un montant de 300 millions de dollars, ports intérêt à 19,25 % payable annuellement la 15 juin; la seconde émission, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 200 millions de dollars, porte intérêt à 9,75 % également payable le 15 juin. Ces deux émissions ont été publiquement ofjertes su pair. offertes ou pair.

PUNIONE DE GROUPES CONSULTATIFS. —
Plusieurs gouvernements et institutions concernés
par l'aide au développement de certains pays es sont
réunis ces derniers mois: du 9 au 11 avril, groupe
d'aide au Soudan; les 12 et 13 mai, groupe d'aide
au Bangladesh; les 28 et 29 mai, groupe d'aide au
Zaire; enfin, les 12 et 13 fuin, consortium d'aide au
Pakistan.

DEPART DI PRESIDENT DE LA BANQUE MON-DIALE EN 1981. — M. Robert McNamara, président de la Bunque mondiale, a annoncé le 9 juin qu'a abandonnerait ses fonctions le 30 juin 1981.

Banque arabe pour

le développement économique

Sixième session annuelle du conseil des gouverneurs

EUNI le 16 avril à Doha (Qatar) pour sa sixième session annuelle, le conseil des gouverneurs de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a examiné l'assise financière et les perspectives d'activité de la banque. H a demande qu'un programme d'activité quinquennai (1980-1984) soit soumis l'an prochain à son approbation. Le conseil à aussi résolu d'affecter 1,875 million de dollars à la construction du nouveau siège de la banque et 7,5 millions de dollars, à titre exceptionnel, à l'amortissement d'un don accordé antérieurement à la Somalie. Le don accordé antérieurement à la Somaile. Le docteur Chedly Ayari a été réélu président de la BADEA pour un second mandat de cinq

PRET A LA REPUBLIQUE DES SEYCHELLES.

— La BADEA a décidé, le 23 avril, un prêt de
1,20 million de dollars à la République des Seychelles
pour un projet d'électrification. Ce prêt, emortissable en douze ens, y compris deux ans de délai
de grâce, porte intérêt en taux annuel de 5 %.

Banque européenne d'investissement

Prêt à la France, à l'Islande et à l'Italie

A Banque européenne d'investissement (BEL) annonce une série de prêts aux pays L (BEL) annonce une série de prêts aux pays et organismes suivants:

— France (20 mai): prêt d'une contre-valeur de 10 millions de francs (1,7 million d'u.c., pour douze ans, à 12,90 %) pour le financement d'une usine de laine de roche volcanique à Saint-Eloy-les-Mines, prês de Clermont-Ferrand; ce prêt a été attribué à Rockwool-Isolation;

— Irlande (30 mai): deux prêts d'une contre-valeur totale de 23 millions de livres irlandaises (34,2 millions d'u.c.) à l'Electricity Supply Board (pour quinze ans, avec une bonification d'intérêt

(34,2 millions d'u.c.) à l'Electricity Supply Board (pour quinze ans, avec une bonification d'intérêt de 3 % en vertu des dispositions adoptées lors de l'adhésion de ce pays au Système monétaire européen). 20 millions de livres triandaises financeront la construction d'une centrale de charbon à Moneypoint (comté de Clare) et 3 millions l'extension de deux centrales de

our in the contract of the con Abruses; 10,3 milliards l'extension d'une usine fabriquant des pièces de précision pour moteurs automobiles dans les Poullies; 6 milliards la restructuration d'une usine d'articles en carbone en Ombrie; 1 milliard l'agrandissement et la modernisation de la brasserie Birra Dreher, dans les Poullies également.

modernisation de la brasserie Birra Dreher, dans les Pouilles également.

AU COMBRIL DES GOUVERNEURS : EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL. — Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement, composé des ministres des finances des neuf Elais membres, s'est réuni le 9 juin à Luxembourg.

Le principal point inserit à son ordre du four était l'examen du rapport annuel et du bilan de l'exercice 1979 de le Banque; ce bilan fait apparaire une propression des opérations de financement (3071,1 millions d'u.o.), soit une augmentation de 40 % par rapport à 1978 (2382 millions d'u.c.). La Banque a octrogé 22812 millions d'u.c.). La Banque a octrogé 22812 millions d'u.c. de prêts sur ses ressources propres en feveur d'investissements industriels, énergétiques et d'autres infrastructures dans la Communauté. A ca montant, s'ajoutent 27 millions d'u.c. de prêts consentis sur les ressources du nouvel instrument communautine d'emprunts et de prêts, appelé « facilité Ortoli». Plus des deux tiers étes prêts sont allés aux régions moins développées ou confrontées à des problèmes de décin industriel. D'autre part, les financements attribués en que du développement des accords d'association ou de coopération ont propressé. Ils se sont flevés en ejiet à 512,9 millions d'u.c. en 1978, contre 221,7 millions d'u.c. en 1978.

Le conseil des gouverneurs a pris note d'un rapport sur les perspectiess d'activité à moyen terme de la Banque ezaminant les développements possibles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté sur ces bases, il a été décilé d'examiner les possibilités d'une nouvelle augmentation du capital de la Banque en 1981. Le capital actuellement souverit s'élève à 7087,5 millions d'u.c., dont 911,25 millions effectivement versés ou à verser depuis la dernière augmentation par décision du conseil des gouverneurs en date du 19 juin 1978. L'adhésion de la Grèce, le 1s januér, portera ce capital à 7 200 millions d'u.c., dont 927,71 millions rersés ou à verser.

OPERATION AU TITEE DE LA CONVENTION DE LOMÉ. — Dans le cadre de la première convention de Lomé, la B.E.I. a prêté, le 3 fuin, 7,5 millions d'u.c. (78 millions de rouples mauriciennes) au Central Electricity Board pour le financement d'un barrage et d'une centrale hydro-électrique dans l'Ue Haurice. D'une durés de diz-neus aus, ce prêt porte intérêt à 8 %, comple tenu d'une bonification d'intérêt financés sur les rezsources du Fonde européen de développement.

FRET EN NOUVELLE-CALEDONIE. — Un prêt d'une contre-valeur de 7 millions d'u.o. (pour dip-huit ans, à 8 %, compte tenu d'une bonification d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement) a été a a c o r d é le 29 mai à la Nouvelle-Calèdonie pour contribuer à l'aménagegement hydro-électrique de la rivière Néanous. Ce prêt intervient en vertu de la décision du conseil des ministres des communautés européennes du 29 juin 1978 accordant le bénéfice d'une aide spécifique aux pays et lerritoires d'outre-mer ayant avec certains pays membres des ilens particuliers.

Banque des règlements internationaux

Cinquantième rapport annuel L A Banque des règlements internationaux (B.R.L.) a publié le 9 juin son cinquantième rapport annuel à l'occasion de sa cinquantième assemblée générale qui se réunissait le même jour à Bâle.

jour a Baie.

Comme chaque année, le rapport dresse le hilan de la Banque pour l'année écoulée et dont l'assemblée a pris acte. Elle a approuvé le bilan au 31 mars 1980 dont le total s'élève à 24 409 416 167 francs or (un franc or équivalant

au 31 mars 1980 dont le total s'élève à 24 409 416 167 francs or (un franc or équivalant à 0,290 322 58 grammes d'or fin); elle a également approuvé le compte de profits et pertes qui accuse, pour l'exercice, un excédent total de 54 966 432 francs or, après déduction des frais d'administration exceptionnels, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 50 977 378 francs or. Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 110 francs suisses par action au titre de l'exercice clos le 31 mars 1980, ainsi qu'un dividende exceptionnel et non renouvelable de 25 francs suisses par action à l'occasion du cinquantenaire de la Banque. Le dividende total, qui s'élève ainsi à 135 francs suisses par action, sera payable le 1st juillet 1980 aux actionnaires inscrite sur les registres de la Banque à la date du 20 juin 1980. Comme il est indiqué au bilan, un montant de 17 977 378 francs or a été affecté à cet effet par prélèvement sur le bénéfice net. L'assemblée a également décidé de transférer 13 200 000 francs or au fonds de réserve générale, 1 000 000 de francs or au fonds de réserve générale, 1 000 000 de francs or au fonds de réserve dibre.

• FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL.

au fonds de réserve libre.

• Ponds Monetaire international (F.M.) a donné son accord le 16 mai, à l'achat par la Roumanie d'un montaire équivalent à 121,25 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire, les exportations de ce pays egant accusé un fléchissement en 1979, l'atteint i milliard de D.T.S.

— Le F.M.I. a également approuvé des crédits e stand-by s au bénéfice des pays suivants : Malavei (13 mai), l'équivalent de 49,75 millions de D.T.S. au cours des deux prochaines années pour soutenir le programme économique du gouvernement (en même temps, un crédit e stand-by s approuvé par le Fonds le 31 octobre 1979, a été annule; l'uruguay (14 mai), l'équivalent de 21 millions de D.T.S. au cours des douxe prochains mois ; Yougoslavis (5 juin), l'équivalent de 339 325 millions de D.T.S. que cours des douxe prochains mois ; Yougoslavis (6 juin), l'équivalent de 1718 de Sainte-Lucie a annoncé, le 13 juin, qu'il acceptait les staiuts de l'article VIII du Fonds, paragraphe 2, 3 et 4.

— M. P.N. Raul (Inde) a été nommé le 2 juin directeur du département des banques centrales au Fonds, il succède à M. Roland Tencont (France), qui avait été nommé directeur de l'administration en janvier 1980.

. BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRA-TION ECONOMIQUE. — La Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a approuvé le 25 mai un prêt de 3500 000 dollars à l'Institut nicaraquayen de l'énergie pour financer la reconstruction, dans plusieurs départements, des réseaux de distribution d'électricité endommagés lors des affrontements armés de 1978 et 1979.

Deux autres prêts ont été accordés le 11 juin L'un, de 1800 000 dollers, est octroyé à la Pederacion Hondurena de Cooperations de Viviendas, du Hondurena de Cooperations de Viviendas, du Hondurena pour financer la dernière phase de deux projets de construction de maisons d'habitation. L'autre, de 1500 000 dollars, accordé à la mairie de Guatemala, financera la troisième tranche de travaux d'un projet d'approvisionnement en éau potable de la cone nord de la capitale.

— La B.C.I.E. a souscrit un accord le 14 moi avec la Société générale de Banque de Belgique, en versu duquel cette institution journit un prêt d'long terme d'un montant de 25 000 000 de dollars, qui aera affecté au financement de profets de développement publics et privés dans les cinq pays de la B.C.I.E. Ce prêt. dont l'intérêt sera calculé sur la base du taux d'intérêt interbancaire de la place de Londres, est rembouvable en dizant, y compris un délai de grâce de quaira ans.

■ BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARATEES. BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES CARAISES.

La cinquante-huitième session du conseil de direction de la Banque de développement des Garalbes (B.D.G.) s'est tenue à Nassau (Bahamas) du 3 au 5 mai. Le conseil a paraphé un accord de coopération avet le PNUD pour la réalisation de projets de développement dans les pays membres. Il a austi approuvé un accord de coopération technique non remboursable avec la Banque interaméricains de développement (BlD). En outre, des préts ont été approuvés, pour un montant de 12 058 000 dollars, en faveur des pays suivants:

— Barbade: 2 millions de dollars à l'aide du Ponts spécial pour la réalisation d'un projet d'infrustructure; structure;

— Bahamas : 3 millions de dollars à l'aide des ressources ordinaires, en Javeur de Montagu Beach Hotel pour financer la rénovation de ses installa-

tions:

— Iles Vierges britanniques: 705 000 dollars à la British Virgin Islands Fisheries Company Limited (avec garantie du gouvernement), pour le dévelopment des pécheries;

— Grenade: 107 000 dollars, à l'aide du Fonds spécial, pour développer l'élevage de moutons à Carriagne. Carriacou.

Guyana: 4 millions de dollars à Banks-DIH

Limited pour financer un projet d'expansion industrielle;

Sainte-Lucie: 2 millions de dollars, à l'aide du

Fonds spécial pour la réalisation d'un projet goupernemental de développement de l'injrustructure routière. Un prêt additionnel de J4815 dollars, à l'aide du Fonds vénézuélien, a été actroyé à Harmony Estates Limited pour la construction d'un hôtel à Rodney

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — Sept prêts ont été annonces récemment par la Banque interaméricaine de développement (BID) en javeur des pays suivants :

— Panama (8 mai) : 10,4 millions de dollars (à
l'aide des ressources ordinaires, pour ringt ans, à
8,25 %) destinés à accroître le cheptel dans ce
pays ; ce programme est réalisé par la Banque de
développement agricole de Panama ;

— Guatemala (15 mai) : 500 000 dollars (à l'aide
du Ponds de progrès social, pour quarante ans et
à 1 %) pour la modernisation des méthodes de
outiurs d'un groupe de petits jermiers dans un
village du nord-est de ce pays. Ce prêt est assorti
d'un don d'assistance technique d'un montant de
53 000 dollars ;

— République Dominicaine (29 mai) : investissement de 150 000 dollars (à l'aide du Fonds vénézuéilen administré par la Banque) pour la construction
d'une usine de conjuerie dans la région de BocaChica;

— Argentine (29 mai) : 500 000 dollars (à l'aide
du Fonds de synogès social pour tente ann à 1 E)
de Fonds de synogès social pour tente ann à 1 E)

d'une usine de conjuerie dans la région de BocaChica:

— Arpentine (29 mai): 500 000 dollars (à l'aide
du Fonds de progrès social, pour trente ans, à 1 % destinés au jinancement d'un programme de développement de la production de bétail dont bénéficieront environ deux cent soitante-douxe jamilles dans
le « Chaco », région située au nord du pays: le
8 mai, ce pays avait déjà reçu un prêt d'un moniant
de 90 millions de dollars (à l'aide des ressources
interrégionales de la Banque, pour vingt ans, à
8,25 %) pour aider à la remise en état d'une partis
du réseau routier;

— Mexique (8 juin): 170 millions de dollars (à
l'aide des ressources interrégionales de la Banque,
pour vingt ans, à 8,25 %) pour la réalisation d'un

projet visant à assurer l'altmentation en eau de la ville de Mexico; — Pérou (6 juin) : 30 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 8.25 %) pour le jinancement d'un pro-gramme de crédit dans les secteurs de l'industrie, des mines et de la pêche.

• PONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT. — La Commission des Communautés européennes a pris, les 23 et 30 avril, les décisions de finance-ment au titre du quarieme FED (Fonds éuropéen de développement) en faveur des pays et organismes suivants:

— Conseil africain de l'arachide : aide non rem-boursable de 500 000 u.c.e. et 504 000 u.c.e. pour le financement d'un projet régional de recherche sur l'ajatozine;

"Congo: aide non remboursable de 1 300 000 u.c.e destinde à l'anneer la dernière phase d'un projet de réorganisation de la gestion des ranchs dans la vallée du Niari;

"L'authieme Centrafricaine: aide non rembourvauce du nari:

— République Gentrafricaine: aute non rembour-sable de 8031 000 u.c.e. pour l'entretien de la route nationale numéro 3 : nationale numéro 3:

— Guinée - Bissau : aide non remboursable de 2000000 u.c.e. pour améliorer la viabilité de la route Bambodinca-Quebo;

— les Salomon: prêt à conditions spéciales pour le déreloppement du système de transmission télé-phonious. le acreioppement un system de la acreioppement un system phonique:

- lles de la Réunion : aide non remouvreable de 400 000 u.c.e. et prêt à conditions spéciales de 2550 000 u.c.e. pour l'amenagement hydroagricole du Bras de Cilaos :

- Côte-d'Ivoire : aide non remboursable de 1900 000 u.c.e. pour l'assainlisement de la ville de Rochogo . 1900 000 u.c.e. pour l'assainusement de 44 ville de Korkogo. — Ouganda : prêt à conditions spéciales de 1500 000 u.c.e. et aide non remboursable de 200 000 u.c.e. pour financer les crédits de l'Uganda Development Bank: — Nigéria : aise non remboursable de 150 000 u.c.e. destinée aux instituts de recherche de ce pass :

Development Bank;

- Nigéria : aile non remboursable de 1870 000 u.c.e. destinée aux instituts de recherche de ce pays;

- Ethiopie : aide non remboursable de 200 000 u.c.e. pour un programme de formation pluriannuel;

- Bahamas : prêt à conditions spéciales de 466 000 u.c.e. pour la construction du premier laboratorie de technologie de ce pays;

- Malawi : aide non remboursable de 375 000 u.c.e. pour l'extension de l'école professionnelle rurale;

- Sénégal : prêt à conditions spéciales de 851 000 u.c.e. pour la promotion de l'artisanat et la création de quatre antennes régionales artisanales.

A la suite de la réunion du comité du FED le 13 mai, la Commission des Communautés européennes a pris, les 14 et 23 mai, de nouvelles décisions de financement intéressant les pays suivants :

- Wallis-et-Futuna : aude uon remboursable de 685 000 u.c.e. pour la modernisation du réseau de voirie rubaine et suburbaine de Mata-Utu;

- Polynésie française : aide non remboursable de 248 000 u.c.e. pour un programme forestier dans l'île de Nuku-Hiva;

- Etats A.C.P. (soit : Bahamas - Barbade - Jamaique - Trinité-et-Tobago - Guyane - Grenade) et iles Caraïbes : aite non remboursable de 300 000 u.c.e. pour la mise en œurre de l'étude sur le lourisme régional aux Caraïbes ;

- Etats A.C.P. (Barbade - Dominique - Grenade - Guyane - Jamaique - Sainte-Lucie-Saint-Vincen: - Trinité-et-Tobago et certains territoires d'outre-mer (Antigua - Belize - Montserrat - Saint-Kitts - Anguila) : aide non remboursable de 80 000 u.c.e. pour de formation régionale à l'intention des jeunes diplomates des pays de la région ;

- Dominique : aide non remboursable : 286 000 u.c.e. pour le programme pluriannuel de formation 1976-1980:

- Gambie : aids non remboursable : 286 000 u.c.e. pour le programme pluriannuel de formation 1976-1980 : Ensemble des Etats A.C.P.: aide non remboursable de 555 0000 u.c.e. pour le jinancement des services d'experts et de consultants au bénéjice du
secrétariat général des Etats A.C.P.:

— Centre de développement industriel : aide non
remboursable de 1 508 128 u.c.e. pour les dépenses
de fonctionnement et d'interpention de cet orgavense nour 1980 : Ensemble des Etats A.C.P. ; aide non rembourae l'onctionnement et d'interpention de cet orga-nisme pour 1980; — Haute-Volta : aide non remboursable de 7 651 u.c.e. et prêt à conditions spéciales de 7 000 000 u.c.e. pour l'aménagement de la route Koupeia-Fada N'Gourma.

Association européenne de libre-échange

Réunion du conseil ministériel

L E conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil mixte ARLE-Finlande se sont réunis au niveau ministériel le 11 juin. Cette réunion, qui mar-quait le vingtième anniversaire de l'Associa-tion, s'est tenue en Suède, à Saltajobaden, où la convention de Stockholm avait été négociée la convention de Stockholm avait été négociée en 1959, aboutissant à la création de l'AELE en 1960. Les ministres ont souligné que «la coopération au sein de l'Association a présenté et continuera de présenter une grande importance pour la promotion du commerce, la croissance économique et l'emploi dans les pays participants. à lis ont indiqué que les membres de l'AELE continueront de centrer leurs efforts sur la consolidation du libre-échange et le parachèvement de l'élimination des droits de douane par la suppression d'autres obstacles au douane par la suppression d'autres obstacles au

commerce.

En ce qui concerne les perspectives économiques, les ministres se sont déclarés « préocupés par la persistance de taux d'inflation élevés, les incertitudes croissantes concernant l'approvisionnement et le prix de l'énergie, la situation monétaire et le déséquilibre des balances de paiements », ainsi que par les perspectives peu favorables de croissance économique et du taux de chômage élevé pour l'ensemble de la zone de l'O.C.D.E. Cette évolution est susceptible « d'augmenter les risques tion est susceptible a d'augmenter les risques de pression en faveur du protectionnisme ». Par conséquent, « un renjorcement de la coopéra-tion internationale s'impose pour maîtriser ces difficultés ».

REUNION DU COMITE ECONOMIQUE. — Le comité économique de l'AELE, réuni à Genéra les 12 et 13 mai, a estimé que la croissance économique et l'emploi dans les pays de l'AELE. évoluent en 1950 d'une manière satisfaisante. Le P.N.B. progressera en moyenne de 3 % au moins, et la plupart des pays membres continueront à assurer le plain emploi, alors que la Finlande et le Portugal réduiront leur taux de chômage. Le comité a examiné en particulier l'évolution économique dans trois pays nordiques : Finlande, Norvège et Suède.

Norvège et Suède.

ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE LIBREECHANGE AVEC L'ESPAGNE. — L'aocord de libreéchange multilatéral conclu entre les sept pays
de l'A.E.L.E. et l'Espagne est entré en vigueur le
10 mai; le même jour, entraient également en
vigueur les accords commerciaux bilatéraux en
matière agricole entre l'Espagne et l'autriche, la
Finlande, la Norvège, la Suède et la Suisse.

Le comité mizie, institué pour gêrer l'accord,
s'est réuni pour la première foiz, la 14 mai, à
Genève. Il a décidé d'appliquer à partir du 1º juillet
les réductions tarijaires qui constituent la première
étape vers la suppression de tous les droits de
douans et autres restrictions aux échanges sur la
quasi-toialité des échanges entr les pays de l'A.E.L.E.
et l'Espagne.

quasi-totalité des échanges entr les pays us l'allement l'Espagne.

A la suite de ces réductions tarifaires, le ntoeau de libéralisation des échanges de produits industriels sera le même dans les relations entre les pays membres et l'Espagne qu'entre l'Espagne et la Communauté économique européenne.

L'accord contient des dispositions spéciales régissant les échanges entre le Portugal et l'Espagne. FONDS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN FAVEUR DU PORTUGAL. — Le troisième 14pport

unnuel du Fonds A.E.L.E. de développement indus-triel en faveur du Portugal, publié le 2 juin, porte sur la période allant du 1= jévrier 1979 au 31 jan-vier 1980. Il indique notamment qu'au cours de sa troisième année d'existence, le Fonds a approuvé des prêts totalisant 1,209 milliard d'escudos (envi-ron 24,1 millions de dollars) pour des projets d'inves-tissement spécifiques au Portugal.

Association latino-américaine de libre-commerce

Progrès de la négociation sur la restructuration

A deuxième série de négociations sur la l'association latino-américaine de libré-commerce (ALALC.) s'est tenue à Asuncion (Paraguay) du 5 au 14 juin. Consacrée aux mécanismes des échanges et aux questions institutionnelles, cette reunion est parvenue à des résultats qui, selon son président (le ministre de l'économie du gouvernement, paraguayen) sont jugée et l'accourte de l'économie du gouvernement. sident (le ministre de l'économie du gouver-nement paraguayen), sont jugés « très impor-tants ». En effet, en ce qui concerne les ins-truments du programme de libération du com-merce régional, les représentants des pays mem-hres se sont prononcés pour la suppression de la liste commune, dont la négociation s'était heurtée à un échec qui fut à l'origine de l'im-passe de l'Association depuis 1967. Ils ont aussi annulé les résultats de la première négocia-tion de cette même liste en 1964. Les pays membres procéderont, d'autre part, à une redéfinition des normes relatives à l'application de restrictions non tarifaires, aux préférences douanières; aux clauses de sauve-

préférences donanières, aux clauses de sauve-garde, etc. Des actions multilatérales, des pro-grammes spéciaux de coopération et des aides institutionnelles viendront renforcer les avaninstitutionnelles viendront renforcer les avan-tages déjà consentis aux pays membres béné-ficiant du statut de pays de moindre dévelop-pement économique relatif. Le nouveau schéma d'intégration prévoit, en outre, la conclusion d'accords d'association ou tarifaires entre les pays membres et les groupements économi-ques sous-régionaux.

Dans le domaine institutionnel, les résultats ont été aussi positifs les représentants des

ont été aussi positifs, les représentants des pays membres s'étant mis d'accord sur la struc-ture et le fonctionnement des nouveaux orga-

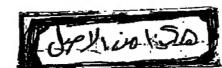
cure et le ronctionnement des nouveaux orga-nes politiques et techniques.

Les conclusions dela négociation d'Asuncion ainsi que celles de la réunion de Caracas du mois d'avril dernier, de vrait faire l'objet des travaux de la dix-neuvième session extra-ordinaire de la conférence des parties contrac-tantes, ouverte à Acapulco (Mexique) le 17 juin.

Groupe andin

Progression du commerce sousrégional

SELON les premières évaluations publiées le 1º juin au siège du Groupe andin, les échan-ges entre les pays membres (à l'exclusion des pro-duits énergétiques) ont atteint en 1979 une valeur estimée à 1061 millions de dollars. Le rythme d'expansion a été, en termes relatifs, supérieur à



celui de leur commerce avec le reste du monde. La ventilation par pays des exportations entre les cinq partenaires place en tête la Colombie (552 millions de dollars), suivie du Pérou (347 millions de dollars), de l'Equateur (96 mil-lions de dollars), du Venezuela (46 millions de dollars) et de la Roligia 119 millions de dollars) dollars) et de la Boliyle (19 millions de dollars).

BESSION DE LA COMMISSION. — La Commission de l'accord de Cartagena a tenu sa vingt-neuvième session ordinaire à Lima. Elle a examiné deux propositions portant sur le programme sectoriel de développement de l'industrie sidérurgique et sur l'organisation du système anatm d'information technologique. En outre, deux groupes de travail ont été constitués: l'un pour étudier un projet concernant la création d'une industrie de la machine-outil en Bolivie, l'autre pour examiner une proposition sur le système de normes de contrôle de la qualité. le système de normes de contrôle de la qualité.

RELATIONS AVEC LE CONSEIL DES AMERIQUES. — Un séminaire réunissant plus de deux
cents chefs d'entreprise appartenant au Conseil
des Amériques et une délégation des cinq pays
andins s'est tenu à New-York du 5 au 8 mai. Considérée comme une preupe de l'intérêt des milieux
d'affaires américains à l'égard du Groupe andin,
cette rencontre a été consucrée aux investissements
étrangers, aux transforts de technologie, aux échanpes estérieurs, aux programmes sectoriels de développement industriel et au financement des projets
de développement économique.

O.C.D.E.

Au conseil ministériel

Au conseil ministériel

Le conseil de l'Organisation de coopération
et de développement économiques (O.C.D.E.)
s'est réuni au niveau ministériel les 3 et
4 juin à Paris. Les ministères ont noté que
le programme d'action concertée adopté par
les pays membres en 1978 avait produit des
résultats bénéfiques qui ont continué de se
faire sentir ces douze derniers mois, en particulier sur le pian de la réduction des déséquilibres des paiements. Mais ils ont constaté que
« le chômage se maintient à des niveaux inacceptables, l'inflation est toujours profondément
enracinée dans nombre de pays et les progrès
vers une croissance mieux équilibrés et moins
inflationnists ont été interrompus par l'auginflationnists ont élé interrompus par l'aug-mentation massive des prix mondiaux du pétrole ». Ils en ont conclu qu' a inévitablement, la hausse des prix du pétrole, conjuguée aux politiques monétaires et budgétaires restrictives qui se révèlent nécessaires, va conduire à un ralentissement de l'activité économique et à une augmentation du chômage dans la zone de l'O.C.D.E. au cours des douze prochains mois ». Reconnaissant qu'un système commercial ouvert et multilatéral est une condition pour la réalisation de leurs objectifs macro-économiques et l'importance d'une poursuite d'efforts vigoureux afin de résister au protectionnisme, les gouvernements des pays membres de l'O.C.D.E. ont adopté une nouvelle déclaration sur la politique commerciale.

Session du conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie

Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) s'est réuni le
22 mai à Paris à l'écheion des ministres.
Les ministres ont examiné les résultats de
l'examen annuel pour 1979 des politiques et
programmes énergétiques des pays de l'A.I.E.
Ils ont reconnu que les mesures prescrites par
les principes de politique énergétique de l'A.I.E.
n'ont pas toutes été mises en place ou n'ont
pas suffi à produire les résultats nécessaires.
Les ministres ont aussi reconnu que les résultats à atteindre effectivement en 1985 par les Les ministres ont aussi reconnu que les resultats à atteindre effectivement en 1985 par les pays de l'A.I.E. pris dans leur ensemble en matière d'importations nettes de pétrole deviaient être largement en retrait par rapport à l'objectif de groupe actuel pour 1985 (28,2 Mb/j d'importations de pétrole, soutes comprises) afin de refléter à la fois les possibilités d'économies et la situation probable de la production pétrolière. Se fondant sur les dennées

d'économies et la situation probable de la production pètrolière. Se fondant sur les données actuellement disponibles, le secrétariat estime ces possibilités à 4 Mb/j environ.

Il a été décidé que « les efforts de réduction des importations de pétrole seraient poursuivies au-delà de 1985 ». Ces efforts permettront de réduire le rapport entre le taux d'augmentation de la consommation d'énergie et le taux de croissance économique, dans l'ensemble des pars de l'AIR à 0.8 environ au cours de la pays de l'AlR, à 0,8 environ au cours de la décennie à venis et de ramener la part du pé-trole dans la demande totale d'énergie de 52 % actuellement à quelque 40 % d'ici à 1990. Les ministres ont encore adopté des mesures Les ministres ont encore adopté des mésures à court terme pour limiter les effets économiques préjudiciables d'éventuelles perturbations à court terme du marché pétroller tenant au prix ou au volume des approvisionnements. Ces mesures concernent des instruments de référence et de plafonds (il est décidé que « si, à un moment quelconque, on relève les signes d'une tension imminente du marché, les ministres se réuniront à bref délai ») ainsi que les politiques de stocks. politiques de stocks.

AU COMITE DE POLITIQUE ECONOMIQUE. — M. Christopher William McMahon, sous-gouverneur de la Banque d'Angleterre, a été étu le 20 mai président du groupe de travail no 3 du comité de politique économique de l'O.G.D.E. M. Charles L. Schulitze, président du groupe des conseillers économiques du président des Elats-Unis, a été réélu président du comité de politique économique.

PRODUITS CHIMIQUES. — Lors d'une réunion spéciale qui s'est lenue à Paris du 19 au 31 mai, des ministres et des hauts responsables dans le domaine des produits chimiques, représentant les pays membres de l'O.O.D.E., ont approuvé à l'unanimité un ensemble de mesures visant à stimuler et à coordonner, sur le plan international, les actions engagées pour réglementer les produits chimiques en une de protéger la santé humaine et l'environnement.

DEPENSES PUBLIQUES. — Une soignntaine de fonctionnaires de vingt pays membres de l'O.C.D.E. ont participé, du 23 au 30 mai, d un séminaire sur le contrôle des dépenses publiques.

RECENTES PUBLICATIONS

Suède et Yougoslavie, dans la série Etudes économiques, 88 et 77 pages, Paris, 1980.

O Création directe d'emplois dans le secteur public, 53 pages, Paris, 1980.

Coûts et marges en secteur bancaire un panorama international: no 15 du rapport: Tendance des marchés des capitaux.

Statistiques de POCDE, sur la construction navale: publication trimestriclie, dont les données portent sur le premier trimestre 1980.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

La conférence ministérielle s'efforce d'harmoniser les prix

R EUNIE à Alger du 9 au 11 juin, la cinquante-septième conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est terminée par un accord sur une nouvelle base tarifaire du pétrole. Les ministres nouvelle base tarifaire du pêtrole. Les ministres ont en effet décidé de fixer à 32 dollars le prixplafond du baril de brut de référence (arabian light), et à 5 dollars maximum la valeur des différentiels de fret et de qualité pouvant s'ajouter à ce prix. Cette mesure prend effet a compter du 1er juillet et s'appliquera jusqu'à la réunion tripartite (ministres du pêtrole, des finances et des affaires étrangères) prévue pour septembre prochain. Le communiqué publié à l'issue de la réunion précise que a cette nouvelle organisation des prixvise à instaurer un équilibre entre l'offre et la demande afin d'éviter la constitution de stocks

supplémentaires nuisibles à la jois aux produc-teurs et aux consommateurs ».

Les participants ont, en outre, réafirmé leur détermination de voir le prix du gas fixé par référence à celui du pétrole, ce qui, selon eux, contribuerait à « établir une politique commer-ciale cohèrente des hudorarchurs » ciale cohèrente des hydrocarbures ».

Ils ont aussi pris des décisions de principe concernant notamment la création d'une agence concernant notamment la création d'une agence d'informations qui « deviendra opérationnelle aussitét que possible», la mise en route d'une étude de faisabilité pour un institut de formation supérieure destiné à instruire des personnels qualifiés des autres pays du tiers-monde. Les ministres ont enfin chargé Cheikh Yamani, président du comité ad hoc, d'émettre des propositions concernant le plan d'action pour une stratégie à long terme des pays membres de l'Organisation lors de la prochaine conférence tripartite.

TRANSFORMATION DU FONDS SPECIAL. — Réunis à Vienne le 27 mai, les ministres des finances des treise pays de l'OPEP ont approuvé la transformation du Fonds spécial de l'Organisation en «Fonds de l'OPEP pour le dévoloppement international»: Il devient ainsi une agence autonome au sein de l'institution pour metire en œuvre coopération et assistance financière au bénéfice des autres pays du tiers-monde. A cette occasion, les ministres ont décidé un accroissement de 1,6 milliard de dollars de ses ressources, ce qui en porte le montant à 4 milliards. Ils out aussi pris la décision de principe d'augmenter la contribution de l'OPEP au Fonds international pour le développement agricole (FIDA), organisme rattaché à l'ONU.

◆ ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUA-NERS ET LE COMMERCE. — La dernière liste tarifaire reprenant les engagements souscrits en maitère d'abaissement de droits par les pays parti-cipant aux négociations commerciales multifaté-rales du « Tokyo Round », dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), vient d'être publiée : il s'agit du Protocole additionnel su protocole de Genère (1979) annexé à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

— M. William B. Kelly (Etats-Unis) est devenu le 2 juin l'un des deux directeurs généraux adjoints

du GATT.

• COMMUNAUTE DES CARAIRES. — La cinquième session du comité permanent des ministres du travail de la Communauté des Carábes a eu lieu à Saint-Ritis-Nevis-Anguilla les 15 et 16 mai. Le comité a traité de questions relevant de la compétence de l'Organisation administrative du travail des Carábes, qui sièpe à La Barbade ; dévelopement du programme de formation et mise au point d'un système de collecte et de diffusion de données statistiques ; rapport du groupe d'experts chargé de préparer le rapprochement des législations nationales; dististance du gouvernement-norrégien au programme régional de développement de l'éducation des travailleurs; adoption d'une politique commune pour les travailleurs migrants, en ce qui concerne le recrutement et la défense de leurs droits; sécurité sociale, participation des travailleurs aux benéfices des entreprises, etc.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE ◆ COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES STATS DE L'AFEIQUE DE L'OUEST. — Réunis fin mai à Lomé, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Commu-nauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont décidé, le 27, la création d'une zone de libre-échange entre les seize pays membres à compter du 28 mai 1381. Elle deorait constituer une étape liminaire à la mise en œuere d'un merché commun régional. Cette décision avait été préparée par la réunion du conseil des ministres de l'organi-sation qui s'était tenu du 22 au 25 mai dans la capitale togolaise.

● CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Le jonctionnement du système de préférences généralisé (S.G.P.), lancé en 1970 et destiné à servir de cadre aux pays développés pour l'octroi-sans contrepartie d'un trattement préférentiel aux exportations des jous en voie de développement, a été examiné par le comité spécial des préférences de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), lors de sa réunion à Genève du 27 mai au 4 juin. A l'ordre du jour de

la session figuralent notamment les points suivants : examen du fonctionnement et des effets du système généralisé de préférences, y compris ses répercussions sur les pags en voie de développement les moins avancés, les pags en voie de développement sans littoral et insulaires ; consultations sur l'harmonisation et l'améliaration des règles d'origine ; cuires questions se rapportant au fonctionnement du système généralisé de préférences ; assistance technique aux pags souhaitant bénéficier du système généralisé de préférences.

— Les pags producieurs et consommateurs de viande ont lenu, du 19 au 23 mai, des délibérations avec le double objectif d'évaluer les résultais des récentes négociations commerciales muitlatérales sur la viande et d'explorer les possibilités qui cuisient de formuler un programme d'action international centré sur des mesures de développement.

— La convention des Nations unies sur le transport multimodal international de marchandises a été adoptée par consensus le 24 mai, au terme d'une réunion ouverte le 8 mai et après plus de sept années de négociations menées sous les auspices de la CNUCED. L'acte /inal a été signé immédiatement après par les Elais participents.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU CACAO. - Le OCONSEIL INTERNATIONAL DU CACAO. — Le Conseil international du cacao, réuni à Londrès les 4 et 5 juin, a décidé d'ajourner ses travaux jusqu'au 8 septembre et de suspendre la liquidation de son stock répulaieur. Cette décision intervient au lendemain de l'appel lancé par le secrétaire général de le CNUCED. M. Gamani Corea, pour de nouseaux eljorts en javeur d'une amélioration du elimat entre pays producteurs et pays consommateurs, à la suite de l'expiration du second accord international sur la stabilisation des prix du accao eigné en 1975), le 31 mars dernier. Les dix pays producteurs qui assurent 90 % des approvisionnements mondiaux de cacao et qui sont regroupés au sein de l'Alliance des pays producteurs s'étaient réunis du 19 au 21 mai au Salvador.

au sein de l'Alliance des pays producteurs s'étaient réunis du 19 au 21 mai au Sulvador.

© CONSEIL OEXICOLE INTERNATIONAL. — La quarante-deuxième session du conseil olétools international (C.O.I.), qui s'est tenue d Madrid du 19 au 23 mai, était la première réunion du Canseil dans le cadre du troisième accord international sur l'hulle d'olive négocié à Genève en 1979. C'est d'ailleurs dans l'optique de l'application de cet accord que touter les questions administratives, économiques, techniques, de promotion et autres, initressant la culture de l'olivier, l'hulle d'olive et les olives de table, ont été étudiées.

L'examen de la situation du marché international de l'hulle d'olive a conduit à la constatation d'une amélioration de l'équilibre, en 1979-1980, entre l'affre et la demande; mais cette amélioration découle d'une production mondiale inférieure à la moyenne. L'accent a été mis sur la nécessité de mesures tendant à accentuer la reprise et l'accroissement de la consammation sur les différents marchés, notamment dans les pays producteurs qui soni les principaux consommateurs du produit.

Des progrès sont à enregistrer dans plusieurs domaines : renforcement d'une coopération internationale effective pour aboutir à une amélioration des techniques oféiodes, notamment dans les pays commerciales intéressant les productions olégoles ainsi que leur classification douantère harmonisée; détermination de la valeur biologique de ces produits, ainsi que leur promotion internationale.

© MARCEE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les secrétaires d'Etat à l'écongrés des consentes des consentes de consentes de

● MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les secrétaires d'Etat à l'économie des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont tenu leur vingi-sixième session ordinaire à Managua les 15 et 16 mai. Ils ont exuminé à cette occasion des rapports sur les avantages fiscaux au d'ueloppement et la révision du règlement de l'article IX du truité général sur les industries d'intégration.

l'article IX du truité général sur les industries d'intégration.

Après avoit envisagé l'incidence des nouvelles augmentations du prix de l'énergie et des matières premières sur certains secteurs de production, les socrétaires d'Etat ont autorisé, en vertu des articles 17 et 23 du premier protocole additionnel au régime des industries centraméricaines d'intégration, le relévement d'un certain nombre de produits industriels à partir du 1º juin.

 OEGANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEUES DE PETEOLE. — Réunis le 7 fuin d'Alger, les ministres des Etats membres de l'Organisation des pages srabes exportateurs de pétrole principales. nisation des pags grabes exportateurs de pétrole (O.P.A.E.P.) ont décidé de créer une société commune de technologie — The Arab Engineering Consulting Company — qui fournire des experts arabes aux pays intéressés, réalisera des opérations adpassant les possibilités nationales de chaque Etats, supervisera la formation d'ingénieurs arabes et s'efforcera ainsi de freiner la « fuite des cerveaux ». Cette société aura son siège à Abou-Dhabi et sera dotée d'un capital de 20 millions de dollars. Les participants ont, d'autre part, arrêté le projet de construction d'une cale sèche en Méditerranée dont l'Algérie accueillera les installations.

ont consenti un grand effort pour réduire la facture européenne de Londres dans les années

Au total, Londres bénéficiera d'une réduction totale de 2,585 milliards d'ECU (15 milliards de francs ou 1,6 milliard de livres sterling) pour les années 80 et 81, evec une promesse ferme des Neuf sur une somme équivalente à 1,4 milliard d'ECU en 1982 (8,2 milliards de francs ou 900 millions de livres sterling).

RECYCLAGE DES PETRODOLLARS. — Les ministres des finances des Neuf ont examiné le 9 juin à Luxembourg les moyens de récycler les pétrodollars, c'ext-à-dire de parventr d mettre à la disposition des pays qui ont des déficits de balance des paiements les excédents de liquidités possédés par les pays producteurs de pétrole.

PROTECTION DES TRAVAILEURS. — Les ministres du travail ont adopté le 9 juin à Luxembourg une directive-caire concernant la protection des travailleurs européens contre les risques liés à une exposition à des agents chimiques (plomb et amiants nodamment) pendant le travail. Les ministres ont également approuvé un programme sur la politique communautairs du marché du travail demandant nodamment suz State membres de rechercher des mesures efficaces de lutte contre l'emploi et l'emigration diégaux.

REDUCTION DE L'AIDE AUX EXPORTATIONS DE PRODUITS LATTIERS. — La Commission a réduit d'environ 40 %, depuis le mardi 10 juin, les subventions a n.z. exportations (restitutions) de beurs, de poudre de lait et de butter-oll. Il s'agit en l'occurrence de fairs des économies en attendant que P'Assemblée européenne et le conseil des ministres de la Communauté adoptent le budges communautaire pour 1980, tout en mettant à profit la montée des cours mondiaux.

communicative pour Isao, but et autentit à projet la montée des cours mondiaux.

VENTES DE BEURRE À L'UR.S.S. — La C.E.E. a décidé le 23 moi de modifier son système d'exportations de beurre à l'Union soviétique afin de s'assurer que les ventes ne dépasseront pas, en 1986, un plajond total de 70 000 tonnes qui correspond à la moyenne des ventes des trois dernières années. A la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'UR.S.S., le conseil des ministres des étrangères des Neul avait, en effet, décidé en janvier que le Marché commun ne detrait pas augmenter ses livraisons de beurre traditionnelles. Suspendues en janvier, les ventes de beurrs avaient repris en mars. Les exportateurs intéresses pouvaient acheier par adjudication du vieux beurre (datant d'avant la fin de 1978) venant des etocks d'intervention (c'est-d-dire acheié sux agriculteurs européens au prix minimal fixé par la C.E.E.) à un prix voisin du cours mondial, qui est près de deux fois moins élevé que le prix européen. Les contribuables européens payaient donc la différence. Mais, les exportateurs ne recevaient plus la restitution (subvention à l'exportation) comblent normalement la différence entre le prix mondial et le prix européen.

SANCTIONS CONTRE L'IRAN. — Les ministres des affaires étrangères, réunis à Naples de manière informelle, ont décidé le 18 mai de prendre e sans délais, contre Firan, les sanctions envisagées dans le projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies le 10 fanvier dernier. Ils sont notamment convenus que tous les contrats commerciaux conclus avec l'iran après le 4 novembre 1979 seront frappés par les mesures d'embargo. Les ministres ont pris ces mesures après avoir reconnugue e aucun progrès décisif » vers la livération des otages n'avait été réalisé.

LE COMPTE ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le comité économique et social des Communautés suropéennes a recommandé dans un avis le 23 mai, une harmonisation des mesures de prévention de la contamination par des substances toxiques. Dans un autre avis, en date du 28 mai, il a rouhaité une plus grande convergence des politiques économiques. LE COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL.

CECA

La Commission prévoit un recul de la production d'acier

Mille Caton

Elifonautue meere

sellion caree

A Commission européenne a adopté le pro-L A Commission européenne a adopté le programme prévisionnel pour l'acter concernant le troisième trimestre. Ce programme prévoit une consommation réelle de métal dans la Communauté de 28 millions de tonnes, soit 0,5 million de moins qu'au troisième trimestre 1979 (-1,8 %). Le stockage prévu par les experts de Bruxelles devant être de 0,8 million de tonnes (au lieu de 1,3 un an plus tôt), les importations de 2,5 millions et les exportations de 6,5 millions), la production d'acter des Neur pourrait être de 32,3 millions de tonnes entre juillet et septembre, soit 5,6 % de moins qu'au troisième trimestre 1979 (34,73 millions).

Ces objectifs marquent un changement de cap important par rapport à l'activité constatée depuis le début de l'année dans les actéries de la Communauté. Les derniers résultais connus sont en effet apparaître une forte progression de la production des sidérargies de la Communauté (Grande-Bretagne exceptée, évidemment, où sévissait la grève). Voini les augmentations constatées pendant les quatre premiers mois de l'année : France, + 20,8 %; Italie, + 10 %; Luxembourg, + 6,6 %; R.F.A., + 5,2 %; Belgique, + 4, 7 %; Pays-Bas, + 4,2 %. Soit, au total, un progrès de 9,3 % (42,3 millions de tonnes, au lieu de 38,7 dans ces pays, y compris la production symbolique du Danemark; 0,3 million de tonnes). Ces objectifs marquent un changement de

lion de tonnes). lion de tonnes).

Sans doute une bonne partie de cette croissance a-t-elle courespondu à la nécessité d'alimenter l'industrie britannique, au moment où les forges du Royanme-Uni ne livraient plus que le quart de leur production habituelle (1,8 million de tonnes en quatre mois au lieu de 7,1 un an plus tôt). Mais on peut penser que sans cet événement conjoncturel la production des sidérurgies de la Communauté aurait quand même progressé (simplement moins). De sorte que l'objectif fixé par les experts sux aciéristes de la C.R.E. va être ressenti comme un sérieux coup d'arrêt; car d'une croissance modérée il leur est proposé de passer à un recul de 5,6 %.

Or, on le sait, les objectifs fixés par Bruxelles ont un certain caractère contraignant puisque, dans le cadre du « plan Davignon », les chiffres qui sont retenus font l'objet de la part des sidérurgistes des Neuf, d'un engagement volontaire de les respecter. On comprend, dans ces conditions, que certains représentants des producteurs aient fait des réserves et estimé que les objectifs fixés pour les différents produits laminés devraient être révisés. Les services de la Commission se sont engagés à des modifications des objectifs nationaux, sans cependant remettre en cause les chiffres globaux. globaux

Le discipline des producteurs dans l'applica-tion du dispositif anticrise a recommencé à laisser à désirer au cours des derniers mois. La Commission a donc été invitée à renforcer sa

Stagnation charbonnière

S'agissant de la conjoncture charbonnière, les perspectives laissent craindre une stagnation de la production. L'extraction houillère des Neuf a augmenté en un an de 2,1 % (chiffre valable pour les quatre premiers mois de l'année), mais les stocks à la mine ont recommencé à augmenter, atteignant au total 31,2 millions de tonnes. Pour l'ensemble de l'année, la consommation serait à peu près la même qu'en 1979, la demande industrielle progressant, mais celle des usines à gaz, de la sidérurgie et des particuliers baissant d'un montant équivalent.

Les importations de charbon en proyecance

Les importations de charbon en provenance des pays tiers, qui avalent déjà angmenté de

Marché commun

Le conseil européen demande que l'O.L.P. soit associée aux négociations de paix

LES chefs d'Etat et de gouvernement des neuf pays de la C.E.E., réunis à Venise le 13 juin, ont adopté une déclaration demandant que le peuple palestinien et l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) soient assoliberation de la Palestine (OLP.) soient asso-ciés à la négociation de paix au Proche-Orient sur la base de principes déjà formulés précé-demment par les Neuf (en particulier les réso-lutions 242 et 338 du Conseil de sécurité). La déclaration souligne que le moment est venu de « favoriser la reconnaissance des deux principes suivants: droit à l'existence et à la sécurité de tous les Etats de la région y compris Israel, et justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien ».

du peuple palestinien s.

La déclaration ajoute qu'Israel « doit vivre dans des frontières sières et reconnues et que les Neuj sont prèts à participer à un système de garantles internationales, y compris sur le terrain ». « Le problème palestinien n'est pas un pro-blème de réfugiès, le peuple palestinien dott être en mesure d'exercer pleinement son droit

etre en mesure d'azercar plainement son droit à l'autodétermination », poursult le texte. Israël, estime la déclaration, doit mettre fin aux colonies de peuplement qui sont « un obs-tacle grave au processus de paix ». La déclaration conclut en indiquant que les Neuf ant décidé de prendre les contacts néces-saires avec les parties pour s'informer de leurs positions respectives et déterminer la forme que pourrait prendre une infliative de leur part.

Points d'accord sur les e modifications structurelles » et l'économie Le conseil européen à d'autre part confirmé la volonté de la C.R. de procéder à des « modifications structurelles » dans la perspec-

a modifications structurelles » dans la perspective de l'élargissement du Marché commun à
l'Espagne et au Portugal. Les travaux ont aussi
porté sur les points suivants:

1) SITUATION ECONOMIQUE. — Les
Neuf ont manifesté « la plus vive préoccupation devant les tendances inflationnistes qui
constituent un danger en soi »;

2) EMPLOI. — Les Neuf réaffirment la nécessité d'adopter en priorité « une politique
active de l'emploi ». Ils ont chargé la Commission de présenter chaque année un rapport sur
la situation de l'emploi ;

3) COMMERCE INTERNATIONAL. — Le
conseil a réaffirmé sa détermination de contribuer activement à renforcer le système
commercial international « ouvert et muitilatéral ».

4) RECYCLAGE DES PETRODOLLARS.—
La situation monétaire étant toujours dominée par les déséquilibres considérables des balances des palements provoqués par les augmentations répétées des prix du pétrole, un rapport a demandé le renforcement du rôle des institutions financières internationales pour contribuer au recyclare des nétrodollars. au recyclage des pétrodollars.

5) DIALOGUE NORD-SUD. - Le conseil Insiste à nouveau sur l'importance « capitale » que revêt le dialogue Nord-Sud pour la stabilité des relations internationales. Il demande de « relancer le coopération avec les pays en voie de développement ». Il maintient son « engagement politique » en vue de « négociations globales » pour mettre en point la troisième stratégie internationale du développement.

6) PRIX DU PETROLE. — Le conseil a enfin pris acte « avec une vive préocupation des décisions d'Alger sur les prix du pétrole ». Il estène que, dans les circonstances présentes, une « augmentation du prix du pétrole brut ne parait pas justifiée par des considérations objectives ». Il ajoute que « la caractère répété de ces augmentations comporte des menaces évidentes pour la stabilité internationale, l'infation et l'expansion économique, les investissements, l'emploi et les balances des paiements. Ces effets entrainent des charges insupportables pour les régions industrialisées ».

L'accord de Bruxelles sur la contribution budgétaire britannique

L'Europe des Neuf a sans doute surmonté le 30 mai une des plus graves crises de son histoire en se mettant d'accord, après plus de seize heures de négociations achamées à Bruxelles, sur les grands principes d'une réduc-tion substantielle de la contribution budgétaire britannique à la C.E.E.

L'accord, acquis par les ministres des affaires étrangères, a été entériné ensuite par les gouvernements de la C.E.E. De ce fait, les huit millions d'agriculteurs européens pourront bénéficier de la hausse de 5 % des prix agricoles européens. En effet, M. Peter Walker, ministre britamique de l'agriculteure, avait eccepté la veille l'accord sur les prix agricoles, sous réserve d'un compromis sur la contribution britannique. Quant aux éleveurs de viande ovine, ils bénéficieront à partir du 15 juillet d'une organisation commune de marché de la viande de mouton dans la C.E.E., qui leur garantit des prix minima en cas de chute des cours, et les protège contre des importations trop bon marché de viande de mouton britannique.

En contrepartie, des concessions britanniques dans le secteur agricole, les huit partenaires

44 ML 10 to 100 Telegraphic to be to the state of the s Diegen der Mariant mariantimina in a second seco Ben Brente. Strang at Strang at * *** MESON TO ---A Berters L. 23 C. C. ... to tim do la pe --

30 % en 1979, pour atteindre un total de 59 millions de tonnes (dont plus de la moitié en charbon vapeur) devraient simultanément croître en 1980 de quelque 6 millions de tonnes. croire en 1830 de quelque 6 millions de tonnes.

Déjà la position concurrentielle du charbon faibilt par rapport aux autres ressources énergétiques, et la situation financtère des houlières se détériore. Le comité consultatif de la C.E.C.A. a voté en juin une résolution demandant à la Commission de Bruxelles de prendre de nouvelles initiatives pour mettre en vigueur une politique active en faveur du charbon communautaire.

DE NOUVEAUX CONTINGENTS D'ACTER POUR L'IMPORTATION EN PROVENANCE DES PAYS DE L'EST ont été fixés par le conseil des ministres : 10 000 tonnes de jonte et 600 000 tonnes d'acier pour la R.F.A. (pour l'UR.S.S. Il existe déjà un contingent de 50 000 tonnes d'acier pour 1880 ; 50 500 tonnes aupplémentaires pour la jonte, 150 500 tonnes pour le jerro-manganèse carburé, 16 000 tonnes pour l'acier pour les pays du Esnélux : 144 000 tonnes d'acier pour l'Italie.

L'EXPORTATION DE FERRAILLES BRITANNIQUER.— Un nouveau régime de licences d'exportations pour les ferrailles d'acters non elliés entre
en vigueur le 1º juillet pour les exportations de la Grands-Bretagne vers les pags tiers. Les licences, d'une durés de validité de six mois, sont éditorées sans limitation concernant les quantités ni les licus de destination.

licus de destination.

L'ESPAGNE ACCEPTE LES PRINCIPALES REGLES DU TRAITE DE PARIS régissent la CECA, et cela dès son adhésion au e pool » charbon-acier. Elle a proposé que sa contribution financière aux jonds CECA (dont le montent devrait juire l'objet de négociations à une date ultérieure) soit apportée en trois persements annuels égaux sans intérêts. Les entreprises espagnoles puieront, dès l'adhésion, le prélèvement CECA suivant les teux et les modalités en vigueur à ce moment-la. Systèmatiquement, les entreprises espagnoles pourront accéder aux jonds et systèmes d'ades CECA dans les mêmes conditions que les autres pays membres. Les rèples de prix ne seront pas séparées de la suppression des restrictions juantifictives ou mesures d'ejfet équivalent; 'Espagne les appliquers donc dès l'adhésion mais lie exigera que la Communauté procède parallèment à la suppression des restrictions sur changes.

Parlement européen

Forte pression pour une présentation rapide du budget de la C.E.E.

Lon rapide du budget de la C.E.E.

A session mensuelle que le Parlement européen a terme à Strasbourg du 19 au 23 mai a été dominée par le débat sur la politique générale et le budget de la C.E.E. La majorité des orateurs ont exigé que le budget de 1980 soit présenté le mois suivant. Au terme des discussions, le Parlement a voté par 115 voix contre 31 et 37 abstentions une résolution présentée par la commission des budgets sur la a nécessité d'adopter rapidement le budget après la réunion du Conseil européen », auquel elle demande de statuer sur l'avant-projet de la Commission de la C.E.E. et de décider de a mesures destinées à résoudre le problème de la contribution britannique », précisant en outre qu'u en moun cas, le Parlement (n') entend renoncer au plein exercice de ses pouvoirs budgétaires » et que « si le Conseil persiste à rejuser de présenter le projet (...) il envisagera des mesures politiques ou juridiques (...) pour que la Commission puisse continuer à faire face à ses obligations et qu'en déjinitive la Communauté puisse continuer à fonctionner ». Dans le même domaine, les parlementaires out aussi formulé, le 22 mai, de vives critiques sur la gestion financière de la C.E.E. et adopté une résolution pour rappeler que leur assemblée a constitue, avec le Conseil, l'autorité budgétaire de la Communauté » et « assume la responsabilité politique du contrôle financier ».

« constitue, avec le Conseil, l'autorité budgétaire de la Communauté » et « assume la responsabilité politique du contrôle financier ».

D'autres résolutions approuvées pendant cette session portent en particulier, dans le domaine agricole, sur le marché viti-vinicole (il est proposé de proroger pour trois ans les mesures complémentaires d'intervention prises en 1976) et sur le marché des ovins (pour faciliter un compromis provisoire dans le différend franco-britannique). Abordant par ailleurs la question du marché libre de Rotterdam, le Parlement a repoussé les amendements destinés à instaurer une réglementation plus stricte sur les ventes pétrolières, et donné son aval à une motion proposant une meilleure information sur ces transactions.

transactiona.

Le Pariement a prolongé exceptionnellement sa session pour voter le 23 mai à l'unanimité une résolution condamnant la Suisse dans une affaire qui implique la grande firme pharmaceutique belvétique Hoffmann-Laroche.

Le Pariement s'est solidarisé avec un ressortissant maltals, M. Stanley Adams, Ce dernier a été condamné par les tribunaux suisses pour avoir livré à la Commission européenne des documents établissant la culpabilité de Hoffmann-Laroche en ce qui concerne le viol des dispositions sur la concentrence d'un accordientre la Suisse et la CEE.

que le mouvement des pays non alignés e joue un rôle actif > dans la recherche d'une solution globale.

Les ministres des Etats musulmans ont, d'autre part, condamné la « récente agression mélitaire contre l'Iran (...), l'ingérence et l'application de sanctions économiques individuelles ou autres » à son égard. S'agissant du Proche-Orient, ils dénoncent l'attitude des Etats-Unis et d'Israél à l'égard du problème de Jérusalem et pour leur refus de « reconnaître le droit du peuple palestinien », ainsi que de l'Egypte en raison de ses rapports avec Israél. Ils entendent demander la convocation du Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de la « grave situation née de la décision de l'entité sioniste d'annexer Al-Qods (Jérusalem) » et exhortent les Etats membres à « rompre leurs relations diplomatiques avec tout pays qui déciderait d'(y) transfèrer son ambassade ».

Prenant aussi position sur la situation dans

manques avec tout pays qui decideratt a'(y) transfèrer son ambassade ».

Prenant aussi position sur la situation dans la corne de l'Afrique, la Conférence a exprimé son « inquiétude (devant) la présence de forces de FUR.S.S. et de ses allies, ainsi que (devant) l'agression persistante et la violation de l'intégrité territoriale de la Somalie », exigeant le « retrait immédiat, total et inconditionnel de ces forces ». Elle a enfin mis ses membres en garde contre « toutes les tentatives visant a établir des bases militaires étrangères (...) sur leur territoire ou l'octroi de facilités à des forces armées étrangères », et décidé de « créer un comité ministèriel permanent de douze Etais membres (...) chargé d'examiner toute situation d'urgence affectant un ou plusieurs Etais islamiques et de tenter de résoutre pacifiquement les différends ou confitts pouvant surgir entre eux ».

REUNION DU COMITE SPECIAL SUR L'AFGHA-NISTAN. — Le comtté spécial créé à Islamabad au mois de mai pour rechercher une solution à la situation en Alghanistan devait commencer ses consultations le 20 juin à Vevey (Suisse) avec l'audition d'une délégation de la résistance alghane. Il avait, d'autre part, invité le gouvernement de Eaboul à se faire entendre.

OTAN

Au groupe des plans nucléaires

Au groupe des plans nucléaires de l'Organi-sation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a tenu sa vingt-septième réunion ministérielle à Bodô (Norvège), les 3 et 4 juin. Outre les ministres de la défense de la Bel-gique, du Canada, du Danemark, de la Répu-blique fédérale d'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Turquie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ainsi que l'ambassadeur de la Grèce auprès de l'OTAN, le ministre de la défense du Portugal assole ministre de la défense du Portugal asso-cialt pour la première fois son pays aux tra-

ciait pour la première fois son pays aux tra-vaux de ce groupe.

Selon le communiqué publié à l'issue des travaux, les participants ont rappelé que la politique mise en œuvre au sein de l'OTAN est une «stratégie (...) de riposte graduée et de déjense en quant » et que, à cette fin, le renforcement des différents types d'aumements alliés — classiques, nucléaires de théâtre et nucléaires stratégiques — constitue un ensem-ble indissociable. Rappelant aussi leur préoc-cupation au sviet de la «disparité mi criste ble indissociable. Rappelant aussi leur préoc-cupation su sujet de la «disparité qui existe déjà (en faveur de l'U.R.S.S.) dans le domaine des forces nucléaires de théâtre à longue portée », les ministres ont souligné que « le programme de modernisation (de ces mêmes forces) au sein de l'OTAN était un programme délibérément restreint par rapport au poten-tiel actuel et au développement constant des forces nucléaires soviétiques disposées f a c à l'alliance ». Ils invitent donc l'Union sovié-tique à a accepter sans retard l'offre renou-velés que les Etats-Unis ont faite (...) de négocier des ilmitations vérifiables des forces nucléaires à longue portée basées à terre des deux pays...»

nucléaires à longue portée basées à terre des deux pays...»

Prenant note, par ailleurs, du fait que « les États-Unis ont commencé à retirer d'Europe mille ogives nucléaires », comme prévu dans le cadre de l'opération de modernisation des forces nucléaires de théâtre à longue portée, les ministres rappellent que « le déploiement des nouvelles ogives (...) n'aura aucun effet sur le niveau ainsi réduit ». Dans ce domaine, ils ont aussi été informés des « progrès réalisés par le (roupe de haut niveau du groupe des plans nucléaires » qui examine les « ajustements entraînés par le déploiement des forces nucléaires de théâtre à longue portée, ainsi que leurs incidences possibles sur l'équilibre les rôles et des systèmes dans l'arsenal de l'OTAN ». Les ministres ont aussi passé en revue les procédures de consultation suivies en revue les procédures de consultation suivies de crise de l'OTAN.

Union de l'Europe occidentale

Session de l'Assemblée

R MUNIE à Paris du 2 au 5 juin pour la première partie de sa vingt-sixième session ordinaire, l'Assemblée de l'Union de N première partie de sa vingt-sixième session ordinaire, l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a adopté plusieurs recommandations sur la défense occidentale. Elle a aussi invité l'OTAN à « restaurer l'équilibre militaire actuellement menacé (...) par le déplo...ment de nouveaux systèmes d'armes nucléaires soviétiques » aussi bien par l'accroissement des forces militaires nucléaires et classiques que par des négociations sur la limitation recurroque des armements. L'Assemblée a rappelé que « les dispositions du traité de Bruzelles concernant la déjense mutuelle » prévolent « une coopération étroite ausce l'OTAN e. ses étais-majors » et s'est prononcée en feveur d'un aménagement des conventions limitant les armements conventionnels que l'Allemagne de l'Ouest ne peut fabriquer. L'Assemblée a insisté, en outre, sur la nécessité d'une concertation entre les membres de l'alliance atlantique dans les « politiques qu'ils mêment en dehors de la zons couverte par le truité de l'Atlantique nord », en particuller sur les cemeures efficientes à prendre pour convaincre l'Union soviétique de leur condamnation unanime de l'invasion de l'Afghanistan».

tan ».

S'agissant de l'évolution de la situation au Proche-Orient, l'Assemblée a recommandé à l'Europe de contribuer au renforcement de la «capacité du Pakistan et des autres pays menacés de la région de défendre leur intégrité territorial. », de « manifester son rejus du fait accompti en Afghanistan », d'exiger de l'Iran la libération des diplomates américains et de fournir à la Turquie une side économique. Ell s'est promoncée, d'autre part, pour une révision de la résolution 242 du Consell de sécurité de l'ONU afin de « garantir aux Palestiniens leur droit imprescriptible à l'autodétermination en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour y établir leur territoire propre », tout en assurant a l'intégrité de l'Etat d'Israël », et elle a invité l'Europe à préparer une « confétout en assurant a l'intégrilé de l'Etat d'Israel », et elle a invité l'Europe à préparer une « confé-rence réunissant Israel, tous les pays arabes adjacents ainsi qu'une délégation réellement représentative du peuple palestinien, les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale ». L'Assemblée a tenu à préciser son rôle parmi les autres organisations occidentales, demandant l'examen de « mesures siructurelles à prendre dès à présent sour que l'UEO soit

à prendre des à présent pour que l'U.E.O. soit préparée, le moment venu, à prendre sa place dans un cadre plus large de coopération européenne ». D'autres recommandations plus techniques ont encore été adoptées, notamment

sur la coopération dans les systèmes de com-munication en vidéo, les applications militaires de l'informatique, le programme européen de satellites de détection des ressources terrestres et les activités aérospatiales.

● COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La dixième session du Comité de planification et d'examen de la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.), qui s'est tenue à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) du 19 au 23 mai, devait évaluer les résultais des activités de la commission en 1979 et examiner l'avant-projet de programme de travall pour 1981-1983. Les délégués des gouvernements membres ainsi que des gouvernements et administrations des îles ont annoncé leurs contributions au budget de 1981. D'autres points figuraient à l'ordre du jour de la session : le troisième Festival des arts du Pacifique Sud. qui s'ouvrait à la jin du mois de juin, et le choix de deux thèmes spéciaux dont débattra la vingitieme conférence du Pacifique Sud. — La troisième conférence technique régionale de la protection des régétaux, réunis à Port-Moreiby (Papouasie-Nouvelle-Cuinée) du 23 avril au 2 mai, a adopté plusieurs recommandations viannt à défentre les cultures de la région contre les maladies et les rausgeurs. — La C.P.S. a secueilt à Nouvele, du 16 avril on

aejenare les cultures de la région contre les maladies et les rapageurs.

— La C.P.S. a accueilli à Nouméa, du 14 avril au
21 mai, vingt stapiaires francophones pour une
session d'enseignement sur les méthodes et les
opérations statistiques, organisée par la communion
en collaboration avec l'institut de statistique pour
l'Asie et le Pacifique (ISAP) et la Commission économique et sociale des Nations-unies pour l'Asie et
le Pacifique (CESAP).

OCBOIX-ROUGE — Dans son bulletin no 53 publit le 4 fuin, le Comité international de la Croix-Rouge (G.I.G.R.) indique que « la dégradation de la situation (au Tehad), tant sur le plan politique que sur celui de la sécurité, a amené le C.I.G.R. à supendre ses activités dans la zone tenue par les Forces armées du Nord (FAN) d'Histène Habré à partir du 28 mai.

— En Angola, une première distribution de cing tonnes de mais a été faite par le C.I.C.R. à Katchiounga (anciennement Bela-Vista) entre le 14 et le 17 mai, en fapeur d'environ mille sept cents personnes.

— du Zaire, une première visite a été faite le 1° mai dans un lieu de détention dépendant de la police de sécurité de l'Etat à Kinshasa. Les délégués unt vu une centaine de délenus, auxquels ils ont remis des secours.

remis des secours.

— Le C.I.C.R. a annoncé, le 1 juin, que, à la suite des événements surrenus dans le territoire occupé de Cisjordanie, il avait jait part aux autorités inséliennes de sa préoccupation quant aux conséquences humanitaires touchant la population civile arabe. Ses délégués se sont réndus à plusieurs reprises dans les tieux où le couver-jeu a été impusé. Les démarches du C.I.C.R. ont porté, en vertu des contentions de Genère de 1949, sur la protection de la population civile, notamment en vue d'éviter des mesures de punition collective.

■ LIGUE DES ETATS ARABES. — M. Edem Kodju, secrétaire général de l'Organisation de l'unité airicuine (O.U.A.), a rendu visite à Tunis, du 30 mai au 10° juin, à M. Chedit Ribb, secrétaire général de la Ligue des Etats arabes. Les entretiens ont porté sur les problèmes auxquets se trouvent confrontés Etats africains et arabes ainsi que sur les différents aspects de la coopération afro-urabe. les différents aspects de la coopération afro-arabe.

• UNION PARLEMENTAIRE. — La quatrième Conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européeances a rassemblé cent quarante-deux parlementaires de vingt-neuf des pass signatistres de l'Acte final d'Helsinki, du 12 au 17 mai, à Bruxelles. Le document final, adopté par consensus, souligne et le caractère global et indivisible de la détente » qui doit être l' « objectif des Etaus participants ». Il les invite en conséquence à faroriser, à l'occasion de la prochaîne conférence de Madrid, la tenue d'une « conférence aux les aspects militaires de la sécurité et du désantement ». Réaffirmant les principes d'Helsinki, les participants proposent en outre des dispositions propres à dèvelopper la coopération dans la lutte contre le terrorisme, avant d'inviter les Etais à prendre des messures « pour meture sur pied une coopération pratique entre la Communsuté économique européeance et le Conseil d'assistance économique européeance et le Conseil d'assistance économique des échanges économiques.

ORGANISATION DES ETATE AMERICAINS.

Le conseil permanent de l'Organisation des Rials américains (O.R.A.) s'est réuni le 21 mai pour examiner la situation du Pérou à la suite de l'élection à la prétidence de la République de M. Belaunde Terry. Le conseil s'est nolamment félicité du rétablissement des institutions démocratiques dans ce pays.

pays.

Par une note en date du 19 mai, la gouvernement d'El Salvador a communiqué au secrétariat de l'O.E.A. sa décision de renoncer à organizer la dixième à ession ordinaire de l'Assemblée générale de l'O.E.A. Sa décision est motivée par les difficultés d'ordre administratif et financier que connaît actuellement le pays.

Le comité interaméricain pour l'éducation a tenu à Washington, du 15 au 17 mai, une réunion préparatoire à la session des ministres de l'éducation des pays membres prévue pour la fin de fuillet en Colombie.

-- Réunis à Washington le 4 juin, les représentants du secrétariat général de l'O.E.A. et du gouvernement italien ont paraphé un accord d'assistance mutiliatérale en faveur du développement des entreprises publiques dans les pays membres. entreprises publiques dans les pays membres.

— D'autre part, la Banque de développement des Carabes et l'Institut interaméricain des sciences agricoles de l'O.E.A. ont conclu, le 17 mai, un accord de coopération destiné notamment à aider les pays membres à définir des politiques agricoles à moyen et à long comments.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments ancien l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans un élou sons relâche, construit son avenir.



(PA ATZINGER.)

- Le Painis des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Bénéart, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux;
 Les trésors de ses musées : musée Calvet, musée du Petit Painis (collection de primitifs italiens) notamment;
 Un Centre international de Congrès aménage dans le Paiets des Papes;
- dans (e Pajeis des Papes;

 Son Phéâtre;

 Son Pestival (15 juillet-15 août) Théâtre,
 Choregraphie, Cinema, Musique;

 Des services réguliers de trains e autostouchettes a alier et retour au départ de Paris,
 Staples (Le Touquet), Boulogne, Liége,
 Bruxelles, Amsterdam, Dûsseldorf, Hambourg,
 Karisruhe;

 Son important Marché d'intérêt national;

 De marnifiques expursions à travers la
- De magnifiques excursions à travers la
- Son fulktore (dance et vialles traditions);
 Le Parc des Expositions de Châteaubison;
 La Foire et Expositions du Grand Delta;
- Des entisfactions gastronomiques et des vina de grands crus (Châtesuneui-du-Pape, Côtes du Rhône, Olgondas, Tavel, etc.);
 Visitez AVIGNON « La Sonneuse de Jois î., a,
 - Rénseignements : Syndrost d'Initiation cours Jean-Jaurès

the designation of the state of high der voor in ann const. The state of the Tage to Chicago company on the company of the compa Anne and the property of the second of the s CONTROL OF THE PARTY OF THE PAR

LES CREDITS PREVUS POUR LA READAPTA-TION des travailleurs de la CECA sont ficés en 1980 à un niveau égal aux dépenses à os titre en 1973 : 67 millions d'unités de compte curopéennes (53.9 pour la ridérurgie et 13,1 pour les charbonna-ges). Ces sommes ont concerné l'an dernier 34.542 salariés ou total, dont 27.635 dans l'industrie de l'acter des Neuf et 6.876 dans celle de la houille.

AUTORISATION DE CONSTRUCTION DU LAMI-IOR DE BAGNOLL — La Commission européenne autorisé le projet d'investissement de l'Italider oncernant la construction, à Bagnoli, près de 'aples, d'un nouveau train à larges bandes à haud (colls), dont l'opportunité avait été contes-ée par la sidérurgie de certains autres pays nembres (notamment par celles de France et e R.F.A.).

Conseil de l'Europe Agence spatiale européenne

とはいわいい。これには、「「ATT TO TO TO TO TO TO TO TO THE TO

Echec du lancement d'Ariane

L'en voi a eu lieu le 23 mai, à Kourou (Guyane française). Après un décollage normal, des fluctuations de pression sont apparues sur l'un des quatre moteurs du premier étage, puis la pression de ce moteur est tombée à zéro. Le fonctionnement des trois autres moteurs semble tionnement des trois autres moteurs semble avoir été normal pendant une centaine de secondes, puis leur poussée a également chuté, ce qui a entraîné la retombée en mer du lanceur.

Dans un communiqué, l'Agence spatiale européenne (A.S.E.) a annoncé que la cause de cette défaillance ne pourrait être établie qu'après un examen détaillé des enregistrements de télémesure.

LA NASA COMMANDE UN NOUVEL EQUIPEMENT POUR SPACELAB. — Le directeur général de l'Agence, M. E. Quistgaard, a signé le 27 mai evec le firme allemende Dornier System un contrat pour la production d'une unité de vol du système de pointage d'instruments pour le Spacelab; cet équipement sera livré fin 1983. La NASA, qui a besoin de ce système supplémentaire pour le modèle de mission du Spacelab, supportera le coût de production (enpiron 15 millione d'unités de compte européennes) par l'industrie européenne. Le maître d'œurre, Dornier Systèm, est ausisté dans ce travail par d'autres itrmes européennes, notemment MBB. (Allemagne), SODERN (France), MATRA (France). Contraves (Suisse) et Ferranti (Royaume-Uni).

L'ENTRAINEMENT DES ASTRONAUTES DU SPA-CELAB. — Les astronautes européens et américains qui constitueront l'équipage affecté au premier voi du laboratoire spatial européen Spacelab, ont séjourné, dans le cadre de lour entraînement à la mission à l'Office narional d'études et de racherches aérospatiales (ONERA) à Châtillon-sous-Bagneux, France, du 27 au 30 mai.

Comité intergouvernemental pour les migrations européennes

Aide aux exilés cubains et nouveaux types de réfugiés

REUNI à Genève les 29 et 30 mai, le comité exécutif du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) s'est d'abord préoccupé de l'a exode actuel des Cubains vers les Etats-Unis », en faveur desquels il a envoyé une équipe chargée d'organiser un pont sérien au départ de La Havane, ainsi que le transport par avion de Cubains du Costa-Rica au Pérou et vers d'autres pays. A la demande des Etats-Unis, le CIME a aussi détaché du personne dans les centres d'hébergement temporaire américains, où il a pris en charge la coordina-tion des formalités nécessaires avant la réinstaliation des exilés dans le pays ou à l'étranger.

Le comité a, d'autre part, étudié l'apparition de « nouvelles tendances dans la migration de réfugiés » qui, « au lieu de fuir illégalement leur pays d'origine », sont en nombre croissant a autorisés à quitter légalement leur patrie ». Le CIME estima que la «communauté internatio-nale [a] envers ces réjugiés migrants les mêmes responsabilités » qu'à l'égard des réfugiés traditionnels. Il a, par ailleurs, examiné la question de la amigration sélective en Amérique latine ». Il a aussi été question du « pressant besoin d'une émigration accrue du Portugal ».

L'examen de l'activité du CIME en 1979 montre qu'elle a concerné 249 193 réfugiés et migrants pour un coût total de 115,4 millions de dollars ; quant au programme pour 1980, il prévoit le mouvement de 259 600 réfugiés et mi-grants, et un budget de 142 millions 812 750 dol-

La Cour européenne des droits de l'homme statue dans l'affaire Artico

AR un arrêt du 13 mai, la Cour européenne des droits de l'homme a statué sur l'affaire Artico, qui concerne la République italienne. A l'unanimité, elle a relevé une violation de l'article 6, § 3 c) de la convention européenne des droits de l'homme en ce que M. Artico n'avait pas bénéficié de l'assistance effective d'un avocate prodont une certaine president despris le pas bénéficié de l'assistance effective d'un avo-cat pendant une certaine procédure devant la cour de cassation d'Italie. Eile a aussi décidé, en vertu de l'article 50, que la République ita-lienne devra verser au requérant une indemnité de 3 milions de lires pour préjudice moral. La Commission européenne ayant, d'autre part, porté le 20 mai devant la Cour l'affaire Young, James et Webster, une chambre a été constitué le 5 juin pour son examen et le rap-port adopté par la commission en l'espèce a été rendu public. La commission y exprime notam-ment l'ayis que les droits reconnus aux requé-

ment l'avis que les droits reconnus aux requê-rants par l'article 11 de la convention européenne des droits de l'homme (liberté d'association, y compris le droit defonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats) ont été violés lorsque ces derniers furent licenciés par les Chemins de fer britanniques pour refus d'affiliation à certains syn-

dicats.

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION EUROPRENNE DES DROITS DE L'HOMME. — Au cours de
sa cent quarante-troisième session à Strasbourg du
5 au 15 mai, la commission européenne des droits
de l'homme a examiné quatre-vingt-aept requêtes
individuelles. Deux affaires ont été déclarées irrecevables à la suité d'une audience : affaires Felix
Agnesssens contre la Belgique et Hohammed Kamal
contre le Royaume-Uni.
Après délibérations, la commission a déclaré irrecevables treize requêtes, en a rayé quatre de son
rôle. Elle a également déclaré irrecevables vingthuit requêtes et en a rayé quatre de son rôle suivent
la procédure sommaire utilisée lorsque les affaires
ne soulèvent pas de problèmes importants.

CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES

na soulèvent pas de problèmes importants.

CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES
DES COLLECTIVITES LOCALES. — Les ministres
responsables des collectivités locales des vingt et un
pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis
à Madrid du 21 au 23 mai pour examiner les droits
politiques des immigrés et leur participation à la
vie publique locale ainsi que la coopération entre
le gouvernement central et les pouvoirs régionaux et
locaux. A l'occasion de cette réunion, le 21 mai, a
été ouverts à la signature la convention-cadre
européenne pour la coopération transfrontalière des
collectivités ou autorités territoriales, destinés à
faciliter la coopération entre communes ou régions
se trouvant de part et d'autre d'une frontière, dans
les domaines de leur compétence.

POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX. — Queloue

les domaines de leur compétence.

POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX. — Quelque cent soixente-dir élus des pays membres du Conseil de l'Europe, cinsi que des observateurs de la Pinlande, d'Israël et de la Yougoslavie, ont participé du 10 au 12 fuin à Straeboury à la quinzième session de la conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, qui s'est consaorée à l'exzumen des thèmes suivants: pouvoirs locaux et régionaux lace au développement de l'énergie nucléaire: progrès de l'intégration européenne; institutions régionales en Europe et coopération transfrontalière.

Organisation de la conférence islamique

Création d'un comité spécial chargé de rechercher une solution à la crise afghane

REUNIE à Islamabad du 16 au 22 mai, la Conférence islamique a décidé la création d'un comité de trois membres destiné à « rechercher les poies et les moyens, y compris les consultations appropriées » pour trouver une solution à l'einvasion » de l'Afghanistan qu'elle a de nouveau condamnée. Elle a aussi retenu l'idée d'une « conférence internationale sous l'égide des Nations unies ou d'une autre orga-nisation internationale », tout en souhaitant

LEMONDE DIPLOMATIQUE |=

INTERROGATIONS

ES critiques du rôle joué par la mé-decine mentale, en dehors d'inter-ventions strictement justifiables par des raisons thérapeutiques, s'attachent en général à dénoncer sa collusion avec l'apgénéral à dénoncer sa collusion avec l'appareil d'Etat. Approche explicable d'un point de vue historique : la psychiatrie a été, en France, la première médecine publique, exercée dans des cétablissements spèciaux », ou asiles, par des médecins placés sous l'autorité des préteis et chargés d'un mandat de sauvegarde de l'ordre public autant que d'essistance aux personnes. La loi de 1838, et surtout son article 18 relatif au placement dit « d'office », exemplifie cette complicité : le psychiatre entérine une décision de l'autorité administrative et justifie ainsi par des raisons médicales (honnes ou mauvaises, là n'est pas la question) la gestion de populations dangerenses.

Même les réformes récentes de l'orga-

Même les réformes récentes de l'orga-nisation de la médecine mentale parais-sent s'inscrire dans cette problématique du service public. Ainsi l'idée du secteur, matrice de la politique psychiatrique française depuis les années 60, consiste à décen-trer vers la communauté le dispositif de prise en charge des malades mentaux, au-trefois exclusivement axé sur l'hôpital psytrefois exclusivement axé sur l'hôpital psy-chiatrique. Mais il était entendu, du moins pour les promoteurs de cette politique, que l'équipe ainsi implantée dans le milieu de vie devait prendre en charge la totalité des besoins en santé mentale de la popu-lation dans le cadre d'une organisation homogène impulsée, financée et super-visée par l'administration centrale.

E poids de cette tradition a été si fort qu'il a polarisé l'essentiel des critiques adressées à la médecine mentale. En particulier les efforts de la contestation dite antipsychiatrique se sont principalement cristallisés autour de deux axes : mise en cause du cadre institution-nel de l'exercice de la médecine mentale (interprétation de l'hôpital psychiatrique comme une « institution totalitaire ») ; mise en cause des rationalisations thérapeutiques qui recouvent l'exercice d'un peutiques qui recouvrent l'exercice d'un pouvoir dont la fonction serait en dernière pouvoir dont le fonction serait en dernière analyse de contrôle social, voire de répression politique. Des élogans comme celui du épsychiaire-flic » ou l'assimilation du secteur à un équadrillage policier » n'ont fait en somme qu'exacerber, sur un mode caricatural, cette propension générale à rechercher derrière les propensions.

sur un mode caricatural, cette propension générale à rechercher, derrière les pratiques de la médecine mentale, la marque de l'autorité coercitive d'un appareil d'Etat. Il n'est pas question de nier ici le rôle démystificateur que cette approche a pu avoir par rapport à la prétention hégémonique d'un discours médical « neutre ». Cependant, on peut aujourd'hui se demander si elle ne refoule pas un certain nomine

Cependant, on peut aujourd'hui se demander si elle ne refoule pas un cartain nombre d'interrogations qui se font de plus en plus pressantes au fur et à mesure que se mettent en place de nouveaux dispositifs de plus en plus éloignés de l'organisation traditionnelle de la médecine mentale.

Sait-on par exemple que, aujourd'hui, environ 10 % seulement des malades entrent à l'hôpital psychiatrique sous le régime de cette loi de 1838 qui fait littéralement de la folie une « affaire d'Etat »? Et, à l'autre extrémité de la chaîne des pratiques de la médecine mentale, comment penser dans le cadre de ce schéma du service public le rôle actuellement joué par la psychanalyse? Vollà une pratique née du génie d'un homme solitaire, qui s'est longtemps développée sur un mode s'est longtemps développée sur un mode marginal, dans le csdre de l'exercice d'une profession privée. Pourtant, elle est actuel-lement largement implantée dans l'en-semble des services officiels, et l'on semble des services officiels, et l'on pourrait même démontrer que c'est principalement grâce à elle que ceux-ci ont pu, ces dernières années, réaliser leur aggiornamento moderniste. En même temps, qui ne voit qu'elle est un vecteur essentiel de la diffusion des schémas d'interprétation médico-psychologique dans l'ensemble social à travers les grands organes d'information, les arts, la culture, les institutions éducatives?

Als la psychanalyse n'est qu'un des champs où se manifeste aujourd'hui le rôle essentiel joué par des pra-tiques qui doivent apparenment peu aux tiques qui doivent apparenment peu aux pouvoirs publics pour rendre compte du processus de jeur mise en place et de leur diffusion. Ainsi pourrait-on montrer que les péripéties les plus récentes de l'implan-tation de la « politique de secteur » don-nent une part croissante à des institutions et à des agents de type privé, de plus en plus appelés à collaborer avec les services publics, et non à être supplantés par eux. publics, et non à être supplantés par eux.

Ainsi, dans le domaine de l'assistance, ce que l'on a appelé le « lenotrisme », du nom du secrétaire d'Etat giscardien qui s'en est fait le porte-parole, est cette doctrine qui vise à restructurer le travail social en s'appuyant sur des associations de nature et d'origine diverses, souvent servies par un personnel bénérole dans l'ancienne tradition de la philanthropie. Bien qu'elles soient en dernière instance contrôlées par l'Etat, ces associations économisent au maximum l'intervention de la puissance publique an niveau de la mise en place des services, de leur fonctionnement quotidien et, pour une part, de leur ment quotidien et, pour une part, de leur

Ainsi, également, la mode tout à fait récente des « groupes de rencontres » et des nouvelles techniques à vocation thé-rapeutique on para-thérapeutique impor-

c'était faute de mieux, et en essayant de le résorber ou du moins de réduire son audience. Si les réformes de la psychia-trie qui se sont succédé depuis la fin de la seconde guerre mondiale ont eu des incidences institutionnelles profondes, elles n'ont pas, jusqu'à une date très récente, transformé cet esprit : l'idéal restalt de placer le service psychiatrique public rénové en situation de quasi-monopole.

E « modèle américain » d'implantation de la médecine mentale apparaît très différent. En raison de la pluralité des instances de pouvoir (fédéraux, des Etats et locaux) dans la société américaine, Etats et locaux) dans la société américaine, la psychiatrie publique (au dix-neuvième siècle, la psychiatrie asilaire) n'est jamais parvenue à la position de quasi-hégémonie qui a été longtemps la sienne en France. Elle n'a été rattachée qu'aux structures administratives intermédiaires des Etats. Il n'y a jamais eu aux Etats-Unis l'équivaient de la loi française de 1838, mais des législations particulières dans les différents Etats. Même la tentative la plus concertée d'intervention fédérale, la mise Tout se passe comme si, aux Etats-Unis, les « problèmes sociaux » qui n'étaient pas pris en charge par les instances officielles l'étaient par des initia-tives qui naissent de la société civile. Régulations en quelque sorte horisontales, implantées dans les zones de turbulence de la vie sociale, par opposition aux régulations verticales qui empruntent les canaux hiérarchiques des administrations centrales. On admire souvent le dynamisme et la diversité de ces groupes locaux d'aide mutuelle, d'assistance et d'intervention préventive: on en fait les fleurons les plus représentatifs d'une démocratie à l'améri-caine. Il faut pourtant voir qu'ils sont aussi d'extraordinaires moyens de contrôles intérlorisés et de pressions diffuses. Ils contribuent au moins autant à maintenir le consensus, voire le conformisme social, le consensus, voire le conformisme sociai, qu'à développer l'initietive individuelle. Et ils opèrent avec une singulière efficacité. Il faudrait un prodigieux réseau de régulations étatiques pour arriver au résultat qu'atteint quasi spontanèment la sommation de tous ces dispositifs installés dans les intenstices laissés par le jeu entre les différents organismes officiels. A la limite, on soutiendrait le paradoxe que si les Etats-Unis proposent aujourd'hui la gamme la plus large et la plus diversifiée d'insconsensus, voire le conformisme social Etats-Unis proposent aujourd'hui la gamme la plus large et la plus diversifiée d'instances de prise en charge et de contrôle de la marginalité, c'est précisément parce qu'un pouvoir centralisé n'en a pas assumé seul la responsabilité. En tout cas, le système américain s'est principalement développé par ses marges. Ce sont des francs-tireurs, non directement mandatés, qui ont le plus fait pour déplacer ses frontières et l'ul permettre d'infiltrer progressivement tout le tissu social.

Bien entendu, l'opposition campée ici entre ces deux modèles est trop absolue. Mais l'objectif n'était pas de décrire dans leur complexité deux situations spécifiques. On a plutôt voulu proposer un schéma provisoire d'analyse pour inviter à nuancer une conception artuellement très répandue du développement des dispositifs de contrôle social : celle qui fait de leur contrôle social : celle qui fait de leur diffusion massive une conséquence directe de l'omniprésence et de l'omnipotence de l'Etat.

En France, et s'agissant en particulier de la médecine mentale, cette représentation a pu paraître vraisemblable jusqu'au début des années 70, en raison de la force de cette tradition centralisée du service public que l'on a évoquée. Ainsi, par exemple, a-t-on pu interpréter longtemps les avatars de la mise en place de la politique de secteur comme autant de retards dans la réalisation d'un objectif qui restait indiscuté : déployer un service public homogène de soins en direction de tous les usagers actuels on potentiels, c'estpublic homogène de soins en direction de tous les usagers actuels ou potentiels, c'est-

UJOURD'HUI, ce système d'hypothèses nous paraît devoir être révisé. La crise économique semble favoriser une tendance de la part de l'Etat à se dégager des domaines non rentables de la santé, de l'assistance, du travail social. Le discours néolibéral remplace les proclamations des partisans du Welfurs State, hais il serait naif de parier pour autant sur un relachement des contrôles : l'expérience quotidience montre qu'ils n'out jamais été relachement des controles : l'expérience quotidienne montre qu'ils n'ont jameis été eussi diffus. Il serait tout aussi naif de parler d'un dépérissement de l'Etat. La référence à la situation américaine invite à tenter une analyse plus fine de ses interventions. Dans le champ de la mèdecine mentale, celles-ci se sont montrées rarement fondatrices. Mais leur rôle a été néarmoins essentiel pour soutenir et déve-lopper certaines initiatives, en contrerairer d'autres, au moyen de régulations administratives ou financières, tenter de coordonner l'action de chacune pour potentialiser l'effet de toutes dans un ensemble synchronisé...

N'est-ce pas un aperçu des fonctions spécifiques de l'Etat dans une « société libérale ayancée » ? La médecine mentale noraie avances)? La medeche mentale est peut-êire un des terrains privilégiés où cette société est en train d'expérimenter ses nouvelles stratégies. Pour les saisir, sans doute faut-îl savoir renoncer à d'anciens schémas d'explication qui ont pu avoir une haute valeur heuristique dans d'autres périodes historiques.

Médecine mentale et service public

■ Par ROBERT CASTEL # 1

tées des Etats-Unis (bio-énergie, gestalt-thérapie, analyse transactionnelle, cri primal, etc.) qui déplacent les frontières de la prise en charge vers ces zones confuses où le malaise à vivre remplace l'imputaoù le malaise à vivre rempiace l'imputa-tion de pathologie comme cibie d'une inter-vention psychologique. Il apparaît claire-ment ic' que cette sorte d'éclatement de la conception de la santé mentale, et la diffusion corrélative de nouvelles techno-logies pour la restaurer, la maintenir ou la renforcer, empruntent des voies tout à fait inédites que l'analyse sociologique et politique n'ont pas encore clairement balisées.

N pourrait multiplier les exemples. Leur accumulation suggère que la sextation d'une expansion en ondes concentriques des pouvoirs et des prestiges de la médecine mentale à partir d'un noyau central exprimant les pouvoirs de l'Etat est de moins en moins adéquate pour rendre compte de la situation réelle. Par-delà ce que ces remarques impliquent quant à l'évolution interne du système psychiatrique français, elles invitent à attaches à memorar socia et la transfar. réfléchir à nouveaux frais sur la transfor-mation des fonctions qu'il est appelé à assumer dans la société contemporaine. assumer dans la société contemporaine. En cédant un instant à la tentation du schématisme, on pourrait opposer deux types idéaux de mode d'intervention sociale de la psychiatrie. L'assimilation de la dissidence politique à la maladie mentale en U.R.S.S. formerait la figure-limite du premier, que l'on appellerait le «modèle étatique». Dans ce cas, l'appareil psychiatrique fonctionne comme une pièce soudée à l'appareil d'Etat, et le rôle de ses agentsmédecins est pratiquement indissociable de celui de n'importe quels autres représentants du pouvoir officiel, par exemple, des membres du K.G.B. Mais en dehors même de ces cas limites, on peut rémarquer qu'à membres du K.C.B. Mais en denors meme de ces cas limites, on peut remarquer qu'à une forme d'Etat centralisé et hiérarchisé correspond une organisation de la médecine mentale directement impulsée et contrôlée par les instances administratives et judi-

ciaires centrales.

C'est cette structure qu'est venue sanc-tionner la fameuse loi du 30 juin 1838 sur l'assistance aux aliénés, et les premiers fondements du système psychiatrique fran-çais avaient d'ailleurs été posés par l'Etat napoléonien. Sans doute cette organisation de la psychiatrie aphique a-t-elle toujours laissé subsister un secteur privé; mais ciaires centrales.

en place par l'administration Kennedy d'un système de psychiatrie communautaire impulsé à partir de Washington (Community Mental Health and Mental Retardation ntty Mental Health and Mental Retardation Act, de 1963) n'a pas eu la vocation glo-bale de la politique française de secteur. Aujourd'hui, la doctrine officielle est de fondre ce secteur public, d'ailleurs repris en charge au niveau local quant à sou financement et à son organisation interne, dans l'ensemble constitué par les services d'assistance d'origine et d'inspiration les plus différents (le document le plus nécent plus différents (le document le plus récent sur cette orientation est l'important Report to the President from the President's Commission on Mental Health, Washing-Commission on Mental Health, Washington, 1978).

Mais cette relative falblesse du service

pas eu pour conséquence un retard dans le développement des dispositifs qui relèle développement des dispositifs qui relè-vent directement ou indirectement de la médecine mentale. Très tôt s'est mis en place une sorte de système parallèle, impuisé par des philanthropes, des minis-tres du culte, des professionnels margi-naux, des volontaires de toute sorte. Par exemple, le courant qui, an début du dix-neuvième siècle a sans doute fait le plus pour le renouvellement des modes d'inter-vention de la médecine mentale et leur expansion en dehors du ghetto aslaire, le Moupement de l'hygiène mentale, est expansion en dehors du ghetto asilaire, le Mouvement de l'hygiène mentale, est dû à l'initiative d'un ancien malade soutenu d'abord par une frange étroite de la profession psychiatrique, quelques fondations privées, et des citoyens de bonne volonté. C'est pourtant cet organisme qui a recouvert l'ensemble des Etats-Unis de sociétés d'hygiène mentale » dont le rôle a été déterminant pour imposer une nouvelle approche des troubes mentaux et réorienter l'intervention psychiatrique dans le sens de la prévention. On pourrait dire à peu près la même chose à propos de l'extraordinaire explosion de la psychanalyse et sa pénétration dans tous les secteurs de la vie sociale qui ont suivi la visite de Freud aux Etats-Unis en 1909 : là encore, une pratique d'origine privée a visite de Freid aux Etats-Unis en 1903; là encore, une pratique d'origine privée a joué un rôle essentiel dans la réorganisation des services de la médecine mentale et du travail social.

* Sociologue à l'université de Paris-VIII, auteur, avec F. Castel et A. Lovell, de la Société psychiatrique avancée : le modèle américain, Grazaci, Paris, 1972.

Dans ce numéro :

AU PORTUGAL, LES DIVISIONS DE L'ARMEE ACCENTUENT LA BIPOLARISATION POLITIQUE, par Alain Echegut.

PAGES 3 à 10 :

LITALIE DES MIRACLES ET DES CRISES : Entre

anglais - Allemand - Espagnol - Italien - Busse - Grec FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux R.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les

Cambridge, aux R.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.
Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouves suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisits dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements aout mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettés) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92). Cours tous niveaux (même débutant) Service Orientation. Possi-bilité de prèse en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de Pannée. (Ensci-gnement privé.)

Documentation gratuite à :
LANGUES & AFFAIRES, n° de juin, service 2242
35. rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

développement et sous-développement, par Diana Pinto. — La résurrection de l'« économie souterraine», par Alessandra Nannei. — De la métropole à la «multiville», par Giulio Redaelli. — Trente ans de politique méridionale, par Percy Allum. — Suite de l'article de Giorgio Galli : l'Etat d'un seul parti. Une nouvelle de Vincenzo Consolo : UN JOUR CONSOLT LES AUTORISES. COMME LES AUTRES. Le rôle des intellectueis dans l' « Etat des partis », par Claude Ambroise.

Croissance et crise », par Alain Lipietz. — Recherches universitaires : l'Afrique des conflits, par Charles Zorgbibe.

PAGE 11:

Capacités et limites de la puissance soviétique, par Victor Fav.

PAGE 12:

L'U.R.S.S. et la révolution iranienne, suite de l'article d'Ahmad Faroughy.

PAGE 13: CAMERAS POLITIQUES: Pologne, printemps

PAGES 15 à 18 :

NORVEGE, LES TENTATIONS DU PETROLE (supplément).

PAGE 19 :

Les limites de la libéralisation au Brésil, par Julia

PAGES 20 et 21 :

LE CANADA, LE QUEBEC ET L'OCCIDENT, par Paul Painchaud. - Pour comprendre le Québec, par Jean Copans.

PAGES 22 et 23 :

L'AVENIR DU PARAGUAY SE JOUE A ITAIPU. par Edouard Bailby.

La difficile reconstruction du Cambodge, par Francis Crémieux.

PAGES 25 à 30 : MAURITANIE, LES DEFIS DU DEVELOPPEMENT

PAGE 31 :

Les livres du mois

(supplément).

PAGES 32 à 35 : L'activité des organisations internationales.

< Le Monde diplomatique » du mois de Juin a été tiré à 118 000 exemplaires.

Juillet 1980